

**Dhananjayrao Gadgil Library**



**GIPE-PUNE-009360**

# WORLD SOCIAL ECONOMIC P L A N N I N G

THE NECESSITY FOR PLANNED  
ADJUSTMENT OF PRODUCTIVE  
CAPACITY AND STANDARDS OF LIVING

ADDENDUM TO

MATERIAL CONTRIBUTED TO THE WORLD SOCIAL  
ECONOMIC CONGRESS, AMSTERDAM, AUGUST 1931  
PUBLISHED BY THE INTERNATIONAL INDUSTRIAL  
RELATIONS INSTITUTE • M. L. FLEDDÉBUS, EDITOR

OBTAINABLE FROM THE INTERNATIONAL INDUSTRIAL  
RELATIONS INSTITUTE (I. R. I.), THE HAGUE, HOLLAND,  
AND FROM ROOM 600, 130 EAST 22ND STREET, NEW YORK

## CONTENTS

---

### ADDENDUM \*

Page

ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS  
par Mary van Kleeck, Présidente du Comité du Programme,  
Directrice Adjointe de l'Institut International des Relations  
Industrielles, Directrice des Études Industrielles de la Russell  
Sage Foundation, New York . . . . . 593

ÜBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG DER KON-  
GRESSARBEITEN von Mary van Kleeck, Vorsitzende der  
Programmkommission, Vorstandsmitglied des Internationalen  
Institutes für Bestgestaltung der Beziehungen im Wirtschafts-  
leben, Leiterin der Abteilung für Industrielle Studien an  
der Russell Sage Foundation, New York . . . . . 669

THE PRESENT GROWTH OF WORLD PRODUCTIVE  
CAPACITY (Synopsis) by Dr. Otto Neurath, Director Social  
Economic Museum, Vienna. . . . . 751

LES PROGRÈS RÉCENTS DE LA CAPACITÉ DE PRO-  
DUCTION DANS LE MONDE, (Synopsis) par M. le Dr. Otto  
Neurath, Directeur du Musée Économique et Social, Vienne,  
Autriche . . . . . 757

LA GESTION SCIENTIFIQUE, considérée comme principe  
philosophique et technique d'une stabilisation industrielle  
progressive, (Synopsis) par M. H. S. Person, Ph. D., Directeur  
administratif de la Taylor Society, New York . . . . . 765

WISSENSCHAFTLICHE BETRIEBSFÜHRUNG als eine  
Philosophie und Technik fortschreitender industrieller Stabili-  
sierung, (Synopsis) von H. S. Person, Ph. D. Leitender,  
Direktor der Taylor-Gesellschaft, New York . . . . . 769

\* Printed in a separate volume. Imprimé séparément. In einem separaten  
Bande gedruckt.

## CONTENTS

	Page
THE PROBLEM OF ECONOMIC PLANNING by Dr. Lewis L. Lorwin, Institute of Economics of the Brookings Institution, Washington D. C. (preliminary paper published in advance of Congress). . . . .	773
LE PROBLÈME DE L'ÉCONOMIE DIRIGÉE par Dr. Lewis L. Lorwin, Institut d'économie politique de l'Institution Brookings, Washington D. C. (Synopsis de la contribution publiée avant le Congrès) . . . . .	799
DAS PROBLEM PLANMÄSSIGER WIRTSCHAFT von Dr. Lewis L. Lorwin, Institute of Economics of the Brookings Institution, Washington D. C. (Synopsis der vor dem Kongress gedruckten Abhandlung) . . . . .	805
THE PRINCIPLES OF THE PEOPLE'S LIVELIHOOD - The Problem of Economic Planning as seen in China, by Prof. J. B. Tayler Professor of Economics, Yenching University, Peiping, China (Additional Statement) . . . . .	813
LE PRINCIPE DE L'AMÉLIORATION DES CONDITIONS D'EXISTENCE DU PEUPLE - Le problème de l'économie dirigée tel qu'il est envisagé en Chine, par M. le Professeur J. B. Tayler, Professeur d'économie à l'Université de Yenching, Peiping, Chine (Nouvel exposé) . . . . .	817
DAS PRINZIP DER LEBENSHALTUNG DES VOLKES - Das Problem wirtschaftlicher Planung, wie es in China erscheint, von Professor J. B. Tayler, Nationalökonom, Yenching Universität, Peiping, China (Nachträglicher Bericht) . . . . .	823
LA DISTRIBUTION MASSIVE ET LES NIVEAUX DE VIE, par M. Edward A. Filene, Président de la Maison Wm. Filene's Sons Company, et Président du XX Century Fund Inc. . . . .	829
MASSENDISTRIBUTION UND HÖHERE LEBENSHALTUNG, von Edward A. Filene, Präsident der Firma Wm. Filene's Sons Company, und Präsident des XX Century Fund Inc. . . . .	847

## CONTENTS

	Page
LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS, (Synopsis) par M. Rudolf Broda, Professeur à Antioch College, Yellow Springs, Ohio E. U. A. . . . .	865
WIRTSCHAFTSARBEIT DES VÖLKERBUNDES, (Synopsis) von Dr. Rudolf Broda, Professor am Antioch College, Yellow Springs, Ohio V. S. A. . . . .	869
LES PROGRÈS RÉCENTS DU CONTRÔLE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL, (Synopsis) par M. Joseph Chamberlain, Professeur à la Columbia University, New York. . . . .	875
FORTSCHRITT IN INTERNATIONALER WIRTSCHAFTS-KONTROLLE, (Synopsis) von J. P. Chamberlain, Columbia University, New York . . . . .	879
THE ECONOMIC POLICY OF THE INTERNATIONAL LABOUR MOVEMENT (Synopsis) by F. Naphtali, Director of Economic Research for Trade Unions, Member of National Economy Council, Berlin . . . . .	885
LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL (Synopsis) par M. F. Naphtali, Directeur du Département Syndical des Études Economiques, Membre du Conseil Économique Allemand, Berlin . . . . .	893
LIST OF PERSONS, ORGANISATIONS, INSTITUTIONS, DEPARTMENTS AND JOURNALS INCLUDED IN THE MEMBERSHIP OF THE CONGRESS . . . . .	901
LISTE DES PERSONNES, DES ORGANISATIONS, INSTITUTIONS, MINISTÈRES ET PÉRIODIQUES FIGURANT DANS LA LISTE DES MEMBRES DU CONGRÈS . . . . .	901
TEILNEHMERLISTE, LISTE DER KÖRPERSCHAFTEN, INSTITUTIONEN, MINISTERIEN UND ZEITSCHRIFTEN, DIE IN DER TEILNAHME EINGESCHLOSSEN SIND . . . . .	901

**ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU  
CONGRÈS PAR MARY VAN KLEECK, PRÉSIDENTE DU COMITÉ  
DU PROGRAMME, DIRECTRICE ADJOINTE DE L'INSTITUT INTER-  
NATIONAL DES RELATIONS INDUSTRIELLES, DIRECTRICE DES  
ÉTUDES INDUSTRIELLES, RUSSELL SAGE FOUNDATION, NEW YORK**

---

Des millions de travailleurs en chômage dans un monde aux ressources abondantes, la capacité de production s'étant accrue plus vite que la population; des millions de travailleurs vivant dans la crainte constante du chômage; des multitudes acculées à la misère alors que les producteurs ne peuvent pas vendre les produits de leurs fermes, de leurs mines ou de leurs usines, - telles étaient les conditions devant lesquelles se trouvait placé le Congrès. N'était-ce pas là comme un suprême défi jeté à l'intelligence et à la faculté de construction sociale de la présente génération? L'aménagement économique et social constituait le sujet à explorer, considéré comme pouvant conduire à un avenir meilleur. Ce sujet était défini par le sous-titre de la façon suivante: „Ajustement de la capacité de production aux niveaux de vie'. Au point de vue international, l'essentiel du programme portait sur l'interdépendance et la coopération entre nations considérées comme membres de la communauté mondiale.

Dix-huit adresses spécialement rédigées, quatre-vingts contributions à la discussion préparées par soixante personnes, huit analyses économiques préliminaires traitant du chômage dans divers pays, tels étaient les matériaux dont nous disposions. Notre tâche était d'en découvrir les conceptions et les buts communs, de peser équitablement les différences d'opinions et, si possible, de faire converger vers un foyer unique les directions de pensées conduisant à cette action commune dont l'humanité a tant besoin.

Donc, bien que, en tant que Présidente du Comité du Programme, nous soyions seule responsable quant à la formulation des données et des idées, les documents utilisés ici ne sont point

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

les nôtres.

A la session d'ouverture, le Président, M. C. H. van der Leeuw définit ainsi le sujet et le but du Congrès:

„Lorsque nous parlons de plan économique, nous ne lui attribuons pas, quant à présent, un but exactement déterminé; nous ne supposons pas à priori qu'il s'agisse d'un système économique dirigé ou d'un plan économique simplement fixé dans ses grandes lignes. Nous croyons que, au sein de ce Congrès, de telles questions doivent être examinées scientifiquement et objectivement.”

„Nous savons que de grandes difficultés prévalent actuellement dans différentes nations. Cependant, nous croyons que les problèmes qu'elles soulèvent doivent être analysés cette semaine sur le plan international: c'est seulement ainsi que nous pourrons envisager des garanties d'avenir de nature à éviter le retour de catastrophes aussi graves que celle dont nous sommes témoins.”

„Notre tâche, cette semaine, consistera à extraire de la masse de documents que nous avons devant nous des directives propres à créer de meilleures conditions d'avenir non seulement pour une classe, mais pour toutes les classes de la société humaine.”

### Composition du Congrès.

Le groupe auquel incombait la tâche d'examiner cet important sujet à ce moment crucial s'était librement formé; il ne s'agissait nullement de délégués mandatés par des gouvernements ou organisations. L'appel relatif au Congrès se terminait par ce paragraphe:

„L'I.R.I. invite à participer à ce Congrès non seulement ses propres membres, mais également tous ceux qui, de par leurs études ou leur expérience peuvent lui apporter une contribution utile, ou qui cherchent à prendre conscience de l'unité profonde de la vie économique. Elle offre sa tribune aux dirigeants des affaires et du travail, aux économistes, aux ingénieurs d'organisation, et aux représentants des activités gouvernementales pour s'efforcer d'élaborer sur les bases saines de la coopération un aménagement harmonieux de la capacité de production et des niveaux de vie.”

Ainsi que cet appel le faisait espérer, une grande variété de conceptions et d'expériences fut effectivement la marque de la composition du Congrès. Messieurs et dames appartenant à divers groupes de la communauté industrielle vinrent de vingt-trois nations différentes. Nous ajouterons que ces personnes étaient pour la plupart des notabilités et que leurs idées correspondaient souvent à celles de groupes étendus qu'elles représen-

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

taient en quelque sorte bénévolement: constatation bien faite pour ajouter à l'importance de leurs délibérations, ceci dit sans oublier la valeur unique des travaux de beaucoup d'entre elles sur le sujet traité.

Certaines personnes manquèrent dont la présence, cependant, eut été désirable. D'Amérique du Sud, les personnes invitées ne purent venir. Aucune ne vint du Japon et trop peu de l'Inde et de la Chine; cette dernière ne fut représentée par des Chinois qu'à l'occasion d'une des études préliminaires. Pour ces contrées, des orateurs furent trouvés parmi les congressistes d'autres nations particulièrement éclairés sur leurs conditions spéciales; mais la présence de leurs propres nationaux eut évidemment enrichi les discussions. Toutefois, dans la mesure où le Congrès réussit à s'élever à un point de vue universel, les voies furent ouvertes à tous ceux qui désiraient participer aux recherches et aux études entreprises.

Parmi ceux qui acceptèrent notre invitation, se trouvaient des délégués de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, membres des institutions chargées de la direction économique de la Russie. En annonçant la délégation, ils écrivirent qu'ils „seraient heureux de coopérer avec les économistes d'autres nations et avaient la conviction que ce Congrès aiderait à créer une meilleure compréhension mutuelle entre nations." C'était en fait la première occasion internationale pour des personnalités de l'Union Soviétique de s'expliquer en détail sur les principes et méthodes propres au nouveau système économique de la Russie, tel qu'il se trouve illustré par la réalisation du Plan Quinquennal. Leur venue, par conséquent, n'ajouta pas seulement une nation à la liste, mais apporta à la discussion des données d'expérience relatives à l'aménagement économique et social tel qu'il est actuellement poursuivi en Russie sous le régime communiste.

De plus, le point de vue des Russes, absorbés par la mise en pratique d'un système économique basé sur une interprétation particulière de l'histoire et des institutions économiques, ap-



## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

porta des idées originales par rapport aux autres conceptions développées par le Congrès. La comparaison qui s'institua ainsi fut très instructive, et l'un des traits caractéristiques du Congrès fut précisément la considération des possibilités d'aménagement économique aux différents stades du capitalisme tels qu'ils sont représentés par les diverses nations comparativement avec l'expérience actuelle du plan d'industrialisation soviétique.

Mais le Congrès n'était pas réuni pour discuter les divergences entre le capitalisme, le socialisme et le communisme. Il avait pour mission de rechercher, à travers les différences qui divisent les nations et les groupes, la base fondamentale de coopération dont les faits actuels d'interdépendance économique font une nécessité. Le programme était nettement tracé: examiner d'abord les faits; puis formuler le problème; prendre ensuite en considération les expériences déjà réalisées sous quelques-uns au moins de ses aspects; enfin donner une impulsion et fournir des directives pour l'étude et la propagation de la conception d'un aménagement économique à fins sociales.

### Les faits.

L'étude du chômage au cours des deux dernières décades avait fait l'objet d'analyses par des économistes qui groupèrent les faits étudiés dans des rapports publiés à l'avance. Il n'est pas nécessaire de revenir ici sur ces faits que l'on trouvera dans le premier des deux volumes qui rassemblent les documents soumis au Congrès sous le titre „International Unemployment”. \* Dans ces études, une attention particulière a été donnée aux fluctuations du chômage et non pas simplement à son extension. Les niveaux de vie sont actuellement menacés par l'insécurité qui caractérise la période de dépression, succédant elle-même au mouvement d'essor, conformément à ce rythme de l'activité économique connu sous le nom de cycle. Les données ainsi rassemblées démontrent

\* Chômage International.

## **ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS**

clairement que ces fluctuations sont caractéristiques de la vie économique dans des pays aussi différents que l'Australie, le Canada, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et la Russie (dans la période d'avant-guerre et dans les conditions troublées qui suivirent la révolution). Seule, la Russie des Soviets semble à l'heure actuelle avoir lutté victorieusement contre les influences qui ont plongé simultanément toutes les autres nations dans la plus profonde dépression qui ait jamais été notée dans leurs annales économiques; en Russie, le problème est inverse et consiste en une diminution du temps de travail. La Chine, avec son absence de statistiques et son faible degré d'industrialisation, ne peut pas être comparée exactement avec les autres pays, mais il est clair que le même problème essentiel s'y pose, à savoir l'insécurité des moyens d'existence.

La liste des nations analysées est naturellement incomplète. Elles ont été choisies de façon à illustrer le problème et non pas en vue de fournir un tableau complet du chômage dans le monde. C'est pourquoi il a été fait choix d'une nation débutant seulement dans la voie de l'industrialisation comme la Chine; de pays disposant d'excédents comme les Etats-Unis et le Canada; d'une région dépendant essentiellement des marchés de matières premières comme l'Australie; de nations présentant un haut degré de développement industriel comme la Grande-Bretagne et l'Allemagne; enfin d'un pays relativement équilibré dans son activité économique comme la France. Or, dans tous ces pays, l'insécurité des moyens d'existence, dont le chômage n'est que le symptôme, constitue un fait bien établi.

En dépit des études sur les cycles économiques, qui ont occupé les économistes durant les vingt dernières années, les fluctuations dans ces pays n'ont pas diminué d'amplitude. Le cycle actuel présente au contraire les fluctuations les plus profondes, les plus étendues, et d'un caractère plus international que jamais.

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

Qui plus est, ces conditions décourageantes surviennent à l'issue d'une période d'extension extraordinaire de la capacité de production. Voici d'ailleurs ce que montra clairement le Dr Otto Neurath, grâce aux graphiques si parlants du Musée Social et Economique de Vienne dont il est Directeur :

„Cette figure \* nous montre que, entre la décade 1870-1879 et la décade 1920-1930, la population a augmenté de 50 %, la production de blé également de 50 %, celle de pommes de terre de 100 %, celle de sucre de 500 %, et ainsi de suite. Le tonnage chargé sur wagons et le tonnage transporté par mer ont quadruplé.”

„Je désire insister particulièrement sur ce fait que, en dépit de la croissance proportionnelle de la population et de la production de blé, la quantité de blé dont dispose chaque homme a diminué parce que toute la production n'est pas consommée... De plus, pour diverses raisons, la production actuelle est moindre que la capacité de production réelle.”

Ainsi, les niveaux de vie sont plus bas qu'ils ne le seraient si la capacité de production était pleinement utilisée. Mais ce mauvais emploi de la capacité de production joue à son tour comme cause et provoque du chômage. Le Dr. Neurath dit à ce sujet :

„Mais dans les conditions les meilleures, il y a toujours sous-consommation; il existe toujours une „armée de réserve” qui atteint aux Etats-Unis un million d'ouvriers. La non-élaboration d'une certaine production déterminée ne se manifeste pas seulement par le fait que cette partie de la production n'est pas disponible pour la consommation, mais aussi, au moment où la production est réduite, par le renvoi de travailleurs et, par conséquent, par une diminution de la consommation.”

La sous-consommation et la réduction de production qui en résulte constituent un obstacle au commerce international. Les navires continuent à sillonner les mers, mais leurs cales sont en partie vides. Dans les pays qui se sont fait une spécialité de contribuer au commerce international, soit en raison de leurs ressources naturelles, soit par suite du développement de leur outillage et de leur spécialisation professionnelle, il est impossible de mettre ces avantages à la disposition d'autres pays. Le commerce international est arrêté. Les marchandises sont empilées dans les magasins, et les grains restent dans les silos. Les producteurs qui, auparavant, recherchaient fiévreusement de nouvel-

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

les méthodes et de nouvelles machines pour augmenter leur production parlent maintenant de limiter les quantités produites ou même de les détruire partiellement pour relever les prix.

**Le problème posé par la crise actuelle.**

C'est dans ces paradoxes que le Dr. Neurath situa le problème actuel. Il ne s'agit pas d'une insuffisance de ressources, ni d'un défaut d'aptitude à les mettre en oeuvre. Il ne s'agit pas non plus d'une carence des besoins. Les niveaux de vie sont plus bas qu'ils ne le seraient si la capacité de production actuelle du monde était utilisée à plein. Si nous faisons momentanément abstraction des questions de politique nationale ou de forme du système économique, il est clair que la clé du paradoxe réside essentiellement en un problème d'organisation économique.

Le problème n'est pas de restreindre, mais de développer et d'utiliser la production à son maximum, de façon à satisfaire les besoins qui, étant données les conditions de vie actuelles, sont insatisfaits, et ceci sur une échelle mondiale. La consommation ne peut équilibrer la production dans un système économique en progression que si les niveaux de vie s'élèvent en même temps que la capacité de production. Diminuer la production pour équilibrer une consommation amoindrie, c'est-à-dire correspondant à des niveaux de vie sans relation avec la production possible, c'est arrêter l'expansion économique et détruire des richesses en puissance. Naturellement, le chômage est à la fois une conséquence et un symptôme, comme le montra le Dr. F. C. Benham, de l'École d'économie politique et de sciences politiques de Londres, qui prépara les rapports préliminaires sur le chômage en Grande-Bretagne, en France et en Australie.

„Chercher à ce que tout le monde soit occupé ne constitue pas un but en soi. Si nous pouvions faire en sorte que chacun ait un niveau de vie élevé en ne travaillant que quatre heures par jour ou quatre jours par semaine, cela vaudrait d'autant mieux.”

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

Sur cet aspect du problème, le Dr. Benham se trouva d'accord avec d'autres orateurs qui mirent en avant la nécessité d'élever les niveaux de vie, tâche véritable que pose aux nations la crise économique présente. „Je crois qu'il est important", dit-il, „de maintenir ce but au premier plan, c'est-à-dire d'augmenter autant qu'il est possible les niveaux de vie, en considérant tous les éléments d'amélioration d'existence que cela implique pour le peuple. Mais que résulte-t-il de cette affirmation? Les niveaux de vie dépendent forcément, à la longue, de la production... Un pays peut vivre momentanément avec des capitaux empruntés, comme l'ont fait récemment l'Australie et l'Allemagne; mais en définitive, c'est la production qui conditionne les niveaux de vie. Par conséquent, la voie du progrès économique - qui rend possible tous les autres genres de progrès - réside en un développement de la production."

Quelles sont donc les circonstances qui empêchent cette pleine utilisation de la production, et par suite tarissent la source de l'élévation des niveaux de vie? Le Dr. Max L a z a r d (France) répondit à cette question dans son rapport sur la „Signification du Chômage Universel" par lequel débutèrent les séances du Congrès. Il résuma les études préliminaires des économistes et, s'inspirant également d'autres travaux, en tira une sorte de vaste analyse, point de départ nécessaire pour que la discussion de l'aménagement économique serre de près les circonstances réelles des difficultés mondiales présentes. Le Dr. Lazard débuta par une analyse du chômage, particulièrement dans sa phase actuelle. Il est triste de constater que le paradoxe du chômage est concentré, en quelque sorte, sur une seule et même personne qui se trouve à la fois réduite à la misère et condamnée à l'oisiveté. De plus, le chômage de l'un, l'empêchant d'utiliser les services ou les produits du travail d'autrui, accroît le chômage de l'autre. Le Dr. Lazard posa à ce sujet deux questions: (1) quelles sont les circonstances susceptibles de provoquer un déséquilibre entre l'offre et la demande d'emploi? (2) à quelle combinaison particulière de ces circonstances défavorables est dûe l'énorme augmentation du nombre de chômeurs constatée actuellement dans le monde?

On doit reconnaître tout d'abord qu'il est impossible d'attribuer

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

à une seule cause le déséquilibre en général, mais qu'au contraire celui-ci peut résulter d'un nombre presque illimité de circonstances. Le Dr. Lazard classa ces dernières comme suit :

„En premier, lieu, se placent toutes les causes qui affectent le marché du travail, en particulier la relation mise en relief par le Dr. Benhan entre le niveau général des salaires et le niveau général des prix.”

„En second lieu, il faut noter toutes les causes qui affectent le marché des marchandises. En effet, tout ce qui augmente l'offre de produits agit favorablement sur l'offre d'emploi tandis que ce qui diminue cette offre agit défavorablement.”

„Il y a, en troisième lieu, les événements survenant sur le marché financier: l'abondance des capitaux stimule la production, donc l'offre d'emploi; celle des moyens de paiement stimule les échanges, donc indirectement la production, et par elle, de nouveau l'offre d'emploi; la pénurie de ces mêmes capitaux ou moyens de paiement produit l'effet inverse.”

„Enfin, à des degrés de connexité plus lointains, doivent être évoqués des événements de nature non économique, mais entraînant des conséquences économiques: variations climatériques favorables ou défavorables, inventions scientifiques et techniques, révolutions politiques, guerres, etc.... En un mot, il ne s'agit pas ici de causes au sens philosophique du mot, mais seulement d'influences jouant un rôle plus ou moins grand.”

Résumant ces influences sur la base des études préliminaires, le Dr. Lazard en fit l'inventaire suivant:

### 1) Facteurs intervenant sur le marché des emplois.

Du côté de la demande d'emploi: accroissement naturel de la population (facteur non retenu actuellement); excès d'immigration, insuffisance d'émigration; désertion des campagnes; insuffisance des services de placement; difficulté pour les travailleurs de se déplacer; concurrence de la main d'oeuvre féminine ou enfantine; mauvaise orientation professionnelle de la jeunesse; insuffisance de l'éducation professionnelle; demi-validité; excès des exigences syndicales relativement aux conditions de travail (facteurs soulignés pour l'Angleterre et l'Australie).

Du côté de l'offre d'emploi: irrégularité du rythme de la production dans certaines industries, longueur de la journée de travail, transformation des modes de production (progrès du machinisme notamment), rationalisation de la production. Ces deux derniers facteurs, qui produisent à la longue des effets

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

favorables, sont simplement inventoriés ici et seront repris ultérieurement, lors de la discussion sur la gestion scientifique.

### 2) Facteurs intervenant sur le marché des marchandises.

Du côté de la demande de marchandises: ralentissement périodique de certaines consommations, diminution définitive des demandes portant sur tel produit ou tel service, fermeture des débouchés offerts par certains pays au commerce d'exportation d'autres pays (facteur particulièrement mis en relief pour l'Angleterre) faiblesse relative du pouvoir d'achat des salariés (thèse présentée volontiers par les milieux ouvriers et qui contient dans certains cas une part de vérité, mais ne peut être admise comme explication totale du chômage).

Du côté de l'offre de marchandises: surproduction et hausse excessive des prix de revient. Ces facteurs n'ont pas été mis en évidence par les études préliminaires qui ne concernaient que des données directes relatives au chômage. Le Dr. Lazard montra néanmoins que les surproductions partielles sont reconnues par tous comme aboutissant à la baisse des prix et à la paralysie du commerce. Facile à expliquer lorsqu'il est limité à une entreprise particulière, le phénomène de la surproduction se conçoit plus difficilement comme phénomène généralisé; et pourtant l'expérience de ces dernières années rend bien difficile de nier qu'un tel phénomène de surproduction générale se produise de temps en temps; déterminant le passage des époques de prospérité aux périodes de gêne. La grosse question est d'élucider quelles circonstances engendrent la surproduction générale et de rechercher si un caractère de périodicité s'attache à ce phénomène, ce qui permettrait d'envisager des moyens d'action préventifs. Quant à la hausse excessive des prix de revient, le Dr. Lazard en nota parmi les causes les exigences syndicales en matière de salaire et la lourdeur de la fiscalité (notamment la lourdeur des charges sociales qui pèsent sur l'industrie). A ce sujet, le rapport allemand insiste sur la charge des réparations, qui pèse sur

**ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS**  
le budget de chaque contribuable.

**3) Facteurs intervenant sur le marché financier.**

Le Dr. Lazard examina successivement le marché des capitaux et le marché monétaire.

**Marché des capitaux.** - D'après le rapport du Dr. Robert Wilbrandt, Professeur à la Polytechnique, Dresde, le chômage en Allemagne s'explique dans un large mesure par l'insuffisance de capitaux, notamment de capitaux à long terme, ce qui obligea les industriels allemands à contracter des emprunts à court terme. Le retrait de ces crédits étrangers à court terme paralysa la production et provoqua le chômage; mais le Dr. Lazard observa que c'est l'industrialisation excessive de l'Allemagne qui semble surtout devoir être mise en cause, parce qu'elle amène une disproportion entre la main d'oeuvre disponible et les capitaux disponibles.

**Marché monétaire.** - Examinant les facteurs propres au marché monétaire, le Dr. Lazard fit allusion aux théories quantitatives de la monnaie, actuellement en vogue, et selon lesquelles les crises sont provoquées par l'insuffisance des signes monétaires et notamment l'insuffisance des stocks d'or ou leur répartition défectueuse. Ces questions seront d'ailleurs traitées avec plus de détails lors de la discussion sur ce sujet.

Pour le Dr. Lazard, la cause de l'exceptionnelle gravité du chômage actuel réside dans l'effet accumulé de plusieurs des circonstances énumérées précédemment. La situation du marché du travail lui-même n'est qu'une cause secondaire; et c'est bien là un nouveau paradoxe de ce sujet paradoxal: le chômage aujourd'hui n'est pas un problème qui relève du marché du travail, mais du marché des marchandises et du marché financier. C'est la crise économique elle-même qui se manifeste sous forme de crises de chômage dans les diverses économies nationales.

Particulièrement suggestive est l'estimation du Dr. Benham



## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

qui, sur 16 chômeurs en Grande-Bretagne, en attribut 5 à des causes normales, 6 à des causes particulières à l'Angleterre d'après-guerre, et 5 à la crise économique. Il y a donc lieu d'examiner ce problème de la crise économique avant d'aborder le sujet de l'aménagement économique mondial.

S'inspirant d'un certain nombre de travaux sur les causes de la crise économique mondiale, le Dr. Lazard proposa de prendre comme circonstance initiale la baisse des prix qui s'est manifestée spécialement depuis 1925 sur la plupart des grandes matières premières et denrées alimentaires. Les causes de cette baisse de prix ont fait l'objet de longs débats entre économistes sans qu'aucune thèse n'ait finalement prévalu.

Un système explicatif satisfaisant est celui qui met l'accent sur l'insuffisance relative des stocks d'or: de cette insuffisance découle celle des moyens de paiement, qui n'ont pu suivre les progrès de la production, ce qui entraîna la baisse du niveau général des prix. La baisse a d'abord atteint les matières premières en raison de la concurrence particulièrement forte qui sévit sur leur marché. Au contraire, les prix de gros des produits fabriqués, et plus encore l'ensemble des prix de détail, ont résisté. Finalement, au malaise causé par la baisse de longue durée des prix, s'est superposée en 1929 une crise périodique de surproduction. A cette construction théorique, le Dr. Lazard trouva une base statistique insuffisante, appelant notamment l'attention sur les imperfections de l'indice général des prix.

Une autre théorie soutient que ce ne sont pas les moyens de paiement qui ont été insuffisants, mais les revenus des acheteurs, notamment dans les pays ruinés par la guerre.

Une troisième école, à laquelle se rallie la majorité des économistes français, se refuse à mettre l'accent sur la demande de marchandises ou sur le volume des signes monétaires, et s'en tient à l'idée plus simple que les produits dont les prix ont baissé sont ceux pour lesquels commençait à se manifester une certaine surproduction - matières premières et denrées

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

alimentaires. - Or, les pays vendeurs de ces produits sont surtout les Etats-Unis et autres pays neufs épargnés par la guerre; pendant que l'Europe relevait ses ruines, ces pays ont été de l'avant, à la fois surestimant les besoins futurs de l'Europe appauvrie et sous-estimant la capacité future de production de l'Europe rétablie. La première erreur explique la crise de 1920/21; le cumul des deux erreurs celle de 1929/31.

Mais c'est vers 1925 que l'Europe est revenue à son niveau de production d'avant-guerre. Comment expliquer un aussi long décalage? Tout d'abord, de puissants mécanismes ont été montés pour soutenir les prix. D'autre part, de larges facilités de crédit ont été accordées par les banques à l'industrie et à l'agriculture. Enfin, une extraordinaire poussée de spéculation s'est déclanchée aux Etats-Unis en 1928/29. Les capitalistes du monde entier s'y livrèrent et virent leur pouvoir d'achat considérablement augmenté par des différences de bourse. Méthode malsaine et dangereuse qui devait préparer le cataclysme de 1929/31. Cette poussée spéculative a d'ailleurs été facilitée par les opérations de change qui préparèrent le retour à l'étalon-or de nombreux pays, mettant entre les mains des spéculateurs d'énormes disponibilités monétaires.

En même temps, on croyait aux Etats-Unis à une période de prospérité indéfinie, et cette croyance était dangereusement favorisée par l'abus des ventes à tempérament stimulant artificiellement la consommation et par l'action des banques américaines cherchant à stabiliser le niveau général des prix. Cette atmosphère d'optimisme entraîna à son tour des excès d'investissements industriels, excès qui sont à l'origine de la série de phénomènes en lesquels s'analysent les crises périodiques de surproduction.

Le Dr. Lazard signala en outre un facteur qui intéresse les partisans de l'économie dirigée:

.....la concentration des entreprises industrielles, l'accaparement de leur direction par un petit nombre

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

de gros personnages. Chose curieuse, et dont les propagandistes de l'économie dirigée ne tiennent peut-être pas suffisamment compte: plus la formation des épargnes et la destination des capitaux ont été l'objet de décisions concertées, plus, semble-t-il, s'est détraqué le mécanisme économique qui avait assuré au XIX<sup>e</sup> siècle le développement du capitalisme. Disparition de la concurrence éliminant les moins aptes? Réinvestissements excessifs prélevés sur le profit brut avant toute répartition des dividendes et compromettant l'équilibre entre l'épargne et la consommation? Erreurs de jugements non compensées? Blocage des ressources disponibles sur un nombre trop restreint de branches industrielles? De divers côtés sont formulés contre les „congrégations économiques" des griefs qui ne sont sans doute pas dénués de tout fondement."

Ce passage de l'analyse du Dr. Lazard qui présente des arguments contre l'idée d'aménagement économique n'a été cité ici que pour rendre plus vivante la discussion qui suivra sur ce sujet. De plus, il est bon de juxtaposer ainsi le tableau de l'état présent de la machine économique et de son fonctionnement avec les propositions destinées à améliorer son organisation.

Trois ou quatre autres points importants de l'analyse du Dr. Lazard méritent d'être retenus. Bien que le principal centre de la crise économique soit situé aux Etats-Unis pour des raisons déjà données, il existe différents centres secondaires: en Allemagne, obligée de financer ses industries avec des prêts à court terme; en Europe Centrale et notamment en Autriche, par suite des difficultés résultant du remaniement des frontières; en Angleterre et, jusqu'à un certain point, en Italie, par suite des troubles dûs au niveau trop haut de stabilisation de la monnaie et au ralentissement de certains courants d'exportation.

L'influence des charges fiscales dans le déséquilibre actuel n'est rappelée que pour signaler le point suivant: les dettes de guerre et les réparations ne contribuent pas au désordre par leur importance relativement aux charges fiscales totales, mais par le processus unilatéral du transfert qu'elles exigent et qui perturbe grandement le commerce international.

L'anxiété résultant de la mauvaise situation générale dans le monde est aggravée par l'incertitude des relations internationales, l'agitation révolutionnaire en divers pays, la précarité

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

de nombreux gouvernements. Parmi ces facteurs spéciaux de trouble, il faut certainement noter la difficulté des relations commerciales avec l'U. R. S. S. Finalement, sur ce fond déjà sombre, s'est élevé l'exacerbation des nationalismes économiques à travers le monde: barrières douanières de plus en plus hautes, obstacles à la libre circulation des individus, aspiration plus au moins déraisonnable à l' „autarchie économique”. Tout cela peut être excusable tant que le r a p p r o c h e m e n t politique des principales nations n'est pas effectué et que leur sécurité reste en jeu, mais cela retarde toujours davantage l'ajustement mondial des forces de production les unes par rapport aux autres.

Quatre discussions suivirent cette première séance consacrée au „Paradoxe du Chômage”. Elles ne servirent pas à contredire le tableau si vaste dressé par le Dr. Lazard, mais à ajouter quelques détails ou bien à attribuer un poids différent aux facteurs mis en relief.

Le Dr. Benham suggéra d'examiner à nouveau la signification du „l a i s s e z - f a i r e”. Au point de vue des conditions de travail dans les usines, il a disparu, espérons-le, définitivement. Au point de vue de la direction individuelle des industries, il a également disparu, faisant place à de vastes entreprises qui, en Grande-Bretagne tout au moins, ont souvent un caractère public ou semi-public. „Mais le sens du l a i s s e z - f a i r e auquel se réfèrent les économistes est autre chose encore”, dit le Dr. Benham.

„Il s'agit pour eux du libre maintien du mécanisme des prix selon les changements qui se produisent d'une part dans les besoins des consommateurs et d'autre part dans les procédés de production; il s'agit du maintien de la liberté d'établissement des prix, de façon à ce que ces derniers agissent à la fois à l'égard des producteurs comme indicatifs des changements dans la demande du public, et à l'égard des consommateurs comme indicatifs des branches dans lesquelles des progrès ont été faits et dans lesquelles il leur est possible, par conséquent, de dépenser une proportion plus forte de leurs revenus”.

„Dans ce sens non plus, le l a i s s e z - f a i r e n'a guère prévalu au cours de ces dernières années; on ne peut pas dire qu'il ait fait faillite à proprement parler, mais plutôt qu'il n'a pas été expérimenté. Dans tous

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

les pays, ce fut une floraison de cartels, ententes, tarifs, subventions, contingentements, etc. . . . et nous voyons clairement maintenant que tous ces éléments ont créé une atmosphère rendant la crise presque inévitable. Diverses combinaisons industrielles ont restreint la production au lieu de l'augmenter. Le maintien artificiel des prix pour un temps a conduit finalement à leur brusque écroulement. Le laissez-faire entendu comme devant assurer le libre mécanisme des prix n'a pas été à même de jouer son rôle. Je vous demande de vous souvenir de cela; car sa restauration est peut-être une solution meilleure que l'établissement d'une économie dirigée, d'une Planwirtschaft". \*

Cependant, quelles que puissent être les conclusions du Congrès, le Dr. Benham croit qu'il aura été précieux s'il

„donne à ses membres le sentiment de l'unité du monde économique, et s'il leur montre que. . . pour assister le monde dans son ensemble, il faut que les nations abandonnent leur faux patriotisme, qu'elles attachent moins d'importance à leur souveraineté absolue et collaborent pour chercher les meilleurs moyens de relever l'économie mondiale considérée comme un tout."

Citant l'Allemagne comme un exemple du contraste entre le progrès et la misère, le Dr. Wilbrandt donna un aperçu des causes de la crise subie par ce pays. Avec l'aide d'emprunts étrangers, un mouvement de rationalisation commença en 1927. Il se poursuivit en 1928 et 1929, alors qu'il y avait déjà un million de chômeurs, même pendant la période la plus favorable de l'année. „Chaque chômeur voyant son pouvoir d'achat s'affaiblir, moins de produits purent se vendre et ainsi le chômage s'étendit". C'est en 1930 que survint l'écroulement des finances gouvernementales. Les investissements réalisés dans la construction en général comportaient un recours très large aux deniers publics; d'un total de 9 milliard de marks en 1929, comprenant à la fois fonds publics et fonds privés, ces investissements tombèrent à 5 milliards en 1931, ce qui se traduisit par du chômage dans l'industrie du bâtiment et dans les branches tributaires de cette industrie. De tels faits sont liés aux difficultés budgétaires du gouvernement, auxquelles le Dr. Lazard a déjà fait allusion. Ces difficultés étaient triples: 1) diminution des recettes provenant des impôts et des entreprises publiques telles que les chemins de fer;

\* Système d'économie dirigée, dans le sens où elle est souvent soutenue ou combattue en Allemagne.

## **ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS**

2) augmentation des dépenses pour les chômeurs et pour les fonctionnaires, comme prévu antérieurement; 3) les réparations qui, dans le budget, pèsent d'un poids plus lourd que les traitements et pensions. Finalement, en 1931, les effets de la crise économique mondiale se manifestèrent d'eux-mêmes par la baisse des exportations. Ainsi, les vastes plans destinés à forcer les exportations et vers lesquels tendait la rationalisation s'avèrent inefficaces. Simultanément, survinrent une nouvelle extension du chômage et, pendant l'été de 1931, les événements bien connus touchant la situation bancaire du pays; parmi ceux-ci, le Dr. Wilbrandt ne cita que l'élévation du taux d'es-compte par la Reichbank, mesure de déflation théorique comportant une nouvelle poussée du chômage, d'importance plus grande encore que les poussées antérieures.

Ici, joua un véritable cercle vicieux, qui empêcha toute amélioration: les réparations devant être payées en devises étrangères nécessitaient un excédent des exportations sur les importations. De plus, la rationalisation des industries allemandes s'était faite grâce à des emprunts étrangers, dont les charges - intérêt et amortissement - s'ajoutaient aux réparations. Cet ensemble de charges supposait un excédent des exportations sur les importations qui ne fut atteint qu'en 1930, et ceci non pas essentiellement par une augmentation des exportations, mais par une diminution des importations: lorsque la production se ralentit, les besoins en matières premières sont plus faibles et, les chômeurs achetant moins, il est moins importé d'objets de consommation. C'est donc en raison de la baisse de la production et des privations souffertes par les chômeurs que l'excédent d'exportations atteignit en 1930 le chiffre nécessaire. Mais en 1931, les exportations tombèrent si rapidement que tout paiement extérieur fut rendu impossible.

Si, par miracle, le chômage pouvait être diminué actuellement, il en résulterait un plus grand pouvoir d'achat, une plus grande consommation et, par conséquent, un accroissement des importations, notamment en matières premières et produits ali-

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

mentaires, d'où besoins monétaires accrus, intervention de la Reichbank par l'élévation de son taux d'escompte, restriction de la production et, de nouveau, chômage. Par conséquent, toute diminution du chômage actuel engendrerait un nouveau chômage. Tel est le cercle vicieux qui gravite autour de la balance des paiements de l'Allemagne. Comment peut-il être brisé?

Trois remèdes se présentent: pour atténuer l'insuffisance monétaire, il faut 1) ou bien diminuer les importations et renoncer au commerce avec l'étranger; 2) ou bien augmenter les exportations en même temps que les relations avec l'étranger; 3) ou bien encore alléger la charge des réparations. Le remède qui consiste à augmenter les exportations est impraticable, par suite des droits de douane qui s'élèvent constamment dans le monde entier malgré les avertissements de Genève; ce n'est que par l'abaissement des salaires que les exportateurs allemands peuvent surmonter les obstacles douaniers, mais les autres pays peuvent également recourir au même procédé.

En résumé, voici comment le Dr. Wilbrandt montra l'importance de la position de l'Allemagne dans l'économie mondiale:

„L'économie mondiale souffre si l'Allemagne disparaît comme marché et si les voyageurs allemands s'éloignent. L'économie mondiale souffre si l'Allemagne force ses exportations et contraint ainsi les autres pays à baisser leurs prix et leurs salaires pour ne pas perdre leurs marchés extérieurs. Quant à l'allègement des réparations, il constitue également une solution non satisfaisante pour ceux qui en sont les bénéficiaires”.

Le Dr. Wilbrandt termina par un appel à la compréhension de la situation particulière de l'Allemagne:

„Si, quittant le point de vue international, nous portons nos regards à l'intérieur de l'économie nationale, il est difficile de la considérer comme en antagonisme avec le reste du monde. Si nous forçons nos exportations en vue de payer les réparations, je vous prie de ne pas voir là un désir d'agression à l'égard de l'étranger. Et si nous parlons continuellement des réparations, je vous demande de ne pas considérer cette attitude comme une disposition particulière à la querelle, mais comme un moyen de trouver une issue à la misère qui nous accable.”

## **ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS**

blème mondial. Mr. Valery V. Obolensky-Ossinsky, chef de la délégation soviétique, ajouta une vue complémentaire lors d'une session ultérieure du Congrès. Parlant des traits spécifiques de cette crise, il dit:

„N'est-t-il pas évident que vous avez en Europe un système de relations entre nations tel que l'une est opprimée et l'autre oppresseur? Si une nation doit livrer à l'autre des marchandises et des espèces sans compensation, ce fait engendre nécessairement un déséquilibre entre les principales nations européennes.”

Un autre trait caractéristique de la désorganisation présente du commerce mondial (déjà mentionné par le Dr. Lazard) fut signalé par Mr. Ossinsky dans le fait qu'une grande nation dont le territoire atteint en superficie le sixième du monde est pratiquement exclue des relations commerciales normales. Il s'agit naturellement de la Russie:

„Cet Etat est considéré par bien des pays dans le monde comme une nation très dangereuse, avec laquelle aucune relation commerciale normale ne peut exister, qui ne peut pas être reconnue. Je ne plaide ici aucune reconnaissance, mon pays étant actuellement dans une position telle qu'il n'en ressent nullement le besoin. Mais au point de vue du mécanisme économique mondial, est-ce une situation normale que d'exclure des échanges commerciaux le sixième du globe - et avec lui le marché offrant les plus vastes possibilités de débouchés?”

En même temps, Mr. Ossinsky fournit une interprétation de la crise économique présente. Le paradoxe actuel du chômage en plein progrès économique caractérise une de ces crises de surproduction générale totalement différentes des crises partielles du XV<sup>e</sup>, XVI<sup>e</sup>, ou XVII<sup>e</sup> siècle mentionnées par certains orateurs. Karl Marx a prédit que ces crises générales, liées au mode de production capitaliste et à son extension aux pays „neufs” s'accroitraient en étendue, en profondeur et en acuité jusqu'à ce que la période critique du capitalisme apparaisse. D'après Mr. Ossinsky, nous sommes précisément dans cette période critique prévue. Les explications qui sont données de la crise, même par des économistes opposés aux théories de



## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

Marx sont exactement les siennes: absence de tout plan de production et profonde divergence entre la capacité de production et le pouvoir d'achat des masses.

Mr. Ossinsky expliqua cette contradiction fondamentale par le caractère social croissant de procédés de production en face de la forme privée de l'appropriation des produits. Il pensa que le paradoxe actuel ne pouvait être éliminé que par la disparition d'une telle contradiction, c'est-à-dire par l'instauration d'une nouvelle méthode de production, d'une méthode socialiste de production telle qu'elle est appliquée en Russie. „Vous pouvez être d'opinions différentes sur le mode de production adopté en Russie”, dit-il, mais un fait ne peut être nié: nous n'avons pas de crise générale de production en Russie et ceci constitue un résultat logique du changement de base profond de la vie économique”.

Mr Ossinsky attribua également au „chômage technologique” actuel une signification toute nouvelle par comparaison avec le développement du machinisme dans le passé. Il s'expliqua ainsi:

„Le monde évolue actuellement d'une base technique à une autre. L'électricité est en train de détrôner la vapeur comme force motrice industrielle. Telle est la base réelle de tout le chômage technologique. Je pourrais démontrer que les améliorations les plus variées dans la construction des machines ont pour base l'emploi de l'électricité à la place de la vapeur. Il ne s'agit rien moins que du début d'une révolution technique qui ne peut pas s'achever dans les conditions de production capitalistes. C'est seulement avec le système socialiste de production que la nouvelle force motrice industrielle - l'électricité - deviendra une des bases réelles de la production sociale... L'apparition de l'électricité comme nouvelle force motrice, amenant le commencement d'une nouvelle révolution désorganisant la production capitaliste est une des raisons pour lesquelles le chômage technologique est plus important actuellement que par le passé. Il est un des signes que nous sommes dans une période critique du capitalisme, qui ne peut maîtriser la nouvelle base technique créée par la science.”

Mais c'est l'affirmation d'un nouveau paradoxe que le développement technique de l'industrie dans les pays capitalistes ait conquis une force motrice nouvelle que le capitalisme ne

## **ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS**

peut pas dominer. La raison en est que le capitalisme ne peut pas développer aussi vite le caractère social de la distribution que celui de la production; ce sont en effet les procédés de production qui rendent solidaires les chefs d'industrie et les salariés sous la dépendance de la même force motrice. Celle-ci accroissant énormément la capacité de production, il faudrait que la consommation s'élève parallèlement. Le paradoxe de la misère et du progrès coexistants est ainsi une fois de plus expliqué d'un point de vue différent.

Mais ce paradoxe en est-il bien un? Et n'est-il pas simplement le résultat logique de ce fait que la direction de la production n'est pas réglée par l'intérêt social? C'est précisément ce que fit ressortir au Congrès le Dr F. M. Wibaut, sénateur et, jusqu'à date récente, membre du Conseil municipal d'Amsterdam, à l'occasion de son discours d'ouverture et de bienvenue. Il insista sur le besoin pressant de coopération économique internationale alors que, „depuis le traité de Versailles, c'est la guerre économique qui prévaut, se généralisant et... devenant de jour en jour plus intense”. Un espoir de paix s'est levé au moment de la Conférence Economique Internationale tenue à Genève en 1927. Grâce à elle, la Société des Nations et sa section économique purent chercher à améliorer les relations économiques entre nations mais rien ne fut réalisé. „C'est ma conviction”, conclua-t-il,

„que le monde a grand besoin d'un aménagement économique international.... Cet aménagement est une lourde tâche. Comme pour toute vaste construction, son élaboration demandera de l'intelligence et du temps. Mais au-dessus de l'intelligence et du temps, cet aménagement exigera de la volonté - volonté résultant du sentiment même de sa nécessité.”

**Les bases statistiques de l'aménagement économique universel.**

Sans attendre la volonté d'une telle réalisation, sans discuter non plus les théories économiques du laissez-faire, le Dr. Neurath esquisça les grandes lignes d'une organisation

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

économique universelle. Partant de l'hypothèse que la détresse actuelle pose un problème d'organisation, il proposa d'examiner les faits relatifs à la capacité de production et aux conditions de vie. Pour ces dernières, seraient pris en considération leurs éléments essentiels, tels que l'habitation, l'alimentation, le vêtement, l'éducation, les loisirs, le temps de consommation, les taux de mortalité et de maladie, etc.... Ce sont là les matériaux d'une technique sociale qui n'en est encore qu'à ses débuts. Cette technique sociale correspond à une nouvelle conception de l'organisation économique dont le caractère doit être fonctionnel et dont le critère doit être son aptitude à élever les niveaux de vie parallèlement à l'utilisation maximum de la capacité de production. L'ingénieur qui s'occupe des machines met en oeuvre des matériaux réels, l'acier, le fer, l'électricité, et utilise les lois qui les gouvernent. L'ingénieur social, faisant un projet de machine économique destinée à fonctionner dans un but social, doit, une façon analogue, mesurer la production d'une part et les conditions de vie d'autre part. Il doit cesser de penser en termes usuels de prix, profits, pouvoirs d'achat, crédits et intérêts, parce que la considération de ces éléments empêche l'utilisation au maximum de la capacité de production. Ils limitent la production au maximum pouvant être vendu à un prix qui rapporte le plus gros profit. Aucun excédent n'est produit ou, s'il est produit, il est souvent détruit et cela non pas parce qu'il ne fait l'objet d'aucun besoin, mais parce que, avec le système actuel de production, il n'est pas profitable de la produire. Rappporter tout à l'élément „prix”, c'est empêcher toute organisation de la production sur la base fonctionnelle. Cette économie fonctionnelle exige l'emploi d'un système de mesures décrit par le Dr. Neurath sous le nom de „Naturalrechnung”, système de mesures en nature.

Très voisine de cette idée de mesures en nature est la méthode utilisée par le Dr. Neurath pour grouper les données économiques et sociales en tableaux au moyen de symboles illustrés

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

au lieu de nombres. Ces symboles placent l'esprit d'emblée au sein du problème de l'organisation économique au lieu de lui fournir uniquement des rapports d'ordre financier. De tels tableaux \* montrés au Congrès, permirent à l'esprit de concevoir l'unité du monde, divisé en larges régions économiques; d'imaginer la production spécialisée la mieux appropriée à chaque région et de prévoir de nouvelles possibilités d'élévation des niveaux de vie par l'utilisation complète de la capacité de production du monde considéré comme un tout. Le Dr. Neurath résuma ainsi cette idée:

„Nous pouvons réaliser un vaste plan économique universel limité aux domaines de la production et de la consommation.... Je désirerais montrer comment apparaît la terre quand on la considère comme une usine géante. Examinons d'abord si les hommes peuvent vivre sur la terre, quelle est l'importance de sa „capacité agricole“. De nombreuses estimations montrent que la terre pourrait nourrir presque trois fois autant d'hommes qu'à l'heure actuelle si nous défrichons les terres incultes et si nous appliquons partout les meilleures méthodes de culture connues.”

„Nous pouvons également essayer de nous représenter de la même manière un plan économique mondial pour la production de charbon et autres matériaux. Une rapide enquête suffit à montrer qu'il n'y a pas de difficulté fondamentale à vouloir diviser la terre en régions de production. Dans le cadre d'un plan économique fonctionnel, la division internationale du travail s'impose d'elle-même comme fournissant la plus grande capacité de production fonctionnelle. Il en est de même de la mécanisation générale de l'agriculture, mais non de l'industrialisation générale.”

Illustrant ces idées par des données réelles touchant la distribution des industries dans le monde, le Dr. Neurath en vint à la conclusion que, en dépit des obstacles offerts par les politiques nationales et les méthodes actuelles d'organisation industrielle, une économie mondiale fonctionnelle basée sur un plan économique mondial et sur la division internationale du travail est possible. Elle exigera un Institut de Recherches mondial et l'établissement de statistiques universelles comparables. Mais recueillir les données ne suffit pas. La réalisation d'un schéma,

\* Voyez pages 106—123.

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

d'un modèle économique serait essentielle pour montrer comment l'appareil entier fonctionnera avec toutes ses conditions techniques, les machines et les efforts humains qu'il nécessite.

Bien plus,

„des modèles comparables doivent être construits pour montrer comment la production désirée et la consommation se trouveraient réalisées dans une économie capitaliste, dans une économie socialiste, dans une économie nationale ou dans une économie fonctionnelle avec budget en monnaie. D'autre part, il est essentiel de dresser des cartes en relief figurant les niveaux de vie dans le monde entier. Des moyennes en effet ne signifient rien, puisqu'un système économique qui laisse les uns mourir de faim et comble les autres peut avoir les mêmes moyennes qu'un système où tous reçoivent autant.”

Ces analyses statistiques de la production, de la circulation et des niveaux de vie ainsi que leur mise en oeuvre dans des modèles ou schémas économiques sont des tâches scientifiques. Mais il y a d'autre part le travail d'éducation que comporte l'enseignement économique par la parole et par l'image; car „l'âge de l'ingénieur social ne commencera que lorsque tout homme comprendra ce qu'est une organisation économique, ce qu'est une organisation sociale.”

Ces tâches scientifiques et éducatives d'organisation économique mondiale offrent une plate-forme commune pour un travail de coopération. On peut le marquer avec force sans ignorer pour cela ce groupe de problèmes historico-sociologiques impliqués dans des questions telles que celles-ci:

„Quel est l'ordre social qui s'instaurera à l'avenir, et par quels moyens? Combien de temps le peuple endurera-t-il la faim alors que le blé est en surabondance? L'ordre social ne pourra-t-il jamais être changé que par la force? Combien de temps y aura-t-il encore des hommes vivant au soleil et d'autres vivant à l'ombre? L'histoire du monde donne à toutes ces questions des réponses pessimistes. Il apparaît que, dans la majorité des nations, les transformations sociales décisives ne passent pas d'elles-mêmes par le chemin de la raison. Mais il n'y a pas ici de motifs pour être pessimistes à l'avance. Cela n'est certainement pas dans la mission du Congrès.... Nous avons un travail scientifique à accomplir. Je ne tiens pas pour un compromis et mon opinion est que tout éclaircissement, s'il est conduit scientifiquement et sérieusement, est directement ou indirectement un service rendu à l'humanité.”

## **ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS**

**tion pratique de l'aménagement économique.**

Dans le même esprit de recherche de la vérité, espérant que la ruineuse résistance au changement ferait place à la raison comme guide de l'évolution sociale, le Congrès se tourna vers la Gestion Scientifique pour se rendre compte jusqu'à quel point elle avait déjà montré à l'industrie la voie de la stabilisation et de l'équilibre.

Sous le titre „La Gestion Scientifique comme Philosophie et Technique de la Stabilisation industrielle progressive”, le Dr. H. S. Person, Directeur de la Taylor Society (Etats-Unis) résuma l'expérience actuelle de l'application des principes de Frederick W. Taylor dans l'industrie américaine. Les principes et procédés employés sont la recherche et la standardisation. Grâce à leur application, la gestion scientifique

„découvre, reconstruit, définit et coordonne les facteurs d'un problème d'organisation, les place sous le contrôle coopératif, et par là, établit une stabilité relative.”

Ses résultats ne sont pas bouleversés par la survenance d'une modification: elle traite simplement celle-ci comme un problème de recherche.

„Par l'application de ses principes fondamentaux de recherche - découverte des lois régissant les forces mécaniques, les forces sociales et les comportements individuels - elle permet d'éviter d'une part les changements inattendus provoqués par des forces inconnues; et de réaliser d'autre part des changements désirés par l'utilisation contrôlée de forces connues.”

Poussée par la nécessité vers l'étude de toutes les influences affectant un problème d'organisation donné, la gestion scientifique a appliqué ses principes à des domaines de plus en plus étendus. Elle a toujours remarqué que la stabilisation d'une section limitée pourrait être perturbée par des influences venant de l'extérieur. De son application au poste de travail, elle s'est étendue, par la „loi de la situation” à tout un service, puis à tout un établissement, et finalement à des groupes d'installations représentant souvent différents stades d'un procédé de production. Le Dr. Person résuma ainsi la réussite de cette oeuvre:

617

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

„Cette technique de stabilisation générale et détaillée a été si bien développée dans tous les domaines de l'entreprise individuelle que de grandes sociétés possédant des usines géographiquement très disséminées peuvent aujourd'hui les gérer comme un tout mieux qu'il n'était possible de le faire il y a un quart de siècle pour une seule usine. Cette expérience a une valeur inestimable pour tout essai de gestion collective concernant des domaines industriels plus étendus.”

L'aire d'influence de la gestion scientifique s'est développée en même temps que les expériences faites dans l'industrie devenaient plus probantes. Mais, „la gestion scientifique”, dit le Dr. Person,

„n'a pas encore été appliquée à la gestion collective de l'industrie. Toutefois, l'état présent de désorganisation de l'industrie dans le monde convie la société à essayer un meilleur système de gestion. Les relations entre les entreprises concurrentes dans le système individualiste n'ont pas encore été assujetties à un même contrôle et constituent une force perturbatrice qui cause des dislocations périodiques du mécanisme production-distribution, d'où arrêt du processus industriel, chômage et misère. Ces dislocations se montrent plus destructrices du bien-être humain à mesure que le mécanisme production - distribution devient plus efficace grâce à des relations fonctionnelles plus complexes. L'ensemble du processus industriel - gestion des entreprises concurrentes aussi bien que production et distribution techniques - doit être contrôlé pour que tout désastre soit conjuré.”

„C'est pourquoi toute industrie essentielle, toute industrie proprement nationale, de même que l'ensemble des relations économiques mondiales doivent être amenées à un degré de stabilisation comparable à celle qu'a rendu possible la gestion scientifique dans les entreprises individuelles. La technique de la stabilisation collective doit être élaborée à partir de la technique que l'industrie privée a déjà développée et expérimentée.”

Mais une part de cette technique est le principe du contrôle, que le Dr. Person, donnant un aperçu de la science de la gestion, définit comme „réalisé par l'observance coopérative des „lois” inhérentes à la situation, lois découvertes par la recherche et rendues pratiques par la formulation de standards”. Ainsi, ce terme de contrôle, dit le Dr. Person, signifie „exactement le contraire de ce qu'il signifie dans le mode de gestion ordinaire. Dans ce dernier cas, il signifie „autorité”.

„Dans la gestion scientifique, pour atteindre un but donné, les lois de la situation spécifiées dans les standards doivent être communément observées: ainsi, chaque coopérateur doit accomplir sa fonction selon les prescriptions du meilleur système découvert pour atteindre le but commun

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

cherché. „Responsabilité” remplace „autorité”. Les dirigeants comme les ouvriers sont soumis aux lois de leur responsabilité.”

Et pour ceux qui avancent qu'aucun homme ni aucun groupe d'hommes n'a suffisamment de sagesse pour aménager la vie économique sur une échelle mondiale, le Dr. Person ajouta que, sous la gestion scientifique, les dirigeants ne tirent pas les bases de leurs jugements d'une sagesse intuitive, mais d'une recherche collective à laquelle collaborent des spécialistes de différentes branches scientifiques, physiciens et sociologues, apportant leurs contributions à la solution du problème commun.

Mais pourquoi la gestion scientifique s'est-elle limitée à une entreprise individuelle homogène? Pourquoi ne traite-t-elle pas des relations entre les entreprises concurrentes et n'étudie-t-elle pas, parmi celles-ci, les situations dont les „lois” sont sujettes à recherches? Pourquoi n'a-t-il pas été établi aux Etats-Unis un système économique fonctionnel conforme à celui qu'envisage le Dr. Neurath? Le Dr. Person dit du mouvement actuel de gestion scientifique:

„Ses principes et sa technique sont si fondamentaux que, bien qu'ils aient leur origine et leur développement initial dans une société capitaliste et hautement individualiste, ils peuvent également bien servir tout autre forme concevable d'organisation sociale.”

Ici, se trouve introduite implicitement une acception différente du mot „contrôle”, à savoir la volonté d'employer ou de ne pas employer la technique que la gestion scientifique a développée. Le Dr. Person souleva cette question comme suit:

„La société peut-elle adapter cette technique à la gestion de son industrie sur une échelle plus grande encore - collectivement - tout en préservant la valeur des initiatives individuelles comme elles furent préservées jusqu'ici au cours des progrès de la gestion scientifique?”

Cette question du développement de la gestion scientifique fut examinée d'un point de vue européen par Mr. Hugo von Haan, de l'Institut International d'Organisation Scientifique



**ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS**  
du Travail, Genève, dans son rapport imprimé avant le Congrès et intitulé: „Les aspects Européens du Mouvement de Rationalisation - Son Importance pour l'Aménagement Economique et Social". Dans ce rapport, il considère que le principe de la coopération doit être à la base du contrôle et constituer, ainsi que l'a formulé le Dr. Person, le noyau de tout plan économique et social. Il se demande, cependant, si ce principe a seulement été reconnu dans ses possibilités créatrices ou s'il a été effectivement appliqué dans l'industrie européenne. D'ailleurs, selon des observateurs américains, son application aux Etats-Unis a été limitée à un très petit nombre d'entreprises. Comme nouveau concept d'organisation, il peut être considérée comme „intermédiaire entre l'individualisme et le collectivisme libre".

Lors de la discussion, au Congrès, Mr. von Haan exprima la conviction que nous n'avons pas seulement besoin d'une nouvelle formule, telle que „Aménagement économique et social", ni même de l'idée nouvelle exprimée par cette formule, mais avant tout d'une nouvelle mentalité, d'un nouvel esprit, qui créera, lui, de nouvelles formes. Frederick W. Taylor lui-même a insisté sur cette nécessité primordiale d'une nouvelle attitude mentale qu'il considérait comme l'essence même de la gestion scientifique. Faute d'avoir compris cette idée centrale de la gestion scientifique, si magistralement mise en lumière par le Dr. Person, l'application inadéquate de principes erronés a conduit à une pseudo-rationalisation qui doit être reniée aujourd'hui.

Une vieille idée chère à la théorie économique classique affirme que la recherche du seul intérêt individuel conduit automatiquement au bien de la communauté. Le nouvel enseignement pose que, de la recherche du bien de la communauté par l'individu, découle le bien individuel. L'acceptation du nouveau principe est le triomphe de la raison

**ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS**  
sur l'instinct, non seulement dans le domaine philosophique, mais dans le domaine économique. L'ancienne idée conduisait à un conflit pour la conservation individuelle analogue au conflit que nous offre la nature avec la sélection du plus fort. Le nouvel esprit conduit à l'ordre et à l'harmonie comme un orchestre symphonique. Dans une symphonie économique, la partition est le plan, le bâton du chef d'orchestre est le contrôle, les exécutants sont ceux qui pratiquent la coopération.

Pour appliquer ces principes sur une échelle mondiale, il faut envisager une coopération universelle, des statistiques universelles, et des recherches embrassant le monde entier. De ces statistiques, seront extraits les standards d'une organisation optimum comprenant l'utilisation des matières premières, la distribution des produits, les conditions de vie et la rationalisation de la consommation. Pour le contrôle de l'économie mondiale, comme pour le contrôle de l'économie d'une entreprise individuelle, la base serait trouvée dans la coopération économique universelle libre, rendue possible par une nouvelle mentalité, dans laquelle il n'y aurait plus place pour l'égoïsme étroit. Il est essentiel que cette mentalité soit développée, de façon à ce que le bien de la communauté soit le but de l'individu. La possibilité de l'aménagement économique universel dépend essentiellement de ce changement dans les mobiles d'action individuels.

L'intérêt du contrôle budgétaire dans les entreprises individuelles a été reconnu par Mr. von Haan dans son rapport comme facteur stimulant la compréhension de l'aménagement économique. C'est l'un des maîtres de cette discipline du contrôle budgétaire, le Dr. Heinz Ludwig (Allemagne), qui ouvrit la discussion des thèses présentées successivement par le Dr. Person et par Mr. von Haan. Pour son pays, dit-il, le problème discuté est d'une actualité agüe. Les dernières semaines ont contrait l'Allemagne à se poser cette question de savoir si le système économique actuel continuerait, peut-être avec des

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

modifications, ou ferait place à un autre système. Le Dr. Ludwig ne put suivre l'analyse du Dr. Person quand celui-ci franchit les bornes de l'établissement individuel et entreprit d'appliquer les principes de Taylor à l'économie mondiale. Pour le Dr. Ludwig, leur application est limitée à l'autorité de l'entreprise simple et ne peut pas sortir des limites de son contrôle. Dire, comme le fit Mr. von Haan, que l'idée du contrôle budgétaire puisse être réalisée nationalement et internationalement est une vue trop optimiste. „C'est la volonté d'une telle réalisation qu'il faudrait avoir tout d'abord". Les affaires, aujourd'hui, ne sont pas conduites par l'éthique ni par l'esprit, mais par l'intérêt et le cynisme. En tant qu'industriel, le Dr. Ludwig déclara :

„Quiconque connaît l'industrie ne peut faire fond sur la coopération morale volontaire des directeurs d'entreprise comme moyen d'amélioration économique et sociale. L'histoire nous montre que les changements radicaux dans le système économique n'ont emprunté que deux voies: la pression de la nécessité et la force."

L'industriel de la France qui intervint ensuite dans la discussion, le Dr. Edmond Landauer, Secrétaire Général du Comité International de l'Organisation Scientifique, fut également décourageant. La gestion scientifique, dit-il, a apporté un immense progrès dans l'organisation du poste de travail, de l'atelier et de l'entreprise. Et maintenant, selon les paroles de Nietzsche, „nous voyons s'avancer, hésitante, terrible, inévitable comme le destin, la question: „Comment faut-il administrer le monde dans son ensemble?" Le Dr. Landauer demande à voir le directeur capable d'administrer la vie économique d'une nation ou du monde. De plus, quelle serait la base du contrôle qui concentrerait la direction économique en une seule main, celle de l'Etat? Y a-t-il lieu de choisir la théorie qui respecte la propriété privée, le socialisme; ou celle qui supprime la propriété privée, le communisme? Pratiquement, les gouvernements socialistes n'ont pas évité la présente crise. En ce qui concerne le communisme, l'orateur croit que les renseignements exacts manquent. Enfin, derrière toutes les questions économiques,

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

il y a la nature humaine et spécialement l'instinct de conservation, qui se manifeste sous la forme de l'intérêt personnel. Où serait le mobile d'action dans une organisation internationale?

Avons-nous le droit de dire que cette crise aurait pu être évitée et qu'elle n'a pas son utilité. Nous sommes dominés par des lois économiques naturelles. Le désir d'abolir les crises économiques n'est-il pas un peu comme le désir d'abolir la mort? Les crises économiques ne sont-elles pas „un phénomène inévitable, utile au développement de l'humanité?”

Il est vrai, cependant, que nous pouvons tenter de supprimer la maladie et de prolonger la vie: bien des choses peuvent être faites pour la société en dehors de l'économie dirigée. Seule l'opinion publique peut amener des changements économiques ou sociaux. Mais comment éveiller cette opinion publique? Des Congrès comme celui-ci constituent un moyen; mais, pour l'instant, nous manquons de statistiques. „Nous ne savons pas où nous allons”, dit le Dr. Landauer.

„Il faut que nous demandions aux organes qui peuvent le faire, tels que gouvernements, Société des Nations, de nous donner les statistiques nécessaires, indispensables.”

Montrant, par analogie, l'exemple du Service météorologique international, qui fonctionne pour le monde entier en vue de guider navires et avions, le Dr. Landauer suggéra la création d'un service similaire pour la vie commerciale et industrielle. La Chambre de Commerce Internationale pourrait peut-être organiser ce service, qui comporterait des postes d'écoute destinés à nous avertir de tel ou tel danger de surproduction. „Je crois”, conclut le Dr. Landauer,

„que le jour où l'on aura éveillé l'opinion publique, où l'on aura fourni aux industriels et aux commerçants des informations précises qui ne permettront plus de commettre sciemment des erreurs, nous pourrons abandonner au tribunal de l'opinion publique tous ceux qui n'auront pas voulu se soumettre volontairement à la règle. Ainsi, nous pouvons espérer qu'un jour nous pourrons appliquer à l'organisation des nations et du monde entier les principes de Taylor, que je considère comme absolument universels....”

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

Les convictions de Mr. Henri Pauwels, Secrétaire Général de la Fédération des Syndicats Chrétiens de Belgique, s'opposèrent aux vues du Dr. Ludwig et du Dr. Landauer. „Nous marchons vers une intervention toujours plus grande de l'Etat dans la vie économique”, dit-il. Et cela est indispensable si nous voulons concilier l'intérêt individuel et l'intérêt général. Nous parlons de rationalisation, mais qu'est-ce qu'une rationalisation qui n'engloberait pas l'ensemble de la vie économique, mais seulement une entreprise ou une industrie?

„La réalité est que la rationalisation doit aussi être appliquée à la répartition des richesses, faute de quoi elle ne se poursuivra que sur un plan imparfait.”

Les lois économiques et les lois de l'astronomie ne sont pas de même nature, car

„les actes économiques sont dirigées par l'esprit; c'est à l'esprit humain de concevoir d'autres méthodes que celles que nous avons suivies. Cela fait, le reste suivra.”

La conception de la „technique sociale” du Dr. Neurath, de même que l'idée émise par le Dr. Person et Mr. von Haan que les principes de la gestion scientifique sont applicables à toutes les phases de l'économie nationale furent récusées par le Professeur Dr. Folkert Wilken, de l'Université de Fribourg (Allemagne). Ce dernier estima que l'accouplement des mots „technique” et „social” implique l'élimination de l'essence même du social, qui n'est nullement mécanique, mais vivant et libre. Il considéra le système Taylor comme limité au domaine de la production, qui est de nature technique, et soutint que la distribution des richesses n'est pas un problème de technique d'atelier, mais requiert des convictions définies qui ne peuvent pas se former au sein de la technique. Le système Taylor, à son avis, est construit sur l'idée de mécanisme, diamétralement opposée à celle de liberté.

Montrant le peu de liberté qui, précisément, existe dans la situation économique présente, le Professeur Dr. Goetz B r i e f s,

## **ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS**

Directeur de l'Institut Sociologique pour la Conduite des Entreprises de Berlin, exprima l'opinion que nous ne retournerons pas vers un régime de concurrence absolument libre, mais qu'une „nouvelle forme de système économique s'est évidemment développée, qui n'est ni capitaliste, ni socialiste". Il considéra „l'idée d'un aménagement rationnel de la vie économique" comme „une idée certainement viable et féconde". Il ne faut pas exagérer cependant.

„En particulier, il ne faut pas croire que cet aménagement économique se réalisera d'un seul coup et sera universel. Une partie de la vie économique devra toujours rester limitée à un territoire, à une nation. Une économie dirigée établie sur une base mondiale devra d'abord englober les domaines de la vie économique qui font déjà l'objet de relations internationales. Cette économie dirigée devra particulièrement éviter d'enchaîner par de trop minutieuses réglementations les forces libres, spontanées de la vie économique individuelle ou nationale."

Trois ingénieurs d'organisation, Mr. Wallace Clark (Etats-Unis), le Dr. H. Pruppacher (Suisse) et le Dr. Stan. Spacek (Tchécoslovaquie), tous familiers avec la gestion scientifique, aussi bien aux Etats-Unis qu'en Europe, exprimèrent leur adhésion, dans l'ensemble, aux vues du Dr. Person et de Mr. von Haan.

Mr. Clark estima que les différences entre nations, comme les différences entre industries n'étaient pas essentielles et que les principes de la gestion scientifique étaient universels. De son expérience d'ingénieur-conseil en Europe et en Amérique, il tira la conclusion que

„grâce à la gestion scientifique qui nous en a donné les fondements nous pouvons parler d'aménagement de l'industrie et de l'agriculture pour le monde considéré dans son ensemble."

Il soutint cependant que l'aménagement économique ne devait pas être trop fortement centralisé. Ce sont des accords généraux qu'il faut avoir en vue.

„Un quartier général peut ébaucher des plans dans leurs grandes lignes et faire en sorte qu'ils soient conformes aux accords intervenus.... Les détails de l'aménagement économique et son exécution doivent naturellement serrer de près la réalité."

L'économie dirigée doit utiliser „les connaissances et l'expé-

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

rience de ceux qui ont travaillé dans l'industrie." Il est important de „mettre en valeur les idées créatrices de chacun et de s'assurer sa coopération énergique”.

Le Dr. Spacek appela l'attention sur l'extension du rôle de la gestion scientifique, de ses débuts techniques à son aspect humain, sur lequel Taylor a insisté en le définissant „un procédé d'éducation par collaboration visant à apprendre à réaliser la plus grande productivité pour améliorer finalement tout ce qui touche aux loisirs et à la culture.” La stabilité de la production ne peut être réalisée, affirma-t-il, que „par une distribution des richesses meilleure et plus harmonieuse”.

Revenant sur la question de savoir si tout changement dans l'ordre économique ne peut venir que de la force, le Dr. Prupacher constata la confiance de la gestion scientifique en la „loi de la situation”, ce qui permet de croire que les progrès de la connaissance scientifique élimineront peu à peu le recours à la contrainte, à la force. Il proposa la fondation d'un centre national ou international ayant pour charge d'étudier le chômage et les moyens d'élévation des niveaux de vie.

Le problème de l'aménagement économique. Se détournant de ce qu'il caractérisa comme un lien concret, technique entre la gestion scientifique et l'aménagement économique, se détournant également du moyen d'approche „géographique” ou „naturaliste” du Dr. Neurath, le Dr. Lewis Lorwin de l'Institut économique de l'Institution Brookings, Washington, préféra „prendre le monde tel qu'il est aujourd'hui. . . ., un monde divisé en Etats politiques, compliqué par un réseau de relations économiques et sociales”. Il décrivit ainsi la situation présente:

„Au milieu d'une dépression profonde des affaires et des difficultés de liquidation de la guerre, nous expérimentons un processus mondial de transformation sociale partant de l'individualisme économique et du libéralisme politique du XIX<sup>e</sup> siècle pour aboutir aux nouvelles formes politiques et économiques non encore clairement perçues du XX<sup>e</sup> siècle.”

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

Dans ces conditions, l'idée d'aménagement économique n'est pas accidentelle, mais constitue „la conséquence logique de l'évolution économique". Celle-ci a posé les fondements de nouveaux modes d'action basés sur la collaboration et sur le contrôle social. Mais, bien qu'elle ait des antécédents, l'idée d'aménagement économique apparaît aujourd'hui sous une nouvelle forme. Le Dr. Lorwin définit ainsi son but :

„Ce qui est essentiel dans l'aménagement économique tel que je le conçois, c'est sa double promesse de maintenir l'équilibre dans chaque pays entre la croissance des forces productives et les besoins de consommation du peuple, en vue d'éviter les violents soubresauts de la vie économique; et deuxièmement, de fournir une base pour une action coopérative internationale qui rendrait possible une exploitation pacifique des ressources du globe dans l'intérêt commun de tous les groupes et de toutes les nations."

Pour remplir ce but, „un centre unificateur" est nécessaire,

„qui puisse régler consciencieusement les buts de la vie économique et qui puisse décider du meilleur usage de tel établissement, de telle industrie dans l'intérêt du système entier."

Le Dr. Lorwin affirma

„la possibilité d'une direction unifiée sans dictateur et sans abolition complète des droits et institutions de la propriété privée. Nous pouvons concevoir un système d'organes et de bureaux de caractère mi-gouvernemental mi-privé qui exercerait un contrôle rationnel par l'établissement de standards techniques et sociaux pour toutes les industries, par la surveillance des prix, et par la détermination des conditions dans lesquelles des crédits seraient accordés aux entreprises industrielles existantes et nouvelles. Un tel contrôle limiterait sans aucun doute la puissance des entreprises individuelles et subordonnerait la réalisation de profits à des fins sociales, mais il n'éliminerait pas entièrement l'initiative individuelle et n'entraînerait pas une collectivisation immédiate de l'industrie.

Telle fut la description faite par le Dr. Lorwin de ce qu'il appelle le „type social progressif d'économie organisée". Ainsi présenté, ce type d'économie a un but national. En effet, le Dr. Lorwin considéra l'idée actuelle d' „autarchie économique" comme s'harmonisant jusqu'à un certain point avec les tendances générales du développement économique, qui s'écartent de la division internationale du travail basée sur la distinction entre pays industriels et pays non-industriels pour se rapprocher d'une nouvelle division internationale du travail basée



## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

sur les besoins et les capacités des marchés régionaux et intérieurs. Néanmoins, cette tendance à l'autarchie économique ne doit pas être exagérée.

„De quelque manière que les économies nationales soient réorganisées et aménagées dans le proche avenir, le système l'économie mondiale qui s'est développé au cours de ces cent dernières années continuera à se développer.”

En ce qui concerne l'aménagement économique mondial, le Dr. Lorwin s'en montra nettement partisan:

„Dans la plupart des pays, tout essai pour établir une économie nationale équilibrée serait vain tant que les réajustements financiers et économiques internationaux qui sont nécessaires ne seront pas réalisés.

„Un aménagement bien défini de l'économie mondiale „exigerait, pour être efficace, des propositions telles que la suppression ou l'abaissement des tarifs douaniers; la coopération entre banques pour stabiliser les monnaies et faciliter la circulation des crédits; une action destinée à restaurer et à stabiliser le niveau des prix internationaux.

Le Dr. Lorwin présenta un Plan Mondial de cinq ans, basé sur cinq propositions, qui peuvent être résumées ainsi: 1) l'unité économique du monde appelle une nouvelle conception de la solidarité internationale basée sur l'égalité des possibilités d'avenir pour toutes les nations; 2) la souveraineté politique, étant de caractère national, doit être modifiée pour permettre une action internationale de la part de la Société des Nations, de façon à ce que les politiques économiques nationales soient dirigées en tenant compte de leurs effets sur l'économie mondiale; 3) les énormes destructions de la guerre mondiale ne peuvent être supportées par un seul pays sans que la paix soit compromise et doivent par conséquent être supportées par tous; 4) les relations entre créanciers et débiteurs appellent des mesures énergiques, les unes immédiates, les autres à longue échéance; 5) les progrès économiques futurs doivent être basés sur le travail assidu, l'efficiencia collective, le maintien des niveaux de vie dans les pays avancés et l'élévation des niveaux de vie avec accroissement du pouvoir d'achat des masses dans

## **ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS**

les régions moins développées.

Ces propositions faisaient partie d'un Plan de Prospérité Mondiale dressé par le Dr. Lorwin et traitant des dettes de guerre, des réparations, des emprunts internationaux, des tarifs douaniers, et proposant une série d'accords internationaux pour la division et le contrôle des marchés mondiaux par les producteurs de matières premières et de produits manufacturés. Ce projet suggérait

„pour la réalisation de ces vastes plans et leur coordination la création d'un Office mondial d'Aménagement économique, qui pourrait faire partie de la Société des Nations ou être constitué par des experts indépendants; cet Office aurait pour but d'étudier l'évolution économique mondiale et d'examiner l'opportunité de l'emploi des crédits dans l'intérêt de l'expansion économique générale. Un tel Office pourrait travailler en liaison avec un organe représentant la Banque des Règlements Internationaux.”

En attendant, une création de ce genre devant être officielle, le Dr. Lorwin estima que „ceux qui pouvaient atteindre dès maintenant un point de vue mondial devaient s'unir et préparer les voies à une action nécessaire”. Il suggéra que le Congrès crée un „Conseil Mondial de Recherches” pour „stimuler la pensée et l'imagination, à travers le monde entier, en faveur d'une organisation rationnelle de la vie économique.

Cette conception de l'Aménagement économique fut discutée dans ses applications nationales par des orateurs parlant au nom de la Chine, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. Attirant l'attention sur le rapport relatif à la Chine préparé pour le Congrès par le Professeur L. K. T a o et son associée Mr. S. H. L i n de l'Institut d'études sociales Peiping, (Rapport publié dans le volume sur le Chômage International), le Professeur J. B. T a y l e r, de l'Université Yenching (Peiping) interpréta l'attitude de la Chine quant aux relations économiques internationales. Ce que la Chine demande aux nations occidentales, plus que des capitaux et des machines, ce sont

„des ingénieurs sociaux capables de leur enseigner l'application de notre technique occidentale, de notre gestion scientifique, de façon

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

à combiner nos méthodes plus productives avec leur vie sociale propre .... en troublant le moins possible leurs institutions sociales."

Les Chinois, comme le firent remarquer le Professeur Tao et Mr. Lin, craignent d'être exploités, et le Professeur Tayler exprima l'opinion que

„l'aspect de la vie économique internationale qui a le plus d'importance pour eux n'est pas celui des capitaux, ni celui des tarifs douaniers, mais celui de la responsabilité des ressources naturelles et de leur développement, d'autant plus que, en Chine, beaucoup de ressources en minerai de fer et (jusqu'à un certain point) en charbon sont devenues propriétés étrangères."

La conception dont s'inspire la Chine, comme le Congrès lui-même, est celle de „l'amélioration des conditions d'existence du peuple" l'un des trois principes posés par le fondateur de la République, le Dr. Sun Yat-Sen.

„Le Dr. Sun était profondément impressionné par ce fait que l'augmentation de la productivité dans le monde occidental n'a pas correspondu, pour le peuple, à une augmentation des niveaux de vie. Il était particulièrement préoccupé de s'assurer que, en Chine, l'introduction de méthodes plus productives ait pour objet l'élévation des niveaux de vie pour le peuple en général."

Le problème de l'aménagement économique en Chine est d'apporter aux unités dispersées d'une industrie, telle que la poterie, la technique scientifique; d'introduire les méthodes et les modèles modernes, de pourvoir aux crédits et aux arrangements commerciaux. Le Professeur Tayler souleva la question de savoir si la coopération, telle qu'elle est développée dans l'agriculture européenne, en liaison avec la science et la technique, ne pourrait pas donner aux industries chinoises les avantages de la concentration sans que les unités productrices soient établies sur une grande échelle. Il indiqua que ce serait là une application du principe de la gestion scientifique, constituant en même temps une expérience dans le domaine de l'aménagement économique et social. Le Professeur Tayler considéra que des expériences de ce genre sont une tâche essentielle si l'on juge que le progrès social doit venir non pas de méthodes

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

dictatoriales, mais d'ententes „sur la base de buts librement acceptés”. Nous savons que la production peut être augmentée sans que s'élèvent les niveaux de vie du peuple. Pour que le progrès social s'accomplisse, il faut donc que des études et des expériences soient faites quant aux différents „facteurs impliqués dans la mise en oeuvre de méthodes plus productives”.

„L'aménagement économique, en tant qu'idée animant consciemment la volonté dirigeante.... n'existe pas”, dit Mr. Gerald Barry, Editeur de la „Week-end Review”, Londres, discutant le rapport du Dr. Lorwin au point de vue de la Grande-Bretagne. Des personnes en parlent et écrivent à son sujet, mais il n'en existe aucune preuve, ni aucune compréhension psychologique parmi le peuple. Passant en revue celles des activités nationales qui constituent les premiers pas vers un aménagement économique, Mr. Barry signala: la création en 1930, par la Banque d'Angleterre, du „Securities Management Trust”, devant „aider au contrôle du financement de l'industrie; quelques mesures de rationalisation dans certaines industries”; le Système de la Marque Nationale (National Mark System) en agriculture, garantissant au consommateur la qualité des produits; les sociétés coopératives, dont toutes n'ont d'ailleurs pas réussi; la Commission de Réorganisation des Mines de Charbon, pour rationaliser l'industrie du charbon; et l'Office Central d'Electricité, organisme d'utilité publique décrit comme „probablement le plus complet et le plus efficient exemple d'aménagement économique existant actuellement en Grande-Bretagne.” L'aménagement économique et le contrôle des chemins de fer et des routes sont à l'étude, conjointement avec un projet d'Office National des Transports.

La réalisation se rapprochant le plus de l'idée d'une direction économique centralisée fut la création d'un Conseil économique consultatif par le gouvernement, en 1929. On en parla d'une façon significative comme d'un Etat-major économique général,

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

admettant ainsi l'éventualité d'un évènement national tel que la guerre et la nécessité d'une organisation économique adéquate pour y faire face.

Derrière ces exemples dispersés, cependant, il y a

„un nombre considérable et toujours croissant de personnes savantes et expertes, se livrant à l'investigation des diverses théories de l'aménagement économique et des problèmes liés à leur application pratique, tant sur le plan national que sur le plan international.”

Ces efforts peuvent conduire à un aménagement économique effectif pour la Grande-Bretagne, comme à sa contribution à un aménagement économique mondial.

Parlant pour la France, et se plaçant en même temps à un point de vue international, Mr. Bertrand de Jouvenel, auteur, correspondant pour „La République”, Paris, fit remarquer que la France, l'Allemagne et les Etats-Unis, s'ils pouvaient arriver à un accord avec la Russie, auraient la possibilité de réaliser un aménagement économique général. Le crédit est en effet l'oxygène de l'industrie, et la France et les Etats-Unis, avec leurs importants stocks d'or, sont en mesure de prendre la responsabilité d'un plan d'aménagement économique mondial. Les négociations économiques entre deux ou trois nations peuvent être excellentes en tant que bases de traités, mais elles sont mauvaises au point de vue international parce qu'elles sont trop limitées. Enfin, Mr. de Jouvenel attira l'attention sur les besoins en équipement industriel de l'Afrique et de l'Amérique latine, importants domaines à inclure dans un plan d'aménagement mondial.

L'Allemagne, actuellement, ne peut pas appliquer directement la conception d'aménagement économique du Dr. Lorwin, c'est-à-dire mettre en harmonie production et distribution, ni développer cette conception sur le plan mondial: tel est le point de vue du Dr. Meyer zu Schwabedissen, industriel et membre du Comité d'organisation du Congrès, à la collaboration éclairée et soutenue de qui est dû dans une large mesure le choix des sujets traités par le Congrès. Se référant à l'analyse du Dr. Wilbrandt, résumée ci-dessus, quant à la

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

nécessité pour l'Allemagne de payer les réparations au moyen d'un excédent des exportations sur les importations, - impliquant diminution des importations, baisse de la production, qui est tributaire des produits étrangers, et finalement abaissement des niveaux de vie en Allemagne - le Dr. Meyer zu Schwabedissen déclara que le seul remède à la situation était un plan économique national. L'industrie moderne exige que le „courant de marchandises” et le „courant de monnaie” soient parallèles et équivalents; c'est la perturbation de cette relation par les politiques internationales des gouvernements et de la finance qui a conduit l'Allemagne à cette situation paradoxale: si la production est aménagée et augmentée, les besoins de la distribution conduiront à la création de nouveaux signes monétaires, augmentant le „courant de monnaie” pour correspondre au „courant de marchandises”, mais renversant l'équilibre de l'Allemagne dans les relations internationales.

„Les anciennes méthodes de paiement du laissez-faire étaient la déflation, les emprunts étrangers et le chômage massif”. La première est impossible pour des raisons politiques et psychologiques. Quant à la seconde, elle serait dangereuse si elle était praticable. L'Allemagne est actuellement au centre de la troisième méthode, celle du chômage massif. Si le principe du Plan Dawes doit être maintenu, c'est-à-dire si les réparations ne doivent pas être payées au prix du niveau de vie du peuple allemand, une réduction méthodique des importations s'impose, ce qui n'est possible qu'en envisageant un vaste plan agricole permettant à l'Allemagne de produire pour ses propres besoins. Les produits agricoles sont en effet importés à l'heure actuelle pour une valeur de 2 à 3 milliards de marks par an. Ainsi,

„l'Allemagne est contrainte par les nécessités de sa situation économique nationale, de s'acheminer vers un aménagement économique national, qui se trouve être, par certains côtés, éloigné de l'économie mondiale. Se tirer d'affaire par ses propres moyens n'est pas chose facile pour l'Allemagne, ni d'ailleurs pour aucune nation dans le monde.... C'est pourquoi un plan économique national ne peut jamais être davantage qu'une simple mesure de nécessité.... justifiée seulement si elle doit être le

**ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS  
premier pas vers un aménagement économique mondial."**

L'Allemagne possède déjà certains organes relevant de la conception d'économie dirigée, tels que le Conseil Economique National, le Conseil National du Charbon, le Conseil National de la Potasse. Le problème du contrôle a été compliqué par une attitude générale d'opposition à l'égard de l'intervention de l'Etat dans les affaires, par des conflits d'intérêts entre industries et par l'opposition entre intérêts publics et intérêts privés. Le contrôle ne sera rendu possible que lorsque l'idée directrice d'un aménagement économique national sera fermement établie. Et cette idée directrice se dégage peu à peu de la situation économique concrète, comme le montra le Dr. Meyer zu Schwabedissen.

Dans la discussion qui suivit, Mr. H. Dubreuil du Bureau International du Travail, Genève (autrefois Secrétaire de la Confédération Générale du Travail à Paris) plaida pour une nouvelle attitude à l'égard de l'Etat et pour l'introduction d'un nouveau concept, celui de responsabilité dans les affaires publiques. Il n'y a aucun danger pour la liberté dans la gestion scientifique, ni dans l'organisation économique ou l'unification par l'Etat. Au contraire, ces idées apportent au monde, pour la première fois, „le moyen d'organiser systématiquement la progression de la liberté" et „ouvrent la voie de la façon la plus complète à toutes les initiatives de l'homme et à l'expansion la plus totale de toutes ses facultés..'

Bien que convenant, avec d'autres orateurs, que l'individualisme économique n'existe plus, s'il a jamais existé, et que les facteurs sociaux jouent un rôle croissant dans la vie économique, le Dr. L a z a r d déclara ne pas pouvoir partager la croyance du Dr. Lorwin en la possibilité de prédéterminer la production et de diriger les forces productives collectivement. Il estima même nécessaire d'éviter toute déception en ne donnant pas corps à d'irréalisables espoirs. La vie économique

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

est influencée par de nombreux éléments sociaux différents excessivement difficiles à régulariser. De plus, „la question se pose différemment pour chaque corps politique”, variant selon les caractéristiques dominantes des nations, leurs coutumes et leur situation politique. L'injection d'un plan national complet d'organisation dans les courants du commerce international nécessiterait une grande prudence, réclamant „un monde politique entièrement différent du monde actuel”.

Deux orateurs, Mr. L. U r w i c k, Directeur de l'Institut International d'Organisation scientifique du Travail (Genève), et M. F. R a j n i s s (Hongrie), signalèrent l'importance d'une terminologie claire dans la discussion de l'aménagement économique. Mr. Urwick déclara s'écarter de la définition de la rationalisation donnée par le Dr. Lorwin, et ne la considérer que comme „un élément d'un système d'aménagement économique”. Se référant à la Conférence économique internationale de 1927, Mr. Urwick définit la rationalisation comme „un ensemble de méthodes ayant pour but d'éviter le gaspillage d'efforts humains et de produits” et suggéra que cette définition „établit un nouveau critère pour la pensée et l'action économiques”. La rationalisation, dit-il,

„postule l'application de la pensée scientifique et des normes scientifiques à tout problème qui se pose dans l'organisation et la conduite de la production, de la distribution et de la consommation.”

Il signala la nécessité des recherches:

„Si nous voulons aménager scientifiquement la vie économique, nous devons commencer par la recherche. Le seul remède à la confusion actuelle réside en une coordination nationale et internationale des connaissances objectives.”

### Les expériences d'aménagement économique national. \*

A toutes les questions principales formulées dans la discussion précédente, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques a

\* L'expérience de l'Italie en ce qui concerne „l'aménagement économique corporatif” des industries nationales devait être également présentée à cette session, mais l'orateur attendu fut empêché au dernier moment.



## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

donné des réponses. En effet un nouveau système économique basé sur la socialisation de l'industrie y a été adopté. Dans ce système, le contrôle est collectif et dérive de la propriété commune des moyens de production. L'aménagement économique est le moyen d'administration de l'industrie collectivisée. Cet aménagement est national parce que telle est la limite de la propriété collective conçue par les Soviets.

Il n'est pas nécessaire de reprendre ici en détail les rapports substantiels de la délégation soviétique. A ceux qui s'intéressent à la gestion scientifique, ils présentent son premier „cas" d'application à la production entière d'une nation. Les Soviets ont créé une forme d'administration extraordinairement intéressante, de caractère fonctionnel, par branches de la vie économique et par unités géographiques régionales. Dans les deux divisions, l'organe central trace les grandes lignes des plans économiques, tandis que l'établissement des détails et leur exécution fait l'objet d'une décentralisation progressive jusqu'à l'atelier d'une part, et jusqu'à la plus petite communauté géographique d'autre part. Des contrôles statistiques, basés sur les réalisations passées, les progrès courants et les objectifs futurs, constituent de véritables „mesures". La méthode fondamentale est la recherche de l'équilibre, dont le but final est évidemment la correspondance entre production et consommation, mais qui implique de nombreuses autres correspondances intermédiaires intéressant les différentes branches de la production quant à leurs besoins en matières premières, au rythme des productions complémentaires, etc. . . ; par dessus tout, le réseau des besoins financiers joue comme instrument de coordination. Le plan financier seul devient ainsi un tableau complet de la vie économique, et c'est grâce à lui que se réalise la redistribution des richesses par laquelle l'équilibre final des niveaux de vie et de la capacité de production est possible.

## **ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS**

une politique, qui s'exprime bien par ce que les Russes appellent leurs „objectifs principaux”. Les trois objectifs principaux décrits par le Chef de la délégation de l'U. R. S. S. Mr. V. Obolensky-Ossinsky, Membre de l'Institut de recherches économiques de la Commission du Plan d'Etat (Gosplan) sont: 1) l'industrialisation; 2) la socialisation de toute l'activité économique; 3) „l'amélioration des conditions d'existence des masses laborieuses, qui sont le véritable maître collectif de l'activité nationale”. Ces objectifs vastes et à longue échéance englobent d'ailleurs des objectifs pour des périodes plus limitées, cinq ans, un an ou même moins. Ainsi, le présent plan quinquennal n'est qu'un stade d'un processus continu. Il concentre ses efforts sur les industries de base qui sont essentielles à l'industrialisation, celle-ci étant envisagée comme premier pas vers des objectifs plus généraux. Les décisions relatives aux objectifs principaux sont matière de politique et sont prises par le gouvernement et par le parti communiste. Les institutions de gestion économique appliquent les décisions adoptées, mais ne les discutent pas.

Les progrès de l'aménagement économique en agriculture, décrits par Mr. A. G a y s t e r, Vice-Président de l'Académie d'Agriculture de l'U. R. S. S. et membre de la commission du Plan d'Etat, montrent d'une façon saisissante comment une économie dirigée permet la production agricole scientifique. Les résultats des méthodes adoptées se font déjà sentir et le rythme de l'augmentation des acriages et des récoltes dépasse en Russie les chiffres de tous les autres pays pour la même période. Dans l'industrie manufacturière, un rythme d'accroissement considérable a été également obtenu, comme le montra le brillant rapport de Mr. S. L. Ronin, Membre de l'Institut de recherches économiques et membre de la commission du Plan d'Etat, sur „L'économie dirigée en action”. Ce thème faisant également celui de Mr. I. A. Kraval, Directeur de l'Institut de recherches du Travail et Assistant auprès de la Com-

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

mission du Travail, dans son rapport sur le travail au sein de l'économie organisée de la Russie. La propriété collective et le contrôle par les travailleurs constituent, à son avis, une transformation fondamentale. „Les travailleurs sont conscients . . . qu'ils ne sont pas seulement des producteurs, mais aussi les organisiateurs de la production." La classe ouvrière résout par elle-même „le problème de l'augmentation de revenue national en plaçant le système économique entier sur la base solide de la technique moderne". Les Soviets ont adopté un programme de rationalisation et ils sont en mesure de résoudre le problème du transfert du travail d'une branche d'industrie à l'autre, réduisant la journée de travail et utilisant les excédents produits pour obtenir de nouvelles productions et pour augmenter le pouvoir de consommation; tout cela parce que le contrôle est collectif et entre les mains des travailleurs eux-mêmes. Le rapport de Mr. Kraval, joint à celui du Dr. Susan M. Kingsbury et du Dr. Mildred Fairchild du Bryn Mawr College (U. S. A.), (qui est publiée dans le livre sur „le Chômage International"), montre bien que l'Union Soviétique a réussi à éviter le chômage qui sévit dans les autres pays. D'autre part, dans les autres pays, les salaires ne suivent que lentement les progrès de la productivité. En Russie au contraire, les salaires ont augmenté un peu plus rapidement que la productivité.

Les objectifs définitifs ne sont évidemment pas encore atteints. Les conditions de vie, en Russie, sont encore bien au-dessous du niveau que se propose d'atteindre l'aménagement économique. D'énergiques efforts sont faits pour une industrialisation immédiate qui, pour le moment, prime la production des biens de consommation; ces efforts sont entretenus par la certitude que cette voie est la seule qui puisse conduire à l'établissement de standards de vie élevés. Les Soviets ne craignent pas la surproduction générale, le plan économique devant assurer l'équilibre et remédier rapidement à tout excédent constaté dans une branche donnée: en effet, le dévelop-

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

pement du pouvoir de consommation est libre et les forces productives sont seulement limitées par le plan économique en vue de satisfaire la consommation.

Donnant quelques explications sur son rapport imprimé, Mr. Ossinsky fit cet exposé des buts du communisme: \*

„L'idéal vers lequel nous tendons, c'est-à-dire l'état communiste futur de la société, est basé tout d'abord sur l'absence de toute institution analogue à l'Etat et sur l'absence de toute coercition; en second lieu, sur l'absence de réglementation et sur l'égalité pour tous. Telle est la formule de développement du communisme en Russie. Il sera fondé sur la liberté complète de chaque membre, sur la base d'un haut degré de développement des forces productrices et de l'éducation sociale des hommes, ceux-ci ayant développé leur idéal social et leurs dispositions psychologiques à tel point que le travail ne constituera plus pour eux une nécessité, mais un besoin essentiel de la vie.”

Quant aux relations entre l'aménagement économique de la Russie et celui du monde, Mr. Ossinsky et Mr. Alexander Cohn, Directeur de l'Institut du Commerce Extérieur, exposèrent au cours de la discussion l'attitude de la Russie à l'égard du commerce international. Un Etat socialiste n'a pas les mêmes besoins d'exportations qu'un Etat capitaliste et peut davantage se suffire à lui-même. La Russie en est actuellement à un point de développement qui nécessite l'achat de certaines marchandises qu'elle ne produit pas, notamment des machines. C'est pourquoi l'objectif essentiel des plans d'exportations est simplement de couvrir les importations nécessaires. En ce qui concerne les emprunts étrangers pour investissements intérieurs, il faut remarquer que la Russie a réussi à financer ses énormes développements internes de 1930/31 avec ses seules ressources intérieures, notamment avec ses bénéfices industriels. Enfin, l'Union Soviétique organise actuellement son économie sur le plan national, cherchant à fonder sur la base du communisme une société industrialisée se suffisant à elle-même.

Durant une longue soirée de discussion, suivie, le dernier jour du Congrès, par une conférence supplémentaire, diffé-

\* Mr. Ossinsky n'a pas corrigé ce compte-rendu sténographique.

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

rentes questions furent posées à la délégation soviétique, et diverses opinions exprimées. Ces questions avaient trait à des sujets importants tels que la base de fixation des prix dans l'Union Soviétique; la valeur actuelle du rouble; la possibilité de trouver une base de comparaison entre les statistiques russes exprimées en monnaie et celles d'autres pays ayant un système monétaire différent; l'opportunité de la politique de rapide développement de l'industrie lourde aux points de vue économique et social; les dangers de surproduction après l'industrialisation du pays; le contraste entre les erreurs commises, les difficultés éprouvées et les succès obtenus en U. R. S. S.; enfin l'enseignement que peut tirer le monde occidental, en ce qui concerne l'aménagement de la vie économique sous le capitalisme, des expériences réalisées en Russie. Sur plusieurs de ces points, les rapports de la délégation des Soviets contenaient déjà des réponses. Quant à la discussion de l'ensemble des questions soulevées, elle sembla montrer le grand intérêt et l'importance qui s'attacheraient à de nouvelles occasions d'échanges de vues internationaux, analogues à ceux du Congrès.

Nous ne nous référerons ici qu' à deux des contributions apportées lors de cette discussion. Ce sont les vues opposées de deux membres du Congrès appartenant à des universités allemandes, le Professeur Wilken et le Dr. Fritz Pollock. Le Professeur Wilken, dont l'opinion sur la technique de la gestion scientifique a été mentionnée plus haut, envisage l'économie russe comme une application élargie du „système Taylor” ayant pour but de „régler la vie entière de l'individu et de faire du monde entier un vaste atelier”. Les représentants de la Russie se sont référés aux „maîtres collectifs” de la vie économique, ce qui, pour le Professeur Wilken, est un concept en désaccord avec les idées occidentales de liberté.

„Le problème qui se pose devant nous est le suivant: ce qui sera fait en Russie par la contrainte sociale, nous devons le réaliser dans les pays capitalistes à partir de la liberté individuelle.”

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

Par opposition, le Dr. Fritz Pollock, de l'Université de Francfort, fit ressortir que les reproches adressés par le Professeur Wilken au système soviétique étaient pratiquement les mêmes que ceux adressés par Marx au capitalisme, à savoir que le système économique était tout et l'individu rien. C'est contre cette condition que, précisément, la lutte de l'ouvrier socialiste est aujourd'hui dirigée. En Russie, l'ouvrier a la conviction que, en dépit des souffrances présentes, „tout ce qui se fait aujourd'hui concourt à l'amélioration de l'avenir de sa classe”. Par contre, les ouvriers des autres pays, comme l'Allemagne, vivent dans un sombre désespoir et, au milieu des souffrances actuelles, ne prévoient qu'un avenir encore plus triste. Le Professeur Pollock élargit tellement le problème au-delà des considérations économiques qu'il définit ainsi l'issue possible du conflit:

„Le système capitaliste et le système soviétique se livrent un rude combat, non seulement pour le régime économique, mais pour l'âme de l'individu. S'il n'est pas possible à ceux qui vivent et travaillent au sein du système capitaliste de créer le même espoir joyeux, la même foi, la même affirmation de l'ordre social que cela semble être le cas dans une mesure croissante pour les ouvriers et paysans de l'Union Soviétique, le résultat de cette lutte pour l'âme humaine ne saurait être douteux.”

Ainsi, la discussion franchit inévitablement la technique de l'aménagement économique en Russie et engloba l'ensemble du système économique et social qui détermine nécessairement la forme de l'aménagement et les méthodes employées. Au point de vue des Russes, ce n'est pas le Plan Quinquennal, mais la socialisation des industries qui est fondamentale pour l'édification du communisme. Mr. Ossinsky clôtura la discussion en disant qu'il ne s'agissait pas

„d'une nouvelle expérience, mais d'un système nouveau, se développant rapidement et dont nous avons la ferme conviction qu'il s'imposera un jour ou l'autre au monde entier... Nous construisons un nouvel organisme qui s'édifie comme une nécessité historique.”

Ainsi, durant les deux premiers jours du Congrès, les éléments de la présente crise économique générale furent analysés, notamment dans leurs aspects internationaux; et l'idée d'aménagement

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

économique comme instrument de contrôle national fut discutée dans ses fondements (gestion scientifique) et dans son état actuel (conceptions et expériences nationales). Puis, les facteurs politiques qui interviennent dans les relations économiques internationales firent logiquement leur apparition sur la scène du Congrès. La comparaison de l'idée d'aménagement économique dans les nations conservant la propriété privée comme base économique et de l'expérience faite dans un pays socialisé évoqua la question controversée des transformations actuellement en cours dans les systèmes économiques. Il était logique de revenir ensuite à une analyse des formes actuelles de l'action internationale dans l'ordre industriel et financier, de se demander comment elles fonctionnent et comment elles peuvent être utilisées ou transformées. Seules, les conclusions essentielles des rapports et de la discussion seront résumées ici. Ces réponses furent largement négatives sur la question que le Congrès avait fixée comme objectif de l'aménagement économique et social, à savoir l'ajustement de la capacité de production et des niveaux de vie.

### L'action internationale dans la vie économique actuelle.

Les industries et la finance internationales se sont beaucoup préoccupées de la production, mais se sont peu soucies de la consommation, et ont complètement délaissé la question plus large des niveaux de vie.

Montrant la tendance à l'extension des entreprises commerciales et industrielles au-delà des frontières nationales, le Professeur Melchior P a l y i, économiste de la Deutsche Bank und Disconto Gesellschaft, Berlin, conclut que ce mouvement, dans son ensemble, ne signifie pas une organisation de l'économie mondiale, mais une extension de la concurrence. Les cartels internationaux ont joué un rôle important sur les marchés des matières premières. Les méthodes de ces cartels ont été variées, comprenant selon les cas la réglementation des prix,

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

des marchés, du volume de la production, des brevets d'invention, la création d'organismes de vente, le contingentement des ventes. Dans aucun cas, cependant, ces formes d'organisation n'ont réussi à stabiliser les prix et la production. Dans l'industrie du cuivre, l'échec a été particulièrement grave. Les expériences de valorisation n'ont pas réussi davantage; citons à ce sujet les organisations destinées à régulariser les marchés mondiaux du blé, du café, de la laine, du caoutchouc, etc.... D'après le Dr. Palyi, les expériences tentées dans ces diverses directions n'ont rien enseigné quant aux services rendus aux consommateurs, qui ont dû, au contraire, payer les hauts prix de monopole; elles n'ont rien enseigné non plus quant à la meilleure coordination des capacités de production dans le monde.

D'après le Professeur Ernest M. P a t t e r s o n, de l'Université de Pensylvanie, Président de l'Académie des Sciences Politiques et Sociales, Philadelphia, des plans mondiaux par industrie, distincts des plans internationaux résultant d'accords industriels à bases nationales semblent s'être imposés à nous par le développement même de l'industrie à l'échelle mondiale.

L'importance fondamentale des industries productrices de force motrice fut reconnue à plusieurs reprises au cours du Congrès. A cette session, Mr. Hugh Q u i g l e y, chef de la Statistique de l'Office Central d'Electricité (Central Electricity Board), (Angleterre) décrivit le système britannique de coordination réalisé dans ce domaine sous les auspices du gouvernement, mais en laissant la propriété et le fonctionnement des installations au capital privé, comme „l'un des exemples les mieux réussis d'aménagement économique appliqué à l'industrie"; il a „favorisé les progrès de l'idée d'aménagement économique et a même eu quelque influence pratique dans cette voie". Mr. Eugen H e s s, de la Kontinentale Handels-Bank, Amsterdam, insista sur les possibilités d'élever le niveau de vie par la réalisation de projets, déjà formulés, unifiant le système de distribution d'énergie dans toute l'Europe et favorisant l'équi-



## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

pement électrique des foyers et des petits établissements.

L'exposé le plus optimiste quant à l'aptitude du capitalisme et du contrôle privé de l'industrie à élever les niveaux de vie fut celui de Mr. Edward A. Filene, Président de la Maison Wm. Filene's Sons Co., Boston, U. S. A. et Président du "XXth Century Fund Inc." Il brossa le tableau d'un nouveau capitalisme dans lequel la „production massive”, recherchant le plus bas coût de production unitaire, serait parallèle à la „distribution massive” basée sur des pouvoirs d'achat élevés, obtenus eux-mêmes par une politique de hauts salaires et de bas prix; les salaires devant s'élever et les prix s'abaisser dans la mesure où la production massive réduit les coûts de production, l'ensemble de ce processus aboutirait à l'augmentation des profits totaux. Ce résultat étant conforme à l'intérêt personnel, la méthode préconisée peut être considérée comme pratiquement réalisable, même dans son application aux problèmes mondiaux, dès qu'un jugement sain de la part des hommes d'affaires et des financiers aura remplacé les conceptions traditionnelles et que nous nous appuyerons sur des réalités et non plus sur des conjectures ou des opinions. Les cartels et ententes, qui limitent la production et soutiennent les prix, sont exactement à l'opposé de cette philosophie néo-capitaliste dans laquelle le profit total de l'entrepreneur augmente grâce à l'augmentation de la production, à la baisse des prix et à la hausse des salaires, élargissant ainsi les marchés par l'élévation des niveaux de vie.

Le gaspillage dans la distribution comme cause des hauts prix fut évoqué par Mr. P. J. Serrarens, Secrétaire de la Fédération Internationale des Syndicats chrétiens et Sénateur, Hollande. Il appela l'attention sur le grand intérêt qui s'attache à une distribution scientifique et sur la nécessité, par conséquent, d'élaborer de meilleures statistiques, selon la proposition faite à la Session de Washington de la Chambre de Commerce Internationale. Il estima que l'Europe ne devait pas copier de trop près les méthodes américaines, mais développer les siennes

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

propres et, par exemple, au lieu de recourir aux „chain stores” des Etats-Unis les nations européennes auraient avantage à adopter un système coopératif de distribution au détail.

Tout aménagement économique, toute distribution massive généralisée en Europe sont impossibles tant que les nations n'amélioreront pas leurs relations politiques et ne reconnaitront pas les effets fâcheux des tarifs douaniers pour en venir à coopérer.

Mais l'aménagement économique mondial n'atteindra ses objectifs que si son „idée dominante” est de „servir l'humanité”. C'est pourquoi

„les premiers produits qui doivent faire l'objet de la production et de la distribution massives ne sont pas ceux qui laissent les plus grands bénéfices aux dirigeants des affaires, mais ceux qui correspondent aux besoins essentiels de l'humanité.”

Egalement importantes sont les relations entre les travailleurs et les dirigeants de l'industrie. „Nous sommes d'avis”, conclut Mr. Serrarens,

„que non seulement les Etats devront contrôler tout plan d'aménagement économique parce que leur tâche est de sauvegarder le bien-être commun, mais que les représentants des travailleurs devront prendre une large part à la direction d'un tel plan si l'on veut qu'il atteigne vraiment les résultats désirés. Il ne peut être question d'aménagement économique si le monde du travail, qui comprend 70 % de la population dans les pays civilisés, n'est pas sûr que ses intérêts soient sauvegardés au sein de la nouvelle société que nous espérons bâtir.”

### Le mouvement coopératif.

Le mouvement coopératif de consommation fut examiné \* par Mlle A. Honora Enfield, Secrétaire de l'Association Coopérative Internationale féminine, Londres. D'après elle, le mouvement coopératif de consommation peut se proclamer „l'un des premiers essais dans la voie de l'économie dirigée, en ce sens qu'il a toujours eu pour but conscient l'ajustement de l'offre à la demande dans la plus large mesure possible par un effort de coordination”, et qu'il „veille à l'organisation des approvisionnements mondiaux pour l'égal bénéfice de tous

\* à la session spéciale du 26 Août au soir, après la continuation de la discussion sur la „distribution massive”.

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

les peuples et de toutes les nations au moyen d'un mécanisme collectif international". Les bases de ce mouvement sont le contrôle librement accepté et la direction s'inspirant du point de vue consommateurs et non pas de celui du producteur.

„A la fixation des prix par l'État ou à tout autre méthode arbitraire de contrôle des prix, le plan coopératif substitue le bénéfice proportionnel aux achats, dispositif qui élimine automatiquement le profit.... La production est ajustée à la demande par le jeu naturel du contrôle des consommateurs, opérant dans un système où chaque entreprise est possédée et contrôlée par son propre marché, où il n'y a pas de profits et où, par conséquent, tous les types de commerces spéculatifs disparaissent.”

Tout en reconnaissant que le mouvement coopératif est encore loin d'avoir réalisé ses objectifs, Mlle Enfield estima que son importance pour le Congrès résidait en

„l'extension remarquable du mécanisme économique que le mouvement des consommateurs a dégagé, et dont le caractère essentiel est le bénéfice basé sur l'achat. Ce bénéfice sur l'achat stabilise la distribution de la richesse par l'élimination des profits et stabilise la valeur des monnaies par l'élimination des gains spéculatifs. Mais la recherche du profit n'est pas le seul élément perturbateur de la vie économique; il en est un autre qui échappe à tout calcul, et le plan le plus parfait ne peut réussir s'il doit compter avec une telle inconnue.”

### Aménagement de l'agriculture.

Etant donnée l'importance fondamentale de l'agriculture, les organisateurs du Congrès avaient souhaité que, à côté du rapport de la délégation russe sur l'aménagement et le développement de l'agriculture en U. R. R. S., un exposé général soit préparé sur ce problème, à la fois dans ses aspects nationaux et dans ses aspects internationaux. Malheureusement, ce programme n'a pu être réalisé \* et nous ne pouvons que glaner quelques idées exposées au cours de la discussion.

Commentant les conclusions de Mr. Filene au sujet de la possibilité d'élever les niveaux de vie au moyen de la hausse des

\* Une invitation à traiter ce sujet fut adressée au Dr. W. A. Riddell, „advisory officer” canadien accrédité auprès de la Société des Nations, délégué à la Conférence Mondiale du blé tenue à Londres en 1931. Malheureusement, au dernier moment, le Dr. Riddell fut retenu par une tâche officielle à Genève.

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

salaires, le Dr. Wilbrandt montra la difficulté que présente l'application de cette idée en pleine période de dépression, et ajouta :

„Une partie du problème n'a pas de solution: c'est la question du pouvoir d'achat du fermier, c'est-à-dire le problème des prix agricoles.”

Les fermiers eux-mêmes trouvèrent un porte-parole au sein du Congrès en la personne de Mr. M. D. Dijt (Hollande) qui résuma le problème et fit une suggestion concernant la coopération internationale :

„Lorsque nous constatons, nous, agriculteurs, une petite surproduction, nous n'avons d'autre solution que de réduire la production, ce qui signifie pour nous pauvreté, ruine. Cela signifie que nous devons travailler plusieurs années à perte.... Si des crédits nous étaient accordés, nous ne pourrions pas les utiliser, faute de pouvoir les rendre profitables. Nous pourrions les employer à acheter des terres bon marché dans l'espoir de les voir hausser dans l'avenir mais nous ne pourrions pas produire avec leur aide.”

„S'il n'est pas possible de stabiliser les prix mondiaux, il n'est pas possible non plus de stabiliser les affaires. Comme le Dr. Palyi le fit ressortir avec juste raison, tous les plans de valorisation nationaux ont échoué. Les prix les principaux produits agricoles, tels que le blé, le seigle, le coton, etc.... ne peuvent être stabilisés que par le moyen de la coopération entre nations capitalistes, solution nécessaire si nous ne voulons pas nous précipiter vers le communisme.... La voie que nous avons suivie jusqu'à présent n'est, pour nous, plus possible.”....

„Je crois qu'un remède nous est encore possible, à savoir le financement international des principaux produits agricoles. J'ai calculé que dans les groupes de nations d'Europe et d'Amérique, les dettes nationales s'élèvent à 250 milliards de florins alors que la valeur totale de l'excédent des principaux produits agricoles n'atteint que 3 milliards de florins. Cependant, c'est ce dernier élément qui est à l'origine de la crise, cause de notre ruine et de l'énorme extension du chômage dans le monde. Si les nations se mettaient d'accord pour créer un Institut destiné à financer les stocks des principaux produits agricoles de façon à absorber les pertes et à stabiliser les prix, nous aurions là un moyen pratique de sortir de l'impasse actuelle. Si nous n'adoptons pas ce remède, il n'y a plus d'espoir pour l'agriculture, sauf dans la voie du communisme.”

### Rôle de la finance internationale.

La discussion sur l'agriculture eut lieu au cours de la même séance que celle réservée à la finance internationale comme instrument de coopération économique. Au cours de celle-ci, le Dr. Palyi fit un exposé sur les mouvements de capitaux, leurs relations avec l'étalon-or, leurs effets sur l'économie mon-

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

diale et les influences nationales et internationales auxquelles ils obéissent. Il esquaissa l'histoire des crises économiques dans le passé quant à leurs aspects financiers, et montra leurs différences avec la crise actuelle. Dans l'évolution récente de l'économie mondiale, il ne trouva pas de facteur plus important que ces mouvements de capitaux. Avant la guerre, leur direction était celle des nations avancées industriellement vers les pays en voie de développement. La guerre a modifié profondément les positions créancières ou débitrices des nations et introduit dans leurs relations une interdépendance multiple, compliquée par des facteurs politiques aussi bien qu'économiques.

Tandis que les mouvements internationaux de capitaux, comme l'expliqua le Dr. Palyi, ont servi à étendre l'ordre capitaliste à toute la terre, ils ont également servi à étendre les cycles économiques et les dépressions. Ces mouvements n'ont pas lieu automatiquement, mais sont influencés par les décisions humaines: ce sont les instruments de l'impérialisme et de la subjugation des nations ennemies; de plus, ils sont affectés par des politiques diverses telles que celle des tarifs douaniers et par des facteurs psychologiques provenant du manque de confiance entre nations. Ces facteurs nationaux, relevant plutôt de la politique que de l'économique, furent spécialement examinés par le Dr. Lazard, au cours de la discussion des thèses du Dr. Palyi.

C'est dans la perturbation de ces mouvements de capitaux, qui troublèrent le fonctionnement de l'étalon-or lui-même, que le Dr. Palyi vit „le fait essentiel de la situation internationale présente”. A cette situation, il n'y a qu'un remède de caractère financier, celui qui consiste à restaurer les mouvements de capitaux normaux en faisant disparaître les causes de perturbations. En particulier, la substitution des crédits à court terme aux emprunts à long terme rend tout aménagement industriel difficile et sape la confiance. Le Dr. Palyi conclut

## **ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS**

de la façon suivante:

„Ce serait un grand avantage que l'aménagement économique puisse être basé sur la coopération des banques d'affaires en vue de diriger les mouvements de capitaux par les méthodes normales employées au XIX<sup>e</sup> siècle par ces banques; ces méthodes comptent en effet socialement parmi les plus importants facteurs d'aménagement dont dispose le monde capitaliste; et ce point de départ pourrait être un premier pas vers l'aménagement économique mondial.”

Au cours de la discussion, la création d'un Centre de coopération entre Banques centrales fut proposé par Mr. Christian Stoltz, du „Bureau für Gegenwartsprobleme”, Francfort, prenant la parole au nom d'un groupe allemand. Il exposa ainsi l'idée d'une Banque Internationale, ayant pouvoir d'émettre des billets de banque et devant soutenir d'autre part les émissions des banques centrales, résolvant ainsi le problème de l'or.

Mais que les mouvements de capitaux soient supposés dirigés par une Banque Internationale ou par un arrangement coopératif entre banques centrales, quelles seraient les bases adoptées pour étendre le crédit ou, d'une façon générale, pour gérer la monnaie internationale? La pierre d'achoppement serait de savoir si le fonctionnement sans frottement du mécanisme de la monnaie et du crédit porterait au maximum les niveaux de vie. Il est certain que les expériences faites dans le passé ne nous incitent pas à accorder une grande confiance au système financier actuel quant à sa capacité de stabiliser les prix et de prévenir les dépressions périodiques qui minent les niveaux de vie.

### **La société des nations et les traités internationaux.**

Dans le domaine des finances publiques, la Société des Nations a obtenu certains succès en restaurant les monnaies nationales en Autriche, en Hongrie et ailleurs; ses moyens d'action consistent en des conseils techniques, en l'obtention de prêts d'autres nations, et en un contrôle propre à inspirer confiance aux pays prêteurs. L'activité économique de la S.D.N. est

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

actuellement multiple; citons la „Société Internationale du Crédit hypothécaire agricole” qui assiste les agriculteurs de l'Europe orientale; l'aide apportée à la Chine pour sa réorganisation économique; les travaux de la délégation de l'Or, tendant à la stabilisation du pouvoir d'achat de la monnaie. Ces activités furent résumées par le Dr. Rudolf Broda, du Collège d'Antioch (Etats-Unis) d'après qui elles indiquent que „la S. D. N. est capable de résoudre des problèmes non sujets à controverses et d'appliquer des remèdes internationaux à des difficultés locales”. D'autre part, il n'a pas été possible de „vaincre la résistance des égoïsmes nationaux”. Les ratifications nécessaires n'ont été obtenues ni pour les conventions contre les prohibitions d'importations et d'exportations, ni pour le projet de trêve douanière. Toutefois, les efforts pour consolider l'économie européenne n'ont pas été poussés assez loin pour permettre de les juger définitivement.

Le Dr. Broda estima que la S. D. N. est handicapée par la nécessité de l'unanimité dans ses décisions et par l'absence de toute force d'impulsion suffisante pour faire prévaloir les intérêts généraux de l'humanité sur les intérêts nationaux particuliers. Il exprima l'idée que l'élection de délégués par les parlements nationaux selon la représentation proportionnelle favoriserait le développement de partis internationaux. Il se montra convaincu qu'une S. D. N. renforcée pourrait contrôler les cartels internationaux, organiser l'octroi de crédits aux pays appauvris et finalement prendre la responsabilité de l'adaptation de la production mondiale à la consommation mondiale.

Ce sont des problèmes étroitement liés à ces possibilités de la S. D. N. que traita le Professeur Joseph P. Chamberlain, de l'Université Columbia (Etats-Unis) dans son rapport sur les Traités économiques entre nations. Le commerce international a certes une longue histoire, mais notre époque l'a vu se développer rapidement en étendue et en complexité sans qu'aucune forme gouvernementale internationale se soit

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

adaptée à ce développement. Néanmoins, la nécessité des accords internationaux a donné naissance à des traités dont les nations sont devenues les négociateurs et les administrateurs. Ainsi, „on peut considérer que les gouvernements nationaux agissent comme les bureaux administratifs d'une société internationale”.

Décrivant les conventions internationales les plus typiques dans le domaine économique, le Professeur Chamberlain énuméra: la convention télégraphique de 1865, l'Union Postale fondée en 1874, la convention sur la Navigation Aérienne, la convention radiophonique, les conventions sur les chemins de fer, et les accords pour la réglementation des transports sur les fleuves internationaux. Il fit ressortir le rôle important joué par les experts, qui aident à l'élaboration des traités en tant que spécialistes, mais ne représentent pas d'intérêts nationaux. D'autre part, des groupes privés, représentant les intérêts des industriels ou ceux des travailleurs, assistent aux réunions préparatoires et y prennent fréquemment une part active. Tous ces éléments préparent la voie à l'aménagement économique mondial. En somme, la machinerie internationale a été construite au fur et à mesure des besoins.

Le Professeur Chamberlain limita son exposé aux traités conclus en dehors de la S.D.N., et le Dr. Lazard, en le discutant, fit ressortir l'importance de la Cour Internationale. Il montra également la nécessité, dans l'étude du contrôle international des relations économiques, de ne pas perdre de vue les conventions douanières. Mais les questions qui restent les plus importantes à considérer, d'après le Dr. Lazard, sont les suivantes: Pourquoi des tarifs douaniers élèvent-ils contre les marchandises des barrières presque infranchissables? Pourquoi la division internationale du travail apparaît-elle comme un rêve irréalisable? Pourquoi les individus rencontrent-ils des obstacles à leur libre circulation à la surface du globe? Le Dr. Lazard répondit de la façon suivante:



## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

„C'est parce que, dans le monde tel qu'il est organisé actuellement, les considérations politiques priment les considérations économiques; d'où ce corollaire: pour étendre les bénéfices de la rationalisation au monde entier, c'est la physionomie politique du globe qu'il faut d'abord transformer.”

Tant que les conventions diplomatiques qui facilitent les relations économiques ne pourront intervenir que „dans la mesure où ces conventions respectent complètement l'idéal de l'autarchie politique, il est vain de compter sur elles pour assurer l'ajustement rationnel de la production et de la consommation”.

Mr. Hans Mars, Rapporteur sur l'Organisation Scientifique et Méthodes de Rationalisation de la „Kammer für Arbeiter und Angestellte”, Vienne, souligna également l'importance des circonstances politiques comme obstacles aux accords économiques. Il décrit la situation des petits pays, tels que l'Autriche, incapables d'équilibrer leur production et leur consommation. Pour eux, le seul remède serait de se spécialiser dans certains produits et de les échanger contre les produits d'importation nécessaires. Mais, pour arriver à ce but, un accord économique universel serait indispensable, et l'on peut considérer cet accord comme impossible dans les conditions politiques présentes.

La S. D. N. n'a ni le pouvoir, ni les fonctions nécessaires pour aménager l'économie mondiale, déclara Mr. Alexander Cohn, Directeur de l'Institut du Commerce Extérieur de l'U.R.S.S. Il fit ressortir l'imprécision des buts de la S. D. N., tels que „assurer et maintenir... un équitable traitement du commerce de tous les membres de la Société”, alors que rien n'indique clairement ce qu'il faut entendre par „équitable”; il montra son incapacité à analyser la situation économique, sauf en fonction des intérêts de ses membres, c'est-à-dire partialement. D'autre part, la S. D. N. n'a jamais projeté aucun plan devant être réalisé dans un laps de temps donné, et de tels plans sont en fait impossibles en l'absence d'un programme

**ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS économique défini. Enfin, étant donnée l'absence de sanctions, la S.D.N. est incapable de rendre ses recommandations obligatoires. Toutes ces conditions défavorables, d'après Mr. Cohn, sont impliquées dans le fait que „la S. D. N. se compose de représentants des nations capitalistes, dont les intérêts sont divergents et parfois contradictoires”.**

**L'aménagement économique tel que les Russes le conçoivent n'est possible que sur une base socialiste. Considérer la S.D.N. comme un artisan de l'aménagement économique est, à leur sens, une erreur. Tous les efforts tendant à promouvoir une économie dirigée seront entravés tant que le régime capitaliste subsistera. Mr. Cohn estima que son analyse des activités de la S. D. N. „démontre clairement qu'il est impossible d'organiser le capitalisme, et qu'au surplus, tous les essais faits jusqu'ici pour aménager les ressources mondiales ont été voués à l'échec”.**

**Tous les projets confiant à la S. D. N. des fonctions régulatrices, tous les rêves de „plans mondiaux en économie capitaliste” sont des „illusions malsaines, des utopies bâties par des économistes embarrassés et troublés par cette période de crise générale du système capitaliste”. Bien que regardant comme avantageux un aménagement économique universel permettant de traiter les ressources mondiales comme un tout, Mr. Cohn dit que „l'expérience de l'Union Soviétique montre qu'il est néanmoins possible de réaliser un aménagement économique sur une base nationale”.**

**La réglementation internationale du travail. Il y a onze ans que l'Organisation Internationale du Travail, fondée par le Traité de Versailles comme partie de la S. D. N., mais avec un conseil d'administration et un secrétariat propres, travaille à la tâche qui lui a été assignée par le Traité, à savoir maintenir et relever les conditions de travail et les conditions de vie dans tous les pays du monde. Son Direc-**

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

teur, Mr. Albert Thomas, exposa devant le Congrès ses vues sur la présente crise et sur les relations entre l'idée d'aménagement économique et social et le programme de réformes auquel sont associées les nations représentées à l'Organisation Internationale du Travail.

Ce programme n'est pas un programme socialiste. Sorti du mouvement social XIX<sup>e</sup> siècle, c'est une sorte de plan commun de mesures de justice et d'humanité universellement acceptables, telles que la journée de huit heures, l'interdiction du travail de nuit des femmes, la protection des enfants, l'organisation des assurances sociales et notamment de l'assurance-chômage, enfin les garanties nécessaires quant au droit des travailleurs de se syndiquer et de conclure des contrats collectifs. Ces réformes ont fait l'objet d'investigations et de projets de conventions, ces derniers soumis aux Conférences Internationales du Travail qui se composent de représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs de chaque nation membre; ces conventions sont destinées, après ratification, à être introduites dans la législation de chaque pays. C'est ainsi que, dans toutes les directions indiquées, des progrès réels ont été accomplis. Mais actuellement, dit Mr. Albert Thomas, en présence d'une crise mondiale plus sérieuse que les dépressions précédentes, la politique sociale pratiquée jusqu'ici est discutée, ses principes mis en cause, et l'on doute de la possibilité de maintenir les réformes obtenues. La „loi naturelle” est invoquée pour montrer que les salaires doivent être „élastiques”, en relation avec les prix, et les contrats collectifs eux-mêmes sont mis en question.

Cependant, certaines manifestations de l'opinion publique montrent que, si les mesures de justice sociale actuellement acquises sont contestées, c'est en fait parce que l'ensemble de l'économie capitaliste a besoin d'être rénové. Ayant réuni quelques témoignages de cette attitude nouvelle dans son Rapport annuel à la Conférence Internationale du Travail de 1931, Mr. Albert

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

Thomas y remarqua une certaine unanimité de vues pour s'efforcer de réaliser dans le monde une économie organisée comme substratum de réformes sociales.

Depuis cette Conférence, la crise s'est aggravée dans le monde entier. Les travailleurs demandent aux gouvernements de maintenir les mesures de protection légale obtenues après des années d'efforts, mais les gouvernements, influencés par l'hésitation d'une partie du public en face de la pression des forces économiques, adoptent une attitude de prudence et se montrent enclins à sacrifier les réformes sociales. Au milieu de telles incertitudes, il convient à ce Congrès de prendre une position basée sur des principes de raison et de volonté. Mr. Albert Thomas proposa la suivante:

„Le premier devoir, la première règle d'organisation sociale est de maintenir les standards, les conditions de travail et de vie qui semblaient pouvoir être atteintes jusqu'à l'heure actuelle par les Etats civilisés.”

Dans ce but, il est nécessaire de chercher à organiser les forces économiques en vue du maintien de certaines conditions sociales. C'est ce qui a été fait dernièrement, à propos de la convention sur la journée de travail dans les mines de charbon, proposée par l'Organisation Internationale du Travail. Pour que cette convention soit appliquée, il a été reconnu nécessaire d'organiser la production et les marchés d'une industrie qui a souffert d'une longue crise de sous-consommation. Le même principe fut affirmé en 1927 à la Conférence Economique Internationale convoquée par la S. D. N., lorsque les employeurs déclarèrent que la rationalisation était en harmonie avec des salaires plus hauts, une journée de travail plus courte, et qu'en définitive, une organisation sociale de l'industrie était en accord avec les derniers progrès techniques accomplis.

Ce qui manque, à l'heure actuelle, au milieu de la crise, c'est la „foi profonde en la nécessité de la justice, c'est la conviction, intérieurement vivifiante, de la nécessité de cette organisation de la vie économique . . . dont les buts doivent être conformes à l'humanité et à la justice”.

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

### Le mouvement ouvrier international.

Parallèlement aux accords entre nations au sujet de la réglementation du travail, se développe le mouvement ouvrier international. Il n'est pas englobé par une seule organisation, mais en comprend plusieurs. L'une de celles-ci est la Fédération Internationale des Syndicats ouvriers, qui est liée au socialisme. Son attitude à l'égard du problème de l'aménagement économique et social fut exposée par Mr. Fritz Naphthali, Directeur du Dept. Syndical des Etudes Economiques, Membre du Conseil Economique Allemand, Berlin.

La considération la plus importante, au point de vue socialiste, n'est pas qu'un plan économique soit établi, mais que „son but soit de fonder une économie ayant pour base l'intérêt général de la communauté, et non une économie capitaliste qui serve les intérêts particuliers de groupes séparés et de classes”. Le mouvement ouvrier socialiste est essentiellement attaché à ce changement de régime économique.

Un nouveau système économique doit être substitué à l'ancien, non par une simple déclaration ou par une loi, mais plutôt par une évolution progressive, par „un processus de pénétration de nouvelles formes dans l'économie existante”. Par nouvelle forme, nous n'entendons pas nécessairement une simple nationalisation ou une opération faite par l'Etat. „La réalité économique est trop nuancée pour s'adapter à une forme simple dans un nouveau système économique”. L'Etat a la grande tâche d'assurer l'organisation de l'ordre économique, mais il n'en est que l'instrument, non la substance.

Il existe déjà des tendances très nettes à la transformation de la propriété privée, base de l'économie capitaliste, en diverses formes de la propriété collective. Il est certain qu'il y a des services publics très mal administrés selon les méthodes capitalistes et qui, avec la substitution de la propriété publique à la propriété privée, offriraient des chances de succès à un système économique socialisé et dirigé. A u c u n p l a n m o n-

**ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS**  
dial ne peut être utilement dressé tant que les fondements d'un aménagement économique méthodique n'ont pas été solidement établis dans chaque nation.

Quant aux moyens par lesquels la transformation doit être réalisée, les socialistes n'espèrent pas l'obtenir par un appel à la raison adressée aux capitalistes, mais par l'organisation de la classe ouvrière qui doit se révolter contre la pauvreté et la misère dûes au régime actuel. De cette organisation, sortira, comme cela s'est déjà produit dans le passé, un cercle d'individus qui, n'agissant pas initialement par intérêt économique, mais par impulsion éthique, s'identifieront avec le but cherché, la création d'un nouvel ordre économique mondial. Le mouvement ouvrier socialiste accepte volontiers la collaboration de personnes provenant d'autres origines sociales, pourvu qu'elles adoptent clairement comme but la réorganisation complète du système économique actuel en un système économique socialisé, méthodiquement aménagé, créant une société sans classes.

Discutant ces deux sujets d'accords internationaux que sont la législation ouvrière et le rôle des travailleurs dans une économie organisée, le Dr. Marius G. Levenbach, Professeur de législation du travail à l'Université d'Amsterdam, exprima l'opinion que le mouvement ouvrier dans son ensemble - c'est-à-dire l'organisation au nom de laquelle parla Mr. Naph-tali, la Fédération Internationale des Syndicats Chrétiens (représentée au Congrès par MM. Serrarens et Pauwels), et d'autres organisations encore - „peut et doit être une grande force dans la recherche et la réalisation d'une vie économique mieux aménagée". Il se référa aux exemples américains de coopération syndicale qui donnent voix aux travailleurs dans l'application des principes de la gestion scientifique à l'atelier et déclara qu'il est également nécessaire „de ne pas négliger la voix des travailleurs dans le champ plus vaste de l'aménagement économique et social".

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

Il soutint qu'il n'y a pas - jusqu'à présent - „dans l'économie capitaliste de puissance capable de réaliser un aménagement économique et social universel”, bien qu'il y ait „des puissances susceptibles de se développer dans cette direction”. Tout aménagement économique est impossible sans contrôle des facteurs aménagés, „ce qui signifie restrictions à la propriété privée, limitation de la liberté de disposer qu'elle implique. Jusqu'à un certain point ce contrôle est déjà établi dans la société occidentale par le moyen des lois. Il ne faut pas croire que l'aménagement économique et social s'accomplira par un effort volontaire des possédants. „Une modification des institutions doit intervenir” et ceci nous place en face du problème historique des transformations économiques dans le monde occidental „par le développement des forces sociales” parmi lesquelles le mouvement ouvrier tient une place fondamentale, tandis que l'Organisation Internationale du Travail, de son côté, cherche à établir des conditions de travail satisfaisantes ainsi que la sécurité de ces conditions - objectifs déclarés de l'aménagement économique et social.

Les problèmes de politique sociale, ou de législation sociale furent également traités par le Dr. Frieda Wunderlich, économiste et membre du Parlement Prussien. Considérant deux types principaux d'aménagement économique, 1) une économie centralisée, et 2) un aménagement des marchés commerciaux par la réglementation des prix, le Dr. Wunderlich montra sa préférence pour le second type, à condition que la réglementation des prix soit automatique. Le contrôle des prix par les droits de douane, les subventions et les cartels, qui risquent de conduire à de nouveaux conflits entre producteurs et consommateurs, est à rejeter. Un correctif au système de distribution est nécessaire pour éviter les fautes dûes moins au manque d'organisation qu'aux progrès techniques imprévus.

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

nation des risques dûs aux changements techniques, il est de première importance de modifier le système économique dans le sens de la régularisation des affaires et de l'élévation des salaires. A cet ordre d'idées appartiennent les mesures de législation sociale, en particulier les assurances sociales. D'autre part, il faudrait envisager la création de multiples institutions répondant aux besoins de la vie, telles que bibliothèques, écoles, institutions de caractère sportif ou sanitaire, etc. . . . L'extension des institutions publiques répondant à ces besoins vitaux reste une question d'opportunité, de même que les limites à envisager pour que les dépenses ainsi occasionnées soient couvertes par l'impôt sans troubler le mécanisme de la distribution. Nous abordons ici le problème des limites de la politique sociale, c'est-à-dire des activités gouvernementales ou de la législation sur les problèmes sociaux.

Revenant d'Australie après un long mais rapide voyage qui lui permit de faire des observations sur les conditions de vie très différentes de la Grande-Bretagne, des Etats-Unis, des pays méditerranéens, de l'Inde et de la Perse, le Dr. Ethel E. Osborne, de Melbourne, soutint qu'un groupement international tel que le Congrès „devait affirmer comme minimum de standard de vie le droit à la santé de tous les membres de la communauté”. Ce minimum implique, tout d'abord, „le droit de naître en bonne santé” et, en second lieu, „le droit d'être entouré des soins nécessaires à un développement normal”. Ce second point comporte une „alimentation adéquate”, dont l'importance est grande. On ne peut s'empêcher d'établir une comparaison entre ces besoins élémentaires d'alimentation, souvent non satisfaits, et l'existence d'excédents de la plupart des produits alimentaires essentiels, comparaison qui démontre avec une triste évidence le manque de corrélation entre la production et la demande de ces produits”. Le Dr. Osborne ajouta à titre d'exemple que, „au sein de l'Empire britannique, la distribution coordonnée des produits essentiels à la vie existe à peine”.



## **ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS**

Les autres contributions aux discussions de cette session, étant donnée leur nature, seront plus judicieusement examinées en même temps que les suggestions pour de futures recherches que nous abordons maintenant.

### **Eléments d'un programme de recherches.**

Ce fut un représentant de la classe ouvrière qui, à la dernière session du Congrès, exprima l'importance vitale et l'urgence des recherches que nécessitent les problèmes extrêmement sérieux de la dépression économique actuelle. Mr. Erich Lübbecke, Vice-Président de l'Association Internationale des Relations Industrielles, président du Conseil d'Entreprise de la Société Siemens-Schuckert, Berlin (la plus importante société de l'industrie électrique) développa le parallèle suivant entre la recherche économique et la médecine:

„La médecine, depuis des siècles, s'est montrée capable de découvrir par la recherche les moyens d'éviter les épidémies. L'économie, par contre, est une science jeune et doit encore entreprendre de nombreuses études. La médecine fait des investigations sur les hommes bien portants, sur les malades et même sur les morts. La situation économique présente du monde constitue pour la classe ouvrière un état de maladie tellement grave qu'il est grandement temps d'intervenir. Le monde du travail, dans tous les pays, mais particulièrement en Allemagne où le danger est le plus grand, ne tient nullement à ce que la science économique n'examine son corps qu'une fois mort.”

Au cours de cette analyse furent signalées l'utilité de certaines recherches et l'insuffisance de certaines données statistiques, suggérant implicitement des sujets d'investigation. D'autres propositions de recherches furent élaborées spécialement et peuvent se résumer brièvement comme suit:

#### **I. Nécessité d'améliorer les statistiques les plus importantes et leur comparabilité internationale.**

Les études préliminaires insistèrent spécialement sur la nécessité d'améliorer et de rendre comparables les statistiques de l'emploi et du chômage, celles des salaires, des prix de gros et de détail, des niveaux de vie; mais en fait, ce sont toutes les données économiques qui doivent être améliorées et rendues comparables pour que des recherches internationales soient possibles.

#### **II. Analyses quantitatives de la capacité de production d'une**

## **ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS**

part, des niveaux de vie d'autre part, pour le monde considéré comme un tout.

Ce genre de recherches fut proposé par le Dr. Neurath, qui préconisa comme méthode d'analyse quantitative l'adoption d'un système de mesures en nature, que définit l'expression allemande „Naturalrechnung”; cette méthode éviterait les évaluations variables et souvent dépourvues de sens de l'économie monétaire, telles que celles des taux de salaires, prix, profits, pour lui substituer d'une part la description quantitative des produits et services et d'autre part les éléments réels des niveaux de vie tels que moyens d'existence, habitation, alimentation, vêtement, bien-être physique, éducation, loisirs, etc.....

III. Analyses qualitatives et objectives de divers systèmes, méthodes et politiques d'organisation économique, leurs résultats quant aux niveaux de vie comparés à l'utilisation réelle de la capacité de production.

Ces analyses furent proposées par le Dr. Neurath comme suite aux analyses quantitatives mentionnées au paragraphe II; elles permettraient d'établir les grandes lignes d'un plan mondial, et d'en étudier ensuite les modes techniques de réalisation.

IV. Etudes sur les aspects sociaux de la construction et de l'administration économiques.

(1) De Dr. W. L. Valk, de l'Institut économique néerlandais, proposa d'étudier „la technique de la construction sociale”, examinant par exemple des sujets tels que la sélection des chefs et administrateurs, les méthodes propres à éviter la bureaucratie quand des unités d'organisation industrielle sont fusionnées et développées en puissance de production comme en capital investi - ce problème étant d'ailleurs commun au capitalisme et au communisme -, etc.....

(2) Mr. R. J. Mackay, Directeur général des „Management Research Groups” (Grande-Bretagne) signala l'importance de l'étude des émotions et instincts humains comme forces d'impulsion dans les systèmes économiques et sociaux. Il s'exprima ainsi: „Il n'existe pas de système économique et social s'appliquant uniformément au monde entier; et aucun système ne resterait longtemps en vigueur s'il cherchait à faire dériver sa force d'impulsion, son élan vital d'une certaine partie seulement de la série des instincts humains, et négligeait de tenir compte de l'action des autres. Il réussirait par l'assu dans la mesure où il maintiendrait l'équilibre et l'harmonie entre les poussées souvent génératrices de conflits des instincts égocentriques et sociaux.”

(3) Mr. Mackay proposa également d'étudier les résultats sociaux de différents types de sociétés - telles que société à stabilité pleinement réalisée, société à instabilité notoire - et leurs influences sur les habitudes économiques; citons par exemple la comparaison entre le Français, soucieux d'un budget personnel correct et l'habitant de Chicago, conduit à

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

des dépenses dépassant son revenu par suite des méthodes de vente „à haute pression” employées. D'autres recherches sociologiques analogues pourraient être utilement entreprises, d'après Mr. Mackay, préalablement à l'étude de l'aménagement économique et social.

(4) Mr. Mackay suggéra également l'étude des possibilités d'application de systèmes particuliers tels que la production massive et la distribution massive aux différentes régions du globe présentant des caractéristiques géographiques et raciales différentes.

(5) Dans le même ordre d'idées, nous avons déjà signalé les suggestions faites par le Professeur Taylor au sujet d'expériences pratiques de gestion scientifique en Chine, expériences devant s'inspirer des coutumes et habitudes sociales des Chinois.

### V. Etudes sur la technique des relations humaines dans l'industrie.

Ces études furent suggérées par le Dr. J. H. Richardson, Professeur de Relations industrielles à l'Université de Leeds, qui fit ressortir l'intérêt des échanges de vues internationaux quant à l'élaboration d'une technique des relations industrielles susceptible d'être ensuite adaptée aux conditions spéciales de chaque pays. Beaucoup de ces problèmes sont communs à tous les pays et même à des systèmes économiques différents. Et ceux qui ne sont pas communs sont néanmoins éclairés par des comparaisons internationales.

### VI. Etudes sur la distribution.

Ce domaine de la vie économique est trop souvent négligé, ainsi qu'il fut noté à plusieurs reprises. Quelques orateurs s'y sont cependant référés au cours des discussions: Mr. Serrarens et Mr. Filène notamment. L'intérêt d'une étude sur les coûts de distribution en Grande-Bretagne fut souligné par Mr. Mackay, qui fit également ressortir l'importance d'une „connaissance plus exacte des habitudes du consommateur et de ses tendances à changer de conduite selon les modifications survenant dans la situation économique.”

### VII Etudes concernant l'élément „salaire” des coûts de production et ses relations avec les prix de détail.

Ces recherches furent indiquées par Mr. Kenneth R. Middleton, Secrétaire des „Management Research Groups” (Grande-Bretagne), qui définit ainsi le problème de l'équilibre production-consommation: „les producteurs constituent le groupe le plus important de consommateurs en puissance. Tant qu'ils n'auront pas la possibilité de consommer de plus en plus, proportionnellement à la progression de la productivité, une partie de la production restera inabsorbée”. Les gains des travailleurs, se retrouvant dans les prix, peuvent être considérés comme un élément des coûts de production. Le total de ces éléments „salaire” des coûts de production „constitue le revenu global de tous les producteurs, de sorte que ces producteurs, considérés dans leur ensemble, ne

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

peuvent acheter que la partie de leur production (c'est-à-dire de la production totale) qui correspond à la charge des éléments „salaire” sur la moyenne des prix de détail... Le point crucial du problème de l'équilibre production-consommation apparaît maintenant comme résidant en ce fait que les prix de détail ne baissent pas aussi vite que l'élément „salaire” des coûts de production”. C'est pourquoi Mr. Middleton suggéra d'analyser les prix de détail selon leurs éléments composants: a) coût des matières premières; b) élément „salaire” des coûts de production; c) charges de capital; d) charges fiscales; e) coût de distribution. Une telle analyse, faite par exemple pour une série de produits de consommation courante, montrerait l'importance relative de ces éléments et les changements qui s'opèrent dans leurs relations.

### VIII. Etudes sur le problème des prix agricoles dans leurs relations avec le pouvoir d'achat des agriculteurs.

Ces études furent suggérées par le Dr. Wilbrandt, qui les présenta comme un problème ne trouvant pas de solution; il n'en constitue pas moins une partie du problème général des niveaux de vie.

### IX. Organisation des recherches économiques et sociales par un centre international.

La nécessité d'une coopération entre économistes et sociologues travaillant en différentes parties du monde fut mise en relief par divers orateurs et son organisation fit l'objet de plusieurs propositions précises.

(1) Il fut suggéré (par le Dr. Levenbach notamment) que l'organisation d'un centre nouveau pourrait être évitée si les institutions de Genève, la Société des Nations et l'Organisation Internationale du Travail, multipliaient et étendaient leurs investigations. Le Dr. E. C. van Dorp, Professeur d'économie politique à l'Université d'Utrecht (Hollande) soutint que l'Organisation Internationale du Travail devrait être libérée de toute limitation constitutionnelle en ce qui concerne ses recherches, de façon à ce qu'elle puisse étudier en détail les facteurs économiques dont les conditions de travail ne sont qu'un aspect.

(2) Le Dr. Wilbrandt proposa trois institutions:

- a) Un Institut International pour les Recherches relatives au Marché du Travail. Il s'agirait d'un Centre d'information ayant pour but de prévoir les modifications dans les possibilités d'emploi, et d'observer les régions où il y a excédent d'offres ou de demande d'emploi.
- b) Un Institut International d'Equipeement Economique, qui se chargerait d'accroître la capacité de production des pays ou régions en éprouvant le besoin. Cet organisme serait ainsi capable, de provoquer l'emploi de la main d'oeuvre indiquée comme menacée de chômage par le premier Institut.
- c) Une Banque Internationale fournissant les fonds à ces deux Instituts.

Bien que le Dr. Wilbrandt considéra ses propositions comme simplement embryonnaires, il pensa qu'elles contenaient les bases essentielles d'une organisation internationale susceptible de remédier au chômage.

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

(3) Comme nous l'avons déjà noté, le Dr. Landauer proposa la création d'un Centre d'Informations économiques, comparable au Service Météorologique International, et suggéra que ce Centre soit organisé par la Chambre de Commerce Internationale.

(4) Le Dr. A. B. Cohen Stuart, Editeur du Journal de la Société des Nations pour les Pays-Bas, tout en jugeant nécessaire la création d'un Centre de Recherches, montra l'utilité d'une revue internationale destinée à répandre les résultats des investigations entreprises ainsi qu'à favoriser les discussions et échanges d'idées.

(5) Un Office Mondial d'Aménagement économique, établi par la Société des Nations, ou constitué en un corps d'experts indépendants fut proposé par le Dr. Lorwin. En attendant la création de cet Office, et comme premier pas dans cette voie, il suggéra la fondation d'un Conseil Mondial de Recherches, association non-officielle destinée à „ceux qui sont dès maintenant capables de s'élever à un point de vue mondial”; ce conseil „stimulerait la pensée et l'imagination, à travers le monde entier, en faveur d'une organisation rationnelle de la vie économique”.

(6) Le Dr. F. M. Wibaut proposa au Comité du Programme, réuni pendant le Congrès avec la présence des orateurs, la création d'une Commission d'études sur l'Aménagement économique et social, commission qui adopterait comme base la définition que donna le Dr. Lorwin du „type social progressif” d'aménagement économique, et qui, avec la collaboration d'organismes existants, élaborerait les grandes lignes d'un plan mondial de production.

(7) La Présidente du Comité du Programme rassembla ces diverses suggestions en une proposition générale comportant la création d'un Centre Economique et Social International, dont elle esqua les grandes lignes dans son exposé final, à la session de clôture. Elle annonça en même temps que le Comité du Programme continuerait, à titre de Comité Intérimaire, à recevoir toutes suggestions et à prendre toutes dispositions pour que soient conservés les résultats obtenus au Congrès et pour que soient stimulées les discussions que continue à susciter le problème de l'élévation générale des niveaux de vie en relation avec la capacité de production mondiale.

Sur quels mots pouvons-nous considérer comme terminée cette revue des travaux du Congrès? S'il était utile de montrer les différences d'opinions ou de convictions, celles-ci ont été certes suffisamment mises en lumière dans l'analyse qui précède. S'il fallait également mettre en relief les points sur lesquels une conformité de vues s'est établie, nous pensons que le lecteur peut en prendre connaissance non moins facilement. Il nous suffira de rappeler que les faits touchant le „paradoxe” actuel - chômage au milieu de progrès économiques - ne furent contestés par personne au cours de cette semaine de discus-

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

sions. Nul qui ne mit en doute la gravité de la présente crise. Nul qui ne fut convaincu de l'obligation à la fois sociale, morale et économique d'y porter remède. Les principales différences de vues se firent jour au sujet des mesures de contrôle envisagées et des résultats pratiques à en attendre quant à l'équilibre production-consommation; plus profondément divergentes encore se montrèrent les opinions exprimées à propos du but d'un tel contrôle, et des moyens de l'établir: faudrait-il admettre une modification radicale de la notion de propriété, y compris celles de propriété privée et de profit? ou conviendrait-il d'envisager une transformation progressive des pratiques économiques et d'adopter une attitude expérimentale à l'égard des changements survenant dans l'industrie ou dans l'activité gouvernementale? D'autre part, dans un ordre d'idées voisin, les uns pensèrent que la coopération économique devait précéder tout changement dans l'ordre politique présent, alors que d'autres soutinrent l'impossibilité d'établir des relations internationales rationnelles tant qu'une action politique n'aurait pas résolu les problèmes légués par la guerre et qu'une plus grande sécurité n'aurait pas été acquise, consolidant la paix du monde. D'autres encore exprimèrent l'opinion que des mesures politiques et des mesures économiques étaient toutes deux nécessaires puisque les problèmes politiques actuels ont des répercussions économiques et que, d'autre part, la politique est influencée par des considérations économiques.

L'aménagement économique national fut envisagé plus clairement que l'aménagement économique universel, dont la conception rôda autour du Congrès à la façon d'un feu-follet, échappant à toute expression concrète. Certes, il fut affirmé fréquemment que la vie économique de chaque nation est affectée par des influences venant du dehors. Et nul ne songea à contester l'urgente nécessité d'une coopération économique internationale. Mais il ne fut pas démontré qu'un plan mondial englobant production et consommation puisse

## ANALYSE ET SOMMAIRE DES TRAVAUX DU CONGRÈS

être établi à l'heure actuelle.

Nombreuses furent les allusions au rôle joué dans le commerce international par les matières premières et les produits alimentaires, dont l'instabilité des prix sur le marché mondial fut reconnue comme facteur important de la présente dépression économique. Ces remarques suggérèrent l'idée qu'il serait possible d'appliquer, dans ce domaine au moins, les principes de raison et de coopération désirables, en considérant comme un tout l'ensemble des ressources mondiales en produits de la terre. Il y a là certainement un champ d'action accessible à une analyse immédiate, laquelle pourrait servir de base à l'élaboration d'un plan. Par sa modération même, cette suggestion semble correspondre à une occasion pour les nations de faire un premier pas dans la voie de la collaboration économique rationnelle.

A ce domaine proposé aux recherches, les travaux du Congrès ajoutèrent comme sujets d'études les expériences d'organisation économique poursuivies actuellement dans trois „laboratoires” :

- 1) la gestion scientifique, aux Etats-Unis et en Europe;
- 2) le mouvement coopératif, en divers pays;
- 3) l'aménagement économique et social, tel qu'il est pratiqué par la Russie des Soviets.

A ses membres participants comme à ceux qui étudient ses travaux dans ses publications, le Congrès Universel d'Aménagement Economique et Social de 1931 n'apporte pas de conclusions, et ne fournit pas de réponses définitives aux problèmes posés, mais il apparaît comme un stimulant de recherches et d'expériences qui, poursuivies dans des domaines assez limités pour conduire à des résultats, sont néanmoins guidées par une nouvelle compréhension de la tendance historique du monde à l'unité.

**UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG DER KONGRESSARBEITEN VON MARY VAN KLEECK, VORSITZENDE DER PROGRAMMKOMMISSION, VORSTANDSMITGLIED DES INTERNATIONALEN INSTITUTS FUER BESTGESTALTUNG DER BEZIEHUNGEN IM WIRTSCHAFTSLEBEN, LEITERIN DER ABTEILUNG FUER INDUSTRIELLE STUDIEN AN DER RUSSELL SAGE FOUNDATION, NEW YORK.**

---

Millionen Arbeitslose in einer Welt des Ueberflusses an Rohstoffen und Produktionskapazität, die schneller gestiegen ist als die Bevölkerungszahl; weitere Millionen, die unter der Furcht vor Arbeitslosigkeit leiden; Massen in Not, während die Produzenten nicht das Erzeugnis des Bodens, der Gruben und Fabriken verkaufen können - das war die Lage, vor der der Kongress stand, die höchste Aufgabe an die Intelligenz und die soziale Einsicht unserer Generation. Sozialökonomische Planung sollte von ihm als möglicher Weg zu einer besseren Zukunft untersucht werden. Der Untertitel definierte sie als „Ausgleich von Produktionskapazität und Lebensstandard“. Da es sich um eine internationale Versammlung handelte, lag der Nachdruck ihres Programms auf der gegenseitigen Verbundenheit und Zusammenarbeit der Völker als Gliedern der Weltgemeinschaft.

Es war die Aufgabe der zusammenfassenden Berichterstattung, aus dem Material von 18 Referaten, 80 einzelnen Beiträgen zur Diskussion von 60 Personen, sowie von 8 grundlegenden ökonomischen Analysen über die Arbeitslosigkeit in ebenso viel verschiedenen Ländern, den gemeinsamen Gedanken, das gemeinsame Ziel herauszuarbeiten; Abweichungen in Meinung und Ueberzeugung abzuwägen; und, wenn möglich, in einem Brennpunkt all die Gedankenlinien zu vereinigen, die zum gemeinschaftlichen Handeln drängen, das die Menschheit so verzweifelt nötig hat.

Zwar trägt die Vorsitzende allein für diese Formulierung der Tatsachen und Gedanken



## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

die Verantwortung, aber nicht für das Material.

Bei der Eröffnungssitzung bestimmte der Präsident, C. H. van der Leeu den Rahmen des Themas und das Ziel des Kongresses folgendermassen:

„Wenn wir von einem ökonomischen Plan sprechen, so wollen wir für jetzt noch ganz in Frage lassen, wie weit wir das verstehen sollen; ob es eine direkte Planwirtschaft oder ein ökonomischer Plan nach grösseren allgemeinen Linien sein wird. Wir glauben, dass in diesem Kongress diese Fragen wissenschaftlich und objektiv untersucht werden sollen.

Wir wissen, dass in verschiedenen Ländern grosse Schwierigkeiten herrschen; doch glauben wir, dass in dieser Woche diese Fragen international untersucht werden sollen, denn nur in dieser Weise wird für die Zukunft eine Garantie gebildet, damit solche Katastrophen nicht in dem Ernst wie wir sie jetzt erlebt haben, wieder vorkommen werden.

Es wird diese Woche Ihre Aufgabe sein, in dem enormen Material, das wir vor uns haben, und in den vielen Details, die Richtlinien zu suchen, die für die Zukunft bessere Zustände schaffen werden, nicht nur für eine Klasse, sondern für alle Klassen der menschlichen Gesellschaft.“

### Teilnehmer am Kongress.

Die Gruppe, auf die die Aufgabe entfiel, diesen wichtigen Gegenstand in diesem schweren Augenblick zu untersuchen, war autonom; sie war nicht von Regierungen oder Organisationen delegiert, um diese zu vertreten. Der Aufruf zum Kongress hatte mit folgendem Paragraphen geschlossen:

„Die I.R.I.\* ladet zur Teilnahme an diesem Kongress nicht nur ihre eigenen Mitglieder, sondern ebenso alle ein, die aus Studium oder Praxis einen Beitrag liefern können, oder an einer immer wachsenden Einsicht in die Einheit des Wirtschaftslebens teilnehmen möchten. Sie legt ihre Plattform führenden Männern der Wirtschaft und der Arbeiterschaft vor, Wirtschaftswissenschaftlern, Betriebsleitern und Vertretern der Staatsverwaltung, um nach einer sicheren Grundlage für den kooperativen, konstruktiven Willen zu einer planvollen Entwicklung von Produktionskapazität und Lebensstandard zu suchen.“

Eine solche Mannigfaltigkeit in Gedanken und Erfahrung, wie dieser Aufruf sie wünschte, war tatsächlich vorhanden. Es kamen Männer und Frauen dieser verschiedenen Gruppen des Wirtschaftslebens aus 23 verschiedenen Ländern. Wenn man sagt, dass sie typische oder Durchschnittsbürger waren, die

\* International Industrial Relations Institute = Internationales Institut für Bestgestaltung der Beziehungen im Wirtschaftsleben.

## DER KONGRESSARBEITEN

einen ähnlichen guten Willen und das Interesse einer viel grösseren Gruppe repräsentierten, so gibt man damit ihren Beratungen noch grössere Bedeutung, womit der einzigartige Wert der Arbeit vieler von ihnen an diesem Gegenstand nicht verkannt werden soll.

Einige fehlten, deren Anwesenheit nötig gewesen wäre. Die aus Latein-Amerika Eingeladenen konnten nicht kommen. Niemand kam aus Japan, zu wenige aus Indien und China. Die Chinesen selbst nahmen nur *in absentia* teil, und zwar in Form einer der einleitenden Untersuchungen. Redner für diese Gebiete fanden sich unter den Teilnehmern aus anderen Ländern, die deren Verhältnisse kannten, aber ihre eigenen Landsmänner hätten die Debatten sicher bereichert. Doch soweit der Kongress es fertig brachte, sich auf einen internationalen Standpunkt zu stellen, wurde ihnen allen die Möglichkeit gegeben, an dem Wirken und dem Studium teilzunehmen, die sein Ergebnis sein sollten.

Unter denen, die die Einladung angenommen hatten, waren Delegierte aus der Russischen Sowjetrepublik, die aus den Planwirtschaftsbehörden ihrer Regierung ausgewählt waren. Als sie ihre Teilnahme ankündigten, schrieben sie, sie würden „froh sein, mit Volkswirtschaftlern der verschiedenen Nationen zusammenzuarbeiten, und seien überzeugt, dass dieser Kongress dazu beitragen würde, ein besseres gegenseitiges Verständnis zwischen den verschiedenen Ländern zu schaffen“. Zum ersten Mal wurde einer Gruppe aus Sowjetrussland international die Gelegenheit gegeben, ihren eigenen Bericht über die Prinzipien und die Fortschritte von Russlands neuem ökonomischen System zu geben, wie es sich insbesondere im Fünfjahresplan zeigt. Ihr Kommen setzte daher nicht nur eine Nation mehr auf die Teilnehmerliste, sondern bereicherte die Diskussion um die Erfahrungen, die unter dem Kommunismus mit der Planung der Gesamtwirtschaft gemacht worden sind, so wie sie tatsächlich in Russland vor sich geht.

Und noch mehr: der Standpunkt der Russen, die ja ganz damit

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

beschäftigt sind, ein ökonomisches System in die Praxis umzusetzen, das auf einer besonderen Interpretation der Wirtschaftsgeschichte und der wirtschaftlichen Institutionen beruht, gab ihren Gedanken über alle anderen Fragen auf dem Kongress eine charakteristische abweichende Note. Vergleich wirkt immer aufklärend, und die Gelegenheit, die Theorie und die Möglichkeiten einer Planwirtschaft auf den verschiedenen Stufen des Kapitalismus in den verschiedenen Ländern im Gegensatz zu den tatsächlichen Erfahrungen einer sozialistischen Planwirtschaft zum Zweck der Industrialisierung zu betrachten, war ein bedeutsamer Zug des Kongresses.

Aber der Kongress war nicht einberufen, um die Unterschiede zwischen Kapitalismus, Sozialismus und Kommunismus zu diskutieren. Er war einberufen, um über alle Unterschiede hinweg, die die Völker und Gruppen scheiden, die fundamentale Basis für die Zusammenarbeit zu suchen, die durch die Tatsachen der ökonomischen Interdependenz begründet wird. Das Programm war: zuerst die Tatsachen zu prüfen; dann das Problem zu formulieren; darauf die aus der Beschäftigung mit zumindest einigen seiner Aspekte gewonnenen Erfahrungen zu betrachten; und schliesslich dem Studium und der Förderung der Planarbeit zu sozialen Zwecken Antrieb und Richtung zu geben.

### Die Tatsachen.

Die Arbeitslosigkeit in den letzten zwei Jahrzehnten war Gegenstand der Untersuchungen von Wirtschaftswissenschaftlern, die die Tatsachenbasis in im Voraus herausgegebenen Berichten niederlegten. Es ist überflüssig, hier die Tatsachen zu wiederholen, die im ersten der zwei Bände dargestellt sind, die das Material des Kongresses bilden, und zwar unter dem Titel „Internationale Arbeitslosigkeit“. Der Nachdruck liegt dort auf den Schwankungen, nicht nur auf dem Umfang der Arbeitslosigkeit. Der Lebensstandard ist durch die Unsicherheit der rückläufigen Bewegung bedroht,

## DER KONGRESSARBEITEN

die der Aufwärtsentwicklung in der Bewegung des Wirtschaftslebens folgte, die als Konjunkturzyklus bekannt ist. Das zusammengetragene Material lässt diese Schwankungen als charakteristisch für das Wirtschaftsleben so verschiedener Länder erkennen wie Australien, Kanada, Frankreich, Deutschland, Grossbritannien, die Vereinigten Staaten und das Russland der Vorkriegszeit und in den Wirren, die der Revolution folgten. Nur das Russland der Sovjets scheint gegenwärtig sich dem Einfluss entzogen zu haben, der alle anderen Länder gleichzeitig in die tiefste Depression gestürzt hat, die die Geschichte ihrer statistischen Berichte kennt; während in Russland das Problem das umgekehrte ist - ein Mangel an Arbeitskraft. China kann wegen des Mangels an statistischen Unterlagen und wegen der Verschiedenheit des Grades der Industrialisierung nicht genau mit den anderen Völkern verglichen werden, aber was an Material zusammengebracht wurde, zeigte doch im wesentlichen das gleiche Problem der Unsicherheit der Lebenshaltung.

Die Reihe der untersuchten Länder ist natürlich unvollständig. Sie waren zur Illustration des Problems ausgewählt worden, man wollte nicht ein allumfassendes Bild der Völker geben. Für ein Land wie China, das gerade in die Industrialisierung eintritt, für Ueberschussgebiete wie die Vereinigten Staaten und Kanada; für Gegenden, die vom Markt für Rohstoffe abhängig sind, wie Australien; für industriell hochentwickelte Gebiete wie Grossbritannien und Deutschland; und sogar für das einzigartig ausgeglichene Wirtschaftsleben Frankreichs, für alle ist die Unsicherheit, den Lebensunterhalt verdienen zu können, eine feststehende Tatsache, deren Symptom die Wiederkehr der Arbeitslosigkeit ist. Trotz aller Untersuchungen des Konjunkturzyklus, die die Volkswirtschaftler in den letzten zwanzig Jahren beschäftigt haben, haben die Schwankungen in diesen Ländern nicht nachgelassen. Die gegenwärtige ist die tiefste, die am meisten ausgebreitete, die „internationalste“ von allen.

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

Diese entmutigende Situation ergibt sich noch dazu am Schluss einer Periode der Ausdehnung der Produktionskapazität, wie sie noch nie dagewesen ist. Das führte Dr. Otto Neurath an Hand der lebendigen graphischen Darstellungen des Gesellschafts- und Wirtschaftsmuseums in Wien, das unter seiner Leitung steht, aus:

„Dieses Bild \* zeigt uns, dass von 1870/79 bis 1920/30 der Bevölkerungsstand sich um 50 % erhöht hat, Produktion an Weizen auch um 50 % und Kartoffeln um 100 % und Zucker um etwa 500 % u.s.w. Die Eisenbahnladungen, die Frachtonnage wurden vervierfacht.

Ich möchte ausdrücklich betonen, dass trotz der proportionalen Entwicklung von Menschheit und Getreide Mangel herrscht und die Versorgung von Menschen mit Getreide zurückgegangen ist.... Es gibt eine Reihe Umstände, welche verursachen, dass die tatsächliche Produktion kleiner ist als die effektive Produktionskapazität.“

So ist der Lebensstandard niedriger als er sein könnte, wenn die Produktionskapazität voll ausgenützt würde. Aber diese Nichtausnutzung der vollen Produktionskapazität hat noch eine andere Wirkung. Sie ist wiederum eine Ursache der Arbeitslosigkeit. Dr. Neurath sagte:

„Aber immer, auch unter den besten Umständen, gibt es eine Unternutzung. Es gibt dauernd eine „Reserve-Armee“, die in Amerika Millionen Arbeiter umfasst. Der Rückgang einer bestimmten Produktion äussert sich nicht darin, dass diese Produktion nicht zum Konsum kommt, sondern das im Augenblick, in dem diese Produktion reduziert wird, Arbeiterentlassungen eintreten und damit als Folge Nichtausnutzung der Kapazität für Konsumgüter.

Diese Unterkonsumtion und der daraus erfolgende Rückgang der Produktion hemmen den Welthandel. Die Schiffe, die Waren tragen sollen, umschiffen die Erdkugel, aber ihr Laderaum ist zum Teil leer. Verschiedene Gegenden liefern dem Welthandel aus ihren natürlichen Rohstoffquellen oder infolge der wachsenden Qualifikation ihrer Arbeit und der Zunahme der materialen und technischen Ausrüstung Spezialitäten, aber sie können sie nicht für die nutzbar machen, die sie in anderen Ländern brauchen. Der internationale Handel ist unterbrochen. Die Waren sind in Magazinen und das Korn in Speichern aufgestapelt. Unternehmer, die vor nicht zu langer

## DER KONGRESSARBEITEN

Zeit angestrengt nach neuen Methoden und Maschinen suchten, um die Produktion zu steigern, sprechen jetzt davon, ihre Produktion einzuschränken oder zu vernichten, um bei vermindertem Angebot den alten Preis wiederherzustellen.

### Das Problem der gegenwärtigen Krise.

In diesen Paradoxien fand Dr. Neurath das Problem der Gegenwart. Es besteht kein Mangel an Rohstoffen oder an Fähigkeit, sie in Gebrauchswerte umzusetzen. Auch besteht kein Mangel an Bedarf für sie. Der Lebensstandard ist unter dem Niveau, das die bestehende Produktionskapazität bei voller Ausnutzung möglich machen würde. Wenn man im Augenblick von allen Fragen der einzelstaatlichen Politik oder der Form des Wirtschaftssystems absieht, so scheint dieser Widerspruch wesentlich ein Problem der wirtschaftlichen Organisation zu sein.

Das Problem ist nicht, die Produktion zu beschränken, sondern sie zu entwickeln und bis zu ihrem Maximum nutzbar zu machen, um die nicht befriedigten Bedürfnisse der Lebenshaltung im Weltmasstab zu beseitigen. In einem fortschreitenden, sich entwickelnden Wirtschaftssystem kann die Konsumtion nur dann der Produktion das Gleichgewicht halten, wenn der Lebensstandard entsprechend der Produktionskapazität gehoben wird. Verringerung der Produktion, um sie ins Gleichgewicht zu bringen mit einer beschränkten Konsumtion, d.h. einem Lebensstandard, der nicht in Beziehung steht zur möglichen Produktion, bedeutet Hemmung des ökonomischen Fortschritts und Zerstörung potentiellen Reichtums. Natürlich ist Arbeitslosigkeit ein Resultat und ein Symptom, aber Dr. F. C. Benham, von der London School of Economics, der die Berichte über die Arbeitslosigkeit in Grossbritannien, Frankreich und Australien vorbereitet hat, führte richtig aus:

„Beschäftigung ist kein Selbstzweck. Wenn wir es fertig

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

brächten, jedem einen höheren Lebensstandard bei einem Arbeitstag von 4 Stunden oder bei nur 4 Arbeitstagen in der Woche zu geben, um so besser."

In dieser Auffassung des Problems war Dr. Benham mit anderen Rednern einig, die betonten, dass die von den Völkern bei der gegenwärtigen Wirtschaftskrise zu lösende Aufgabe die sei, den Lebensstandard zu heben.

„Ich denke, es ist sehr wichtig“, sagte er, „dieses Ziel im Vordergrund zu halten, nämlich soweit wie möglich den Lebensstandard mit allem, was er einschliesst, zu heben, - dem Volke die Möglichkeit zu geben, reichlicher und besser zu leben. Aber was folgt daraus? Der Lebensstandard muss auf die Dauer von der Produktion abhängen.... Eine Zeitlang kann ein Land teilweise von geborgtem Kapital leben. Australien und Deutschland haben das kürzlich getan, aber auf die Dauer hängt der Lebensstandard von der Produktion ab, und deshalb führt der Weg zu ökonomischem Fortschritt, der andere und umfassendere Formen des Fortschritts möglich machen wird, über Steigerung der Produktion.“

Welches sind denn nun die Umstände, die diese volle Ausnutzung der Produktion als der Quelle eines höheren Lebensstandards verhindern? Dr. Max Lazard aus Frankreich beantwortete diese Frage in seinem Vortrag über „Die Bedeutung der Weltarbeitslosigkeit“, mit dem die eigentlichen Sitzungen des Kongresses begannen. Er fasste die einleitenden Berichte der Volkswirtschaftler zusammen und zog andere Untersuchungen über die gegenwärtige Lage zu der umfassenden Analyse heran, die notwendig ist, um die Diskussion über die Planwirtschaft in naher Verbindung mit den realen Bedingungen der auf der ganzen Welt bestehenden Schwierigkeiten zu halten.

Dr. Lazard begann mit einer Analyse der Arbeitslosigkeit, besonders in ihrer gegenwärtigen Phase. Der Widerspruch, so traurig das klingt, ist vereinigt im Schicksal ein- und desselben Menschen, der Mangel leidet und doch zu Müßiggang verurteilt ist, anstatt arbeiten zu können. Noch dazu gibt die Arbeitslosigkeit eines Menschen, der deshalb die Arbeit oder das Arbeitsprodukt eines anderen für sich nicht verwerten kann, Anlass zur Arbeitslosigkeit eines anderen. Dr. Lazard stellte zwei Fragen: 1.) Welches sind die Umstände, die eine Gleich-

## DER KONGRESSARBEITEN

gewichtsstörung zwischen Arbeitsangebot und -nachfrage herbeiführen können? 2.) Welches besondere Zusammentreffen ungünstiger Umstände ist schuld an dem ausserordentlichen Anwachsen der gegenwärtigen Zahl der Arbeitslosen in der Welt?

Zu Beginn muss festgestellt werden, dass im allgemeinen eine Gleichgewichtsstörung nicht einer einzigen Ursache zugeschrieben werden kann, sondern dass im Gegenteil eine fast unbeschränkte Zahl von Umständen daran beteiligt sein kann. Dr. Lazard klassifiziert sie folgendermassen:

„An erster Stelle stehen alle die, die den **Arbeitsmarkt** beeinflussen, und besonders, wie Dr. Benham hervorhob, das Verhältnis zwischen der allgemeinen Lohnhöhe und der allgemeinen Preishöhe.

An zweiter Stelle stehen alle die, die den **Warenmarkt** beeinflussen. Es ist nicht schwer zu sehen, dass alles, was die Nachfrage nach Waren steigert, die Möglichkeit der Beschäftigung günstig beeinflusst, während alles, was diese Nachfrage vermindert, ungünstig wirkt.

An dritter Stelle stehen die Ereignisse auf dem **Geldmarkt**; Ueberfluss an Kapital regt die Produktion an und deshalb die Möglichkeit der Beschäftigung; Ueberfluss an Zahlungsmitteln regt den Austausch an, und auf diese Weise indirekt die Produktion und dadurch auch die Nachfrage nach Arbeitskraft; Knappheit an Kapital oder an Zahlungsmitteln hat die entgegengesetzte Wirkung.

Schliesslich sollten, in weniger engem Zusammenhang die Ereignisse erwähnt werden, die zwar nicht eigentlich wirtschaftlicher Natur sind, aber doch zu ökonomischen Konsequenzen führen. So können z.B. Veränderungen des Klimas, die besonders günstig oder ungünstig sind, das Gleichgewicht zwischen landwirtschaftlicher und industrieller Produktion stören, und diese Schwierigkeit kann sich auf dem Arbeitsmarkt widerspiegeln. Ein ähnliches Verhältnis besteht auch bei jeder Erfindung, sei sie wissenschaftlich oder technisch, bei politischen Revolutionen, bei Kriegen u.s.w. . . Dies sind nicht Ursachen im philosophischen Sinne, sondern nur mehr oder weniger wahrnehmbare Einflüsse, die mehr oder weniger mächtig sind.“

Dr. Lazard führte diese Einflüsse auf der Grundlage der einleitenden Untersuchungen in ihrer Reihenfolge auf und wertete sie im Lichte der gegenwärtigen Krise. Auf dem **Arbeitsmarkt** findet man auf der Seite des Arbeitsangebots solche Einflüsse wie die Bevölkerungszunahme (die zurückgewiesen wurde, weil sie bei der gegenwärtigen Arbeitslosigkeit kein wesentlicher Faktor sei); ein Uebermass von Ein- oder Auswanderung (was in seiner gegenwärtigen Wirkung als nicht



## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

sehr wesentlich angesehen wurde); Landflucht (was als ungünstiger Einfluss dadurch Gewicht erhielt, dass die entgegengesetzte Erscheinung in Frankreich, nämlich die Behauptung einer verhältnismässig grossen landwirtschaftlichen Bevölkerung, einer der Gründe für die verhältnismässig geringere Arbeitslosigkeit dort zu sein scheint); das Fehlen oder die Unzulänglichkeit einer zentralisierten Arbeitsvermittlung, d.h. von Arbeitsnachweisen, (es wurde gezeigt, dass sie in England eine nützliche Rolle gespielt haben); die Schwierigkeiten für Arbeiter, die freigesetzt werden durch solche Umstände wie die Konkurrenz der Frauen in der Industrie oder der Kinderarbeit, schlechte Berufsberatung der Jugend, Mangel an Berufsausbildung und körperliche Mängel; dann übermässig hohe Forderungen der Gewerkschaften in Bezug auf die Arbeitsbedingungen (Dr. Benham hatte gezeigt, dass dies in England und Australien die Angleichung der Löhne an die Preise zur Minderung der Arbeitslosigkeit hemmte, während das Fehlen solcher Forderungen in Frankreich angesehen wurde als Teilerklärung für die grössere Elastizität in der Bewegung der Löhne der französischen Arbeiter).

Die Nachfrage nach Arbeitern auf dem Arbeitsmarkt andererseits wird durch die Saisonschwankungen im Produktionsrhythmus gewisser Industrien beeinflusst; ferner durch die Länge des Arbeitstages, der nach Meinung vieler gekürzt werden sollte; durch Wechsel in den Produktionsmethoden und besonders durch die Mechanisierung, wie man an der Abnahme der Beschäftigung bei den Eisenbahnen der Vereinigten Staaten sieht; und durch die Rationalisierung der Produktion, die ebenso wie die Mechanisierung die Verminderung des Personals ohne Verminderung der Produktion gestattet. Dr. Robert Wilbrandt, Professor an der Technischen Hochschule zu Dresden, der den Vorbericht über Arbeitslosigkeit in Deutschland verfasste, hatte berichtet, dass dies von grossem Einfluss in Deutschland gewesen sei, aber Dr. Benham hatte für Grossbritannien und Frankreich die entgegengesetzte Beobach-

## DER KONGRESSARBEITEN

tung gemacht. Dr. Lazard zeigte, dass man allgemein darin einig sei, dass auf lange Sicht der Fortschritt der Mechanisierung und Rationalisierung eine günstige Wirkung auf den Beschäftigungsumfang hat. Ueber diesen wichtigen Gegenstand sollte bei einer späteren Sitzung im Zusammenhang mit der Darstellung der wissenschaftlichen Betriebsführung die Diskussion fortgesetzt werden. Hier wurde er nur als ein augenblicklich wichtiger Umstand in dem Gesamtbild der modernen Industrie verzeichnet, der die Nachfrage nach Arbeit im Verhältnis zu einem gegebenen Umfang der Produktion verringert.

Der zweite grosse Markt, der **W a r e n m a r k t**, wurde ebenso wie der Arbeitsmarkt bei seiner Betrachtung in Nachfrage und Angebot eingeteilt. Es wurde gezeigt, dass die Nachfrage nach Waren durch Schwankungen nach der Jahreszeit beeinflusst wird; ferner durch Konsumverschiebungen, die eine besondere Ware oder Dienstleistung treffen, häufig als Ergebnis wissenschaftlichen oder technischen Fortschrittes; durch Hemmungen des Handels zwischen den Ländern, durch andere als politische Massnahmen wie Zolltarife; und durch die verhältnismässige Schwäche der Kaufkraft der Löhne.

Diese beiden letzteren Einwirkungen sind so eng mit dem Thema des Kongresses und mit dem Gegenstand dieser Uebersicht verknüpft, der den Nachdruck auf Welteinflüsse legt, dass sie an dieser Stelle näherer Ausführung bedürfen. Was die Einengung des Welthandels als einer Ursache für die Arbeitslosigkeit betrifft, so hat Dr. Benham gezeigt, dass eine Anzahl wichtiger Kunden Grossbritanniens besonders Indien, Australien, Kanada und China, sich auf die Entwicklung ihrer eigenen industriellen Produktion verlegt haben und daher weniger einzuführen brauchten als vorher. In China kam noch die allgemeine Armut des Landes hinzu und besonders die Störung seiner Währung, die die Einfuhr beschränkte.

Ungenügende Kaufkraft der Löhne als Ursache von Arbeitslosigkeit wurde von Dr. Lazard als die These vieler Arbeiter

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

erwähnt, die behaupten, dass es für den Handel besser wäre, wenn höhere Löhne gezahlt würden, weil das die Arbeiter in den Stand setzen würde, mehr zu konsumieren. Nach dieser These gibt es keine Ueberproduktion, sondern eine Unterkonsumtion, die darauf zurückzuführen ist, dass das Guthaben des Arbeiters bei der Gesellschaft geringer ist als die Gesamtsumme der von ihm produzierten Güter. Dr. Lazard war indessen der Ansicht, dass das allein für die Arbeitslosigkeit nicht verantwortlich gemacht werden könne, da noch andere Faktoren aufgezeigt worden seien. Aber er fügte hinzu:

„Es ist nicht zu bestreiten, dass die Arbeitsverträge noch immer bei weitem nicht der Billigkeit oder dem wirklichen Verhältnis der Produktivität von Arbeit und Kapital entsprechen. Soweit die Löhne wirklich unter dem volkswirtschaftlichen Normalsatz liegen, muss man zugeben, dass ihre Abweichung ungünstig auf die Wirtschaft einwirkt.“

Innerhalb der Kategorie des Warenmarkts findet man noch auf der Seite des Angebots als gegensätzlich zu den eben angeführten Einflüssen, die die Nachfrage betreffen, zwei Fragen von grosser Wichtigkeit: Ueberproduktion und das, was Dr. Lazard als „übermässiges Steigen der Kostpreise“ bezeichnete. Ueber beide enthielten die einleitenden Untersuchungen für den Kongress keine unmittelbaren Daten, aber bei beiden wurde anerkannt, dass sie die Möglichkeit, Waren zu verkaufen, beeinflussen können.

Teilweise Ueberproduktion, sagte Dr. Lazard, muss als gegebene Tatsache anerkannt werden, und niemand leugnet, dass sie einen Preissturz und eine Lähmung des Handels verursacht. Im einzelnen Unternehmen kann sie als Folge einer falschen Einschätzung des Leiters oder aus einem anderen Grunde erklärt werden, aber es ist schwerer, sie als ein allgemeines Phänomen zu erfassen. Aber die Erfahrung der letzten Jahre macht es schwierig zu leugnen, dass von Zeit zu Zeit eine allgemeine Ueberproduktion eintritt und die Bewegung von der Prosperität zur Depression herbeiführt. Die grosse Frage, die der Aufklärung bedarf, und die auch von grossem praktischen Interesse ist, ist, die Umstände der Ueberproduktion zu be-

## DER KONGRESSARBEITEN

stimmen, ob sie durch eine Periodizität bestimmt sind, die man vorhersehen und verhindern kann.

Dr. Lazard fasste diese allgemeinen Krisen zusammen, wie sie in den einleitenden Berichten dargestellt wurden, und sagte:

„Die Krise von 1921 bis 1922 erscheint mit ganz besonderer Deutlichkeit; die von 1926 bis 1927 war zwar nicht so klar, aber doch nicht zu bestreiten; was die von 1930 betrifft, so sollte ihre Schwere allein schon Ursache zu einer genauen Prüfung sein. Viele denken, sie sei nicht so wie die vorhergehenden Krisen, sondern der bestimmte und endgültige Zusammenbruch des kapitalistischen Systems in der Form, wie es sich in den letzten 30 Jahren entwickelt hat.

Von übergrossen Produktionskosten nannte Dr. Lazard zwei - die Forderungen der Gewerkschaften bezüglich der Löhne, und die Last der Besteuerung, genauer die sozialen Lasten, die auf der Industrie ruhen. Er lenkte die Aufmerksamkeit auf die Behandlung dieses Themas in Dr. Wilbrandts Bericht über Deutschland, der den Nachdruck auf die Reparationslasten im Staatsbudget und entsprechend im Budget jedes Steuerzahlers legt. Der deutsche Bericht hatte auch die Last der öffentlichen Ausgaben aufgezeigt, die, soweit sie durch Steuern gedeckt werden, auch einen ungünstigen Einfluss auf die deutsche Industrie haben.

Dr. Lazard wendete sich nun der dritten grossen Kategorie von Einflüssen auf die Arbeitslosigkeit zu, dem Geldmarkt, und analysierte die Faktoren, die den Kapitalmarkt und die, die den Geldmarkt beeinflussen. Die Arbeitslosigkeit in Deutschland war zum grossen Teil als Folge des Kapitalmangels erklärt worden und besonders als Folge des Mangels an langfristigen Krediten, was zum Notbehelf der kurzfristigen Anleihen zwang, d.h. eher zur Inanspruchnahme des Geldmarkts statt des Kapitalmarkts. Die Zurückziehung der kurzfristigen Kredite durch die ausländischen Gläubiger lähmt Produktion und Handel und schafft Arbeitslosigkeit; aber Dr. Lazard bemerkte, dass die übergrosse Industrialisierung Deutschlands auch in Rechnung gestellt werden solle als eine Ursache des Missverhältnisses zwischen verfügbarem Kapital

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

und verfügbarer menschlicher Arbeitskraft.

Bei der Debatte über die Faktoren, die den Geldmarkt beeinflussen, behandelte Dr. Lazard die verschiedenen Theorien über die Goldversorgung und die Stabilität der Währung. Nach einer Theorie könnten diese Krisen vermieden werden, wenn die Menge der Umlaufmittel immer im selben Masse wüchse wie der Umfang des wirtschaftlichen Austauschs. Mangel an Elastizität der Währung wird von manchen der Goldknappheit oder der ungleichmässigen Verteilung des Goldes unter die Zentralbanken zugeschrieben. Doch können diese finanziellen Fragen am besten im Zusammenhang mit der Sitzung über diesen Gegenstand behandelt werden. Sie werden hier nur erwähnt, um Dr. Lazards Analyse des Problems zu vervollständigen.

Er fand die Ursache der ausnahmsweisen Schwere der gegenwärtigen Ausdehnung der Arbeitslosigkeit in der verstärkenden Wirkung des Zusammentreffens von vielen der eben aufgezählten Faktoren. Am wenigsten bedeuteten als Ursache der Arbeitslosigkeit die Verhältnisse des Arbeitsmarktes selbst. Hier liegt offenbar noch ein Widerspruch in diesem an Widersprüchen reichen Gegenstand. Die Arbeitslosigkeit ist heute kein Problem der Beschäftigung, sondern der Märkte und Finanzen. Es handelt sich um eine ökonomische Krise, die den Anschein erweckt, als habe die Krise der Arbeitslosigkeit die Oberhand bei den einzelnen Völkern. Dr. Benhams Meinung wird zitiert, dass bei je 16 Arbeitslosen in Grossbritannien das Feiern von 5 die bekannten Gründe des mangelhaften Ausgleichs auf dem Arbeitsmarkt hat; bei 6 liegt es an spezifisch englischen Verhältnissen der Nachkriegszeit; und bei 5 an der allgemeinen Wirtschaftskrise. Dieser letztere Teil des Gesamtproblems muss untersucht werden, bevor das Thema einer Weltplanwirtschaft praktisch diskutiert werden kann.

Dr. Lazard zog verschiedene Untersuchungen der Ursachen

## DER KONGRESSARBEITEN

dieser allgemeinen Wirtschaftskrise heran und fand, dass der Beginn, besonders seit 1925, meist ein Preissturz war, und zwar bei den meisten Rohstoffen und Nahrungsmitteln. Die Ursachen dieses Preissturzen haben viele Fragen für die Nationalökonomien aufgeworfen, aber die Tatsachen reichen nicht für endgültige Folgerungen aus. Warum z.B. sanken die Preise von Rohstoffen vor denen der Fertigfabrikate, die meist zuerst fallen? Warum verstrich eine verhältnismässig lange Zeit, bis die Warenproduktion herunterging, die Senkung allgemein wurde und die Wirtschaft als Ganzes nachliess?

Es ist behauptet worden, dass das an der ungenügenden Goldversorgung lag. Die Umlaufsmittel hielten nicht Schritt mit der Produktion, und das allgemeine Preisniveau sank. Die Senkung kam zuerst bei den Rohstoffen, weil ihr Markt ein Weltmarkt ist, auf dem die Konkurrenz zwischen den Produzenten besonders scharf ist. Die Grosshandelspreise für Fertigwaren und noch mehr ihre Detailpreise widerstanden der Senkung - die Grosshandelspreise, weil sie durch Zollmauern geschützt waren, und die Detailpreise, weil sie ihrer Natur nach weniger elastisch sind. Schliesslich kam nach dieser allgemeinen Theorie im Jahre 1929 noch eine periodische Ueberproduktionskrise zu den Schwierigkeiten dieses fortgesetzten Abstiegs hinzu. Dr. Lazard fand aber für diese Theorie nur wenig statistische Unterlagen und machte dabei noch besonders auf die Unvollkommenheit der Preisindices aufmerksam. Eine andere Theorie war der Ansicht, dass nicht die Umlaufsmittel ungenügend waren, sondern das Einkommen der Käufer, besonders in den durch den Krieg ruinierten Ländern. Eine dritte Erklärung, die von der Mehrheit der französischen Ökonomen unterstützt wird, legt den Nachdruck weder auf die Nachfrage des Marktes noch auf die Versorgung mit Umlaufsmitteln, sondern neigt zu einer einfacheren Erklärung dafür, dass die Preise zuerst bei den Produkten fielen, bei denen die Ueberproduktion klar in Erscheinung getreten war - bei Rohstoffen und Nahrungsmitteln. Ihre Hauptproduzenten

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

sind die Vereinigten Staaten und andere neue Länder, die verhältnismässig frei vom Unglück des Krieges geblieben sind oder durch ihn bereichert wurden. Sie überschätzten die zukünftige Nachfrage eines verarmten Europa und unterschätzten die zukünftige Produktionskapazität des wiederaufgebauten Europa. Der erste Irrtum erklärt die Krise von 1920 bis 1921; beide Irrtümer zusammen, besonders in Bezug auf Weizen und Zucker, führten zu 1929 und zur gegenwärtigen Krise.

Aber warum war dieser Prozess so langsam, da Europa ja 1925 das Vorkriegsniveau der Produktion erreichte? Zuerst wurden in verschiedenen Ländern mächtige Mittel eingesetzt, um die Preise zu halten - der Kanadische Weizenpool, der Federal Farm Board der Vereinigten Staaten, das „Institute for the Protection of Coffee“ von Sao Paulo, der Kupfertrust, der Stevensonsche Plan für Gummi u.a. Sie verlängerten den Widerstand der Produzenten. Zum zweiten wurden durch die Banken für Industrie und Landwirtschaft grosse Kreditmöglichkeiten erschlossen. Schliesslich lockte die ausserordentliche Spekulation auf der Fondsbörse in den Vereinigten Staaten nicht nur die amerikanischen grossen und kleinen Kapitalisten an, sondern die ganze Welt. Die Profite der Produzenten ergaben sich nicht mehr aus ihren normalen Unternehmungen, sondern aus den Bewegungen an der Fondsbörse. Das stärkte beträchtlich ihre Kaufkraft für Fertigfabrikate, Automobile, Grammophone, elektrische Kühler. Aber die Methode war gefährlich und fügte den europäischen Märkten schweren Schaden zu. Als sie in den Vereinigten Staaten bis zum äussersten getrieben wurde, bereitete sie den Weg zu der Katastrophe von 1929-1931 vor. Noch dazu brachten die Transaktionen zur Vorbereitung der Wiederherstellung des Goldstandards in einigen Ländern, die ihn aufgegeben hatten, besonders die der Bank von Frankreich, New York eine An-

## DES KONGRESSARBEITEN

häufung von Geld, das für kurzfristige Kredite verfügbar war und das Treiben der Spekulanten noch verstärkte.

Zur selben Zeit schienen die Vereinigten Staaten in eine neue Epoche dauernden wirtschaftlichen Fortschritts einzutreten. Diese Hoffnung wurde gefährlicher Weise noch durch Abzahlungskäufe unterstützt, die künstlich die Konsumtion anregten, und durch das Vorgehen der amerikanischen Bankiers, das auf ihrer Auffassung von der Stabilität des Preisniveaus beruhte. In dieser optimistischen Atmosphäre, durch Preisstatistiken getäuscht, vermehrten die Kapitalisten der Vereinigten Staaten unzweifelhaft ihre industriellen Investitionen übermässig.

Ein anderer Faktor wurde von Dr. Lazard folgendermassen beschrieben, der auch zur Diskussion der Planwirtschaft gehört:

„Die Konzentration industrieller Unternehmungen, das Monopol ihrer Leitung durch eine kleine Zahl mächtiger Einzelpersonen. Eine weitere bemerkenswerte Tatsache, welche die Befürworter einer Planwirtschaft vielleicht nicht genügend berücksichtigen, ist folgende: Je mehr die Ansammlung von Ersparnissen und die Verfügung über Kapital Gegenstand bewusster Entscheidung wird, um so mehr ist offenbar der ökonomische Mechanismus, der die Entwicklung des Kapitalismus im 19. Jahrhundert gesichert hatte, ausser Kraft gesetzt worden. Verschwinden der Konkurrenz zur Ausschaltung der Schwächsten? Uebermässige Investitionen im eigenen Unternehmen, deren Finanzierung aus den Bruttogewinnen vor der Verteilung der Dividenden geschieht, und die das Gleichgewicht zwischen Akkumulation und Konsumtion gefährden? Irrtümer in der Disposition, die nicht ausgeglichen werden können? Anlage der verfügbaren Mittel in einer zu begrenzten Zahl von Industriezweigen? Von vielen Seiten werden gegen die „Wirtschaftsverbände“ schwere Vorwürfe erhoben, die zweifellos der Begründung nicht entbehren.“

Diese Argumente gegen die Planwirtschaft, wie Dr. Lazard es ausdrückte, werden an dieser Stelle zitiert als Teil der detaillierten Uebersicht der Faktoren der gegenwärtigen Arbeitslosigkeit, weil sie zeigen, wie diese Einzelheiten dazu dienen können, die Diskussion über die Planwirtschaft, die folgen soll, zuzuspitzen. Es würde überflüssig scheinen, in dieser kurzen Zusammenfassung Dr. Lazards Klarstellung des ganzen Problems zu umreissen, wenn nicht die Geschlossenheit der Diskussion über eine Weltplanwirtschaft es erforderte, dass diese lebendige und ins Einzelne gehende Darstellung des gegen-



## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

wärtigen Zustandes des Wirtschaftsapparats und seines Funktionierens den Vorschlägen für eine bessere Organisation gegenüber gestellt wird.

Drei oder vier weitere wesentliche Punkte in Dr. Lazards Analyse sind zur Vervollständigung des Bildes nötig. Während er aus schon angegebenen Gründen den Hauptmittelpunkt der Weltkrise in den Vereinigten Staaten sieht, fand er sekundäre Zentren in anderen Ländern: in Deutschland, das seine Industrie mit kurzfristigen fremden Anleihen finanzieren musste; in Mitteleuropa, und besonders in Oesterreich, unbestreitbare Schwierigkeiten, die sich aus der Neufestsetzung der politischen Grenzen ergeben; in England und bis zu einem gewissen Grade auch in Italien, entsteht die Verwirrung aus der Stabilisierung der Währung auf einem für die Ausfuhr zu hohen Stand, und im allgemeinen durch das Nachlassen des Exports nach bestimmten Richtungen.

Die Diskussion über die Besteuerung als eines Faktors der Gleichgewichtsstörung braucht hier nicht wiederholt zu werden, ausser um den Punkt zu unterstreichen, dass Kriegsschulden und Reparationen zu der Verwirrung beitragen, nicht weil sie im Vergleich mit der Gesamtbesteuerung sehr gross wären, sondern wegen des einseitigen Charakters des Transferierungsprozesses, was den internationalen Handel sehr stört.

Die Unsicherheit, die durch diese Situation durch die ganze Welt geht, wird ferner verschlimmert durch die Ungewissheit in den internationalen Beziehungen, durch revolutionäre Agitation in verschiedenen Ländern und durch die gefährdete Stellung zahlreicher Regierungen. Die Schwierigkeit von Handelsbeziehungen mit der Union der Sozialistischen Sowjetrepubliken gehört zu diesen besonderen Ursachen der Unsicherheit. Schliesslich ist auf diesem gestörten Hintergrund die beklagenswerte Erregung des wirtschaftlichen Nationalismus erwachsen; überall Zollbarrieren, überall Wanderungs-

## DES KONGRESSARBEITEN

hemmnisse, fast überall ein mehr oder weniger vernünftiges Streben nach wirtschaftlicher Autarkie. Das ist vielleicht entschuldbar, weil die politische „Annäherung“ zwischen den wichtigsten Staaten nicht erreicht worden und deshalb ihre Sicherheit eine waghalsige Spekulation ist; aber unzweifelhaft verzögern diese Manifestationen des Nationalismus, dass die Produktivkräfte in der ganzen Welt in ein harmonisches Verhältnis gebracht werden.

Vier Diskussionsbeiträge zum Thema dieser Sitzung - die Paradoxie der Arbeitslosigkeit - sollten nicht dazu dienen, Dr. Lazard zu widersprechen, sondern Ergänzungen zu geben oder die Einzelheiten seines umfassenden Bildes ihrer Bedeutung nach anders zu betonen.

Dr. Benham empfahl eine neue Prüfung des „laissez faire“. Er hoffe aber, dass diese Theorie in dem Sinne für immer vorbei sei, dass man sich nicht um richtige Arbeitsbedingungen in den Fabriken kümmern solle. In dem Sinne, dass die Wirtschaft nur von Einzelpersonen geleitet werden solle, sei sie auch verschwunden und habe grossbetrieblichen Unternehmungen Platz gemacht, die - wenigstens in Grossbritannien - durch staatliche oder halbstaatliche Behörden geleitet würden. „Aber die Oekonomen reden in einem anderen Sinne für „laissez faire“, meinte er.

„Und zwar in dem Sinne, dass man es dem Preismechanismus freistellen solle, auf der einen Seite veränderte Bedürfnisse der Konsumtion anzuzeigen und auf der anderen Seite Hindernisse auf dem Weg der Warenproduktion zu beseitigen; dass man den Preismechanismus so frei lassen solle, dass die Preise einerseits für die Produzenten die veränderte Nachfrage des Publikums anzeigen können; und andererseits den Konsumenten die Linien aufzeigen können, auf denen grössere Fortschritte erzielt wurden, und bei denen es deshalb möglich ist, einen grösseren Teil ihres Einkommens auszugeben.

In diesem Sinne hatte das „laissez faire“ in den letzten paar Jahren keine Wirkungsmöglichkeit. Man kann nicht gut sagen, dass das „laissez faire“ versagt habe; man hat es gar nicht versucht. Wir haben in allen Ländern Kartelle, Vereinigungen, Zölle, Subventionen, Kontingentierungen u.s.w. gehabt, und wenn wir die letzten paar Jahre betrachten, so sehen wir, dass alle diese Dinge dazu beigetragen haben, die Depression fast unvermeidlich zu machen. Verschiedene industrielle Verbände haben die Produktion eingeschränkt, statt sie zu vermehren.

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

Die Aufrechterhaltung künstlicher Preise hat am Ende zu einem noch schlimmeren Zusammenbruch geführt. Das „laissez faire“ in dem Sinne, dass man den Preismechanismus ungestört lassen solle, hatte keine Wirkungsmöglichkeit. Ich bitte Sie, das zu beachten; denn es wiederherzustellen mag ein besserer Ausweg sein als „Planwirtschaft“ ein planmäßiges Wirtschaftssystem in dem Sinne, wie es in Deutschland befürwortet wird, aber auch viele Gegner hat.

Was aber auch die Beschlüsse des Kongresses sein mögen, so hielt Dr. Benham es doch für der Mühe wert, wenn er seine Mitglieder

„fühlen lasse, dass die Welt ein Ganzes ist, dass... es für die Länder der Welt nötig sei, um der Welt aus einem Ganzen zu helfen, ihren falschen nationalen Patriotismus zu vergessen, nicht zu sehr auf absoluter Souveränität zu bestehen, sondern zusammenzukommen, um einen besseren Weg zu finden, wie man die Angelegenheiten der Welt international als Ganzes ordnen könne.“

Dr. Wilbrandt nannte Deutschland als Beispiel für den Gegensatz zwischen „Fortschritt und Armut“ und suchte darin die Ursachen der gegenwärtigen Krise. Mit Hilfe von Auslandsanleihen begann 1927 ein Rationalisierungsaufschwung. Darauf folgten die Jahre 1928 und 1929, in denen es eine Million Arbeitslose sogar in der günstigen Sommersaison gab. „Jeder Arbeitslose hat verringerte Kaufkraft, dadurch wurden weniger Produkte umgesetzt, und so breitete sich die Arbeitslosigkeit aus.“

Im Jahre 1930 kam der Zusammenbruch der öffentlichen Finanzen. Das Bauwesen war in hohem Masse aus öffentlichen Mitteln unterstützt worden. Die Gesamtsumme von 9 Milliarden Mark im Jahre 1929, die aus öffentlichen und privaten Mitteln aufgebracht wurden, fiel auf 5 Milliarden im Jahre 1931. Das bedeutete Arbeitslosigkeit im Baugewerbe, und weitere Arbeitslosigkeit in den Gewerben, aus denen die im Bauwesen Tätigen ihren Bedarf decken; das ist die Auswirkung der Schwierigkeiten in den öffentlichen Finanzen, die schon von Dr. Lazard erwähnt wurden. Diese Schwierigkeiten waren dreifach; eine Verringerung des Einkommens aus Steuern und öffentlichen Unternehmungen, z.B. den Eisenbahnen; eine Vergrößerung der Ausgaben für die Arbeitslosen und für die vor

## DES KONGRESSARBEITEN

einigen Jahren beschlossene Gehaltserhöhung der Beamten; und die Reparationen, die eine grössere Belastung darstellten als Beamtgehälter und -pensionen. Schliesslich zeigten sich im Jahre 1931 die Auswirkungen der Weltwirtschaftskrise im Rückgang des Exports. Dadurch wurden die grossen Pläne zu einer Forcierung des Exports unausführbar, auf die hin die Rationalisierung durchgeführt worden war. Gleichzeitig kam ein neues Anwachsen der Arbeitslosigkeit, und im Sommer 1931 die bekannten Vorgänge im Bankwesen, von denen Dr. Wilbrandt nur die Diskonterhöhung der Reichsbank erwähnte, die theoretisch gesprochen eine Deflation war; das brachte noch mehr Arbeitslosigkeit von grösserer Bedeutung als das frühere Anwachsen.

Denn dies bedeutet Deutschlands „Fesseln“, die die Beseitigung der Arbeitslosigkeit verhindern. Die Reparationen müssen in fremder Währung bezahlt werden und hängen daher vom Ausfuhrüberschuss ab. Aber Deutschland hatte keinen solchen Ueberschuss gehabt. Um ihn zu erreichen, nahm es ausländische Anleihen auf und rationalisierte seine Industrie. So kamen zu den Reparationen neue ausländische Schulden hinzu mit Belastung für Zinsen und Amortisation, was alles durch Ausfuhrüberschuss von einer Grösse wettgemacht werden sollte, wie sie nur im Jahre 1930 erreicht wurde, und auch da hauptsächlich nicht durch Steigerung der Ausfuhr, sondern durch Abnahme der Einfuhr; wenn die Produktion nachlässt, braucht man weniger Rohstoffe; da die Arbeitslosen weniger kaufen, wird weniger eingeführt. So wurde durch das Sinken der Produktion und durch die Leiden und Entbehrungen der Arbeitslosen der Exportüberschuss im Jahre 1930 erreicht. Aber 1931 ging der Export so stark zurück, dass dieser Weg der Zahlung ans Ausland nicht länger möglich war.

Wenn durch irgend ein Wunder die Arbeitslosigkeit jetzt vermindert werden könnte, so wären die Folgen: mehr Kaufkraft, mehr Konsumtion, daher mehr Einfuhr, besonders von Rohstoffen und Nahrungsmitteln, daher mehr Devisenmangel, da-

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

durch entsprechendes Eingreifen der Reichsbank, Steigerung des Diskonts, Einschränkung der Produktion und dann wieder mehr Arbeitslosigkeit. Wenn die Arbeitslosigkeit zurückgeht, muss das wieder zu mehr Arbeitslosigkeit führen. Das sind die Fesseln in Deutschlands „Zahlungsbilanz“. Wie können sie gelockert werden? Es gibt drei Möglichkeiten: um den Bedarf an Devisen zu verringern, sollte die Einfuhr vermindert und auf Auslandsreisen verzichtet werden. Oder der Export sollte gesteigert und gleichzeitig Deutschlands Schiffsverkehr nach fremden Ländern gehoben werden; so bekäme man mehr fremde Währung herein. Oder die Reparationen sollten erleichtert werden. Der Weg zu vermehrtem Export ist durch die Zölle in der ganzen Welt versperrt, die täglich anwachsen trotz aller Warnungen aus Genf; nur durch die Herabsetzung der Löhne können die deutschen Exporteure die Zollmauern übersteigen, aber die fremden Länder können dann auch die Löhne senken.

Das ist also die Bedeutung von Deutschlands Stellung in der Weltwirtschaft, wie Dr. Wilbrandt sie zusammenfasste:

„Die Weltwirtschaft leidet, wenn Deutschland als Absatzmarkt ausfällt und deutsche Reisende ausbleiben. Die Weltwirtschaft leidet, wenn wir den Export forcieren und so andere Länder zwingen, gleichfalls mit ihren Preisen und Löhnen tiefer zu gehen, damit sie ihren Export nicht verlieren. Die Herabsetzung der Reparations-Beträge ist für diejenigen, die diese zu empfangen haben, auch nicht angenehm.“

Dr. Wilbrandt schloss mit einem Appell, Deutschlands Lage zu verstehen:

„Wenn wir uns auf die nationale Volkswirtschaft zurückziehen und sozusagen der Weltwirtschaft entfliehen, dann dürfen Sie das nicht als Feindschaft gegen die Welt auffassen. Wenn wir unseren Export forcieren, um es möglich zu machen, die Reparationen zu zahlen, so bitte ich Sie, das nicht als Angriffslust gegen die Welt zu empfinden. Und wenn wir immer auf die Reparationen zu sprechen kommen, dann bitte ich Sie, darin kein Querellantentum zu sehen, sondern den Ausfluss der Notwendigkeit, die auf uns lastet.“

Zu dieser Analyse des deutschen Problems als eines Teils des Weltproblems fügte Herr Valery V. Obolensky-Ossinski, der Führer der sovjetrussischen Delegation, bei einer späte-

## DES KONGRESSARBEITEN

ren Sitzung noch einen weiteren Gesichtspunkt hinzu. Er sprach von den besonderen Merkmalen dieser Krise, im Unterschied von den allgemeinen charakteristischen Zügen der periodischen Depression, und sagte:

„Ist es nicht ganz klar, dass Ihr in Europa ein System der Beziehungen zwischen den Staaten habt, in dem der eine unterdrückt wird und der andere der Unterdrückter ist? Wenn ein Staat dem anderen ohne Gegenleistung Waren und Geld zu zahlen hat, so ist das eine Grundursache dafür, dass die wichtigsten europäischen Länder untereinander sich nicht im Gleichgewicht befinden.“

Ein anderes besonderes Merkmal der gegenwärtigen Verwirrung im Welthandel - das Dr. Lazard schon erwähnt hatte - fand Herr Ossinsky in der Tatsache, dass ein grosses Land, das ein Gebiet von etwa einem Sechstel der Welt umfasst, praktisch von den normalen Handelsbeziehungen ausgeschlossen ist. Natürlich bezog er das auf Russland:

„Dies ist ein Staat, der von vielen Ländern der Welt als ein sehr gefährliches Land angesehen wird, mit dem es keine normalen Handelsbeziehungen geben kann, das nicht anerkannt werden darf. Ich spreche hier nicht für irgend eine Anerkennung, weil mein Land sich jetzt in einer Lage befindet, wo das überhaupt nicht notwendig ist. Aber kann man vom Gesichtspunkt des gesamten Wirtschaftsapparats des Welthandels es als eine normale Situation ansehen, wenn ein Sechstel der Welt - und der potentiell grösste Markt - nicht in den Handelsverkehr der Welt miteingeschlossen ist?“

Gleichzeitig gab Herr Ossinsky eine Interpretation der gegenwärtigen Wirtschaftskrise von seinem Standpunkt aus. Der gegenwärtige Widerspruch von Arbeitslosigkeit mitten im wirtschaftlichen Fortschritt ist eine der Krisen allgemeiner Ueberproduktion, die völlig verschieden sind von den Teilkrisen des 15., 16., 17. Jahrhunderts, die von gewissen Rednern erwähnt wurden. Karl Marx sagte voraus, dass diese allgemeinen Krisen, die untrennbar mit der Entwicklung der kapitalistischen Produktionsweise verbunden sind, an Ausdehnung, Tiefe und Schärfe zunehmen würden, bis die kritische Periode des Kapitalismus da sein würde. Diese vorausgesagte Krise ist, nach Herrn

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

Ossinskys Ansicht, die gegenwärtige. Die Erklärungen, die für sie selbst von Oekonomen gegeben werden, die Marxens Theorie abgelehnt haben, sind genau die seinen: das Fehlen der Planmässigkeit in der Produktion und ein tiefes Missverhältnis zwischen Produktionskapazität und Kaufkraft der Massen.

Herr Ossinsky fand den grundlegenden Widerspruch in der zunehmenden Sozialisierung des Produktionsprozesses und der privaten Form der Aneignung seiner Erzeugnisse. Er meinte, dass das Paradoxon nur aufgehoben werden könnte, wenn dieser Widerspruch zu existieren aufhöre durch den Uebergang zu einer neuen Produktionsweise, zur sozialistischen Methode, wie sie in Russland angewandt werde. „Sie können verschiedener Ansicht über die russische Produktionsweise sein“, sagte er; „aber eine Tatsache ist nicht zu leugnen; wir haben keine allgemeine Produktionskrise in Russland, und das ist das sehr logische Resultat der grundlegenden Veränderung der ökonomischen Basis.“

Herr Ossinsky sah auch in der gegenwärtigen technologischen Arbeitslosigkeit eine ganz neue Bedeutung im Vergleich zu technischen Veränderungen der Vergangenheit. Er setzte das folgendermassen auseinander:

„Die Welt geht jetzt von einer technischen Basis zu einer neuen über. Was jetzt vorgeht, ist der Beginn des Ersatzes von Dampf durch Elektrizität als der Antriebskraft der Industrie. Das ist die wirkliche Grundlage der technologischen Arbeitslosigkeit. Ich könnte beweisen, dass alle Verbesserungen von etwas komplizierterer Art im Maschinenbau überall auf dem Ersatz von Dampf durch Elektrizität beruhen. Das ist der Beginn einer technischen Revolution, die sich nicht unter den Bedingungen der kapitalistischen Produktion bis zum Ende entwickeln kann.... Nur auf der Grundlage des sozialistischen Produktionssystems kann die neue Triebkraft der Industrie - die Elektrizität - wirklich zur Grundlage einer sozialen Produktion werden.... Das Erscheinen der Elektrizität als neuer Antriebskraft, die den Beginn einer neuen, die kapitalistische Produktion desorganisierenden Revolution schafft, ist einer der Gründe, warum die technologische Arbeitslosigkeit grösser ist als in der Vergangenheit. Sie ist eines der Anzeichen, dass wir gegenwärtig eine kritische Periode für den Ka-

## DES KONGRESSARBEITEN

pitalismus haben, der diese neue technische Basis nicht meistern kann, die jetzt durch die wissenschaftliche Technologie entwickelt worden ist."

Hier findet sich also die Konstatierung eines weiteren und entscheidenden Widerspruches, dass nämlich die technologische Entwicklung der Industrie in den kapitalistischen Ländern in der Elektrizität eine Antriebskraft geschaffen habe, die der Kapitalismus nicht meistern oder weiter entwickeln kann. Und zwar kann der Kapitalismus nicht soziale Distribution entwickeln, die dem Prozess entspricht, der schon sozialisiert ist, d.h. der Industriezweige und Arbeitnehmergruppen in einem System gemeinsamer Abhängigkeit von derselben Antriebskraft bei ungeheurer vermehrter Produktionskapazität zusammenschmiedet. Die Konsumtion muss eine entsprechende Kapazität erreichen. Der Widerspruch von Fortschritt und Armut ist so wieder einmal aus einem anderen Gesichtswinkel erklärt.

Dass dies kein Widerspruch ist, sondern das logische Ergebnis der Tatsache, dass „die Leitung der Produktion nicht von sozialen Interessen bestimmt ist,“ war dem Kongress von Dr. F. M. Wibaut, Senator und Mitglied des Stadtrats von Amsterdam, auseinandergesetzt worden. Er betonte nachdrücklich die grosse Notwendigkeit einer internationalen wirtschaftlichen Kooperation und erklärte, dass das Gegenteil vorherrsche, dass „seit dem Vertrag von Versailles der Wirtschaftskrieg noch allgemeiner geworden ist und... jeden Tag intensiver wird.“ Die Hoffnung auf Frieden war durch die Weltwirtschaftskonferenz genährt worden, die 1927 nach Genf einberufen worden war. Durch sie hätten der Völkerbund und seine Wirtschaftssektion einen Anfang mit der Verbesserung der wirtschaftlichen Beziehungen zwischen den Völkern machen können, aber nicht einmal ein Anfang wurde erreicht. „Es ist meine Ueberzeugung,“ schloss er,

„dass die Welt eine internationale Planwirtschaft bitter nötig hat.... Diese Planwirtschaft ist ein grosses Werk. Es ist wie ein grosses Gebäude; seine Vollendung braucht Gedanken und Zeit. Aber über Nach-



## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

denken und Zeit hinaus fordert solche Planwirtschaft einen Willen - einen Willen, der aus der Ueberzeugung ihrer Notwendigkeit entspringt."

### Die statistische Grundlage für Weltplanwirtschaft.

Ohne aber erst auf den Willen zu ihrer Verwirklichung zu warten oder die ökonomischen Theorien des „laissez faire“ zu diskutieren, zeichnete Dr. Neurath in grossen Linien einen Weltwirtschaftsplan. Er ging von der Annahme aus, dass das gegenwärtige Elend ein Organisationsproblem sei, und empfahl eine Prüfung der Tatsachen der Produktionskapazität und der Lebensbedingungen in naturalen Grössen wie Wohnung, Nahrung, Kleidung, Bildung, Erholung, Freizeit und Mortalität und Morbidität. Das sind die Materialien für eine Gesellschaftstechnik, die erst in ihren Anfängen steht.

Wir brauchen einen Gesellschaftstechniker, und das setzt eine neue Auffassung von einer ökonomischen Organisation voraus, die ihrem Charakter nach funktionell sein und nach ihren Resultaten, in der Erzielung eines höheren Lebensstandards durch planmässige grösstmögliche Ausnutzung der Produktionskapazität beurteilt werden soll. Der Ingenieur, der mit Maschinen zu tun hat, hat es mit wirklichem Material zu tun, mit Stahl und Eisen und Elektrizität und mit den Gesetzen, die sie beherrschen. Der Gesellschaftsingenieur, der über eine Wirtschaftsmaschine nachdenkt, die zu einem sozialen Zweck funktionieren soll, muss ebenso auf der einen Seite die Produktion und auf der anderen die Lebensbedingungen messen. Er muss aufhören, in den vertrauten Begriffen von Preis, Profit, Kaufkraft, Kredit und Zinsen zu denken, weil diese Masseinheiten in Wirklichkeit die grösstmögliche Ausnutzung der Produktionskapazität verhindern. Sie setzen der Produktion die Grenze des Maximums, das zu einem Preis verkauft werden kann, der den höchsten Profit erzielt. Ein Ueberschuss wird nicht produziert, oder, wenn er produziert wird, wird er oft zerstört, nicht, weil er nicht benötigt würde, sondern weil es unter dem gegenwärtigen

## DES KONGRESSARBEITEN

**Organisationssystem nicht genügend Profit abwirft, ihn zu produzieren. Das Denken in Preiskategorien hindert die Organisation der Produktion nach funktionellen Kategorien. Diese funktionelle Wirtschaft erfordert Messungen, wie sie Dr. Neurath in dem deutschen Wort "Naturalrechnung" umschrieben hat; Messung in Gebrauchswerten.**

**Eng verbunden mit dieser Idee der Naturalrechnung ist Dr. Neuraths Methode, die sozialen und ökonomischen Tatsachen in Karten unter Gebrauch von zeichnerischen Symbolen anstatt von Zahlenzeichen aufzuzeichnen. Sie lassen den Geist an dem Problem der planmässigen Produktion arbeiten, anstatt ihm finanzielle Verhältnisse vorzustellen. Karten wie diese\*, die dem Kongress gezeigt wurden, regten die Einbildungskraft an, die Welt als ein Ganzes zu sehen, das in weite Wirtschaftsbezirke eingeteilt ist; die Spezialisierung der Produktion, so wie sie jedem Gebiet entspricht, zu erfassen; und neue Möglichkeiten vorauszusehen, um den Lebensstandard dadurch zu heben, dass man bis zum Aeussersten die Produktionskapazität der Welt im Ganzen ausnutzt. Dr. Neurath fasste den Gedanken so zusammen:**

**„Wir können einen grossen Weltwirtschaftsplan ausarbeiten, der nur auf Konsum und Produktion abgestellt ist.... Ich möchte andeutend zeigen, wie die Erde aussieht, wenn man sie als eine Riesenfabrik betrachtet. Sehen wir erst, ob die Menschen auf der Erde leben können, wie gross ihre argrarische Tragfähigkeit ist. Vielerlei Berechnungen zeigen, dass ungefähr dreimal so viel Menschen auf der Erde leben können als gegenwärtig, wenn wir neues Land roden und die besten jetzt bekannten Anbaumethoden verwenden....**

**Wir können nun in gleicher Weise uns ein Bild zu machen trachten von der effektiven Kohlenproduktion und anderen Stücken eines Weltwirtschaftsplans. Wir sehen in einer kurzen Uebersicht, dass grundsätzlich keine Schwierigkeit bestehen würde, die Erde nach Produktionsgebieten einzuteilen.**

**Im Rahmen eines funktionellen Wirtschaftsplanes ist internationale Arbeitsteilung als Voraussetzung grösster funktioneller Produktionskapazität etwas Selbstverständliches. Allgemeine Me-**

\* Siehe Seite 106—123.

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

chanisierung auch des Plantagenbaus, nicht allgemeine Industrialisierung.

Dr. Neurath erläuterte diese Gedanken durch die Tatsachen der heutigen Verteilung der Industrien in der Welt und kam zu dem Schluss, dass trotz der Hindernisse in der nationalen Politik und den gegenwärtigen Methoden der Leitung der Industrie, eine funktionelle Weltwirtschaft, die auf einem Weltwirtschaftsplan und internationaler Arbeitsteilung beruht, möglich ist. Dazu wäre ein Weltforschungsinstitut nötig und die Entwicklung einer Universalstatistik. Nur die Tatsachen zu sammeln, würde nicht genügen. Die Ausarbeitung eines Schemas oder eines Wirtschaftsmodells würde wesentlich sein, um zu zeigen, wie der ganze Apparat mit all den technischen Bedingungen, die die Maschinen und die menschliche Arbeitskraft fordern, funktionieren würde. Ferner müssten Schemata entworfen werden, um zu zeigen, wie die gewünschte Produktion und Konsumtion erreicht würde,

„in einer kapitalistischen, einer sozialistischen, einer Grossnationalwirtschaft, oder einer funktionellen Wirtschaft mit Geldbudget..... Wir müssen auch ein internationales Lebenslagenrelief entwerfen.... Es genügt nicht, immer wieder Durchschnittsziffern zu liefern.... Eine Wirtschaft, in der die eine Hälfte hungert und die andere Hälfte schlemmt, hat eventuell dieselben Durchschnittsziffern wie eine Wirtschaft, in der alle dasselbe bekommen.“

Diese statistischen Analysen der Produktion, des Transports und der Lebenslagen zu machen und sie alle einzubauen in soziale Wirtschaftsschemata, sind wissenschaftliche Aufgaben. Dazu kommen erzieherische Aufgaben sozialer und wirtschaftlicher Aufklärung in Wort und Bild; denn „die Periode der Gesellschaftstechniker beginnt, wo jeder einzelne Mensch Sinn haben wird für Wirtschaftsordnung und Gesellschaftsordnung.“

In diesen wissenschaftlichen und erzieherischen Aufgaben einer Weltwirtschaftsorganisation ist eine gemeinsame Plattform für eine Zusammenarbeit gegeben. Dies zu betonen,

## DES KONGRESSARBEITEN

heisst nicht die soziologisch-historischen Probleme zu unterschätzen, die mit solchen Fragen verknüpft sind, wie etwa:

„Welche Ordnung wird kommen und auf welchem Wege? Wie lange wird die Masse der Menschen es dulden zu hungern, während Getreide-Ueberfluss herrscht? Wird das überall nur mit Gewalt geändert werden? Wie lange noch wird es Menschen geben, die in der Sonne leben, und andere, die im Schatten leben? Die Weltgeschichte gibt sehr pessimistische Auskünfte. Es scheint, dass entscheidende soziale Wandlungen in den meisten Ländern nicht auf dem Wege der Verständigung vor sich gehen. Es hat aber keinen Sinn, hier vorher pessimistisch zu sein; das ist sicher nicht die Aufgabe dieses Kongresses....

Wir haben wissenschaftliche Arbeit zu leisten. Ich halte das nicht für ein Kompromis und bin der Ansicht, dass jede Klärung, wenn sie gewissenhaft und ernsthaft ausgeführt wird, direkt oder indirekt ein Dienst ist an der Menschheit.“

### Die Prinzipien und die Anwendbarkeit der Planwirtschaft.

Im selben Geist der Wahrheitsforschung, immer in der Hoffnung, der verderbliche Widerstand gegen Veränderungen in der Vergangenheit möchte in der Gegenwart der Vernunft und dem Verständnis als Führern zu evolutionärer sozialer Entwicklung weichen, wandte sich der Kongress der wissenschaftlichen Betriebsführung zu, um zu sehen, wie weit sie schon der Industrie den Weg zum dynamischen Gleichgewicht gezeigt hat.

Unter dem Thema „Wissenschaftliche Betriebsführung als Philosophie und Technik fortschrittlicher industrieller Stabilisation“ fasste Dr. H. S. P e r s o n, Direktor der Taylor-Gesellschaft in den Vereinigten Staaten die tatsächlichen Erfahrungen in der Anwendung der Prinzipien von Frederick W. Taylor in der amerikanischen Industrie zusammen. Die Prinzipien und das Verfahren sind F o r s c h u n g u n d S t a n d a r d i s i e r u n g. Durch ihre Anwendung

„legt die wissenschaftliche Betriebsführung die für die Betriebsleitung in der gegebenen Situation wichtigen Faktoren bloss, sie rekonstruiert sie, grenzt sie ab und koordiniert sie, bringt sie unter kooperative Kontrolle und erzielt dadurch eine relative Stabilität.

Sie wird nicht durch eine Veränderung umgeworfen, sondern behandelt diese als ein Problem, das untersucht werden muss.

697

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

„Durch die Anwendung ihres grundlegenden Untersuchungsprinzips - Erforschung der Gesetze, die die mechanischen Kräfte, die gesellschaftlichen Kräfte und das persönliche Verhalten leiten - macht sie es möglich, unerwartete Veränderungen, die durch unbekannte Kräfte verursacht werden, zu vermeiden; und ferner, eine erwünschte Veränderung durch die kontrollierte Anwendung bestimmter Kräfte zu beschleunigen.“

Durch die Notwendigkeit des Studiums aller Einflüsse, die ein gegebenes Betriebsführungsproblem beeinflussen können, hat die wissenschaftliche Betriebsführung ihre Prinzipien auf immer weitere Bezirke ausgedehnt. Sie hat immer gefunden, dass die Stabilisierung in einem kleinen Gebiet durch Einflüsse von aussen gestört werden könnte. Von der Anwendung auf den Arbeitsplatz ist sie durch das „Gesetz der Situation“ auf eine ganze Abteilung, auf ein ganzes Unternehmen und schliesslich auf Gruppen von Unternehmungen ausgedehnt worden, die oft verschiedene Stadien des Produktionsprozesses darstellen. Dr. Person fasste diese Entwicklung so zusammen:

„So wirkungsvoll wurde diese Technik der Stabilisierung im einzelnen und im allgemeinen in allen Bezirken des Einzelunternehmens entwickelt, dass heute grosse Gesellschaften, die viele geographisch zerstreute Fabriken besitzen, fähig sind, sie als ein organisches Ganzes wirksamer zu leiten, als die kleine zusammenhängende Anlage vor einem Vierteljahrhundert geleitet wurde. Das hat Erfahrungen von unschätzbarem Wert für jeden Versuch zur kollektiven Leitung noch grösserer Industriebezirke geliefert.“

Dieser Anwendungsbereich ist aber jetzt über den Erfahrungskreis der sich mit diesem Problem beschäftigenden Industrie hinaus gewachsen. Dr. Person sagte:

„Die wissenschaftliche Betriebsführung ist noch nicht zu einer kollektiven Leitung der Industrie angewandt worden. Aber der gegenwärtige Zustand einer Zerrüttung der Weltwirtschaft ruft die Gesellschaft auf, eine bessere Leitung zu versuchen.... Die Beziehungen von konkurrierenden Einzelunternehmungen in einer individualistischen Industrie sind noch nicht unter Kontrolle gebracht worden und bilden eine zerstörende Kraft, die periodische Brüche im Mechanismus der Produktion und Distribution, Stockungen im Wirtschaftsprozess, Arbeitslosigkeit und Unglück hervorruft. Diese Zerrüttungen zerstören die Wohlfahrt der Menschen um so mehr, als der Apparat von Produktion und Distribution immer wirksamer durch die wachsende Spezialisierung und immer komplizierter in seinen funktionellen Verhältnissen wird. Die Gesamtheit der Wirtschaftsprozesse - der geschäftliche Konkurrenzkampf

## DES KONGRESSARBEITEN

ebenso wie die Technik von Produktion und Distribution - muss unter Kontrolle gebracht werden, wenn Unheil abgewendet werden soll. Darum muss jede grössere Industrie, jede nationale Industrie als Ganzes und die weltwirtschaftlichen Beziehungen zu einem Grad der Stabilisierung gebracht werden, wie ihn die wissenschaftliche Betriebsführung für individuelle Unternehmungen möglich gemacht hat. Die Technik kollektiver Stabilisierung muss aus der Technik aufgebaut werden, die die Privatindustrie schon entwickelt und als richtig erwiesen hat."

Aber ein Bestandteil dieser Technik ist das Prinzip der „Kontrolle“, die Dr. Persons Tafel der Entwicklung der Wissenschaft der Betriebsführung definiert als „bewirkt durch gemeinsame Beobachtung der in der Lage gegebenen „Gesetze“, die durch Forschung gefunden und durch Formulierung in den Begriffen der Standards der Anwendung nutzbar gemacht werden“. Sie bedeutet, sagte Dr. Person,

„genau das Gegenteil von dem, was sie unter der gewöhnlichen Form der Leitung bedeutet. Im letzteren Fall ist sie „Autorität“. In der wissenschaftlichen Betriebsführung müssen, um ein gegebenes Ziel zu erreichen, die Gesetze der Lage, in Standards ausgedrückt, gemeinsam beobachtet werden: d.h. Jeder Mitarbeiter muss seine Funktion in der Art und Weise, in der Zeit, in dem Masse und in der Verbindung ausführen, wie es durch das durch die Forschung festgestellte beste System vereinter Anstrengungen zur Erreichung des gemeinsamen Ziels vorgeschrieben wird. „Verantwortlichkeit“ ersetzt die „Autorität“. Die ausführenden Beamten ebenso wie die Arbeiter sind den Gesetzen ihrer Verantwortlichkeit unterworfen.“

Und für diejenigen, die sagen, dass weder Menschen noch Gruppen von Menschen weise genug sind, um einen Plan für das Wirtschaftsleben der ganzen Welt aufzustellen, mag Dr. Person hinzugefügt haben, dass die ausführenden Beamten unter der wissenschaftlichen Betriebsführung die Basis für ihr Urteil nicht aus ihrer intuitiven Weisheit nehmen, sondern aus gemeinschaftlicher Forschung, bei der Spezialisten der verschiedenen Zweige der Wissenschaft, sowohl der Natur, wie der Gesellschaftswissenschaft, ihre Resultate mitbringen, um sie auf das gemeinsame Pro-

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

blemanzuwenden.

Aber warum ist die wissenschaftliche Betriebsführung dann auf ein Unternehmen einheitlichen Eigentums beschränkt worden? Warum kann es nicht konkurrierende Unternehmungen miteinander in Verbindung bringen in einer Situation, deren „Gesetze“ der Forschung unterworfen sind? Warum hat sie nicht in den Vereinigten Staaten ein solches funktionelles System errichtet, wie Dr. Neurath es ins Auge gefasst hat? Dr. Person sagte Folgendes über die gegenwärtige Bewegung der wissenschaftlichen Betriebsführung:

„So grundlegend sind ihre Prinzipien und ihre Technik, dass, obwohl sie ihren Ursprung und ihre erste Entwicklung in einer hoch individuellen und kapitalistischen Gesellschaft hatten, sie doch ebensogut jeder vorstellbaren Form gesellschaftlicher Organisation dienen können.“

Hier wird implizite ein anderer Gebrauch des Wortes „Kontrolle“ hereingebracht, nämlich den Willen, die Technik, die die wissenschaftliche Betriebsführung entwickelt hat, anzuwenden oder nicht. Dr. Person stellte die Frage so:

„Kann die Gesellschaft diese Technik der Leitung ihrer Industrie in noch weiterem Masstab - kollektiv - annehmen und gleichzeitig die Werte individueller Initiative und autonomer Gestaltung bewahren, die bis jetzt auf dem Vormarsch der wissenschaftlichen Betriebsführung bewahrt wurden?“

Herr Hugo von H a a n vom Internationalen Rationalisierungsinstitut, Genf, betrachtete in seinem schon vor dem Kongress gedruckten Bericht über „Europäische Aspekte der Rationalisierungsbewegung - ihre Bedeutung für die Planung der Gesamtwirtschaft“ vom europäischen Standpunkt aus diese Darstellung der wissenschaftlichen Betriebsführung in den Vereinigten Staaten und fand in dem Prinzip der Kooperation als der Grundlage für die Kontrolle, so wie Dr. Person es formuliert hatte, den Kern einer Planung der Gesamtwirtschaft überhaupt. Er zweifelte indessen daran, ob sie schon in ihrer bestimmten und erschöpfenden Bedeutung erkannt worden oder in der europäischen Industrie zum Leben gekommen sei. Tatsächlich ist, wenn man amerikanischen Beobachtern

## DES KONGRESSARBEITEN

folgt, in den Vereinigten Staaten diese Erkenntnis auf eine kleine Zahl von Unernehmungen beschränkt geblieben. Und doch könnte hier in einer neuen Auffassung von Führerschaft „die Brücke vom Individualismus zum freien Kollektivismus“ sein.

Als Herr von Haan dies auf dem Kongress diskutierte, drückte er die Ueberzeugung aus, dass das, was nötig ist, nicht nur ein neuer Ausdruck sei, so wie Planung der Gesamtwirtschaft, oder selbst die neue Idee, die neue Methode oder die neue Ordnung, die diese Redewendung bedeutet, sondern vor allem eine neue Mentalität, ein neuer Geist, der neue Formen schaffen wird.

Frederick W. Taylor selbst hatte Nachdruck auf dieses erste Erfordernis einer neuen geistigen Haltung gelegt, die er als das Wesen der wissenschaftlichen Betriebsführung betrachtete. Aus dem Unvermögen, diese zentrale Idee der Lehre der wissenschaftlichen Betriebsführung zu verstehen, die Dr. Person so meisterhaft dargelegt hatte, aus missverstandenen Ideen und ihrem Missbrauch ist dann die Pseudo- und falsch verstandene Rationalisierung entstanden, die heute abgelehnt werden muss.

Die alte Idee, die sich in der ökonomischen Theorie widerspiegelt, war die, dass der persönliche Egoismus automatisch das Beste für die Allgemeinheit entstehen lässt. Die neue Lehre ist, dass das Individuum das Beste der Allgemeinheit sucht und dass daraus das Beste für das Individuum sich ergibt. Die Annahme dieser neuen Lehre bedeutet den Triumph der Vernunft über den Instinkt, nicht nur in der Philosophie, sondern auch in der Wirtschaft. Die alte Idee führte zum Kampf für die Selbsterhaltung, entsprechend den Kämpfen in der Natur, mit der Auslese des Stärkeren, selbst auf Kosten des Lebens eines anderen. Der neue Geist würde zu Ordnung und Harmonie



## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

führen, wie in jenem Symphonieorchester. In einer wirtschaftlichen Symphonie ist der Plan die Partitur, des Dirigenten Stab ist die Kontrolle, und das Zusammenspiel ist die Kooperation.

Zur Anwendung dieser Prinzipien im Weltmasstab würde man eine Kooperation in der ganzen Welt brauchen, eine wirtschaftliche Weltstatistik und weltumfassende Forschung. Aus diesen statistischen Tabellen würden sich die Standards für die beste Organisation der Ausnutzung der Rohstoffe, der Warenverteilung, des Lebensstandards und der Rationalisierung der Konsumtion ergeben. Für eine Kontrolle in der Weltwirtschaft, wie im Einzelunternehmen, würde die Grundlage in einer freien wirtschaftlichen Kooperation der ganzen Welt geschaffen werden, die durch eine neue geistige Haltung möglich wird, in der nicht länger Raum ist für exklusive Autarkie. Das Motiv, dahin erweitert, das Wohl des Ganzen zum Ziel des Individuums zu machen, ist das Primäre. Die Möglichkeit einer Weltplanwirtschaft hängt von diesem Wechsel der Motive ab.

Das Interesse an einer Budgetkontrolle in Privatunternehmungen war von Herrn von Haan in seiner Schrift als ein Faktor zur Förderung des Verständnisses für die Planwirtschaft anerkannt worden. Einer der Führer auf dem Gebiete der Budgetierung, Dr. Heinz Ludwig, Deutschland, eröffnete die Diskussion über diese beiden Schriften. Für sein Land, sagte er, sei das hier diskutierte Problem von aktuellem Interesse. Die letzten Wochen hätten Deutschland gezwungen, der Frage ins Gesicht zu sehen, ob das gegenwärtige Wirtschaftssystem weiter bestehen könne, vielleicht mit Aenderungen, oder ob es einer anderen Form weichen müsse. Er könnte Dr. Persons Analyse nicht folgen, soweit er über die Privatunternehmungen hinausging und die Taylorschen Prinzipien auf die Weltwirtschaft anwenden wollte. Nach Dr. Ludwigs Ansicht beschränkte sich ihre Anwendung auf die Macht und Autorität

## DES KONGRESSARBEITEN

der einzelnen Unternehmung und könne nicht über ihr Bereich hinausgehen. Es sei zu optimistisch zu sagen, wie Herr von Haan es getan habe, dass die Idee der Budgetkontrolle national und international sich auswirken könne. „Wir müssen zuerst den Willen dazu haben.“ In der heutigen Wirtschaft „herrschen nicht die Ethik und der Geist, sondern Interessen und Zynismus.“ Als Industrieller erklärte er:

„Wer die Industrie kennt, kann sich nicht auf freiwillige ethische Kooperation von Generaldirektoren als eines Mittels der Entwicklung verlassen. Die Geschichte zeigt uns, dass grundlegende Veränderungen im ökonomischen System nur auf zwei Wegen erfolgt sind: unter dem Druck der Notwendigkeit oder durch Gewalt.“

Ebenso entmutigend war der Industrielle aus Frankreich, der in der Diskussion folgte, Dr. Edmond Landauer, Generalsekretär des Internationalen Ausschusses für wissenschaftliche Betriebsführung. Die wissenschaftliche Betriebsführung hat einen ungeheuren Fortschritt in die Organisierung des Arbeitsplatzes, des Betriebs, des Unternehmens gebracht. Und jetzt, um mit Nietzsche zu reden, „sehen wir unabweislich zögernd, furchtbar wie das Schicksal die grosse Aufgabe und Frage herannahen: Wie kann die Erde als Ganzes verwaltet werden?“ Dr. Landauer wünschte, den Direktor zu sehen, der fähig sei zur Verwaltung der Wirtschaft eines Volkes oder der ganzen Welt. Und ausserdem, was sollte die Grundlage der Kontrolle sein, die die Planarbeit in einer Hand konzentrieren würde - der Staat? Würde man die Theorie des Sozialismus wählen, die das Privateigentum achtet; oder die, die das Privateigentum unterdrückt, den Kommunismus? In der Praxis sind sozialistische Regierungen der gegenwärtigen Krise nicht entgangen. Bezüglich des Kommunismus, meinte er, fehlten genaue Tatsachen. Ausserdem stünde hinter allen ökonomischen Fragen die menschliche Natur, und besonders der Selbsterhaltungstrieb, der sich im Egoismus zeigt. Was sollte bei einer internationalen Organisation der Antrieb sein?

Haben wir das Recht zu sagen, dass diese Krise hätte vermieden

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

werden können, und dass sie nicht nützlich ist? Wir werden durch ökonomische Naturgesetze geleitet. Ist nicht der Wunsch, die ökonomischen Krisen abzuschaffen, ein bisschen ebenso wie der, den Tod abzuschaffen? „Sind nicht die ökonomischen Krisen,“ fragte er, „ein unvermeidbares Phänomen, das für die Entwicklung der Menschheit nützlich ist?“ Allerdings können wir versuchen, Krankheiten auszumerzen und das Leben zu verlängern; und viele andere Dinge können für die Gesellschaft getan werden, ohne dass man versuchen muss, eine Planwirtschaft aufzurichten. Nur die öffentliche Meinung kann etwas ändern, im Wirtschaftsprozess - wie im sozialen Leben. Wie soll man sie erwecken? Kongresse wie dieser sind ein Mittel dazu; aber im Anfang braucht man die Statistik. „Wir wissen nicht, wohin wir gehen,“ schloss Dr. Landauer. „Es ist notwendig, dass wir bei den Stellen, die dazu in der Lage sind, wie die Regierungen, der Völkerbund, die Forderung stellen, dass sie uns die notwendigen, unentbehrlichen statistischen Zahlen geben.“

Er zog einen Vergleich mit dem Wetterdienst, der international für die ganze Welt funktioniert, um Schiffe auf dem Meer zu führen, und er wünschte einen ähnlichen Dienst für Industrie und Handel, vielleicht durch eine Organisation wie die internationale Handelskammer, welche die Aufmerksamkeit auf eine solche Gefahr wie die Ueberproduktion lenken könnte. „Ich glaube, sagte er,

„dass an dem Tage, an dem die öffentliche Meinung erwacht, wenn neue Informationen den Industriellen und Geschäftsleuten gegeben werden, die nicht länger solche bitteren Irrtümer gestatten, dann können wir alle die, die nicht freiwillig sich der Regulierung unterwerfen wollen, dem Gericht der öffentlichen Meinung übergeben. So können wir hoffen, dass wir eines Tages auf die Organisation eines Staates und der ganzen Welt die Grundsätze Taylors anwenden können, die ich als absolut allgemeingültig ansehe.“

Ganz entgegengesetzt zu den Ansichten von Dr. Ludwig und Dr. Landauer war die Auffassung von M. Henri P a u w e l s, Generalsekretär des Bundes der Christlichen Gewerkschaften Belgiens. „Wir bewegen uns auf die ständig grösser werdende Intervention des Staates im Wirtschaftsleben zu,“ sagte er.

## DES KONGRESSARBEITEN

Das ist unvermeidlich, da wir die Notwendigkeit erkennen, das persönliche Interesse mit dem Allgemeinwohl in Einklang zu bringen. Wir sprechen von Rationalisierung, aber was ist das, wenn es nicht die Organisation des gesamten Wirtschaftslebens und nicht nur einer Unternehmung oder selbst eines Industriezweiges ist? —

„Tatsächlich müsste die Rationalisierung auch auf die Verteilung des Reichtums angewandt werden, sonst würde sie nur einen unvollkommenen Plan erfüllen.“

Die Gesetze der Wirtschaft und die Gesetze der Gestirne sind nicht dieselben, denn

„die ökonomischen Handlungen werden durch den Geist geleitet, und der menschliche Verstand muss andere Methoden erfassen als die, denen wir bis jetzt gefolgt sind. Ist das erst getan, wird das Uebrige folgen.“

Die ganze Idee des „Gesellschaftstechnikers“, wie Dr. Neurath es nannte, und die Meinung von Dr. Person und Herrn von Haan, dass die Grundsätze der wissenschaftlichen Betriebsführung auf alle Phasen der Volkswirtschaft angewandt werden könnten wurde, von Professor Dr. Folkert Wilken, Universität zu Freiburg, Deutschland, bestritten. Er meinte, dass, wenn man das Wort Technik oder Techniker mit dem Worte „gesellschaftlich“ verknüpfe, man schon das Wesen des Gesellschaftlichen ausschliesse, das nicht mechanisch, sondern frei und lebendig sei. Er sah das „Taylor-System“ als auf das Reich der Produktion beschränkt an, welche technisch ist, aber die Verteilung des Reichtums sei seiner Meinung nach nicht ein technisches Problem der Werkstatt, sondern verlange bestimmte Ueberzeugungen, die nicht aus der Technik kommen können. Das „Taylor-System“ entstehe nach seiner Ansicht aus einer mechanischen Idee und sei der Freiheit diametral entgegengesetzt.

Professor Goetz Briefs, Leiter des Instituts für Betriebssoziologie und soziale Betriebslehre an der Technischen Hochschule zu Berlin, zeigte, dass es in der gegenwärtigen wirtschaftlichen Situation keine Freiheit gebe, und sprach die Meinung aus, dass die absolute freie Konkurrenz

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

nicht wiederkehren würde, sondern dass „sich offenbar eine Form von Wirtschaft entwickelt, die weder kapitalistisch noch sozialistisch ist.“ Er betrachtete „die Idee der vernünftigen Planung in der Wirtschaft“ als eine „sicher lebendige fruchtbare Idee“. Doch dürfe man sie nicht überspannen.

„Insbesondere darf man nicht glauben, dass diese Planung von oben her und auf Weltweite ausgespannt werden kann. Ein Teil der Wirtschaft wird immer in territoriale und nationale Bindung beschlossen bleiben müssen. Planwirtschaft auf weltweiter Basis kann dann erst diejenigen Wirtschaftsgebiete erfassen, die eben schon Angelegenheiten zwischen den Völkern geworden sind. Diese Planwirtschaft hat insbesondere zu vermeiden, die freiwilligen spontanen Kräfte von einzelnen und nationalen Wirtschaften zu sehr durch Regelung von oben und Zwang zu ersetzen.“

Drei Techniker der Betriebsführung, Herr Wallace Clark aus den Vereinigten Staaten, Dr. H. Pruppacher aus der Schweiz und Dr. Stan. Spacek aus der Tschechoslowakei, die alle mit der wissenschaftlichen Betriebsführung in den Vereinigten Staaten und in Europa vertraut sind, drückten im wesentlichen ihr Einverständnis mit den Feststellungen von Dr. Person und Herrn von Haan aus.

Herr Clark war der Meinung, dass die Unterschiede zwischen den Ländern und zwischen den Industrien unwesentlich seien und dass die Grundsätze der wissenschaftlichen Betriebsführung Allgemeingültigkeit hätten. Aus seiner Erfahrung heraus als beratender Ingenieur in europäischen und amerikanischen Fabriken schloss er, dass

„wir jetzt von einer Planung von Industrie und Landwirtschaft für das Volk als Ganzes sprechen können, weil die wissenschaftliche Betriebsführung uns die Grundlage dazu gegeben hatte.“

Aber er trat dafür ein, dass die Planarbeit nicht zu stark zentralisiert werden dürfe. Bezüglich der Ziele muss allgemeine Uebereinstimmung herrschen.

„Ein zentrales Hauptquartier kann in grossen Umrissen Pläne ausarbeiten und sehen, dass sie mit den allgemein angenommenen Zielen übereinstimmen.... Die Planarbeit im einzelnen und Durchführung muss sich natürlich eng an die gegebenen Tatsachen halten.“

Die Planarbeit muss „die Kenntnisse und Erfahrungen derer, die in der Industrie gearbeitet haben, auswerten“. Es ist wich-

## DES KONGRESSARBEITEN

tig, „sich die schöpferischen Ideen und die tatkräftige Mitarbeit eines jeden auf der gegebenen Linie zu sichern“.

Dr. Spacék lenkte die Aufmerksamkeit auf die Erweiterung des Rahmens der wissenschaftlichen Betriebsführung von ihren technischen Anfängen bis zur Einbeziehung des Menschen, wofür Taylor eingetreten war. Taylor definierte das als „einen Prozess der Erziehung zur Kooperation, in dem man lernt, immer grössere Produktivität zu erzielen und zuletzt grössere Masse und Kultur.“ Die Stabilität der Produktion könne, so meinte er, nur, „durch bessere und harmonische Verteilung des Reichtums“ erreicht werden.

Dr. Pruppacher kam auf die Frage zurück, ob ein Wechsel nur durch Gewalt kommen könne, und unterstrich das Vertrauen der wissenschaftlichen Betriebsführung zum „Gesetz der Situation“ („Law of the Situation“). Er meinte, dass in immer grösserem Umfange Wissen den Zwang der Gewalt von aussen ersetzen werde. Er setzte sich für eine nationale oder internationale Zentralstelle ein, mit der Aufgabe des Studiums der Arbeitslosigkeit und der Frage, wie der Lebensstandard erhöht werden könne.

### Das Problem der Wirtschaftsplanung.

Dr. Lewis L. Lorwin, Wirtschaftswissenschaftliches Institut der Brookings Institution, Washington, wollte im Gegensatz zu dem, was er als die konkrete Annäherung der wissenschaftlichen Betriebsführung an die Planarbeit charakterisierte, und zu Dr. Neuraths „allgemeiner geographischer“ oder „naturalistischer“ Annäherung die „Welt nehmen, wie sie heute ist, . . . eine Welt, die in politische Staaten geteilt ist, kompliziert durch ökonomische und soziale Verbindungen.“ Er beschrieb die Situation folgendermassen:

„Bei einer grossen Wirtschaftsdepression und der Liquidation der Kriegsschäden versuchen wir es mit einem die Welt umspannenden Prozess gesellschaftlicher Wandlung vom uneingeschränkten ökonomischen Individualismus und politischen Liberalismus des 19. Jahrhunderts zu neuen

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

und noch nicht genau erfassten ökonomischen und politischen Formen des 20. Jahrhunderts."

In dieser Lage ist der Gedanke der Planarbeit nicht zufällig, sondern „das logische Ergebnis wirtschaftlicher Entwicklungen“. Sie haben die Grundlage geschaffen für „neue Wege des Handelns, begründet auf kollektiver Kooperation und gesellschaftlicher Kontrolle“. Aber obwohl dieser Gedanke der Planwirtschaft seine Vorläufer gehabt hat, erscheint er heute in einer Form, deren Ziel Dr. Lorwin wie folgt charakterisierte:

„Was das Wesen der ökonomischen Planung ausmacht, so wie ich sie auffasse, ist ihr zweifaches Versprechen, einmal innerhalb jeden Landes das Gleichgewicht zwischen dem Anwachsen der Produktivkräfte und den konsumtiven Bedürfnissen des Volkes aufrechtzuerhalten, um heftiges Auf und Nieder des Wirtschaftslebens zu vermeiden; und zweitens, um eine Basis für kooperatives internationales Handeln zu schaffen, die eine friedliche Ausbeutung der Rohstoffquellen der Welt im gemeinsamen Interesse aller Gruppen und Völker ermöglichen würde.“

Um diesen Zweck zu erfüllen, ist „irgend eine einigende Zentrale nötig,

„die bewusst die Ziele der Wirtschaft aufzeichnen und über die beste Verwendung der einzelnen Unternehmungen und Industrien im Interesse des ganzen Systems entscheiden kann.“

Dr. Lorwin behauptete

„die Möglichkeit einer einheitlichen Leitung ohne Diktatur und ohne völlig die Rechte und Einrichtungen des Privateigentums abzuschaffen. Wir können ein System von Behörden und Stellen ins Auge fassen, teils der Regierungen, teils freiwillige, die eine planmäßige Kontrolle ausüben würden, indem sie für alle Industrien technische und soziale Standards festsetzen, die Preisentwicklung überwachen und die Bedingungen bestimmen, unter denen Kredite den bestehenden und neuen industriellen Unternehmungen eingeräumt werden sollen. Solche planvolle Kontrolle würde zweifellos die Macht der Einzel- und Gesellschaftsunternehmungen beschränken und die Profiterzielung sozialen Zwecken unterordnen müssen, aber solche Kontrolle würde nicht ganz die individuelle und die Gruppeninitiative ausschalten und nicht eine sofortige Kollektivistierung der Industrie fordern.“

Das war Dr. Lorwins Beschreibung von dem, was er „den sozialfortschrittlichen Typ der Planwirtschaft“ nannte. Nach dieser Darstellung blieb sie im nationalen Rahmen. Er betrachtete den gegenwärtigen Gedanken der nationalen Autarkie

## DES KONGRESSARBEITEN

als in bestimmten Masse übereinstimmend mit der Tendenz der wirtschaftlichen Entwicklung, die von „der internationalen Arbeitsteilung, die auf der Unterscheidung zwischen industriellen und nichtindustriellen Ländern beruht“ weg und „zu einer neuen Arbeitsteilung nach den Bedürfnissen und der Kapazität der Gebiets- und Inlandsmärkte“ führe.

Trotzdem sollte diese Bewegung zur nationalen Autarkie nicht überbetont werden.

„Ganz gleich wie die Wirtschaft der einzelnen Länder in der nächsten Zukunft reorganisiert und umgeleitet werden mag, das System der Weltwirtschaft, das in den letzten hundert Jahren etwa gewachsen ist, wird auch weiter wachsen.“

Die Notwendigkeit einer Weltwirtschaft betonte Dr. Lorwin noch stärker, indem er sagte:

„Für die meisten Länder würde jeder Versuch, eine ausbalancierte Volkswirtschaft aufzurichten, vergeblich sein, wenn nicht zuerst die notwendige internationale Gesundung der Kapital- und Warenmärkte erfolgt.“

„Eine bestimmte Planwirtschaft im Weltmasstab“ wäre nötig, um solche Vorschläge wie die Abschaffung oder Herabsetzung der Zolltarife in die Praxis umzusetzen; Kooperation der Banken, um die Währungen zu stabilisieren und die Kreditgewährung zu erleichtern; und eine Aktion, um das internationale Preisniveau wiederherzustellen und aufrechtzuerhalten.

Einen Weltfünfjahresplan schlug Dr. Lorwin vor, der auf fünf Vorschlägen beruhen sollte, die so zusammengefasst werden können: 1.) die wirtschaftliche Einheit der Welt erfordert einen neuen Sinn für Weltsolidarität, gegründet auf gleichen Möglichkeiten für alle Völker; 2.) so wie die nationale politische Souveränität modifiziert werden muss und wird, um Raum für internationale Aktionen durch den Völkerbund zu schaffen, so muss die nationale Wirtschaftspolitik umgeformt und geleitet werden unter dem Gesichtspunkt ihrer Wirkungen auf die Weltwirtschaft; 3.) die ungeheure Zerstörung durch den Weltkrieg kann nicht ohne Gefährdung des Friedens von einem Lande allein getragen werden; 4.) die Schuldner und Gläubigerverhältnisse verlangen sofortige und langfristige wirk-



## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

same Massnahmen; 5.) weiterer wirtschaftlicher Fortschritt muss begründet sein auf harter Arbeit, kollektivem Wirken, der Aufrechterhaltung des Lebensstandards in den höchstentwickelten Ländern und Erhöhung des Lebensstandards unter Anwachsen der Kaufkraft der Massen in den rückständigeren Ländern.

Diese Vorschläge wurden von Dr. Lorwin in einem „World Prosperity Plan“ zusammengefasst, der die Kriegsschulden und Reparationen behandelt, die internationalen Anleihen und Zölle und „eine Reihe von internationalen Verträgen zur Teilung und Kontrolle des Weltmarktes durch die Produzenten der Rohstoffe und der Fertigfabrikate“. Er schlug vor:

„es solle, um bei der Ausarbeitung dieser weiten Pläne zu helfen und sie in Uebereinstimmung zu bringen, eine Weltplanungsstelle errichtet werden, entweder als Teil des Apparats des Völkerbunds oder als eine unabhängige Körperschaft von Sachverständigen, um die Entwicklungen in der Welt und die Möglichkeiten für die beste Anwendung der Kreditquellen im Interesse der allgemeinen Weltentwicklung zu untersuchen. Solch eine Stelle könnte mit einer Vertretung der Bank für Internationale Zahlungen zusammenarbeiten.“

Inzwischen, während eine Aktion wie diese, die offiziell sein muss, noch aussteht, wünschte Dr. Lorwin, dass „diejenigen, die sich schon jetzt zu einem Weltstandpunkt erheben können, zusammen halten und den Weg für die notwendige Aktion vorbereiten“. Er schlug vor, der Kongress solle eine „Weltforschungsstelle“ einsetzen, um „überall im Interesse einer planvollen und vernünftigen Organisation der Weltwirtschaft das Denken und die Initiative zum Handeln anzuregen“.

Diese Darstellung der Planarbeit wurde in ihren nationalen Anwendungsmöglichkeiten für China, Frankreich, Grossbritannien und Deutschland diskutiert. Professor J. B. Tayler, von der Yenching Universität, Peiping, lenkte die Aufmerksamkeit auf den für den Kongress von Professor L. K. Tao, Institut für Soziale Forschung, Peiping, und seinem Kollegen, Herrn S. H. Lin, vorbereiteten Bericht über China (veröffentlicht in dem Band über die internationale Arbeitslosigkeit

## DES KONGRESSARBEITEN

keit) und legte die Stellung Chinas gegenüber internationalen Wirtschaftsbeziehungen dar. Dringender als Kapital oder Maschinen würden die Chinesen von den Völkern des Westens wünschen:

„Gesellschaftsingenieure, die sie Instand setzen sollten, unsere westliche Technik, unsere wissenschaftliche Betriebsführung anzuwenden, in einer Art und Weise, die unsere mehr auf Produktion eingestellte Methode in ihr soziales Leben einordnen würde.... unter kleinstmöglicher Störung ihrer sozialen Einrichtungen.“

Die Chinesen fürchten Ausbeutung, wie Professor Tao und Herr Lin darlegten, und Professor Tayler gab der Meinung Ausdruck, dass

„die Seite des internationalen Wirtschaftslebens, die für sie die grösste Wichtigkeit hat, weder die des Kapitals noch die der Zölle ist, sondern die Verantwortlichkeit für die natürlichen Rohstoffe und ihre Entwicklung, besonders da in China so viele der Rohstoffe an Eisen und - in einigem Umfang - an Kohlen in den Besitz von Ausländern übergegangen sind.“

China geht, wie der Kongress, von „der Lebenshaltung des Volkes“ aus, eins der drei Prinzipien, die von dem Gründer der Republik, Dr. Sun Yat-sen aufgestellt wurden.

„Auf Dr. Sun machte das tiefe Eindrücke, was er als Tatsache betrachtete, dass sich nämlich mit dem Anwachsen der Produktivität in der Welt des Westens für die breiten Massen nicht ein entsprechendes Anwachsen des Lebensstandards ergab. Er war sehr bemüht, dafür zu sorgen, dass in China die Einführung produktiver Methoden die allgemeine Erhöhung des Lebensstandards für das Volk zum Ziele haben sollte.“

Das Problem der Planarbeit in China besteht darin, bei kleinen, zerstreuten Einheiten einer Industrie, z.B. der Töpferei, die Technik der Wissenschaft zur Wirkung zu bringen, moderne Methoden zu lehren und zu entwerfen, für Kredit zu sorgen und den Verkauf zu organisieren. Professor Tayler stellte die Frage, ob nicht die Kooperation, wie sie in der europäischen Landwirtschaft entwickelt sei, mit Wissenschaft und Technik verknüpft, den chinesischen Industrien die Vorteile der Konzentration bringen könne, ohne grossbetriebliche Form. Das würde seiner Meinung nach eine Anwendung des Prinzips der wissenschaftlichen Betriebsführung sein. Es

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

würde einen Versuch ökonomischer Planung bedeuten. Er betrachtete einen Versuch dieser Art als wesentliche Aufgabe, wenn der soziale Fortschritt nicht durch Methoden der Diktatur, sondern „auf der Grundlage akzeptierter Zwecke und Ziele“ durchgeführt werden soll. Man kann die Produktion steigern, ohne den Lebensstandard der ärmeren Bevölkerung zu heben. Wenn der soziale Zweck erfüllt werden soll, dann sind Untersuchungen „der verschiedenen Faktoren, die bei der Anwendung verbesserter Methoden bei der Produktivität eine Rolle spielen“, und auch Versuche nötig.

„Die Planung als eine Idee, die bewusst den leitenden Willen beeinflusst, . . . existiert einfach nicht,“ sagte Herr Gerald Barry, Herausgeber der „Week-end Review“, London, der Dr. Lorwins Referat vom Standpunkt Grossbritanniens aus diskutierte. Einzelne haben davon gesprochen und darüber geschrieben, aber im Volke besteht dafür keine Bestätigung, kein psychologisches Verständnis. Herr Barry betrachtete nacheinander die Tätigkeit des Staates und zeigte Schritte zur Planwirtschaft wie: die Errichtung des „Security Management Trust“ im Jahre 1930 durch die Bank von England, „um bei der Kontrolle der Finanzierung zu helfen“, und andere finanzielle Massnahmen; einige Schritte in der Richtung auf eine Rationalisierung gewisser Industrien; das nationale Standardmarkensystem in der Landwirtschaft, um dem Konsumenten Grösse und Qualität zu sichern; die Konsumvereine teils mit, teils ohne Erfolg; die Kommission zur Reorganisierung der Kohlenbergwerke, um die Kohlenindustrie zu rationalisieren; und der „Central Electricity Board“, eine gemeinnützige Körperschaft, beschrieben als „vielleicht das vollständigste und wirkungsvollste Beispiel der Planung, das bis jetzt in Grossbritannien existiert“. Planung und Kontrolle der Eisenbahnen und Strassen wird durch den Vorschlag einer staatlichen Transportbehörde vorbereitet.

## DES KONGRESSARBEITEN

tralierten Planwirtschaft die Errichtung des Wirtschaftsrates durch die damalige Regierung im Jahre 1929 genähert. Von ihm sprach man bezeichnender Weise als von dem „Generalstab der Wirtschaft“, indem man so die Existenz einer nationalen Not ähnlich dem Krieg zugab und die Notwendigkeit der Planung, um ihr zu begegnen.

Hinter diesen zerstreuten Beispielen besteht aber

„eine sehr beträchtliche und stets wachsende Menge einsichtiger sachverständiger Gedanken, die am Werke sind, um die verschiedenen Theorien über die Planwirtschaft und die mit ihrer praktischen Anwendung im nationalen Rahmen verknüpften Probleme zu untersuchen.“

Diese Anstrengungen mögen zu „einer wirklichen Planwirtschaft für Grossbritannien führen, sein Beitrag zu einer Planwirtschaft der ganzen Welt.“

Für Frankreich sprach Herr Bertrand de J o u v e n e l, Schriftsteller und Korrespondent für „La République“, Paris, der sofort den internationalen Standpunkt einnahm. Er meinte, dass Frankreich, Deutschland und die Vereinigten Staaten, wenn sie alle zu einer Uebereinkunft mit Russland kommen könnten, vielleicht eine Weltplanwirtschaft organisieren könnten. Kredit ist der Lebensatem der Industrie, und Frankreich und die Vereinigten Staaten sind mit ihren riesigen Goldvorräten in der Lage, die Verantwortung für eine Weltplanwirtschaft zu übernehmen. Oekonomische Abmachungen zwischen zwei oder drei Ländern mögen als Verträge gut sein, aber sie sind schlecht unter internationalem Gesichtspunkt, weil sie zu beschränkt sind. Er lenkte die Aufmerksamkeit auf die Bedürfnisse Afrikas und Lateinamerikas in Bezug auf industrielle Ausrüstung als wichtige Gebiete, die in einem Weltwirtschaftsplan mit eingeschlossen werden müssen.

Dass Deutschland heute nicht direkt Dr. Lorwins Gedanken der Planwirtschaft anwenden, nämlich Produktion und Distribution in Harmonie bringen und dies nach einem Weltmasstab entwickeln könne, setzte Dr. Meyer zu Schwabedissen auseinander, ein Industrieller und Mitglied der Organi-

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

sationskommission des Kongresses, dessen Vision und unermüdlicher Mitarbeit in weitem Masse die Auswahl und die Entwicklung des Themas des Programms zu verdanken ist. Er ging auf die bereits zusammengefasste Analyse Dr. Wilbrandts ein, dass es für Deutschland notwendig sei, die Reparationen durch einen Exportüberschuss zu zahlen, - was eine Beschränkung des Imports, eine Verminderung der Produktion, die auf Rohstoffen aus dem Ausland beruht, und die Senkung des Lebensstandards in Deutschland bedeute. Dr. Meyer zu Schwabedissen erklärte, dass es nur den Ausweg eines nationalen Wirtschaftsplans gebe. Das Bedürfnis der modernen Wirtschaft, dass der „Güterstrom“ und der „Geldstrom“ einander parallel laufen und gleich sein müssen, und die Störung dieses Verhältnisses durch die internationale Regierungs- und Finanzpolitik zwingt Deutschland zur internationalen Wirtschaftsplanung.

„Die alten Zahlungsmethoden des „laissez faire“ waren Inflation, ausländische Anleihen und Massenarbeitslosigkeit.“ Die erstere ist aus politischen und psychologischen Gründen nicht noch einmal möglich. Die zweite wäre, selbst wenn sie weiter möglich wäre, gefährlich. Deutschland steht jetzt mitten in der Anwendung der dritten Methode, der Massenarbeitslosigkeit. Wenn der Grundsatz des Dawesplans aufrechterhalten werden soll, dass die Reparationen nicht auf Kosten des Lebensstandards des deutschen Volkes gezahlt werden sollen, dann ist eine planmässige Verminderung der Einfuhr notwendig, was nur durch einen umfassenden Plan für die Landwirtschaft zu erreichen ist der Deutschland in die Lage setzte, selbst das hervorzu bringen, was es braucht. Agrarprodukte werden jetzt in einem Umfang von 2 bis 3 Milliarden Mark eingeführt. So ist

„Deutschland durch die Notwendigkeiten seiner nationalen ökonomischen Situation gezwungen, den Weg einer nationalen Planwirtschaft zu gehen, die ein gewisses Zurückziehen von der Weltwirtschaft bedeutet. Der Weg der nationalen Selbsthilfe ist nicht leicht für Deutschland und nicht leicht für die Welt.... Aber ein nationaler Wirtschaftsplan kann nie mehr sein als eine reine Notmassnahme.... die allein gerechtfertigt er-

## DES KONGRESSARBEITEN

scheint, wenn sie der erste Schritt in der Richtung auf einen Weltwirtschaftsplan ist."

Deutschland besitzt schon gewisse Stellen für die Planarbeit, z.B. den Reichswirtschaftsrat, den Reichskohlenrat und den Reichskalirat. Das Problem der Kontrolle ist durch die allgemeine Haltung gegen die staatliche Einmischung in die Wirtschaft noch komplizierter geworden, ebenso durch die gegensätzlichen Interessen verschiedener Industriezweige und durch den Gegensatz zwischen öffentlichen und privaten Interessen. Eine Kontrolle wird nur dann möglich werden, wenn für Deutschlands Planwirtschaft endlich ein leitender Gedanke festgelegt werden kann. Dieser leitende Gedanke ergibt sich aus der konkreten wirtschaftlichen Situation, wie sie schon von Dr. Meyer zu Schwabedissen gekennzeichnet worden ist.

In der folgenden Diskussion trat Herr H. Dubreuil vom Internationalen Arbeitsamt, Genf, (früher Sekretär des Allgemeinen Gewerkschaftsbundes, Paris), für eine neue Haltung gegenüber dem Staate ein und für die Einführung einer neuen Auffassung, des Verantwortungsgefühls, in seinen Angelegenheiten. Es braucht keine Gefahr für die Freiheit bei der wissenschaftlichen Betriebsführung zu bestehen, noch bei einer wirtschaftlichen Organisation und Vereinheitlichung durch den Staat. Im Gegenteil, diese Idee bringt der Welt zum ersten Male „die Mittel, den Fortschritt der Freiheit systematisch zu organisieren“, und öffnet den Weg vollständig für die Initiative der Einzelpersonlichkeit und für die vollständige Freisetzung aller ihrer Fähigkeiten."

Dr. Lazard stimmte mit anderen Rednern darin überein, dass es einen wirtschaftlichen Individualismus nicht gebe, wenn es ihn überhaupt je gegeben hat, und dass die gesellschaftlichen Faktoren eine immer grössere Rolle im Wirtschaftsleben spielen, aber er konnte Dr. Lorwins Glauben an die Möglichkeit, die Produktion im Voraus zu bestimmen und kollektiv die Produktivkräfte zu leiten, nicht teilen. Er hielt es für not-

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

wendig, Selbsttäuschungen durch nicht zu verwirklichende Hoffnungen zu vermeiden. Das Wirtschaftsleben ist durch viele verschiedene soziale Elemente beeinflusst, die ausserordentlich schwer zu regulieren sind. Noch dazu ist „für jede politische Körperschaft die Frage eine andere“, indem sie mit den vorherrschenden charakteristischen Merkmalen der Staaten wechselt, ihren Sitten und ihren politischen Umständen. Man muss sehr vorsichtig sein, weil ein ganzes nationales Organisationsschema in die internationalen Ströme des Handels eingeworfen würde, was „eine ganz andere politische Welt als die gegenwärtig gegebene“ erfordern würde.

Herr L. U r w i c k, der Direktor des Internationalen Rationalisierungsinstituts in Genf, und Herr F. R a j n i s s, Ungarn, betonten die Wichtigkeit einer klaren Terminologie bei der Diskussion über die Planwirtschaft. Herr U r w i c k w i c h von Dr. Lorwins Definition der Rationalisierung als „bestenfalls nur eines Elements in einem ökonomischen Planungssystem“ ab. Er bezog sich auf die Weltwirtschaftskonferenz im Jahre 1927 und definierte die Rationalisierung als „Methoden, die auf ein Mindestmass von Kraft- und Stoffverlust hinauslaufen,“ und meinte, dass diese Definition „ein neues Kriterium für das ökonomische Denken und Handeln schafft“. Rationalisierung, sagte er,

„erfordert die Anwendung wissenschaftlichen Denkens und wissenschaftlicher Standards auf jedes Problem, das bei der Organisation und Leitung der Produktion, Distribution und Konsumtion entsteht.“

Er betonte die Notwendigkeit der Forschung:

„Wenn wir einen wissenschaftlichen Wirtschaftsplan aufstellen, müssen wir bei der Forschung anfangen. Der einzige Weg, der aus unserer gegenwärtigen Verwirrung herausführt, liegt bei der nationalen und internationalen Zusammenfassung des objektiven Wissens.“

**Erfahrungen in nationaler Planwirtschaft. \***

Auf alle wichtigen Fragen, die in der vorhergehenden Diskussion formuliert worden waren, hat die Union der Sozialistischen

\* Man hatte erwartet, dass Italiens Erfahrungen in der „kooperativen Planung“ der Staatsindustrie bei dieser Sitzung auch dargestellt werden würden, aber im letzten Augenblick konnte der erwartete Redner nicht kommen.

## DES KONGRESSARBEITEN

Sovjetrepubliken Antworten gegeben. Sie hat ein neues Wirtschaftssystem angenommen, das auf der Sozialisierung der Industrie beruht. Die Kontrolle ist kollektiv, sie ergibt sich aus dem Gemeinbesitz an den Produktionsmitteln. Die Planarbeit ist das Instrument der Verwaltung der im Allgemeinbesitz befindlichen Industrie. Der Rahmen ihrer Planarbeit ist insofern national, weil das die Grenze des Kollektivbesitzes ist, dessen administratives Organ die Gesamtwirtschaftsplanung ist, wie sie in der Sowjetunion aufgefasst wird.

Es ist unnötig, hier lang und breit die inhaltsreichen und in Einzelheiten gehenden Berichte der Sowjetdelegation zu wiederholen. Für diejenigen, die sich für die wissenschaftliche Betriebsführung interessieren, bieten sie den ersten „Fall“ ihrer Anwendung auf die Gesamtproduktion eines ganzen Volkes. Sie haben eine ausserordentlich interessante Form der Verwaltung eingerichtet, funktionell nach Wirtschaftszweigen und geographischen Gebietseinheiten. Nach beiden Richtungen macht die zentrale Körperschaft in grossen Umrissen den Plan, und die Einzelheiten der Planarbeit und ihrer Ausführung sind dezentralisiert bis hinunter zur einzelnen Werkstatt und der kleinen Kommune. Statistische Kontrolle, die sich herleitet aus vergangenen Leistungen, gegenwärtigem Fortschritt und zukünftigen Zielen, bestimmen die Masse. Die fundamentale Methode ist das „Balancieren“, das letztlich natürlich das Ziel der Uebereinstimmung zwischen Konsumtion und Produktion hat, aber vorher viele Schritte erfordert zur Integrierung der verschiedenen Zweige der Produktion, zu ihrer Versorgung mit Rohstoffen und technischer Ausrüstung nach ihrem Bedarf, zur planmässigen Festsetzung ihrer Produktionsrate, damit die zusammgehörenden Produzenten miteinander Schritt halten; dies alles wird durchwoben vom Netz der Finanzierung als Mittel der Koordination. So wird der einzelne Finanzplan zum Bild des gesamten Wirtschaftslebens, und dadurch wird die Wiederverteilung des Reichtums ermöglicht,



## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

was schliesslich wieder zum Gleichgewicht von Lebensstandard und Produktionskapazität führt.

Bei diesem Gleichgewicht zeigt sich nicht nur eine Technik, sondern auch eine Politik, die in dem ausgedrückt wird, was die Russen ein „führendes Ziel“ nennen. Die drei allgemeinen Ziele, wie sie der Leiter der Delegation der U. S. S. R., Herr V. Obolensky-Ossinsky, Mitglied des Institutes für Wirtschaftliche Forschung des staatlichen Planungsausschusses (Gosplan), beschrieb, sind: 1.) Industrialisierung; 2.) Sozialisierung des Wirtschaftsprozesses; 3.) Verbesserung der Lebensbedingungen der arbeitenden Massen, die die kollektiven Herren der nationalen Wirtschaft sind. Innerhalb dieser umfassenden Ziele von weiter Sicht liegt das führende Ziel für jede Periode, für die nächsten fünf Jahre, für ein Jahr, oder für noch weniger. So ist der gegenwärtige Fünfjahresplan nur eine Stufe in einem kontinuierlichen Prozess. Er konzentriert sich auf die Grundindustrien, die für eine autarke Industrialisierung wesentlich sind, weil das als der nächste Schritt zum allgemeinen Ziel hin erscheint. Die Entscheidung in Bezug auf das führende Ziel ist eine Angelegenheit der Politik und wird durch die Regierung und die Kommunistische Partei entschieden. Die Planeinrichtungen führen die Politik durch, aber sie machen sie nicht.

Der Fortschritt der Planarbeit in der Landwirtschaft, wie er von Herrn A. Gayer, Vizepräsident der Landwirtschaftsakademie der U. S. S. R. und Mitglied des staatlichen Planungsausschusses, beschrieben wurde, rückt die Auswirkung der Planwirtschaft dadurch, dass sie wissenschaftlich geplante Landwirtschaft ermöglicht, sehr lebhaft in den Vordergrund. So wie die Landwirtschaft die Grundlage jeder Industrie ist und eine primäre Lebensnotwendigkeit darstellt, so drückt auch das Fehlen des Gleichgewichts an irgend einer Stelle schwer auf den Landwirt. Eine Planwirtschaft, die das Gleichgewicht erhält, macht die Landwirtschaft frei. Schon jetzt ist das Ergebnis eine Zunahme des bebauten Landes und der

## DES KONGRESSARBEITEN

Erträge, die jedes andere Land in derselben Zeit übertrifft. Für die industrielle Produktion gibt der Bericht über Planwirtschaft in Aktion" von Herrn S. L. Ronin, Mitglied des Institutes für Wirtschaftliche Forschung und Mitglied des staatlichen Planungsausschusses, ein gleich lebendiges Bild des Wachstumstempos.

Dasselbe Motiv von freigewordenen Energien und Kräften klang durch den Bericht über die Arbeiterschaft in Russlands Planwirtschaft von Herrn I. A. Kraval, Direktor des Arbeitsforschungsinstitutes und Assistent beim Arbeitsausschuss. Der Gemeinbesitz und die Kontrolle durch die Arbeiter führen nach seiner Ansicht eine grundlegende Veränderung herbei. „Die Arbeiter sind sich bewusst, ... dass sie nicht nur Produzenten, sondern auch die Organisatoren der Produktion sind.“ Die Arbeiterklasse selbst löst „das Problem der Steigerung des nationalen Einkommens... dadurch, dass sie unser ganzes Wirtschaftssystem auf eine solide Grundlage moderner Technik stellt.“ Sie haben das Rationalisierungsprogramm angenommen, und sie sind fähig, das Problem der Uebertragung der Arbeitskraft von einem Industriezweig auf einen anderen zu lösen, den Arbeitstag zu kürzen und den Mehrertrag dazu zu benutzen, die Produktion auszudehnen und die Konsumkraft zu steigern, weil die Kontrolle kollektiv und in den Händen der Arbeiter selbst ist. Herrn Kravals Bericht gibt, verglichen mit dem von Dr. Suzan M. Kingsbury und Dr. Mildred Fairchild vom Bryn Mawr College (U. S. A.) (im Band über „International Unemployment“), ein Bild, das die Sowjetunion heute frei von der Arbeitslosigkeit zeigt, die die anderen Länder heimsucht. Noch dazu hinken in den anderen Ländern die Löhne hinter der Produktivität nach. In Russland sind die Löhne etwas schneller als die Produktivität gewachsen.

Sicher sind die letzten Ziele noch nicht erreicht. Der Lebensstandard in Russland ist noch weit unter dem Niveau, das die Planarbeit erstrebt. Die ausserordentlichen Anstren-

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

gungen zur sofortigen Industrialisierung, die für den Augenblick weniger Aufmerksamkeit für Konsumgüter gestatten, werden gestärkt durch den Glauben, dass dies der sicherste Weg zur Erreichung des höchsten Niveaus der Lebensbedingungen ist, das die Industrialisierung schaffen kann. Sie fürchten keine allgemeine Ueberproduktion, denn sie glauben, dass die Planwirtschaft, da die Kaufkraft freigesetzt ist und die Produktivkräfte ihre Schranken nur in der Wirtschaftsplanung zur Befriedigung einer uneingeschränkten Konsumtion finden das Gleichgewicht aufrechterhalten und bei einem Zuviel in irgend einem Industriezweig schnell Abhilfe schaffen wird.

Als Herr Ossinsky zur Erklärung des gedruckten Berichts noch inoffiziell sprach, gab er folgende Darstellung der kommunistischen Ziele: \*

„Das Ideal, nach dem wir streben, d.h. die zukünftige sogenannte kommunistische Gesellschaft, ist erstens begründet auf dem Fehlen eines Staates als Institution und auf dem Fehlen des Zwangs; zweitens auf dem Fehlen von Reglementierung und Gleichmachung für irgend jemand. Das ist die Formel für die Entwicklung des sozialistischen Kommunismus in Russland. Er wird begründet sein auf der vollen Freiheit eines jeden Mitgliedes, auf der Grundlage hoch entwickelter Produktivkräfte und sozial erzogener Menschen, die ihre sozialen Ideale und ihre Psychologie zu einem so hohen Niveau entwickelt haben, dass für sie die Arbeit nicht mehr ein Zwang sondern das erste Lebensbedürfnis sein wird.“

Bezüglich des Verhältnisses der russischen Planarbeit zur Weltplanung setzten Herr Ossinsky und Herr Alexanler Cohn, der Direktor des Instituts für Aussenhandel, an verschiedenen Stellen der Diskussion die Stellung der Sowjetunion gegenüber dem internationalen Handel auseinander. Ein sozialistischer Staat hat es nicht nötig, auf dem Weltmarkt zu verkaufen wie ein kapitalistisches Land, und er kann in höherem Grade autark sein. Russland ist auf einer Entwicklungsstufe, auf der es notwendiger Weise gewisse Waren oder Rohstoffe kaufen muss, die dort noch nicht produziert werden, so z.B. gewisse Maschinen. Daher ist das führende Ziel bei der Plan-

\* Herr Ossinsky hat diesen stenographischen Bericht nicht korrigiert.

## DES KONGRESSARBEITEN

arbeit für den Export nur, den notwendigen Import zu decken. Was die Frage von Auslandsanleihen für die innere Entwicklung betrifft, so hat Russland in den vergangenen Jahren die bemerkenswerte Leistung vollbracht, dass es seine ungeheure Entwicklung im Jahre 1930/31 ganz aus seinen inneren Hilfsquellen, vor allem aus den Erträgen der Industrie finanziert hat. So treibt die Sowjetunion tatsächlich eine Planwirtschaft in nationalem Rahmen innerhalb ihres Gebiets und versucht, eine autarke, industrialisierte Gesellschaft auf der Grundlage des Kommunismus aufzubauen.

An einem langen Diskussionsabend, dem am letzten Kongress- tage ein Lunch mit Diskussion folgte, der inoffiziell ausserhalb des Programms organisiert worden war, wurden Fragen gestellt und beantwortet und verschiedenen Ansichten Ausdruck gegeben. Die Fragen bezogen sich auf so wichtige Thesen wie auf die Grundlage der Preisfestsetzung in der Sowjetunion; was der Rubel tatsächlich wert sei, und ob irgend eine Vergleichsbasis zwischen der russischen Statistik in Geldmassen und den anderer Länder mit einem anderen System sich feststellen lasse; ob die schnelle Entwicklung der Schwerindustrie, wirtschaftlich und sozial gesehen, eine kluge Politik war; ob das Problem der Ueberproduktion nicht auftauchen wird, wenn die Wirtschaft industrialisiert ist; was man aus der Gegenüberstellung der Fehler und Schwierigkeiten und der Erfolge in der U. S. S. R. gelernt hat; und schliesslich, was der Westen, der sich mit Wirtschaftsplanung unter dem Kapitalismus beschäftigt, von der sozialistischen Planarbeit in Russland lernen kann. Bei verschiedenen dieser Themen enthielten die Berichte der Sowjetdelegation die Antworten. Im Ganzen schien diese Diskussion zu zeigen, wie nötig und wertvoll es wäre, öfter Gelegenheiten für internationale Diskussion und Vergleiche zu schaffen, wie dieser Kongress sie bot.

Hier können nur zwei der Beiträge bei diesem Symposium

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

von Fragen und Meinungen erwähnt werden. Es waren entgegengesetzte Ansichten zweier Kongressmitglieder aus Deutschland. Professor Wilken, dessen Meinung über die Technik wissenschaftlicher Betriebsführung erwähnt worden ist, fand in der russischen Wirtschaft eine erweiterte Anwendung des „Taylor-Systems“ mit dem Ziel, „das ganze Leben des Individuums zu regulieren, die ganze Welt in eine Werkstatt zu verwandeln“, Russische Vertreter hatten „die kollektiven Herren“ der Wirtschaft erwähnt, was nach Professor Wilken nicht mit dem westlichen Freiheitsbegriff, der keine Herren kenne, übereinstimme.

„Das Problem, das vor uns steht, ist, dass das, was in Russland aus gesellschaftlichem Zwang geschieht, in den kapitalistischen Ländern aus persönlicher Freiheit heraus vollendet werden muss.“

Im Gegensatz dazu zeigte Dr. Fritz Pollock von der Frankfurter Universität, dass das, was Professor Wilken von dem Sovjetsystem gesagt habe, praktisch dasselbe sei, was Marx vom Kapitalismus gesagt habe, dass nämlich das Wirtschaftssystem alles und das Individuum nichts sei. Gerade gegen diesen Zustand richte sich heute der Kampf der sozialistischen Arbeiter. Der Arbeiter in Russland hat die Ueberzeugung, dass, so gross auch die Härten im Augenblick sein mögen, „alles, was heute geschieht, im Interesse einer besseren Zukunft für meine Klasse erfolgt“. Im Gegensatz dazu steht die tiefe Hoffnungslosigkeit der Arbeiter in anderen Ländern, z.B. in Deutschland, die inmitten all der Härten eine noch schlimmere und immer schlimmere Zukunft voraussehen. So lebhaft sah Dr. Pollock andere Kräfte als nur die Oekonomie dabei im Spiele, dass er das Resultat folgendermassen bestimmte:

„Das kapitalistische System und das Sovjetsystem stehen in einem ganz schweren Kampf, und es geht nicht allein um das Wirtschaftssystem, sondern auch um die Seele des Menschen. Wenn es nicht gelingen wird, bei denjenigen, die im kapitalistischen System leben und arbeiten, dieselbe Hoffnungsfreudigkeit, denselben Glauben, dasselbe Ja-sagen zu der Gesellschaftsordnung zu schaffen, wie es bei den Arbeitern und Bauern der Sovjetunion in zunehmendem Masse der Fall zu sein scheint, dann wird

## DER KONGRESSARBEITEN

der Ausgang dieses Kampfes um die Seele der Menschen nicht zweifelhaft sein!"

So ging die Diskussion unvermeidlich über die Technik der Planwirtschaft in Russland hinaus und umfasste auch das gesellschaftliche Wirtschaftssystem, das notwendig Form und Methode der Planarbeit bestimmt. Vom Standpunkt der Russen aus ist nicht der Fünfjahresplan, sondern die Sozialisierung ihrer Industrie als die Grundlage des Kommunismus primär. Herr Ossinsky schloss die Diskussion, indem er sagte, dass es „sich nicht mehr um ein Experiment handle, sondern dass die Wirtschaft sehr schnell „aus der Furche herauswachse“ und sich zu einem neuen System entwickle, von dem wir die feste Ueberzeugung haben, dass früher oder später die ganze Welt dazu übergehen wird.... Wir errichten einen neuen Organismus, der als eine geschichtliche Notwendigkeit heranwächst.“

In den beiden ersten Tagen des Kongresses wurden also die Elemente der gegenwärtigen allgemeinen Wirtschaftskrise analysiert unter besonderer Berücksichtigung ihrer internationalen Aspekte; und der ganze Gedanke der Planarbeit als eines Instruments der staatlichen Kontrolle wurde in seinen Begründungen in der wissenschaftlichen Betriebsführung und in seinem gegenwärtigen Stande im nationalen Denken und der Erfahrung geprüft. Politische Faktoren bei den internationalen Wirtschaftsbeziehungen drängten sich durch die Logik der ganzen Situation diesem Bild auf. Der Vergleich des Gedankens der Planung in Ländern, die das Privateigentum als ihre ökonomische Basis beibehalten, und der Erfahrungen in einem sozialistischen Lande liessen die wichtige Frage entstehen, welche Veränderungen in Wirtschaftssystemen vorangehen. Es war logisch, dann zu einer Analyse der tatsächlichen gegenwärtigen Formen internationalen Handelns in Industrie und Handel überzugehen und zu fragen, wie sie funktionieren und wie sie angewandt oder umgewandelt werden können. Hier können nur die hauptsächlichen Schlussfolgerungen der Referate und der Diskussion skizziert werden. Sie waren reichlich negativ bezüglich des Problems, das der Kongress als das Ziel der Planung der Gesamtwirtschaft gestellt hatte,

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

nämlich der Ausgleich von Produktionskapazität und Lebensstandard.

### Internationale Planwirtschaft.

Die internationale Industrie und Finanzwirtschaft ist in der Produktion sehr tätig gewesen, aber sie hat sich ganz unzureichend mit der Konsumtion beschäftigt und am wenigsten mit der weiteren Frage der Lebensstandards.

Professor Melchior Palyi, der wissenschaftliche Beirat der Deutschen Bank- und Diskontogesellschaft, Berlin, zeigte die Tendenz in den Handels- und Industrieunternehmungen zur Ausbreitung über die nationalen Grenzen hinaus und folgerte, dass diese Bewegung im Ganzen genommen nicht eine Organisation der Weltwirtschaft bedeute, sondern eine Ausweitung des Konkurrenzkampfes. Internationale Kartelle haben die grösste Bedeutung auf den Rohstoffmärkten gehabt. Die Methoden dieser Kartelle waren verschieden, sie umfassten Regulierungen der Märkte, des Produktionsumfangs, der Patente, der Verkaufsorganisationen und der Verkaufsquoten. Doch hat diese Form der Organisation in keinem Fall die Stabilisierung der Preise und der Produktion fertig gebracht. Einen bemerkenswerten Fehlschlag zeigt die Kupferindustrie. Ebenso erfolglos waren die Valorisierungsexperimente, nämlich die Organisationen, die die Weltmärkte für Weizen, Kaffee, Wolle, Kautschuk und andere Waren regeln sollten. Die Erfahrungen in allen diesen Richtungen können nach Dr. Palyis Ansicht keinen Weg zu einem besseren Dienst am Konsumenten zeigen, der im Gegenteil höhere Monopolpreise zahlen musste; noch einen Weg zu einer besseren Koordination der Produktionskapazität in der Welt.

Professor Ernest M. Patterson, Universität Pennsylvania, Präsident der „American Academy of Political Science“, Philadelphia, meinte, dass uns durch die Ausdehnung der Industrie über die ganze Welt Weltpläne nach Industrien aufgezwungen werden, die verschieden sind von den internatio-

## DER KONGRESSARBEITEN

nen Plänen durch industrielle Abmachungen, die von der nationalen Basis ausgehen.

Die fundamentale Wichtigkeit der Kraftindustrie wurde wiederholt auf dem Kongress betont. Bei dieser Sitzung beschrieb Herr Hugh Quigley, Erster statistischer Beamter des Central Electricity Board, England, das britische System der Koordinaten unter dem Schutz der Regierung, das mit Privatbesitz und privater Leitung verbunden ist, als „eines der bemerkenswertesten Beispiele der auf die Industrie angewandten wirtschaftlichen Planarbeit“, das „den Planwirtschaftsgedanken anregt und sogar die Praxis in Richtung auf die Planwirtschaft beeinflusst hat“.

Herr Eugen Hess, Statistiker an der Continental Handelsbank, Amsterdam, betonte die vorhandenen Möglichkeiten zur Hebung des Lebensstandards durch bereits ausgearbeitete Pläne zu einem einheitlichen Kraftsystem für ganz Europa und zur Erweiterung der Märkte für elektrische Apparate für das Haus und für kleine Betriebe.

Die optimistischste Meinung über die Fähigkeit des Kapitalismus und der privaten Kontrolle in der Industrie, den Lebensstandard zu heben, war die von Herrn Edward A. Filene, Präsident der Firma Wm. Filene's Company, Boston, U.S.A. und Präsident des XXth Century Fund Inc. Er zeichnete einen neuen Kapitalismus, in dem der Massenproduktion, die nach den niedrigsten Produktionskosten pro Einheit sucht, eine Massenverteilung parallel gehen würde; indem die Kaufkraft durch eine überlegte Politik höherer Löhne und niedriger Preise erweitert würde; in dem die Löhne wachsen und die Preise sinken würden, in dem Masse wie die wachsende Leistungsfähigkeit der Massenproduktion die Kosten senken würde. Der ganze Prozess würde den Gesamtprofit vermehren. Weil das Ergebnis dem Eigeninteresse dienen würde, mag diese Entwicklung als eine ganz praktische Möglichkeit angesehen werden, die weitgehende Anwendung auf die Probleme der Welt erwarten lässt, sobald auf Seiten der



## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

Geschäfts- und Bankleute richtiges Denken an die Stelle des traditionellen Denkens treten und Tatsachen anstatt Raten und Meinen herrschen werden. Kartell und Fusion, die die Produktion einschränken und die Preise hochhalten, sind genau das Gegenteil von dieser Philosophie eines neuen Kapitalismus, in dem der Gesamtprofit des Unternehmers steigt durch Wachsen der Produktion, Sinken der Preise, erhöhte Löhne und dadurch erweiterten Markt bei höherem Lebensstandard.

Die Verwirrung in der Verteilung wird als eine Ursache der hohen Preise von Herrn P. J. S. Serrarens, Sekretär der Internationalen Vereinigung der Christlichen Gewerkschaften und Senator, Holland, betont. Er machte auf die grosse Wichtigkeit der wissenschaftlichen Verteilung, und deshalb auf die Notwendigkeit von besseren Statistiken aufmerksam, wie sie auf der Washingtoner Zusammenkunft der Internationalen Handelskammer vorgeschlagen wurden. Er meinte, Europa solle die amerikanischen Methoden nicht zu genau nachahmen, sondern solle seine eigenen entwickeln und statt der Filialläden der Vereinigten Staaten ein genossenschaftliches System der Detailverteilung annehmen.

Planwirtschaft und irgend eine allgemeine Massenverteilung in Europa sind unmöglich, wenn nicht die Völker zu einem besseren politischen Verständnis kommen, die hemmenden Wirkungen der Zölle erkennen und mit der Kooperation beginnen. Aber eine Weltplanwirtschaft wird ihren Zweck nur dann erfüllen, wenn die beherrschende Idee „der Dienst an der Menschheit“ ist. Deshalb

„sollten nicht die Produkte an erster Stelle in der Massenproduktion und -distribution stehen, die den Geschäftsmännern den grössten Profit bringen, sondern jene, die am besten die Bedürfnisse der Menschheit befriedigen.“

Ebenso wichtig ist die Stellung der Arbeiterschaft im Verhältnis zur Leitung der Industrie. „Wir sind nicht nur der Meinung,“ schloss er,

„dass die Staaten die Kontrolle über dieses Werk haben müssen, weil es ihre Aufgabe ist, die allgemeine Wohlfahrt zu sichern, sondern wir sind ebenso der Meinung, dass keine Planwirtschaft die notwendigen Resultate

## DER KONGRESSARBEITEN

erlangen wird, wenn nicht die Arbeiter an ihrer Leitung einen grossen Anteil nehmen. Sicher würde es keine soziale Planwirtschaft sein, wenn nicht die Arbeiterschaft, die in den zivilisierten Ländern ungefähr 70 % der Bevölkerung ausmacht, sicher ist, dass ihre Interessen in der neuen Gesellschaft, die wir zu bauen hoffen, gewahrt werden."

### Die Genossenschaftsbewegung.

Dass „die Konsumgenossenschaftsbewegung beanspruchen kann, einer der frühesten Versuche zu einer Planwirtschaft zu sein, in dem Sinne, dass sie immer danach gestrebt hat, einen bewussten Ausgleich von Angebot und Nachfrage auf einem möglichst hohen Niveau vermittelt vereinigter Anstrengungen zu schaffen," und dass sie „auf die Organisation der Versorgung der ganzen Welt ausgeht mit dem Ziele des gleichen Vorteils aller Bürger aller Völker vermittelt eines kollektiven internationalen Apparats", wurde von Fräulein A. Honora Enfield festgestellt,\* der Sekretärin der Internationalen Genossenschafts-Frauengilde, London. Die Grundlage dieser Bewegung ist freiwillige Kontrolle und Leitung unter dem Gesichtspunkt des Konsumenten statt des Produzenten.

„An die Stelle staatlicher Preisfestsetzung oder anderer willkürlicher Methoden der Preiskontrolle setzt der genossenschaftliche Plan die Dividende beim Einkauf, die automatisch den Profit ausschaltet.... Das Angebot wird mit der Nachfrage in Uebereinstimmung gebracht, das natürliche Ergebnis der Kontrolle des Konsumenten, die in einem System arbeitet, in dem jedes Unternehmen seinem eigenen Markt gehört und von ihm kontrolliert wird; dabei gibt es keine Profite, und deshalb verschwinden alle Arten spekulativen Handels."

Fräulein Enfield erkannte an, dass die Genossenschaftsbewegung von der Verwirklichung dieses Plans noch weit entfernt sei, doch meinte sie, ihre Bedeutung für den Kongress sei

„die weitreichende Wirkung des Wirtschaftsmechanismus, den die Konsumentenbewegung entwickelt hat, dessen wichtigstes Merkmal die Gewinnbeteiligung beim Einkauf ist. Dieser Gewinnanteil beim Einkauf stabilisiert die Verteilung des Wohlstandes durch Ausschaltung des Profits, er stabilisiert den Geldwert durch Beseitigung des Profitinteresses. Dieses Profitinteresse ist nicht nur die Störungsursache im Wirtschafts-

\* Bei der besonderen Abendsitzung vom 26. August bei der Fortsetzung der Diskussion über „Massenverteilung".

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

leben; es ist ein unberechenbares Element, und die vollkommenste Planarbeit kann nicht gelingen, wenn sie mit einer Kraft zu tun hat, die der Berechnung spottet."

### Planarbeit in der Landwirtschaft.

Wegen der grundlegenden Wichtigkeit der Landwirtschaft hatten die Veranstalter des Kongresses gehofft, dass im Anschluss an den Bericht der russischen Delegation über die Planarbeit und die Entwicklung in der Landwirtschaft in der Sowjetunion auch in anderen Ländern grundsätzliche Feststellungen über dieses Problem und seine internationalen Aspekte vorbereitet würden. Da das nicht den Fall war, \* kann man hier nur einige Hinweise sammeln, die in der Debatte auftauchten.

Als Dr. Wilbrandt zu den Schlussfolgerungen Herrn Filenes sprach, betreffend die Möglichkeit, den Lebensstandard durch Steigerung der Löhne zu heben, stellte er fest, wie schwierig die Anwendung dieses Gedankens bei der heutigen schlechten Zeit sei, und fügte hinzu:

„Ein Teil des Problems findet keine Lösung. Das ist die Frage der Kaufkraft der Landleute. Das ist das Problem der landwirtschaftlichen Preise.“

Der Landmann selbst fand einen Sprecher in Herrn M. D. Dijt aus Holland, der das Problem zusammenfasste und folgendermassen für eine Kooperation der ganzen Welt eintrat:

„Wenn wir in der Landwirtschaft eine kleine Ueberproduktion haben, dann müssen wir beschränken, dann haben wir keine andere Lösung für unsere Probleme als Restriktion, und das bedeutet für uns Armut, Untergang. Das bedeutet, dass wir einige Jahre mit Verlust arbeiten müssen.... Wenn man uns Kredit geben würde, könnten wir ihn nicht gebrauchen, wir könnten ihn nicht rentabel machen. Wir könnten ihn höchstens gebrauchen, um billigen Boden zu kaufen in der Hoffnung, dass er später teurer werden würde, aber wir könnten nicht damit produzieren. Wenn es nicht gelingt, die Preise in der Welt zu stabilisieren, wird es auch nimmer gelingen, die Konjunkturschwankungen zu stabilisieren. Und wie Herr Palyi sehr richtig bemerkt hat, sind alle nationalen Valorisierungen

\* Eine Einladung, diesen Gegenstand zu behandeln, erging an Dr. W. A. Riddell, beratender Beamter Kanadas beim Völkerbund und Delegierter bei der Weltweizenkonferenz in Rom, 1931, und bei der Konferenz der Länder mit Weizenexport in London, 1931. Leider wurde Dr. Riddell im letzten Augenblick durch Amtsgeschäfte in Genf verhindert.

## DER KONGRESSARBEITEN

misslungen. Die Preise der Landwirtschaftstapelprodukte, wie Weizen, Roggen, Baumwolle u.s.w. können, wenn man nicht zum Kommunismus übergehen will, nur durch internationale Zusammenarbeit der kapitalistischen Staaten stabilisiert werden.... Der Weg, den wir bisher gegangen sind, ist für uns nicht mehr zu gehen....

Ich glaube, dass wir noch einen anderen Weg haben, nämlich denjenigen der internationalen Finanzierung der Stapelprodukte der Landwirtschaft. Ich habe berechnet, dass es in den Staaten-gruppen von Europa und Amerika 250 Milliarden Holl. Gulden Staatsschulden gibt und nur für 3 Milliarden überflüssige Stapelprodukte der Landwirtschaft. Und letztere verursachen die Krisen, durch die wir zugrunde gehen und durch die es 20 Millionen Arbeitslose gibt. Wenn diese Ueberschüsse gemeinsam finanziert werden und diese Staaten gemeinsam ein Institut errichten würden, um die Vorräte an Stapelprodukten der Landwirtschaft zu finanzieren, die Verluste davon zu tragen und damit die Preise in einer Weise zu stabilisieren, dass sie nicht zu hoch und nicht zu niedrig würden, dann würden wir einen praktischen Ausweg haben.... Wenn wir diesen Weg nicht gehen können, bleibt für die Landwirtschaft nichts anderes mehr übrig als der Kommunismus."

### Das internationale Finanzgeschäft.

Diese Diskussion über die Landwirtschaft war ein Teil der Sitzung über die internationale Geldwirtschaft als eines Mittels der wirtschaftlichen Zusammenarbeit. Dr. Palyi hatte über die Bewegungen des Kapitals, ihre Verknüpfung mit dem Goldstandard, ihren Wirkungen auf die Weltwirtschaft und die rationalen und internationalen Einflüsse gesprochen, die dabei eine Rolle spielen. Er skizzierte die Geschichte vergangener Wirtschaftskrisen im Hinblick auf die Lage auf dem Kapitalmarkt und die Unterschiede gegenüber der gegenwärtigen. In der Entwicklung einer Weltwirtschaft fand er keinen anderen Faktor von der Wichtigkeit dieser Kapitalbewegungen. Vor dem Kriege ging ihre Richtung von den fortgeschrittenen industriellen Völkern zu den Ländern, die wenig entwickelt waren. Der Krieg wandelte die Stellung der Völker als Gläubiger und Schuldner grundlich und führte in ihre Beziehungen eine vielseitige Abhängigkeit ein, die durch politische und wirtschaftliche Faktoren erschwert wird.

Während die internationalen Kapitalbewegungen, wie Dr. Pa-

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

lyi auseinandersetze, als Instrument für die Ausbreitung der kapitalistischen Gesellschaftsordnung über die Welt gedient haben, haben sie auch die Wirkung gehabt, Konjunktur und Depression auszubreiten. Sie funktionieren nicht automatisch, sondern werden von menschlichen Entscheidungen beeinflusst; sie sind Werkzeuge des Imperialismus und der Ueberwältigung feindlicher Völker; und sie werden beeinflusst durch die Politik, z.B. durch die Zölle, und durch die psychologischen Faktoren von Furcht und Mangel an gegenseitigem Vertrauen zwischen den Völkern. Diese nationalen Faktoren, die mehr aus politischen als aus wirtschaftlichen Einflüssen entstehen, wurden in der Diskussion über diesen Bericht von Dr. Palyi besonders von Dr. Lazard untersucht.

Dr. Palyi fand in den Störungen dieser Kapitalbewegungen durch die sogar der Goldstandard selbst gestört ist, „das fundamentale Faktum der internationalen Lage unserer Tage“. Ein Heilmittel könnte von Seiten der Finanz nur durch Wiederherstellung der normalen Kapitalbewegungen kommen, durch Beseitigung der Störungsursachen. Besonders die Ersetzung langfristiger Anleihen durch kurzfristige Kredite macht die Planarbeit in der Industrie schwer und untergräbt das Vertrauen. Am Schluss sagte er zusammenfassend:

„Es wäre ein grosser Vorteil, wenn die Planarbeit auf der Grundlage der Kooperation der Kreditbanken erfolgen könnte, um die Kapitalbewegungen durch die normalen Methoden der Bankpolitik des 19. Jahrhunderts zu leiten, als eine der wichtigsten Methoden gesellschaftlicher Planung in der kapitalistischen Gesellschaft; und das würde der erste Schritt zu einer internationalen Planung sein.“

In der Diskussion wurde eine bestimmte Zentrale für die Kooperation der Zentralbanken durch Herrn Christian Stoltz vom Büro für Gegenwartsprobleme, Frankfurt a.M. vorgeschlagen, der für eine Gruppe in Deutschland sprach. Es war der Gedanke einer Weltbank mit der Befugnis, Weltbanknoten auszugeben, die auch die Notenausgabe der Zentralbanken unterstützen und auf diese Weise das Problem der Goldversorgung lösen würde.

## DER KONGRESSARBEITEN

Aber ob man nun eine Weltbank oder eine Kooperation der Zentralbanken annimmt, um die Kapitalbewegungen zu leiten, nach welchen Kriterien müsste dann entschieden werden über Kreditausweitung oder ganz allgemein über die Regulierung des Geldumlaufs der Welt? „Der Prüfstein“, würde nach den Worten Dr. Neurath's sein, „ob das reibungslose Funktionieren des Geld- und Kreditapparats ein Maximum im Lebensstandard schafft.“ Sicher brachte die Diskussion aus der Erfahrung der Vergangenheit keinen Grund zu dem Vertrauen, das Finanzsystem könne so, wie es gegenwärtig organisiert ist, die Preise stabilisieren und die periodischen Depressionen verhindern, die immer den Lebensstandard unterhöheln.

### Der Völkerbund und internationale Handelsverträge.

Auf dem Gebiete der öffentlichen Finanzen hat der Völkerbund gewisse Erfolge zu verzeichnen, da er in Oesterreich, in Ungarn und noch anderswo die Währung stabilisierte, teils durch technische Ratschläge, teils durch Anleihen aus anderen Ländern und teils durch Ueberwachung, was unter den Gläubigern das Vertrauen gestärkt hat. Ein internationales agrarisches Hypotheken-Institut, das den Bauern in Osteuropa hilft, macht Fortschritte. Der Völkerbund hat seine Unterstützung auf China ausgedehnt, dem er bei der wirtschaftlichen Reorganisation hilft. Die Gold-Delegation kann vielleicht einen Weg weisen zur Stabilisierung der Kaufkraft des Geldes. Diese verschiedenen Tätigkeiten wurden von Herrn Rudolf Broda vom Antioch College, Vereinigte Staaten, zusammengefasst; sie zeigten an, dass „der Völkerbund imstande ist, nicht strittige Probleme zu lösen und internationale Unterstützung zur Beseitigung lokaler Störungen zu konzentrieren“. Auf der anderen Seite ist er nicht imstande gewesen, „des Widerstandes des nationalen Egoismus Herr zu werden“. Konventionen gegen Export- und Importverbote und für einen „Zoll-

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

waffenstillstand" haben keine Ratifizierung erlangt. Die Bemühungen, die europäische Wirtschaft zu konsolidieren, sind noch nicht weit genug gediehen, um ein endgültiges Urteil zu gewinnen.

Dr. Broda meinte, dem Völkerbund seien durch die Notwendigkeit einstimmiger Entscheidung die Hände gebunden, sowie durch das Fehlen jeder Triebkraft, die mächtig genug wäre, um das Interesse der Menschheit über die besonderen nationalen Interessen zu stellen. Er meinte, die Wahl der Delegierten durch die Parlamente nach dem Verhältniswahlssystem könnte zu einer Entwicklung internationaler Parteien führen. Er vertraute darauf, dass ein gestärkter Völkerbund die internationalen Kartelle überwachen, die Kreditgewährung an verarmte Länder organisieren und schliesslich, wenn er alles einbeziehe, dafür sorgen könne, dass Weltproduktion und Weltkonsumtion einander entsprächen.

Eng verknüpft mit den Wirkungsmöglichkeiten des Völkerbundes für eine internationale Planwirtschaft war der Bericht von Professor Joseph P. Chamberlain, Columbia University, Vereinigte Staaten, über Wirtschaftsverträge zwischen den Völkern. Der internationale Handel hat eine lange Geschichte, aber die jüngste Zeit hat erst richtig sein Wachsen in Ausdehnung und Verschlungenheit gesehen, mit dem aber die internationalen Regierungsformen nicht Schritt gehalten haben. Die Notwendigkeit internationaler Verständigung hat trotzdem zu der internationalen Entwicklung geführt, durch die die Staaten zu Kontrahenten und Verwaltern von Verträgen geworden sind. So „kann wirklich gesagt werden, dass die nationale Regierung als eine Art Verwaltungsstelle der internationalen Gesellschaft handelt.“

Professor Chamberlain beschrieb weiter typische internationale Abkommen, die Wirtschaftsfragen behandeln. Er führte an das Telegraphenabkommen von 1865, den 1874 gegründeten Weltpostverein, die Luftschiffkonvention, die Radiokonvention,

## DER KONGRESSARBEITEN

die Eisenbahnkonventionen und Abkommen für die Regelung des Transports auf internationalen Flüssen. Er zeigte die wichtige Rolle des Sachverständigen, der sich mit dem Gegenstand befasst, und zwar nicht im Interesse irgend einer Nation, und dabei hilft, die Vorarbeiten eines Vertrags zu entwerfen. Ferner werden private Gruppen, Unternehmer oder Arbeiter, dabei gehört und nehmen häufig aktiven Anteil an diesen Arbeiten. Alle diese Entwicklungen bereiten den Weg für eine Weltplanung. Ein internationaler Apparat wurde errichtet, als das ökonomische Bedürfnis dafür klar ersichtlich wurde.

Professor Chamberlain hatte seine Schrift auf die Verträge ausserhalb des Völkerbunds beschränkt, und Dr. Lazard betonte die grosse Wichtigkeit des Weltgerichtshofes. Er hielt es auch für notwendig, bei der Debatte über internationale Kontrolle der Wirtschaftsbeziehungen die Zollkonventionen nicht zu vernachlässigen. Aber nach Dr. Lazards Meinung sind das Wichtigste von all diesem die Antworten auf solche Fragen wie: Warum errichten die Zölle fast unübersteigbare Mauern gegen die Waren? Warum scheint die internationale Arbeitsteilung ein nicht zu verwirklichender Traum zu sein? Warum werden die Individuen an der Freizügigkeit über den Erdball gehindert? Er antwortete so:

„Deshalb, weil in der Welt, wie sie gegenwärtig organisiert ist, politische Erwägungen über wirtschaftliche Erwägungen gehen; woraus sich die Folgerung ergibt: Wenn man die Wohltaten der Rationalisierung der ganzen Welt mitteilen will, so muss man zuerst die politische Physiognomie der ganzen Welt ändern.“

Während diplomatische Regulierungen, die die Wirtschaftsbeziehungen erleichtern, wichtig sind: „in dem Masse, in dem diese Konventionen völlig vom Ideal der politischen Autarkie beherrscht werden, zählt man vergeblich auf sie, wenn man Produktion und Konsumtion ins richtige Gleichgewicht bringen will“.

Herr Hans M a r s, Referent für Arbeitswissenschaft und Ratio-



## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

nalisierungspolitik der Kammer für Arbeiter und Angestellte, Wien, betonte ferner die Wichtigkeit der politischen Umstände als Hindernisse für Wirtschaftsabkommen. Er beschrieb die schlimme Lage kleiner Länder, z.B. Oesterreichs, die unfähig sind, das Gleichgewicht zwischen Produktion und Konsumtion herzustellen. Für sie wäre der einzige Weg, gewisse Spezialprodukte herzustellen und sie gegen benötigte Einfuhrwaren aus anderen Ländern einzutauschen. Nur ein Weltwirtschaftsabkommen könnte dies erreichen, und solches Abkommen sah er unter den gegenwärtigen politischen Bedingungen und Beschränkungen als unmöglich an.

Herr Alexander Cohn, Direktor des Instituts für Außenhandel der U. S. S. R., erklärte, dass der Völkerbund weder die Macht noch die Aufgabe einer Wirtschaftsplanung habe. Er besprach die Unbestimmtheit der Zwecke der Völkerbunds, wie z.B. „eine angemessene Behandlung des Handels aller Bundesmitglieder zu sichern und aufrechtzuerhalten“, wobei nicht klar festgestellt oder dargelegt wird, was „angemessen“ ist; seine Unfähigkeit, die ökonomische Situation zu analysieren, ausser in den missverständlichen Begriffen von den Interessen seiner Mitgliedstaaten; die Tatsache, dass er nie einen Plan aufgestellt hat, der in einer bestimmten Zeit ausgeführt werden soll, und dass tatsächlich Pläne ohne ein Wirtschaftsprogramm von bestimmtem Charakter unmöglich sind; und der Mangel an Macht, um irgend eine seiner Empfehlungen obligatorisch zu machen. Alle diese Dinge sind nach Herrn Cohns Ansicht der Tatsache zuzuschreiben, dass „der Völkerbund die Vertreter der kapitalistischen Länder mit ihren verschiedenen (und manchmal entgegengesetzten) Interessen vereinigt“.

Planung, wie die Russen sie ansehen, ist nur auf sozialistischer Basis möglich. Den Völkerbund als Mittel zur Planung heranzuziehen, schadet ihrer Ansicht nach. Alle Anstrengungen, eine Planwirtschaft zu errichten, würden so lange durchkreuzt werden, wie „andere Länder fortfahren,

## DER KONGRESSARBEITEN

sich dem kapitalistischen System zu unterwerfen". Herr Cohn glaubte, dass seine Analyse der Tätigkeiten des Völkerbunds „klar bewiesen hätte, dass es unmöglich ist, im Kapitalismus Planarbeit zu leisten, und dass alle Versuche, für die Rohstoffe der Welt einen Plan aufzustellen, bis zum heutigen Tage vergeblich gewesen sind."

Diskussionen „über die planierenden und regulierenden Funktionen des Völkerbundes" und Träume von „einem Weltplan in der kapitalistischen Wirtschaft" sind „nur unsichere Illusionen, utopische Träume der verwirrten und verlegenen Volkswirtschaftler in dieser Zeit der Krise des ganzen kapitalistischen Systems". Während er glaubte, dass eine Weltplanwirtschaft vorteilhaft sei, da sie es möglich machen würde, die Rohstoffe der Welt als ein Ganzes zu betrachten, meinte Herr Cohn doch, dass „die Erfahrungen der Sowjetunion gezeigt haben, dass Planarbeit auch auf einer nationalen Basis ausgeführt werden könne."

### Internationale Abkommen über Arbeitslöhne.

Elf Jahre hindurch hat das Internationale Arbeitsamt, das durch den Friedensvertrag von Versailles als ein Teil des Völkerbundes, allerdings mit eigener getrennter Leitung und eigenem Sekretariat, eingesetzt wurde, an der Aufgabe gearbeitet, die ihm durch den Vertrag gestellt wurde, nämlich, die Arbeitslöhne und den Lebensstandard in allen Ländern der Welt zu heben. Sein Direktor, Herr Albert Thomas, legte dem Kongress seine Meinung von der gegenwärtigen Krise vor und von den Beziehungen zwischen dem Gedanken der Weltplanwirtschaft und dem Reformprogramm, zu dem sich die im Internationalen Arbeitsamt vertretenen Staaten verpflichtet haben.

Es ist nicht ein sozialistisches Programm. Erwachsen aus der sozialen Bewegung des 19. Jahrhunderts ist es eine Art all-

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

gemeiner Plan von allgemein annehmbaren Massnahmen der Gerechtigkeit und Menschlichkeit, so der Achtstundentag, Verbot der Nacharbeit für Frauen, Beseitigung der Kinderarbeit, Sorge für soziale Versicherungen, besonders für Arbeitslosenversicherung, und Garantien für das Recht der Arbeiterschaft, sich in Gewerkschaften und Konsumgenossenschaften zu organisieren. All diese Dinge waren Gegenstand von Untersuchungen und besonderen Konventionen, die in internationalen Arbeitskonnferenzen vereinbart wurden, bei denen Vertreter der Regierungen, der Arbeiter und Angestellten jedes Mitgliedstaates sind, und die zur gesetzlichen Einführung in jedem Lande vorgeschlagen wurden. In all diesen Richtungen wurde in gewissem Masse ein Fortschritt erzielt.

Aber jetzt, in der Weltkrise, sagte Herr Thomas, die schwerer ist als die vorhergehenden Depressionen, ist die Sozialpolitik als Ganzes, das ganze Programm der Sozialreform mehr oder weniger erschüttert, ihre Prinzipien über Bord geworfen, und Zweifel fallen auf die Möglichkeit, sie aufrechtzuerhalten. „Ein Naturgesetz“ wird angerufen, um zu zeigen, dass die Löhne „elastisch“ sein müssen im Verhältnis zu den Preisen, und deshalb wird sogar das Kollektivvertragsrecht der Arbeiterverbände in Frage gestellt.

Aber auf der anderen Seite besteht die öffentliche Meinung offenbar darauf, dass, wenn die anerkannten Massnahmen der sozialen Gerechtigkeit so aufs Spiel gesetzt werden, die kapitalistische Gesellschaft als Ganzes erneuert werden müsse. Alle diese Zeugnisse der öffentlichen Haltung wurden in dem Jahresbericht für die Internationale Arbeitskonnferenz von 1931 von Albert Thomas gesammelt, und er fand darin eine gewisse Uebereinstimmung in dem Gesichtspunkte, die Welt zu einer Anstrengung zur organisierten Wirtschaft zu bringen, als einem Substrat für die Sozialreform.

Seit dieser Konnferenz ist die Krise überall noch schärfer geworden. Die Arbeiterschaft verlangt von der Regierung den

## DER KONGRESSARBEITEN

Schutz ihrer in der sozialen Gesetzgebung durch all die Jahre verankerten Standards; aber die Regierung, beeinflusst durch das Zögern der Öffentlichkeit angesichts der Wirkung der wirtschaftlichen Kräfte, versucht eine vorsichtige Mittelstellung einzunehmen, die der Sozialreform entgegensteht. Gibt es inmitten dieser Ungewissheiten eine auf Vernunftgründe und einen Willen begründete Haltung, die eine Gruppe wie dieser Kongress einnehmen muss? Herr Thomas schlug Folgendes vor:

„Die erste Pflicht, die erste Regel sozialer Organisierung ist, die Standards, die Arbeits- und Lebensbedingungen aufrechtzuerhalten, die bis jetzt in den zivilisierten Ländern als erreichbar erschienen.“

Zu diesem Zwecke ist es nötig zu versuchen, die Wirtschaftskräfte zu organisieren mit dem Ziel, bestimmte soziale Bedingungen aufrechtzuerhalten. Ein Beispiel ist dafür das Abkommen betreffend die Arbeitszeit in den Kohlenbergwerken, das das Internationale Arbeitsamt als ein Mittel vorschlug, um die Produktion der Marktkapazität in einer Industrie anzupassen, die lange unter einer Krise der Unterkonsumtion gelitten hatte. Das gleiche Prinzip wurde 1927 bei der Internationalen Wirtschaftskonferenz des Völkerbundes anerkannt, als die Arbeitgeber erklärten, dass die Rationalisierung sich mit höheren Löhnen und kürzerer Arbeitszeit vertrage, und dass mit einer sozialen Organisation der Industrie die Fortschritte der Technik übereinstimmen.

Was gegenwärtig mitten in dieser Krise fehlt, ist „tiefes Vertrauen in die Notwendigkeit der Gerechtigkeit, die innere, lebendige Ueberzeugung von der Notwendigkeit einer solchen Organisation des Wirtschaftslebens,.... die die Ziele der Menschlichkeit und Gerechtigkeit verwirklichen soll.“

### Die internationale Arbeiterbewegung.

Den Abkommen zwischen den Staaten über solche Standards, die Gegenstand der Gesetzgebung sind, geht die Arbeiterbewegung der Welt parallel. Keine einzelne Organisation umfasst sie. Einer ihrer Zweige ist der Internationale Gewerk-

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

schaftsbund, der sich zum Sozialismus bekennt. Seine Haltung zur Planung der Gesamtwirtschaft wurde von Herrn Fritz Naphthali, Deutschland, dargestellt, der die wirtschaftliche Forschungsstelle der Gewerkschaften leitet.

Die entscheidende Erwägung vom sozialistischen Standpunkt aus ist nicht, dass ein Wirtschaftsplan gemacht werden soll, sondern dass „das Ziel des Plans eine Gemeinschaftswirtschaft, nicht eine kapitalistische Wirtschaft sein soll, die nur den besonderen Interessen einzelner Gruppen und Klassen dient.“ Die sozialistische Arbeiterbewegung hält an diesem grundlegenden Wechsel des Wirtschaftssystems fest.

Ein neues Wirtschaftssystem soll an die Stelle des alten treten, nicht durch eine einzelne Erklärung oder ein Gesetz, sondern vielmehr durch fortschreitende Entwicklung, „einen Prozess des Eindringens neuer Formen in die bestehende Wirtschaft“. Die neue Form ist nicht notwendig reine Nationalisierung oder Verstaatlichung. „Die wirtschaftliche Wirklichkeit ist viel zu vielfältig, als dass man den Organismus eines neuen Wirtschaftssystems in eine einzige Form pressen könnte.“ Der Staat hat die grosse Aufgabe, eine gesellschaftliche Organisation der Wirtschaft zu schaffen, aber das ist ein Mittel, nicht das Wesen.

Schon vollzieht sich der Prozess des Uebergangs vom Privateigentum, das die Grundlage der kapitalistischen Wirtschaft ist, zu vielfältigen Formen des Gemeineigentums. Sicher gibt es öffentliche Werke, die sehr schlecht und kapitalistisch verwaltet werden, aber mit dem Uebergang vom Privat- zum öffentlichen Eigentum wachsen die Aussichten eines planmässigen und sozialisierten Wirtschaftssystems bei seiner Leitung. Kein Weltplan kann gemacht werden, bevor bei den verschiedenen Völkern eine feste Grundlage für planmässige Betriebsführung gelegt ist.

Bezüglich des Wegs, auf welchem der Uebergang zustande gebracht wird, erwarten die Sozialisten in der Arbeiterbewe-

## DER KONGRESSARBEITEN

gung nicht, ihn durch einen Appell an die Vernunft der Kapitalisten zu erreichen, sondern durch Organisationen der Arbeiterklasse, die sich gegen alle Armut und alles Elend empören muss, das mit dem herrschenden System verbunden ist. Aus diesen Gruppen wird sich in der Zukunft, wie es in der Vergangenheit war, ein Kreis von Personen herauschälen, die vor allem aus ethischen Antrieben, nicht aus wirtschaftlichen Interessen heraus, sich mit diesem Ziel einer neu zu schaffenden Weltorganisation identifizieren. Verbündete von ausserhalb der Arbeiterbewegung sind willkommen, vorausgesetzt, dass sie klar das Ziel einer völligen Reorganisierung des gegenwärtigen Systems in eine planmässige sozialistische Wirtschaftsordnung annehmen, die eine klassenlose Gesellschaft schafft.

Dr. Marius G. Levenbach, Lektor über Arbeitsrecht an der Universität von Amsterdam, diskutierte die beiden Themen der internationalen Verträge über Arbeitergesetzgebung und der Funktion der Arbeiterschaft in der Planwirtschaft und sagte, die Arbeiterbewegung, einschliesslich des Zweiges, für den Herr Naphtali gesprochen habe, und der internationalen Vereinigung der christlichen Gewerkschaften, die schon in dem Programm von Herrn Serrarens und Herrn Pauwels vertreten sei, und anderer Arbeiterorganisationen „kann und muss eine grosse Kraft bei der Verwirklichung eines mehr planmässigen Wirtschaftslebens sein.“ Er brachte aus Amerika Beispiele von kooperativer gewerkschaftlicher Betriebsführung, die die Arbeiterschaft bei der Anwendung der Grundsätze der wissenschaftlichen Betriebsführung in der Werkstatt mitbestimmen lässt, und erklärte, dass es ebenso notwendig sei, „die Stimme der Arbeiterschaft im noch weiteren Gebiet der Planung der Gesamtwirtschaft nicht zu vernachlässigen“.

Er meinte, „In der kapitalistischen Wirtschaft sei - bis jetzt - nicht irgend eine Kraft für eine allgemeine Planung der Gesamtwirtschaft vorhanden“, obwohl „es Mächte gibt, die sich in dieser Richtung entwickeln

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

k ö n n e n". Planarbeit ist unmöglich ohne Kontrolle über die vom Plan zu erfassenden Faktoren, und „das bedeutet eine Einschränkung des Privateigentums, Beschränkung seiner Macht, Bindung seiner Freiheit." Bis zu einem gewissen Masse ist diese Kontrolle schon in der Gesellschaft des Westens durch Gesetzgebung begründet. Eine Planung der Gesamtwirtschaft wird nicht durch freiwillige Bemühungen der Privateigentümer kommen. „Ein institutioneller Wechsel muss stattfinden," und das stellt uns dem Problem der „geschichtlichen Realisation" des Gedankens der Planwirtschaft im Westen durch „vorhandene gesellschaftliche Kräfte" gegenüber, unter denen die Arbeiterbewegung eine fundamentale Stellung einnimmt, während das Internationale Arbeitsamt danach strebt, Arbeitsbedingungen festzulegen, die wesentliche Elemente des Lebensstandards und der Sicherheit sind - ausgesprochene Ziele der Planung der Gesamtwirtschaft.

Die Probleme der Sozialpolitik oder der sozialen Gesetzgebung wurden dann durch Frau Dr. Frieda Wunderlich, Volkswirtschaftlerin und Mitglied des Preussischen Landtags, behandelt. Dr. Wunderlich stellte zwei Haupttypen der Planwirtschaft auf: 1.) eine zentralisierte Planwirtschaft und 2.) Planung der Märkte oder des Handels durch Stabilisierung der Preise, und trat für den zweiten ein, doch muss die Regulierung der Preise automatisch geschehen. Preiskontrolle durch Zölle, Subventionen und Kartelle, die zu einem neuen Klassenkonflikt zwischen Produzent und Konsument führen können, muss vermieden werden. Eine Verbesserung des Verteilungssystems ist nötig, um Irrtümer zu vermeiden, die weniger dem Fehlen der Planarbeit, als unvorhergesehenen technischen Fortschritten zuzuschreiben sind.

Um die Lebensnotwendigkeiten sicherzustellen und die Gefahr unvorhergesehener Aenderungen auszuschliessen, ist es von äusserster Wichtigkeit, das Wirtschaftssystem in Richtung auf Regulierung der Wirtschaft und höherer Löhne zu beeinflussen.

## DER KONGRESSARBEITEN

Hierher gehören die Massnahmen der Sozialgesetzgebung, besonders der Sozialversicherung. Da gibt es ferner die verschiedenen Formen der öffentlichen Vorsorge für Lebensbedürfnisse; z.B. Bibliotheken, Schulen und Sorge für Sport und Gesundheit. Ferner ist die Ausdehnung der öffentlichen Stellen auf andere dringende Bedürfnisse ein zu untersuchende Problem, ebenso wie der Grad, bis zu dem das Eigentum besteuert werden kann, ohne dass der Distributionsmechanismus gelähmt wird. Das wäre das Problem der Grenzen der Sozialpolitik, d.h. der Grenzen der Tätigkeit der Regierung oder der Gesetzgebung gegenüber sozialen Problemen.

Bei einer langen und schnellen Reise von Australien her hatte Dr. Ethel E. Osborne aus Melbourne die Möglichkeit, schnell nacheinander Beobachtungen über die sehr verschiedenen Lebensstandards in Grossbritannien, den Vereinigten Staaten, den Mittelmeerländern, Indien und Persien zu machen. Sie meinte, dass eine Weltgruppe wie der Kongress „mindestens als Existenzminimum das Recht aller Mitglieder der Gesellschaft auf Gesundheit fordern sollte“. Ein solcher Minimal-Lebensstandard schliesst erstens ein „das Recht, gesund geboren zu werden“, und zweitens „das Recht auf eine Umgebung, die für gesundes Leben und gesunde Entwicklung zuträglich ist“. Bei dem zweiten Punkt ist „entsprechende Nahrung von besonderer Wichtigkeit“. Angesichts dieses primären Nahrungsbedürfnisses ist die bestehende „zu reichliche Versorgung oder gar der Ueberschuss bei vielen der wesentlichen Nahrungsmittel“ ein eindringlicher Beweis dafür, dass „es nicht gelingt, das Nahrungsangebot mit der Nachfrage in Uebereinstimmung zu bringen“. Dr. Osborne fügte als Illustration hinzu, dass „man innerhalb des britischen Reichs kaum sagen könne, dass eine geordnete Verteilung der wichtigsten Produkte dieses Reichs bestehe“.

Andere Beiträge zur Diskussion bei dieser Sitzung können am besten in Verbindung mit den Vorschlägen für weitere Untersuchungen betrachtet werden, was ihren Hauptinhalt ausmachte.



## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

### Probleme für die Forschung.

Es war ein Vertreter der Arbeitnehmergruppe, der bei der letzten Sitzung des Kongresses die lebenswichtige und dringende Notwendigkeit der Forschung über die gegenwärtig ver-zweifelt ernstesten Probleme der wirtschaftlichen Depression stellte. Herr Erich L ü b b e, Vizepräsident der International Industrial Relations Association, Vorsitzender des Arbeiterrats der Siemens-Schuckert-Werke in Berlin (Mammutkonzern der elektrischen Industrie), zog den Vergleich zwischen der Forschung in der Oekonomie und der Medizin:

„Die Medizin ist seit Jahrhunderten in der Lage gewesen, durch Forschung Mittel zur Verhinderung von Epidemien zu entdecken. Die Oekonomie ist eine junge Wissenschaft und muss noch viele Forschungen unternehmen. Die Medizin macht Untersuchungen der Gesunden, der Kranken und auch der Toten. Die gegenwärtige ökonomische Situation der ganzen Welt stellt für die Arbeitnehmergruppe eine Lebenslage ernster Krankheit dar, und es ist hohe Zeit, einzugreifen. Die Arbeiter in der ganzen Welt, aber besonders in Deutschland, wo die Gefahr am grössten ist, haben kein Interesse daran, dass die Wirtschaftswissenschaft ihren Leichnam untersucht.“

Von Zeit zu Zeit wurde im Laufe dieser Analyse auf besondere Vorschläge für die Forschung Bezug genommen oder auf das Fehlen notwendiger Daten, die implicite Forschungsgebiete empfehlen. Andere Vorschläge bezogen sich auf Forschungsstellen. All das mag kurz folgendermassen zusammengefasst werden:

#### I. Notwendigkeit der Verbesserung der grundlegenden Daten und ihrer internationalen Vergleichbarkeit und Methoden dafür.

Die vorbereitenden Untersuchungen betonten besonders die Notwendigkeit von verbesserten und vergleichbaren Maszen der Beschäftigung und Arbeitslosigkeit, von Löhnen, Gross- und Kleinhandelspreisen und für den Lebensstandard; aber alle wirtschaftlichen Daten müssen verbessert und vergleichbar gemacht werden, wenn eine Untersuchung über die Weltlage durchführbar sein soll.

#### II. Eine quantitative Analyse der Produktionskapazität auf der einen Seite und des Lebensstandards auf der anderen für die Welt als Ganzes.

Das schlug Dr. Neurath vor, der auch als die Methode der quantitativen Analyse das Messen in Gebrauchswerten empfahl, wie sie auf Deutsch als „Naturalrechnung“ bezeichnet wird, weil man so die variablen

## DER KONGRESSARBEITEN

und oft bedeutungslosen Masze der Geldrechnung vermeidet, z.B. den Lohnsatz, Preis und Profit, und das ersetzt durch die quantitative Beschreibung der Produkte und Dienstleistungen auf der einen Seite und auf der anderen der tatsächlichen Elemente des Lebensstandards, Wohnung, Kleidung, physisches Wohlbefinden, Bildung und Erholung.

**III. Qualitative und objektive Analysen der verschiedenen Systeme, Methoden und Massnahmen der Organisation der Wirtschaft und ihrer Resultate, gemessen am Lebensstandard und seinem Verhältnis zur tatsächlichen und möglichen Ausnutzung der Produktionskapazität.**

Das schlug Dr. Neurath als den nächsten Schritt nach der in I vorgeschlagenen quantitativen Analyse vor. Das würde in grossen Zügen einen Weltplan ergeben, worauf zur Durchführung desselben die Untersuchung der technischen Methoden folgen müsse.

**IV. Untersuchungen über die sozialen Aspekte der ökonomischen Verfassung und Verwaltung.**

1.) Dr. W. L. Valk, vom Niederländischen Wirtschafts-Institut, schlug ein Studium der „Technik der sozialen Verfassung“ vor, das sich mit solchen Organisationsgebieten beschäftigen sollte, wie die Auswahl der Führer und der Ausführenden; und die Methoden, um eine Bürokratie zu vermeiden, wenn Einheiten industrieller Organisation verschmolzen werden und sich an Macht, Produktionskapazität und Kapitalinvestierung ausdehnen - ein Problem, das dem Kapitalismus und dem Kommunismus gemeinsam ist.

2.) Herr R. J. Mackay, Geschäftsleiter der Management Research Groups, Grossbritannien, betonte die Wichtigkeit einer Untersuchung der menschlichen Instinkte und Motive als der treibenden Kraft in sozial-ökonomischen Systemen. Er erklärte das so: „Es gibt kein gesellschaftliches Wirtschaftssystem, das allgemein auf dem Erdball angewandt werden kann; und kein System wird auf lange Zeit arbeiten können, wenn es seinen Antrieb, seinen „élan vital“ nur aus einem Teil der menschlichen Instinkte herleitet und verabsäumt, für die Betätigung des Rests genügend zu sorgen. Es wird Erfolg haben in dem Grade, in dem es die oft widerstreitenden Antriebe der egozentrischen und sozialen Instinkte ausbalanciert.“

3.) Herr Mackay schlug ebenfalls Untersuchungen über die sozialen Ergebnisse der verschiedenen Gesellschaftsformen vor - z.B. weitgehend vervollständigte Stabilität und schnell wechselnde Unbeständigkeit - in ihren Einflüssen auf wirtschaftliche Gewohnheiten; so müsste man z.B. den Franzosen mit seinem vorsichtigen Budget mit dem Bürger von Chicago vergleichen, der in planlose Ausgaben eines grösseren Einkommens durch „high-pressure salesmanship“ geführt wird; und andere Gegenstände soziologischer Forschungen, die er für die Voraussetzungen für jede Gesamtplanwirtschaft hält.

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

- 4.) Die verschiedene Anwendungsmöglichkeiten besonderer Systeme, z.B. Massenproduktion und Massenverteilung, in verschiedenen Gebieten der Welt, mit besonderen geographischen und Rassenmerkmalen wurde auch von Herrn Mackay bezüglich ihres Einflusses auf die Planarbeit betont.
- 5.) Eng damit verknüpft waren schon genannte Ausführungen, die Professor Tayler machte, und die Experimente angingen, die in China bei der Einführung der wissenschaftlichen Betriebsführung nach Methoden, die den sozialen Bräuchen, der Geschichte und Haltung der Chinesen entsprechen, gemacht wurden.

### V. Untersuchungen über die Technik der menschlichen Beziehungen in der Industrie.

Das schlug Professor J. H. Richards von der Universität in Leeds vor, der den Wert internationaler Verbindungen zum Zwecke des Erfahrungsaustausches zeigte, um eine Technik der Arbeitsverhältnisse in der Industrie zu entwickeln, die dann den charakteristischen Bedingungen eines jeden Landes angepasst werden könnte. Viele dieser Probleme sind allen Ländern und verschiedenen Wirtschaftssystemen gemeinsam. Diejenigen, die nicht allgemein gelten, werden durch internationalen Vergleich geklärt.

### VI. Untersuchungen über die Verteilung.

Es wurde häufig auf die verhältnismässige Vernachlässigung dieses Gebietes der wirtschaftlichen Organisation hingewiesen. Hinweise darauf brachten in der Diskussion Herr Serrarens und Herr Filene. Die Notwendigkeit einer Untersuchung über die Kosten der Verteilung in Grossbritannien stellte Herr Mackay fest, der auch die Wichtigkeit „einer genaueren Kenntnis der Gewohnheiten des Konsumenten des Produkts und der Veränderung seines Verhaltens unter verschiedenen Arten und Stufen wirtschaftlichen Druckes“ betonte.

### VII. Oekonomische Studien über die Löhne als Produktionskosten und ihr Verhältnis zu den Detailpreisen.

Das wurde von Herrn Kenneth R. Middleton ausgeführt, dem Sekretär der Management Research Groups, Grossbritannien, der das Problem des Gleichgewichts zwischen Produktion und Konsumtion so formulierte: „Die Produzenten sind der Hauptteil der potentiellen Konsumenten. Wenn sie nicht die Macht haben, in steigendem Masse im gleichen Verhältnis zum Steigen der Produktivität zu konsumieren, dann bleibt die Extra-Produktivität in grossem Masse nicht ausgenutzt.“ Als ein Element der Preise kann das Arbeitseinkommen als „Produktionslohnkosten“ bezeichnet werden. Diese „Produktionslohnkosten ergeben zusammengezogen die Gesamtsumme des Einkommens aller Produzenten, so dass die Produzenten im Ganzen von ihrer eigenen (d.h. der ganzen) Produktion keinen grösseren Teil kaufen können als dem Verhältnis der Produktionslohnkosten zu den durchschnittlichen Detailpreisen entspricht... Die Crux des Problems des mangelnden Gleichgewichts von Produktion und Konsumtion erscheint jetzt als die Tatsache, dass die Detailpreise

## DER KONGRESSARBEITEN

nicht ebenso schnell fallen wie die Produktionslohnkosten." Herr Middleton schlug daher eine Analyse der Detailpreise in ihren verschiedenen Elementen vor: a) Materialkosten; b) Produktionslohnkosten; c) Kapitallasten; d) Besteuerung; e) Verteilungskosten. Eine solche Untersuchung würde die verhältnismässige Wichtigkeit all dieser Elemente zeigen, und den Wechsel in ihren Beziehungen, in einer Reihe von allgemeinen Konsumtionsgütern.

### VIII. Untersuchungen über das Problem der landwirtschaftlichen Preise in ihrem Einfluss auf die Kaufkraft des Landwirts.

Dr. Wilbrandt stellte das als ein Problem hin, das keine Lösung findet; aber es ist ein Teil des ganzen Problems des Lebensstandards.

### IX. Organisierung der sozialökonomischen Forschungen mit einem „Welt-Brennpunkt“.

Die Notwendigkeit der Zusammenarbeit zwischen den Sozialwissenschaftlern in den verschiedenen Teilen der Welt wurde von verschiedenen Rednern betont, und zu ihrer Organisierung wurden einige besondere Vorschläge gemacht.

1.) Es wurde vorgeschlagen (von Dr. Levenbach u.a.), dass anstatt eine neue Zentralstelle zu gründen, die Forschungen der Genfer Einrichtungen, des Völkerbunds und des Internationalen Arbeitsamts vertieft und erweitert werden sollten.

Dr. E. C. van Dorp, Holland, meinte, dass das Internationale Arbeitsamt von den konstitutionellen Beschränkungen seiner Studien befreit werden solle, so dass es sich mehr mit den ökonomischen Faktoren befassen könne, von denen die Arbeitsbedingungen nur ein Teil sind.

2.) Dr. Wilbrandt schlug drei Institutionen vor:

a) Ein Internationales Institut für Arbeitsmarktforschung (nicht nur Studien über die wirtschaftlichen Schwankungen). Das würde eine Informationszentrale sein, um Veränderungen in den Möglichkeiten der Beschäftigung vorauszusehen und um die Gebiete der Nachfrage nach Arbeit und ihres Ueberangebots zu beobachten.

b) Ein Internationales Institut für Wirtschafts-Mangelgebiete, das den Ueberschuss an ökonomischer Kapazität oder Ausrüstung in Länder oder Gebiete, die es brauchen, leiten könnte. Seine Informationen würden den Warnungen vor Arbeitslosigkeit des ersten Instituts entsprechen.

c) Eine internationale Bank, um die Pläne beider Institute zu unterstützen.

Obwohl Dr. Wilbrandt diese Vorschläge selbst als nur embryonal bezeichnete, meinte er, dass sie doch die allgemeinen Linien für eine internationale Organisation zur Verhinderung der Arbeitslosigkeit geben könnte.

3.) Wie schon bemerkt, schlug Dr. Landauer eine wirtschaftliche, mit dem internationalen Wetterdienst vergleichbare Auskunftsstelle vor und meinte, die Internationale Handelskammer solle diese Arbeit übernehmen.

4.) Dr. A. B. Cohen Stuart, Holland, der auch der Meinung war, dass Forschungsstellen nötig seien, schlug vor, dass durch eine inter-

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

nationale Zeitschrift *Vorsorge* getroffen werden solle, um die Ergebnisse der Untersuchungen zu verbreiten und die Diskussion und den Meinungsaustausch anzuregen.

5.) Dr. Lorwin schlug eine Weltplanungsstelle vor, die im Völkerbund oder als unabhängige Körperschaft von Spezialisten eingerichtet werden solle. Als einen ersten Schritt befürwortete er inzwischen eine inoffizielle Vereinigung in einem Weltforschungsrat für „die, die sich jetzt zu einem internationalen Standpunkt aufschwingen können“, der „das Denken und die Einbildungskraft im Interesse einer planvollen und vernunftgemässen Organisation des Lebens der Welt“ überall anregen würde.

6.) Dr. F. M. Wibaut schlug der Programmkommission bei ihrer Zusammenkunft mit Rednern während des Kongresses eine Studienkommission über Gesamtplanwirtschaft vor, die als Basis Dr. Lorwins Definition des „sozial fortschrittlichen Typus“ der Planarbeit annehmen und durch Zusammenarbeit mit den bestehenden Stellen die grossen Linien eines Weltplans für die Produktion ausarbeiten sollte.

7.) Die Vorsitzende der Programmkommission fasste diese Vorschläge in dem allgemeinen Vorschlag einer sozialökonomische Weltzentrale zusammen, der in ihrer Schlussansprache in der Schlussitzung näher ausgeführt wurde; sie kündigte gleichzeitig an, dass die Programmkommission weitere Vorschläge annehmen und ausarbeiten würde, um die Ergebnisse des Kongresses zu bewahren und die Fortdauer der Diskussion der Probleme anzuregen, die in dem einen eingeschlossen sind, den Lebensstandard bei allen Völkern im Verhältnis zur Produktionskapazität der Welt zu heben.

Mit welchem Wort sollte nun diese Zusammenfassung schliessen? Wenn es nützlich ist, die Verschiedenheiten von Meinung und Ueberzeugung zu zeigen, so sind diese in der vorhergehenden Analyse genügend untersucht worden. Wenn die Uebereinstimmung betont werden sollte, so kann der Leser sie ebenfalls in den Büchern des Kongresses finden. So mag es genug sein, hier zu sagen, dass die Tatsachen des „Paradoxon“ - Arbeitslosigkeit inmitten wirtschaftlichen Fortschritts - während der Diskussion die ganze Woche hindurch unwidersprochen blieben. Niemand zweifelte am Ernst der gegenwärtigen Krise. Niemand stellte die soziale, ethische und wirtschaftliche Verpflichtung in Frage, einen Ausweg zu finden. Die hauptsächlichsten Meinungsverschiedenheiten gab es bei der Frage der Notwendigkeit eines grösseren Masses von Kontrolle und ihrer Anwendbarkeit, um einen grösseren Ausgleich von Produktion und Konsumtion zustande zu bringen; und noch mehr gingen

## DER KONGRESSARBEITEN

die Meinungen auseinander bezüglich des Umfangs solcher Kontrolle und der Mittel ihrer Durchführung, ob durch einen grundlegenden Wechsel der Eigentumsform, einschliesslich der ganzen Einrichtung des Privateigentums und der Profite; oder durch eine stufenweise Umwandlung der Wirtschaftspraxis und -politik, mit einer experimentellen Haltung gegenüber den Veränderungen in Wirtschaft und Regierung. Noch dazu glaubten einige, die wirtschaftliche Kooperation müsse einem Wechsel in der Staatspolitik vorangehen, während andere behaupteten, vernunftgemässe internationale Beziehungen in Produktion und Handel könnten erst erreicht werden, wenn die Politik sich mit den Problemen, die der letzte Krieg zurückgelassen hat, auseinandergesetzt habe und Sicherheit gegen einen abermaligen Zusammenbruch des Weltfriedens geschaffen sei. Andere meinten, sowohl politische wie wirtschaftliche Massnahmen seien notwendig, da die wichtigsten politischen Probleme heute wirtschaftliche Verwicklungen und Ergebnisse nach sich ziehen, während die Politik durch wirtschaftliche Erwägungen beeinflusst wird.

Nationale Planung wurde schärfer ins Auge gefasst als Weltplanung, die vor dem Kongress wie ein Irrlicht flimmerte und konkreter Beschreibung spottete. Dass das Wirtschaftsleben jeden Volkes durch Einflüsse jenseits seiner Grenzen berührt wird, wurde oft festgestellt. Dass internationale wirtschaftliche Kooperation dringend nötig sei, wurde auch nicht bestritten. Aber dass ein Weltplan für Produktion und Konsumtion jetzt aufgestellt werden könne, wurde nicht bewiesen.

Häufige Hinweise auf die Rolle, die Rohstoffe und Nahrungsmittel im internationalen Handel und die Bedeutung des Schwankens ihrer Preise auf dem Weltmarkt in der gegenwärtigen Depression spielen, legten aber nahe, dass hier zum mindesten ein Anfang mit der Anwendung der Vernunft und Kooperation gemacht werden könne, begründet auf einer weltweiten Einstellung zu den Rohstoffen der Erde. Hier

## UEBERSICHT UND ZUSAMMENFASSUNG

war sicher ein Feld für sofortige Analyse, aus der ein Plan entspringen könnte. Wenigstens würde seine Vernünftigkeit eine Aufforderung für die Völker bedeuten, diese ersten Schritte zu einer wirtschaftlichen Integration zu unternehmen.

Hierzu als einem vielversprechenden Feld für Welt-Forschung fügte das Kongressmaterial als Gegenstand fortgesetzten Studiums die Versuche einer Organisation der Wirtschaft, die tatsächlich in drei „Laboratorien“ fortschreiten:

- 1.) die wissenschaftliche Betriebsführung in den Vereinigten Staaten und Europa;
- 2.) die Genossenschaftsbewegung in vielen Ländern;
- 3.) Planung der Gesamtwirtschaft, so wie sie in Sovjetrussland demonstriert wird.

Für die Teilnehmer des Kongresses und für die, die seine Veröffentlichungen studieren werden, besteht die Bedeutung des Weltkongresses für sozialökonomische Planung im Jahre 1931 nicht in Schlussfolgerungen oder in endgültigen Antworten auf Probleme, sondern im Antrieb zur Forschung und zum Experiment auf Gebieten, die begrenzt genug sind, um Erfolg zu versprechen, aber geleitet von einer Bewusstheit des Dranges der Geschichte zur Welteinheit.

## **THE PRESENT GROWTH OF WORLD PRODUCTIVE CAPACITY BY DR. OTTO NEURATH, DIRECTOR SOCIAL ECONOMIC MUSEUM, • VIENNA**

---

At the present time there exists a particularly marked divergence between the productive capacity of the world and the actual standard of living of its inhabitants.

Three groups of scientific problems automatically result:

- (1) the demonstration of the existence of this divergence between the productive capacity of the world and the standard of living of its inhabitants;
- (2) the determination of the causes of this phenomenon, and the ascertainment of the explanatory correlations which exist between this divergence and the economic order;
- (3) a prognosis for the future of the human standards of living as determined by the productive capacity of the world.

Scientific research may admit of several possibilities of approach.

As a means of representing both productive capacity and the divergence existing between it and the standard of living, money values are unsuitable. The whole history of economic crises shows that, even apart from the complications of free competition, and apart from complications associated with the inadequate purchasing power of wages, "commercial arithmetic" itself provides one of the paradoxes of the crisis. Even in the early days of capitalism there are abundant instances of harvested crops being partially destroyed by their owners, in order to secure a higher return in the market. In ancient times, we are told, the Egyptians cut down valuable papyrus plants. Similarly, as Adam Smith relates, in a fruitful year the Dutch burnt down all spice-producing plants over and

• Gesellschafts- und Wirtschaftsmuseum.



## THE PRESENT GROWTH OF

above a specified quantity in the Spice Islands. From this it is only a step to the recent destruction by burning of quantities of coffee in Brazil. If we disregard such matters as possible mistaken investments, credit stringency or the other factors associated with an economic crisis, this provides an instance of "commercial arithmetic" in its purest form. This is how it works:

100 units at a price of 3 per unit produce a total return of 300.  
200 units at a price of 2 per unit produce a total return of 400.  
300 units at a price of 1 per unit produce a total return of 300.

By increasing production from 100 to 200 units, increased returns are secured with a falling price per unit, whereas any further increase in production reduces the monetary return, so that it is to the advantage of the vendor to destroy supplies. With production steadily expanding, it is possible, therefore, for the money value to increase at first and then to diminish after reaching a maximum point. Money values are therefore unsuitable for our purposes.

We must adopt the method of reckoning in kind if we wish to consider production and consumption not from the point of view of their commercial exploitation, but from the point of view of their value as agents for promoting human welfare. In order to arrive at the above mentioned demonstration of the existence of the divergence in question, a system of statistics of universal application entirely independent of money values must be evolved. We must mark out the basic resources at man's disposal: arable land, forest land, uncultivated land which can still be made productive, supplies of raw materials, the existing means of production and transport, labour, etc. Then we can proceed to examine into the extent to which products and services are actually used by man. But it is also possible to determine what quantities of goods produced are not consumed. Such a "long-sighted" economic policy avoids

## WORLD PRODUCTIVE CAPACITY

the destruction of commodities which are ready for consumption; it does not, for instance, exploit potential production to the full, but nips it in the bud to some extent, in the manner of the Dutch when they gave premiums for the collection of the buds and young leaves of the wild clove, in order to reduce the supplies of the finished product. This in industry corresponds to the closing down of factories and, in mining, to the dismantling of pits. A thorough analysis will endeavour to embrace quantitatively the fully developed potentialities of production, and even, under certain conditions to be more closely formulated, the prospects open to exploitation: productive capacity in short.

Any comparison between actual and potential production and between actual and potential consumption necessitates at the outset an examination into the functioning of the economic system and the determination of the explanatory correlations already referred to between the economic system and a restricted utilisation of productive capacity. This makes it necessary, in addition to the system of statistics of universal application relating to concrete economic conditions in the past and present, to devise a social model which will enable us to discern the functioning of the economic system and the changes brought about by its functioning. We are not dealing with a static system, nor even always with changes within the same system, but with changes in the system itself, a system which, from the feudalism of the Middle Ages, has developed by way of bureaucratic mercantilism into modern capitalism, and is now in process of further transformation. Forecasts of mankind's future supply of products and forecasts of the extent to which productive capacity will require to be utilised cannot be made quite independently of forecasts of the future course of the social order as a whole.

It is plain that the theory of trade cycles in its usual form, while affording valuable suggestions, teaches us very little of

## THE PRESENT GROWTH OF

the relations between productive capacity and consumption. It has not successfully established its validity, since it did not even enable the present severe crisis to be foreseen. There are important correlations which are not registered on the trade cycle barometer but are better discerned from an analysis of the social model. The theory of trade cycles is bound to break down fundamentally in cases where the free play of the markets is materially restricted or entirely eliminated. The revolutionary changes taking place in the U. S. S. R., changes which depend not on the automatic functioning of the market but on the collective will, might possibly be prognosticated by "empirical sociology"; the trade cycle theory does not, for example, enable us to ascertain from the barometer readings whether the economic plan of the next five years will, on balance, promote consumption or the creation of the means of production. In order to subject any given forms of economic life to a critical analysis, we require a system of statistics of universal application, a social model and, in general, an empirical sociology.

Official statistics constantly require to be supplemented by estimates; the more factors covered by estimates, the more reliable the estimates. Individual estimates mutually confirm each other. Thus they often serve to correct errors in official statistics. "A good estimate is better than a false computation."

Considerable statistical material now exists to show, partly in world terms and partly by individual examples, that at the present time any shortage of the principal products is not due to deficient productive capacity. Malthus is proved wrong all along the line. The concrete figures of actual production themselves show that agricultural, mining and industrial production expands more rapidly than populations. Anyone anticipating rapid developments in the agglomeration of population need attach no great importance to the question of regional difficulties of supply, although this has been unduly stressed

## WORLD PRODUCTIVE CAPACITY

by many theorists. A full utilisation of the means of production existing to-day and the general application in agriculture of machinery and artificial manures will ensure an ample sufficiency of bread for everyone.

A whole series of calculations have been made showing that the full normal demand for boots and shoes could be met by a fraction of the existing boot and shoe factories. Similar calculations are known to have been made for other branches of industry.

If the conception of productive capacity is extended in scope, it is possible by some exertion to calculate the extent to which the available water-power is exploited for the production of electricity. It would not be fantastic to say that many other sources of energy could also be taken into account. It is possible to compile data regarding oil areas which are deliberately not exploited, and also data of other supplies of unutilised materials.

The chief task confronting us to-day, however, is to obtain a clear conception of the present position, to provide, so far as possible on the basis of statistics, a conspectus of the means of production and the extent to which they are utilised, the volume of supplies held in reserve and the extent of the destruction of goods ready for consumption, and then to set all this against the figures of the unemployed and the needy. A system of universal statistics must endeavour to delineate the varying levels in the standards of living, which are connected in the most intimate way with our social and economic order. Figures of the average "standard of life" lead only too readily to false conclusions. A situation in which the standard of living is undergoing a uniform improvement cannot be distinguished from one in which, although the average standard of living is the same, enormous wealth exists alongside mass poverty.

An analysis of recent developments, an analysis of war-time

## WORLD PRODUCTIVE CAPACITY

economy, in particular, shows how loose is the connection between a favourable trade situation and enhanced well-being. An analysis of war-time economy also shows, however, that it is possible by collective measures to exercise a systematic control over production and consumption - a control which at the time in question was directed towards the destruction of life and material. The history of war-time economy provides us with important statistical material, and varied and valuable experience of organisation and economic planning.

A system of universal statistics will deal with productive capacity and consumption, i.e., with housing, food, clothing, education, sport, entertainment, and also with leisure time, the extension of which is not the least important product of technical development, the full effects of which are however prevented from making themselves felt by organisational factors. World economic surveys which take into account international freighting and international trade are of particular importance for the purposes of economic planning, since the tendencies towards framing a variety of economic plans independent the one of the other on a national basis and the creation of independent economic areas are frequently an obstacle in the way of these comprehensive scientific analyses. However much opinion may differ regarding the future development of human society, no matter how greatly individual conclusions may diverge, it is possible for analysis of productive capacity and its relationship to the standard of living to be accepted as a common platform for scientific research. Such a scientific analysis may bring about a general understanding of the basic facts here considered and provide the basis for successful practical results.

**LES PROGRÈS RÉCENTS DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION DANS LE MONDE** PAR M. LE Dr. OTTO NEURATH, DIRECTEUR DU MUSÉE ECONOMIQUE ET SOCIAL \*) VIENNE

---

Une grande divergence existe actuellement entre la capacité de production du monde et le niveau de vie moyen des hommes. Trois groupes de problèmes scientifiques en découlent logiquement:

- (1) Mise en évidence de cette divergence entre la capacité de production mondiale et le niveau de vie moyen de l'humanité.
- (2) Détermination des causes de ce phénomène. Recherche des corrélations existant entre cette divergence et l'organisation économique actuelle.
- (3) Prévisions sur l'avenir des niveaux de vie humaine en tant que dépendant de la capacité de production mondiale.

La science nous laisse ouvertes, dans ces voies, de nombreuses possibilités.

On ne peut tout d'abord se représenter convenablement la capacité de production, ni la divergence entre elle et les niveaux de vie en ramenant tout à la valeur de la monnaie. L'histoire des crises économiques nous montre précisément que, sans faire intervenir les complications de la libre concurrence, ni celles qui sont liées à l'insuffisance du pouvoir d'achat des salaires ouvriers, la simple "table de multiplication commerciale" suffit à expliquer à elle seule un des paradoxes des crises. Dès l'aurore du capitalisme on recontre en effet des cas de destruction partielle des produits du sol récoltés en abondance, destruction voulue par les propriétaires eux-mêmes, dans le but d'augmenter la valeur totale en argent de la récolte. On rapporte que, dans l'antiquité, des buissons de papyrus de valeur ont été détruits à coups de hache. De

\* Gesellschafts- und Wirtschaftsmuseum.

## LES PROGRÈS RÉCENTS DE

même, ainsi que le signale Adam Smith, les Hollandais brûlèrent dans l'Insulinde toutes les plantes aromatiques qui, au cours d'une année d'abondance, dépassèrent une production déterminée. Le même ordre d'idées nous conduit directement aux milliers de sacs de café brûlés tout récemment au Brésil. Sans qu'il soit question d'investissement soi-disant mal employés, ni de restriction de crédits, ni d'autres facteurs invoqués d'ordinaire, intervient ici la "table de multiplication commerciale" qui constitue à l'égard des crises un véritable bouillon de culture.

En voici le schéma:

100	objets	à	3	francs	ont	une	valeur	totale	de	300	francs.
200	"	"	2	"	"	"	"	"	"	400	"
300	"	"	1	"	"	"	"	"	"	300	"

L'augmentation de la production de 100 à 200 permet à la fois la baisse du prix unitaire et l'augmentation de la valeur totale en argent, alors qu'une nouvelle augmentation de la production fait baisser la valeur totale; il s'ensuit que le producteur tire un bénéfice de la destruction partielle de ses produits. Si l'on suppose la production constamment croissante, la valeur totale en argent de cette production monte d'abord, passe par un maximum et baisse ensuite. Il en résulte que la monnaie ne peut être adoptée utilement comme point de comparaison.

Il faut que nous nous servions d'un point de comparaison naturel et que nous considérions la production et la consommation non pas au point de vue des opérations commerciales, mais au point de vue de la recherche du bien-être humain. Pour mettre en évidence la divergence mentionnée plus haut, il faut élaborer une statistique universelle des données économiques, indépendante de toute notion de valeur. Il faut prendre en considé-

## LA CAPACITÉ DE PRODUCTION DANS LE MONDE

ration, à cet effet, toutes les ressources économiques essentielles dont dispose l'humanité: terres cultivées, forêts, sols inutilisés susceptibles d'être mis en culture, gisements de matières premières, moyens de production et de transports existants actuellement, forces de travail, etc. Ensuite, il faut rechercher les quantités de produits et de travail qui sont effectivement utilisées par les hommes. On peut également déterminer les quantités produites qui ne parviennent pas au consommateur. Une telle politique économique "qui prévoit" évite la destruction des marchandises consommables c'est-à-dire n'accapare pas à l'avance toutes les capacités de production, supprime en quelque sorte le germe, comme le faisaient les Hollandais en payant des primes pour la cueillette des boutons et des jeunes pousses de clous de girofle sauvages afin d'abaisser à l'avance la quantité de produits marchands à récolter. Cela correspond dans l'industrie à la fermeture de certaines fabriques, à l'abandon de certaines mines. Une analyse approfondie permettrait une détermination quantitative des possibilités de production - ainsi que des chances que l'on a d'en tirer tout le parti possible sous certaines conditions à préciser - c'est-à-dire de la capacité de production.

Toute comparaison entre la production réelle et la production possible, entre la consommation réelle et la consommation possible, nous oblige à examiner le fonctionnement de l'organisation économique actuelle et à déterminer les corrélations mentionnées plus haut entre cette organisation et l'utilisation incomplète de la capacité de production. D'où la nécessité d'esquisser, à côté de la statistique universelle, des données économiques concrètes dans le passé et dans le présent, une analyse de la structure sociale qui nous permette de discerner le fonctionnement de l'organisation économique et les modifications résultant de ce fonctionnement. Nous n'avons pas à faire à un système rigide, ni à des modifications continues au sein de ce système, mais



## LES PROGRÈS RÉCENTS DE

à des transformations de ce système lui-même qui, ayant déjà évolué du type médiéval-féodal au type mercantile-bureaucratique, puis au type capitaliste moderne, est actuellement le siège d'une nouvelle transformation. Prévoir la consommation future de biens directs par l'humanité, prévoir le degré d'utilisation de la capacité de production mondiale ne peut se faire sans prévoir au préalable le sort de la société humaine dans son ensemble.

Il est clair que la science de la conjoncture nous fournit, dans sa forme actuelle, de précieuses indications; mais elle nous éclaire bien peu sur les relations entre la capacité de production et la consommation. La science de la conjoncture n'a pas fait complètement ses preuves, car elle n'a pas su prévoir la profonde crise actuelle. Il y a des corrélations importantes sur lesquelles le baromètre de la conjoncture ne peut pas nous orienter et que nous ne pouvons guère apprendre à connaître qu'en analysant la structure sociale. La science de la conjoncture doit surtout nous renseigner sur les points où les transactions commerciales se trouvent fortement réduites ou complètement arrêtées. En U. R. R. S., les mouvements économiques, qui ne reposent pas sur l'automatisme des marchés, mais sur des décisions collectives, peuvent être prévus au moyen d'une "sociologie empirique": par suite, la science de la conjoncture ne peut se référer au baromètre économique pour prévoir si, par exemple, le second plan quinquennal développera particulièrement la consommation ou la construction des moyens de production. Pour pouvoir faire l'analyse critique d'une forme d'économie dirigée, il est nécessaire de prendre comme base la statistique universelle et la structure sociale, et de se référer d'une façon générale à une sociologie empirique.

Les données numériques doivent toujours être complétées par des estimations. La statistique conjecturale est d'autant plus digne de confiance qu'elle comporte plus de

## LA CAPACITÉ DE PRODUCTION DANS LE MONDE

données; les estimations isolées se contrôlent mutuellement. Souvent les fautes contenues dans les statistiques officielles sont ainsi corrigées. Il vaut mieux apprécier correctement que mal calculer.

De nombreuses données numériques permettent de se rendre compte, en considérant l'ensemble du monde ou simplement des cas particuliers, qu'il n'y a plus aujourd'hui aucune crainte de manquer des produits essentiels par insuffisance de la capacité de production. Malthus a fait erreur sur toute la ligne. Les chiffres de production concrets eux-mêmes montrent que le taux d'accroissement des productions agraire, minière et industrielle sont supérieurs à celui de la population. Ceux qui escomptent un prochain rapprochement entre les peuples ne sauraient attribuer un grand poids aux difficultés économiques locales sur lesquelles insistent exagérément certains théoriciens. L'utilisation intégrale des moyens de production actuellement existants, l'emploi généralisé des machines agricoles et des engrais artificiels assureraient à chacun un pain abondant.

On a calculé qu'une partie seulement des fabriques de chaussures actuellement existantes suffirait à couvrir l'ensemble des besoins tels qu'ils se manifestent actuellement. Et le même fait se reproduit pour nombre d'industries. Poursuivant l'étude de la capacité de production, on peut évaluer assez exactement l'énergie électrique susceptible d'être fournie par l'ensemble des forces hydrauliques actuellement captées. On peut aussi prendre en considération maintes autres sources d'énergie, en se gardant toutefois des estimations fantaisistes. Des données peuvent être également recueillies sur les gisements pétrolifères intentionnellement non utilisés, et en général sur les réserves reconnues de matières premières.

Mais la tâche présente est, avant tout, de caractériser l'état économique actuel, de donner un aperçu (reposant le plus possible sur des chiffres) des moyens de production existants,

## LES PROGRÈS RÉCENTS DE

de la quantité de produits qui parviennent effectivement au consommateur, en mettant en regard de ces données le nombre des chômeurs et des indigents. Une statistique universelle doit chercher à faire ressortir les inégalités des niveaux de vie, inégalités qui sont étroitement liées à notre organisation économique et sociale. Les données qui ne concernent que le niveau de vie moyen induisent facilement en erreur. Une élévation uniforme des niveaux de vie est bien différente d'une augmentation de richesse de la seule classe aisée, alors que les deux faits peuvent se traduire par la même moyenne. L'analyse de l'enrichissement des classes possédantes, et notamment de l'économie de guerre, montre combien les relations sont lâches entre une conjoncture commerciale favorable et un accroissement du bien-être général. En même temps, cette analyse de l'économie de guerre montre que l'on peut diriger la production et la consommation par des mesures collectives - mais le résultat de ces efforts ne pouvait être à ce moment que la destruction des hommes et des biens. L'histoire économique de la guerre fournit en tout cas d'importantes données statistiques et de nombreux exemples d'organisation qui relèvent de l'économie dirigée.

Une statistique universelle doit prendre en considération la capacité de production et la consommation, c'est-à-dire le logement, l'alimentation, l'habillement, l'éducation, les sports, les distractions, etc., et aussi la durée de consommation, dont l'allongement n'est pas la moins importante des conquêtes de la technique moderne, entravée dans son développement pour des raisons d'organisation économique. Une vue d'ensemble sur l'économie mondiale, comportant des données sur le commerce maritime international et sur le commerce international en général, présente une importance toute particulière à l'égard de la notion d'économie dirigée, parce que cette analyse économique générale et méthodique risque d'être entravée par les tendances nationales (adoption de plans économiques nationaux indépendants les uns des autres) ou par les intérêts par-

## LA CAPACITÉ DE PRODUCTION DANS LE MONDE

ticuliers dans chaque domaine économique.

Si la discorde domine l'évolution future de la société humaine, les décisions individuelles divergeront alors que l'analyse de la capacité de production et de ses relations avec les niveaux de vie constitue une plateforme de recherches scientifiques communes. Une telle analyse scientifique peut avoir comme résultat l'éclaircissement général des questions fondamentales que nous venons d'aborder et servir de point de départ à d'heureuses réalisations pratiques.

**LA GESTION SCIENTIFIQUE\*, CONSIDÉRÉE COMME PRINCIPLE PHILOSOPHIQUE ET TECHNIQUE D'UNE STABILISATION INDUSTRIELLE PROGRESSIVE, PAR M. H. S. PERSON, PH. D., DIRECTEUR ADMINISTRATIF DE LA TAYLOR SOCIETY, NEW YORK**

---

Le citoyen des Etats-Unis ne connaît qu'une vie sociale en perpétuel devenir. Il ne peut, par conséquent, formuler sa pensée en termes relatifs à une société offrant un caractère statique. Donc, dans le langage industriel qu'il emploie, le mot stable n'implique pas une conception statique. Ce terme correspond à la notion d'équilibre en mouvement comme l'est par exemple l'équilibre d'un navire en mer; c'est-à-dire à la notion de progrès régulier et ordonné.

C'est en ce sens que la gestion scientifique constitue une grande force de stabilisation. Appliquant les principes fondamentaux de recherche et de standardisation, elle découvre, définit, regroupe et coordonne les facteurs d'un problème de gestion, les soumet à une règle concertée et établit ainsi une stabilité relative. Elle cherche à obvier aux déperditions causées par un empirisme de cas d'espèce et s'efforce de leur substituer les épargnes résultant d'une évolution déterminée à l'avance. A mesure qu'elle essaie de stabiliser ainsi un domaine restreint, la gestion scientifique découvre qu'il lui est impossible de parvenir à une stabilisation complète, si ce domaine limité où elle opère est en butte à des forces issues d'un entourage lui aussi instable, et soustrait à son influence. Elle découvre également même d'accroître l'instabilité du domaine extérieur environnant.

Au cours des cinquante années de son développement, afin de

\* L'auteur de la présente étude ayant fait remarquer, à juste titre, qu' "administration scientifique" ne traduisait pas exactement "scientific management" et qu' "organisation scientifique" s'écartait encore plus de l'original, nous avons adopté le terme "gestion scientifique". Il correspond littéralement à l'expression anglaise dont il constitue l'équivalent rigoureux à tous égards, à cause de son sens économique implicite.

Il y a d'ailleurs lieu de s'étonner qu'il ne soit pas employé plus souvent quand il s'agit d'exprimer, en français, la notion de "scientific management" proprement dite.

## LA GESTION SCIENTIFIQUE

sauvegarder les résultats obtenus dans un champ plus restreint, la gestion scientifique s'est donc vu forcée d'adapter et d'appliquer sa technique à la stabilisation d'aires de gestion toujours plus étendues. Historiquement, elle a commencé par stabiliser la situation au poste de travail individuel, ce qui lui a permis d'édifier sa technique fondamentale, et de formuler les principes de cette technique. Mais elle a dû, aussitôt, faire face à la tâche qui consistait à stabiliser les postes de travail dans leurs rapports réciproques, c'est-à-dire qu'elle a dû stabiliser le service de production tout entier de l'usine. En outre, et simultanément, il lui a fallu aborder le problème consistant à stabiliser les rapports, soit entre le travailleur et sa besogne, soit entre les travailleurs eux-mêmes, soit enfin entre les travailleurs et la direction. Ce faisant, elle a formulé les premiers procédés organisés de gestion destinés à choisir et à instruire les travailleurs, à pénétrer la nature des relations fonctionnelles et à supprimer les causes de frottements; finalement, elle a créé les premiers exemplaires de chefs de service fonctionnalisés dans le maniement du personnel.

Lorsqu'après la récente guerre générale, un marché à la baisse s'est substitué à un marché à la hausse, et que l'industrie s'est trouvée en présence du problème consistant à organiser les ventes avec plus d'efficacité, la gestion scientifique a orienté son attention sur la stabilisation du domaine encore plus vaste des rapports entre une entreprise donnée et ses débouchés, objets de concurrence. C'est ainsi qu'elle a élaboré la gestion scientifique des ventes. Elle a déployé cet effort, en partie pour défendre la stabilité qu'elle avait déjà réalisé sous le rapport de la production, et en partie aussi pour répondre à la mise en demeure intrinsèque du nouveau problème. En même temps, la situation nouvelle de l'industrie exigeait une stabilisation plus parfaite de l'administration générale, laquelle constitue la fonction coordinatrice suprême de l'entreprise. C'est la gestion scientifique qui a permis de réaliser cette

## LA GESTION SCIENTIFIQUE

stabilisation plus complète, en appliquant sa technique de plans d'action préalables sous forme de programmes de ventes, de programmes de production et de budgets.

Cette technique de stabilisation détaillée et générale, s'est développée de manière si efficace dans tous les domaines de l'entreprise individuelle, qu'à l'heure présente, de grandes sociétés, possédant de multiples usines éparpillées dans l'espace, sont en mesure de les gérer comme un tout organique, et avec plus d'efficacité que n'était mené, il y a un quart de siècle, le petit établissement ramassé sur lui-même. Ce progrès a donné lieu à des constatations dont on ne saurait trop apprécier la valeur comme apport à tout essai de gestion collective qui concernerait des domaines industriels encore plus étendus.

L'on n'a pas encore appliqué la gestion scientifique à l'industrie tout entière prise collectivement. Mais l'état présent de désorganisation industrielle du monde met la communauté humaine en demeure de mieux gérer son industrie. La nouvelle technologie de la production et de la distribution a permis à l'industrie d'accroître sa productivité et d'augmenter ainsi le bien-être des hommes, pourvu que certaines forces échappant à l'emprise de cette industrie, ne bouleversent pas ceux de ses éléments dont l'équilibre est le plus délicat. Jusqu'ici l'on ne s'est pas encore rendu maître des rapports entre les unités en concurrence réciproque que sont les diverses entreprises au sein d'une industrie individualiste; ces rapports anarchiques constituent une force perturbatrice qui cause des bouleversements périodiques dans le mécanisme du couple production-distribution, et détermine ainsi des arrêts dans les opérations industrielles, puis le chômage, et enfin la misère. A mesure que le mécanisme production-distribution devient plus efficace, de tels bouleversements se montrent toujours plus destructeurs du bien-être humain, parce que le mécanisme dont il s'agit exige une spécialisation croissante et entraîne, par conséquent, des relations fonctionnelles toujours plus com-

## LA GESTION SCIENTIFIQUE

pliquées. Si nous voulons éviter un désastre, nous devons pouvoir commander à la somme totale des phénomènes industriels, - qu'il s'agisse de l'entreprise en concurrence ou des techniques de production et de distribution. Il nous faut, pour cette raison, aboutir à un degré de stabilisation comparable à celui que l'organisation scientifique a rendu possible dans l'entreprise individuelle, et il nous faut y aboutir aussi bien dans chaque industrie majeure et dans chaque industrie nationale considérée dans son ensemble, que dans les relations économiques universelles. La nécessité s'impose donc à nous d'établir la technique d'une stabilisation collective, en tirant nos matériaux de la technique que l'industrie privée a déjà su instituer et mettre à l'épreuve.

La rationalisation pour sa part, représente le concept qui définit le but à atteindre; la gestion scientifique, quant à elle, constitue la technique qui permet d'accomplir la tâche ainsi déterminée. Rationalisation et gestion scientifique s'unissent sur le plan de la stabilisation collective. Lorsqu'elles s'y seront effectivement confondues, elles fourniront les éléments essentiels permettant d'établir une situation et des relations humaines plus satisfaisantes dans l'industrie du monde entier.



VUE A VOL D'OISEAU DE LA GESTION SCIENTIFIQUE,  
(L'ORDRE INDIQUÉ DE GAUCHE A DROITE CORRESPOND GROSSO MODO: (1) A LA SUCCES  
S'APPLIQUE LA

COMME MOYEN D'ABOUTIR GRADUELLEMENT A LA STABILISATION ÉCONOMIQUE  
SION CHRONOLOGIQUE DES FAITS; (2) A L'ÉTENDUE CROISSANTE DES DOMAINES OU  
GESTION SCIENTIFIQUE)

PRINCIPES GÉNÉRAUX	PRINCIPAUX ÉLÉMENTS TECHNIQUES DE L'ACTIVITÉ INDIVIDUELLE			PRINCIPAUX ÉLÉMENTS TECHNIQUES DE L'ACTIVITÉ INDIVIDUELLE			ACTIVITÉ COLLECTIVE
	I. POSTE DE TRAVAIL	II. ATELIER	III. PERSONNEL	IV. TECHNIQUE MARCHANDE	V. FINANCEMENT	VI. ADMINISTRATION GÉNÉRALE	
Les RECHERCHES scientifiques sous leurs diverses formes constituent le moyen d'aborder la solution de tous les problèmes d'organisation	Etudes techniques relatives à la conception de l'outillage. Etudes économiques relatives aux dimensions et au débit de production des machines Etudes des méthodes: Etude des temps Etude des mouvements Etudes relatives au comportement des matériaux Etudes relatives à l'habileté professionnelle	Etudes relatives tant aux rapports existant entre les ressources et les catégories d'habileté professionnelle disponibles aux divers postes de travail qu'à la manière la plus efficace de coordonner et de proportionner ces facteurs, selon les conditions variables régissant la nature et la quantité des commandes qui parviennent à l'atelier	Etudes des aptitudes mentales et manuelles Etudes des caractéristiques personnelles que les diverses tâches exigent de l'exécutant Etudes des conditions et réactions émotionnelles Etudes des organisations de groupe	Etude critique quantitative et qualitative Etude des demandes des consommateurs Etude des canaux de distributions Etude des méthodes de vente Etude de l'intensification des ventes Etudes relatives à la concurrence	La plupart des données nécessaires pour cette section sont fournies par les autres sections, par exemple des frais Les études sur le marché des capitaux Les études sur les crédits accordés aux clients et les recouvrements opérés auprès de ceux-ci Les études sur les prix des matières premières quand les achats présentent le caractère d'une spéculation plutôt que d'une opération courante (par exemple, coton, caoutchouc). Les études sur les indices financiers	Etude de l'état et des tendances de: L'industrie en général L'industrie particulière considérée L'entreprise particulière considérée Pronostics industriels Etude des indices de fonctionnement relatifs à la gestion Les recherches poursuivies dans toutes les sections contribuent à établir les renseignements nécessaires à l'administration générale	L'on n'a pas appliqué, dans le domaine national et international, la gestion scientifique à la stabilisation de l'industrie, bien que l'on ait abordé certains essais qui, tout en étant orientés vers cet objet, ne le prenaient pas pour fin unique et comportaient en même temps des tentatives visant d'autres champs de de l'organisation sociale ce qui a obscurci les résultats obtenus
La STANDARDISATION fournit la base d'entente nécessaire pour réaliser l'effort de collaboration entre les éléments intéressés, car elle permet de formuler les buts visés, lignes de conduite, plans, projets, ressources, méthodes, conditions, etc. appelés à devenir des facteurs constants en matière de préparation des programmes et d'exécution	Spécifications relatives aux: Matériaux Machines Outils et appareils Produits Temps unitaires Méthodes Tâches Conditions Tarifs de salaires Qualités Quantités	Spécifications prévoyant comment doivent être coordonnées, proportionnées et appliquées les habiletés professionnelles et les ressources disponibles, selon les diverses conditions qui régissent la nature et la somme de travail à exécuter Horaires de production	Spécifications des caractéristiques personnelles que les diverses tâches exigent de l'exécutant Spécifications relatives à l'engagement, l'avancement, et le congédiement du personnel Spécifications relatives à la formation professionnelle et à la communication des renseignements Spécifications relatives aux relations de personnel et aux relations de groupe	Spécifications Programmes de ventes Contingents: par régions, par produits et par agents Canaux de distribution Méthode de vente Prix Escomptes Salaires et commissions	Spécifications Étalons de frais Indices financiers	Spécifications de: Lignes de conduite Projets Plans Programmes principaux Budget principal Indices de fonctionnement Indices de relations avec l'industrie en général	
La MAÎTRISE de la situation s'obtient grâce à l'observation concertée des "lois" qui régissent spécifiquement cette situation. Les recherches scientifiques permettent de découvrir ces lois, qu'il faut énoncer en termes de standardisation, pour en rendre possible l'application pratique	Approvisionnement en matériaux et en outils Spécifications des tâches et des opérations Vérification des produits Vérification des opérations	Séparation fonctionnelle entre la préparation des programmes et l'exécution Classement des opérations Etude critique des commandes Cheminement: étude critique de la succession des opérations composant une tâche Etablissement des horaires ou attribution des opérations aux divers postes de travail, conformément au plan de cheminement Vérification des produits, des résultats et des frais	Orientation systématique et rationnelle de la conduite suivie par les intéressés de manière à satisfaire aux spécifications indiquées ci-dessus	Séparation fonctionnelle entre l'établissement des programmes et l'exécution	Vérification des opérations financières de gestion, par comparaison avec les divers indices financiers	Vérification de: La conformité des opérations avec les budgets et programmes Examen spécial des situations exceptionnelles Décisions rapides au sujet des changements de buts et de ligne de conduite	
LACOLLABORATION en tant que disposition d'esprit, constitue la condition d'un effort commun efficace, d'autre part, en tant que conduite à suivre, elle résulte de l'énoncé des étalons applicables aux buts à atteindre, aux ressources à utiliser, aux méthodes à employer et aux rapports à établir entre tous les éléments de la situation	Tous les facteurs qui interviennent pour créer la situation d'ensemble favorisent par leur combinaison la collaboration considérée tant comme condition que comme résultat de l'activité déployée; ces facteurs sont les suivants: compréhension et acceptation d'un dessein collectif; instruction des participants et compréhension des détails; acceptation de responsa-			bilités complémentaires dépendant du dessein collectif et accomplissement des devoirs qui en découlent; sélection, affectation et avancement convenables du personnel; préparation de ressources adéquates; partage équitable des avantages économiques collectifs; relations humaines entre les personnes; fourniture régulière en travaux à exécuter.			

**WISSENSCHAFTLICHE BETRIEBSFÜHRUNG ALS  
EINE PHILOSOPHIE UND TECHNIK FORTSCHREITENDER  
INDUSTRIELLER STABILISIERUNG, VON H. S. PERSON, PH. D.,  
LEITENDER DIRECTOR DER TAYLOR-GESELLSCHAFT, NEW YORK.**

---

Weil der Amerikaner nur mit einem immer wechselnden sozialen Leben Erfahrung gehabt hat, kann er nicht in Begriffen einer statischen Gesellschaft denken. Deshalb bezieht sich das Wort "stabil" in seinem industriebetreffenden Gebrauch nicht notwendig auf einen statischen Zustand. Es umgreift einen Zustand beweglichen Gleichgewichts, wie bei einem Schiff auf der See, geregelt und geordneten Fortschritt.

In diesem Sinne ist wissenschaftliche Betriebsführung eine grosse stabilisierende Kraft. Durch Anwendung der grundlegenden Prinzipien von Untersuchung und Standardisierung entdeckt, rekonstruiert, definiert und koordiniert sie die Faktoren einer Situation der Betriebsführung, bringt sie unter kooperative Kontrolle und errichtet dadurch relative Stabilität. Sie sucht die Verschwendung der Zufälligkeit durch die Wirtschaftlichkeit einer im voraus bestimmten Entwicklung zu ersetzen.

In dem Stabilisierungsprozess eines in dieser Art begrenzten Bezirks entdeckt wissenschaftliche Betriebsführung, dass vollkommene Stabilisierung unmöglich ist, wenn Kräfte von einer unstablen Umgebung, die ausserhalb ihrer Kontrolle liegen, gegen den begrenzten Bezirk anstossen. Sie entdeckt auch, dass der Prozess, welcher den begrenzten Bezirk stabilisiert, die Unstabilität des umgebenden Bezirks vermehren kann.

Deshalb ist wissenschaftliche Betriebsführung in den 50 Jahren ihrer Entwicklung gezwungen worden, ihre Stabilisierungstechnik immer grösserer Bezirke von Betriebsführung theoretisch und praktisch anzupassen, um ihre Erfolge in einem kleineren Bezirk zu sichern. Zuerst entwickelte sie ihre grundlegende Technik und formulierte ihre Prinzipien zur Stabilisierung der Verhältnisse am individuellen Arbeitsplatz. Unmittelbar darauf wurde sie gezwungen, sich mit der Aufgabe zu befassen, Arbeitsplätze im gegenseitigen Beziehungsver-

## EINE PHILOSOPHIE UND TECHNIK

hältnis, d.h. die gesamte Produktionsabteilung der Fabrik zu stabilisieren. Gleichzeitig griff sie auch das Problem auf, die Beziehungen zwischen einem Arbeiter und seiner (Akkord-) Arbeit, zwischen Arbeitern untereinander und zwischen Arbeitern und Betriebsführung zu stabilisieren, und hierbei formulierte sie die ersten organisierten Verfahren in der Betriebsführung für Auswahl und Instruktion von Arbeitern, für Verständnis funktioneller Beziehungen und Beseitigung von Reibungen, und bahnte so den Weg für das Amt des Personalleiters (personnel manager).

Als kurz nach dem Weltkriege ein Käufer-Markt den Platz eines Verkäufer-Marktes einnahm und die Industrie sich dem Problem einer wirksameren Verkaufsmethode gegenübergestellt sah, wandte wissenschaftliche Betriebsführung ihre Aufmerksamkeit der Stabilisierung des noch grösseren Gebietes zu, welches in den Beziehungen zwischen einer Unternehmung und ihrem Konkurrenzmarkt besteht und entwickelte wissenschaftliche Verkaufsleitung. Sie tat dies einerseits, um die Stabilität einer bereits gegebenen Produktion zu sichern und andererseits, um den Anspruch, den das neue Problem stellte, zu erfüllen. Zur selben Zeit verlangte die neue Lage der Industrie bessere Stabilisierung der allgemeinen Verwaltung, der höchsten koordinierenden Funktion eines Unternehmens. Diese Aufgabe wurde von der wissenschaftlichen Betriebsführung dadurch erfüllt, dass sie ihre Technik des Planens in der Form von Verkaufs-, Produktions- und Finanzplänen anwandte.

So wirkungsvoll wurde diese Technik besonderer und allgemeiner Stabilisierung in allen Bezirken individueller Unternehmung verwirklicht, dass heute grosse Gesellschaften, denen viele geographisch zerstreute Anlagen gehören, fähig sind, sie als ein organisches Ganzes wirksamer zu leiten, als die kleine zusammenhängende Betriebsanlage ein Vierteljahrhundert vorher geleitet wurde. Diese hatte Erfahrungen hervorgebracht, welche von unschätzbarem Wert für jeden Versuch zu kollektiver Führung immer grösserer Industriebezirke waren.

## FORTSCHREITENDER INDUSTRIELLER STABILISIERUNG

Wissenschaftliche Betriebsführung ist noch nicht angewandt worden, um eine Industrie kollektiv zu leiten, aber der gegenwärtige Zustand einer weltweiten industriellen Zerrüttung ruft die Gesellschaft auf, eine bessere Leitung ihrer Industrie zu versuchen. Die neue Technologie von Produktion und Distribution hat es der Industrie ermöglicht, produktiver zu sein und dadurch menschliche Wohlfahrt zu vermehren, vorausgesetzt, dass ihre feiner balancierten Teile nicht durch Kräfte, welche ausserhalb ihrer Kontrolle liegen, aus dem Gleichgewicht geworfen werden. Die Beziehungen von konkurrierenden Einzelunternehmungen in einer individualistischen Industrie sind noch nicht unter Kontrolle gebracht, so dass aus ihnen eine störende Kraft entsteht, welche periodische Brüche im Produktions-Distributions-Mechanismus, Hemmung industrieller Fortschritte, Arbeitslosigkeit und Not verursacht. Diese Brüche wirken, sich umso verderblicher auf menschliche Wohlfahrt aus, als der Produktions-Distributions-Mechanismus durch wachsende Spezialisierung einerseits immer wirksamer, anderseits in seinen funktionellen Beziehungen immer komplizierter wird. Die Gesamtheit industrieller Prozesse - geschäftlicher Konkurrenzkampf ebenso wie die Technik von Produktion und Distribution - muss unter Kontrolle gebracht werden, wenn Unheil vermieden werden soll.

Deshalb ist es notwendig, jede grössere Industrie, jede nationale Industrie als Ganzes und die weltwirtschaftlichen Beziehungen bis zu einem Grade zu stabilisieren, wie er durch wissenschaftliche Betriebsführung für die individuelle Unternehmung ermöglicht ist. Die Technik kollektiver Stabilisierung muss aus derjenigen Technik heraus aufgebaut werden, welche die Privatwirtschaft bereits entwickelt und als richtig erwiesen hat.

Rationalisierung ist ein Begriff, welcher das Ziel bestimmt. Wissenschaftliche Betriebsführung ist die Technik, dieses Ziel zu erreichen. Bei den Plänen kollektiver Stabilisierung vereinigen sich Rationalisierung und wissenschaftliche Betriebs-

## WISSENSCHAFTLICHE BETRIEBSFÜHRUNG

führung. Wenn sie einmal wirksam verschmolzen worden sind, dann wird eine feste Grundlage für befriedigendere menschliche Bedingungen und Beziehungen in der Weltindustrie geschaffen sein.

**PERSPEKTIVISCHER ÜBERBLICK ÜBER DIE WISSENSCHAFTLICHE BETRIEBS-  
(DIE REIHENFOLGE VON LINKS NACH RECHTS FOLGT IN ROHEN UMRISSEN  
FOLGE AUF IMMER ERWEITERTE**

ALLGEMEINE PRINZIPIEN DES SCIENTIFIC MANAGEMENT	WICHTIGERE BESTANDTEILE DER TECHNIK DES SCIENTIFIC MANAGEMENT IM EINZELUNTERNEHMEN		
	I. ARBEITSPLATZ	II. BETRIEB (WERKSTATT)	III. PERSONAL
<b>(Research-) FORSCHUNG</b> in ihren verschiedenen Formen ist die Art und Weise zur Behandlung und Lösung aller Probleme der Betriebsführung.	Konstruktions technische Studien für die Zeichnungsentwürfe der maschinellen Ausrüstung Wirtschaftlichkeits-Studien über Größenform und Wirkungsgrad der Maschinen Arbeitsmethodologische Studien: Zeitstudien Bewegungsstudien Materialstudien Handfertigungsstudien	Studium des Zustandes der Betriebsmittel und Gattungen von Arbeitsfertigkeiten, die an den verschiedenen Arbeitsplätzen zur Verfügung stehen, sowie ihrer höchst wirksamen Zusammenfassung und Zusammenstimmung unter den wechselnden Bedingungen von Art und Zahl der in den Betrieb einfließenden Aufträge	Studien über intellektuelle und manuelle Eignungen Studien über die persönlichen Voraussetzungen zur Ausführung verschiedener Arbeitsaufgabe Studien der emotionalen Bedingungen und Reaktionen Studien des Gruppen-Organismus
<b>(Standardization-) STANDARDISIERUNG</b> liefert die für kooperative Wirken nötige Grundlage durch Formulierung von Aufgaben, Massnahmen, Plänen und Projekten, Mittel, Methoden und Vorbedingungen, welche zu konstanten Elementen der Planung und Führung werden.	Bestgestaltungs-vorschriften für Material Maschinen Werkzeuge und Produkt [Apparate Einheitszeiten Methoden Arbeitsaufgaben Arbeitsbedingungen Lohnsätze Qualitative Elemente Quantitative Elemente	Bestgestaltungs-Vorschriften bezüglich Zusammenfassung, Zusammenstimmung und Verwendung der Arbeitsfertigkeiten und Betriebsmittel unter den nach Art und Quantität der Arbeit verschiedenen besonderen Bedingungen. Produktionsanweisungen	Bestgestaltungs-Vorschriften für die persönlichen Voraussetzungen der verschiedenen Arbeitsaufgaben Bestgestaltungs-Vorschriften für Aufnahme, Beförderung und Entlassung Bestgestaltungs-Vorschriften für Fertigkeitsschulung und Mitteilung von Informationen über das Werk Bestgestaltungs-Vorschriften über Personal- und Gruppenbeziehungen
<b>(Control-) FÜHRUNG</b> wird bewirkt durch gemeinsame (kooperative) Beobachtung des in der Lage gegebenen Gesetzes, das durch Forschung entdeckt und durch Formulierung in der Sprache der Standards praktisch erfasst worden ist.	Bereitstellung von Material und Werkzeug Bestgestaltungsanweisung für Arbeitsaufgaben oder Leistungen Besichtigung des Produkts Überwachung der Ausführung	Funktionsmässige Trennung von Planung und Ausführung Klassifizierung der Betriebstätigkeiten Analyse der Aufträge Arbeitswegleitung: Die Analyse der Aufeinanderfolge der Leistungen für eine Arbeitsaufgabe Arbeitsanweisung oder Zuweisung der Leistungen verschiedene Arbeitsplätze in einstimmung mit der Arbeitswegleitung Besichtigung und Prüfung: Produkte, Ergebnisse, Kosten	Systematische und verständnisvolle Führung in Übereinstimmung mit den obenangeführten Bestgestaltungs-Vorschriften
<b>(Co-operation-) ZUSAMMENARBEIT</b> ist als geistige Einstellung ein Zustand wirkungsstarker, gemeinschaftlicher Anstrengung und als Führungsweise das Ergebnis der Formulierung der Standards von Aufgaben, Mitteln und Methoden sowie Beziehungen.	Als Zustand und als Ergebnis ist Zusammenarbeit gefördert durch die Kombination aller Faktoren in der ganzen Betriebssituation: Verständnis und Annahme des gemeinsamen Zieles; Anleitung und Verständnis der Einzelheiten; Annahme und Ausführung von freiwilligen Verantwortlichkeiten; geeignete Auswahl, Zuwei-		

**FÜHRUNG ALS MITTEL ZUR ERREICHUNG FORTSCHREITENDER STABILISIERUNG  
ERSTENS DER ZEITLICHEN ENTWICKLUNG UND ZWEITENS DER ANWENDUNGS-  
GEBIETE DER UNTERNEHMENSFÜHRUNG)**

WICHTIGERE BESTANDTEILE DER TECHNIK DES SCIENTIFIC MANAGEMENT IM EINZELUNTERNEHMEN			KOLLEKTIVES UNTERNEHMEN
IV. VERTRIEB	V. FINANZ	VI. ALLGEMEINE VERWALTUNG	
Marktanalyse in quantitativer Hinsicht in qualitativer Hinsicht Studien über die Wünsche des Konsumenten Studien über die Verteilungswege Studien über Verkaufsmethoden Studien über Absatzförderung Studien über Wettbewerb	Die meisten in dieser Abteilung benötigten Angaben werden von anderen Abteilungen beigestellt, z. B. Kosten Studien über den Kapitalmarkt Studien über den Kredit des Kunden Studien über die Preisbewegung der Materialien, wenn deren Einkauf nicht routinemässig sondern spekulativ erfolgt (z. B. Baumwolle, Kautschuk) Studien über finanzielle Proportionen (Ratios)	Studien über Zustand und Entwicklungstendenz der Wirtschaft im allgemeinen des betreffenden Wirtschaftszweiges des betreffenden Unternehmens „Wirtschaftsbarometer“ Studien über Betriebsleistungsproportionen (Ratios) Alle Studien aller Abteilungen tragen zu der Information bei, die von der allgemeinen Verwaltung benötigt wird.	<b>Scientific Management ist noch nicht zur Stabilisierung der Wirtschaft auf nationaler oder internationaler Ebene angewendet worden, wenn auch in diese Richtung weisende Versuche angegeben worden sind. Diese Experimente sind jedoch nicht frei von gleichzeitigen Versuchen in anderen Gebieten sozialer Organisation</b>
Bestgestaltungs-Vorschriften Verkaufsanweisungen Territorial-, Waren- und Verkäufer-„Quoten“ Verteilungswege Preise Rabatte Gehälter und Kommissionen	Bestgestaltungs-Vorschriften Einheits-Kosten Finanzielle Proportionen (Ratios)	Bestgestaltungs-Vorschriften für Betriebspolitik Projekte Pläne Meister-Anweisungen Meister-Budget Leistungs-Proportionen Proportionen der Beziehung zur Wirtschaft im allgemeinen	
Funktionelle Teilung zwischen Planung und Ausführung	Überwachung der finanziellen Aspekte der Unternehmensführung im Lichte der verschiedenen Best-Proportionen (Ratios)	Überwachung von Übereinstimmung der Leistungen mit den Budgets und Anweisungen Besondere Aufmerksamkeit für Ausnahmefälle Rasche Entscheidungen über Wechsel ihrer Aufgaben und Unternehmenspolitik	
sung und Beförderung des Personals; Vorsorge für entsprechende Betriebsmittel; gerechte Beteiligung an dem gemeinschaftlichen Wirtschafts-Ertrag; humane menschliche Beziehungen; stete Bereitstellung zu leistender Arbeit.			

**THE PROBLEM OF ECONOMIC PLANNING** BY  
Dr. LEWIS L. LORWIN, INSTITUTE OF ECONOMICS OF THE  
BROOKINGS INSTITUTION, WASHINGTON, D.C., U.S.A.

---

<b>CHAPTER I</b>	<b>Page</b>
WHAT IS ECONOMIC PLANNING? .....	774
<b>CHAPTER II</b>	
VARIETIES OF PLANNING .....	779
<b>CHAPTER III</b>	
WORLD PLANNING .....	789
<b>CHAPTER IV</b>	
THE PROMISE OF PLANNING .....	794
<b>ADDENDUM</b>	
SYNOPSIS (texte français) .....	799
" (deutscher Text) .....	805

## CHAPTER I: WHAT IS ECONOMIC PLANNING?

---

A planned economy may, in general terms, be defined as a system of economic organization in which all individual and separate plants, enterprises, and industries are treated as coordinated units of a single whole for the purpose of utilizing all available resources to achieve the maximum satisfaction of the needs of a people within a given interval of time. The essential features are the dependence of each productive unit upon the entire system, the balancing of production and consumption, and the existence of some unifying center which can consciously shape the purposes of the economic system and decide upon the proper use of its separate and distinct elements.

The contrast between such economic planning and our present economic method may be brought out best by reference to the economic process of adjusting supply and demand. Under present-day conditions, supply is determined by a number of independent units - smaller or larger - operating independently of one another, gauging, measuring, and anticipating effective market demand on the basis of prices which will assure maximum individual or corporate profits. In contrast to this, economic planning introduces new terms in relation both to supply and demand. With reference to demand, it aims at maximum possible real demand or the actual needs of a community at a given time and at given levels of national income. The concept of real need implies a compromise between what the people lack or would like to have and what they can afford in a given state of the industrial order, costs being what they are. In relation to supply, it contemplates the advance determination of output to meet the real demand insofar as is possible on the basis of rationally used maximum capacity. In other words, the equation between supply and demand under economic planning becomes an equation between maximum capacity and maximum real need achieved through direct conscious control.

This leads to a modification of another basic economic process, namely that of price. Considering the entire range of price making today, from the decentralized industries where competition still holds through the industries where a few large



## ECONOMIC PLANNING

corporations practically fix prices - though with an eye to possible competition - to such industries where monopolistic prices prevail and to areas of industrial life where price is regulated by public authority, we find that prices determining profit margins are the mechanism through which the adjustment of supply and demand is made and the flow of capital directed. In contrast to this feature of price economy, prices under economic planning no longer remain the only regulator of economic life. While serving to effect the transfer of goods from producer to consumer, they are subject to the control made necessary by the general purpose of balancing capacity and need, and are fixed not on the basis of the relation between supply and effective demand, but on the basis of costs plus whatever surplus may be needed to carry out the larger social purpose. In other words, instead of market price, a planned economy tends to use the concept and mechanism of social price.

This is not a mere difference in terminology. It is a difference in purpose and procedure. While modern industry has in the last few years made great efforts in stimulating new demands, in trying to expand its markets within national limits and abroad; while enormous sums have been spent in salesmanship and advertising, the fact remains that one industry after another has come up against the barrier of limited effective demand against which its expanding powers of production have broken as against a wall. The alternatives which have been used for overcoming this difficulty have centered either in restriction of output or fixation of prices, at profitable levels, without regard to real economic needs. Economic planning, by taking as its starting point the real need and maximum capacity, breaks away from these alternatives, and makes its major problem to find out to what extent the capacity of any one industry can satisfy real needs on a given level of economic and social development and to try to keep capacity at that point without waste of overdevelopment or idleness.

Economic planning differs from *laissez-faire* and from regulated corporate capitalism in respect also to economic guidance. Instead of allowing each plant or enterprise to be a law unto itself, planning requires all economic units

## ECONOMIC PLANNING

to think in terms of a general economic purpose. Instead of trying to control the operations of corporations largely by means of negative and disrelated rules, planning calls for a positive and interrelated system of functions and powers clearly conceived and carried out.

Economic planning is further to be distinguished from technical and industrial planning and from rationalization. Technical planning is another name for scientific management, and deals with the application of technological processes on a scientific basis within individual plants and enterprises. It is a necessary but subordinate aspect of economic planning, supplying the necessary methods for efficient production within each economic unit.

Industrial planning limits itself to a consideration of the problem of coordinating supply and demand within one specialized field of economic activity. Such planning makes no provision for the limitation of conflict between different industries and is not related to a general plan of all economic activity. As a matter of fact, such planning tends to apply practices which make it akin to rationalization.

Taking it in its largest sense, rationalization implies, in the first place, a wide application of scientific methods to industrial organization, standardization of processes and normalization of products, so as to reduce wastes and increase productivity and, secondly, such a relationship between producers as to enable them to apply these methods not only within single plants, but in a group of plants or in an entire industry which generally has meant the fostering of vertical and horizontal combinations for the purpose of repressing competition and of controlling output, market, and prices. Spokesmen of rationalization have claimed that it means in the long run the "right organization" of industry with low prices, high wages, and mass prosperity.

Rationalization has often worked in this direction; but it has more often gone hand in hand with the tendency to maintain levels of prices out of relation to decreasing costs of production. Besides, rationalization does not get beyond the idea of market demand, and leaves the question of the coordination of different

## ECONOMIC PLANNING

industries unanswered. Rationalization is thus a step in the direction of planning by industries which at best is but one element in a system of economic planning.

To sum up, as distinct from individualism, industrial planning and rationalization, economic planning is essentially a new method of coordinating and balancing production and distribution. Instead of allowing such coordination to work itself out automatically through exchange processes and the operation of prices and profits, or through partial control, it tries to exercise a rational and unified guidance in adjusting available capacity to real need.

It is clear from this definition that economic planning in itself does not answer all questions of economic and social life. The basic economic problems of balancing wants against wants, of finding the best and most efficient schemes and techniques for the utilization of natural resources, of developing incentives to work, of stimulating the discovery of new knowledge and the application of science to economic life remain to be solved by special devices and methods. Nor can economic planning *per se* supply rules as to the optimum size of a plant, or the best regional organization of industry, or as to the relative merits of large and small farms, or the proper relation between agriculture and industry, or as to the most effective policies in finance. Neither does it carry within itself an answer to social and cultural problems.

The character and purpose of a planned economy thus depend on the larger social planning in the wider sense of the term which tries to supply an answer to these questions. The two are interrelated in the sense that economic planning can become a conscious method of operation only when used in relation to a clear plan of social purpose and development, and when it operates through mechanisms and institutions which promote its fundamental principle, the conscious coordination of productive resources to the needs of the people.

If economic planning implied that it must be combined only with one social plan or one scheme of institutions, there could be but one kind of economic planning. This, however, is not

## **ECONOMIC PLANNING**

inherent in the idea. As a method, economic planning affects social purpose and organization, but it lends itself to various social uses and institutional forms.

## CHAPTER II: VARIETIES OF PLANNING

---

If the basic idea of planned economy, the conscious coordination of economic processes, may be applied in varying degrees and can co-exist with different economic and social institutions, it should be possible to have several types of economic planning. That such is the case is evidenced by developments in Soviet Russia and by current practical proposals. It is on the basis of these, that four types of planning are distinguished here as a guide towards further thinking on the subject.

### I. THE ABSOLUTE SOCIALIST TYPE.

At the extreme end of the scale, one may place what may be called absolute socialist planning. This implies a centralized system of economic and social life in which production, consumption, standards of living, and all economic processes are subject to a unified central control and are directly determined. This scheme implies a more or less equalitarian mode of living, social ownership of all the means of production and close supervision by the State. In a word, it is the traditional communist or socialist ideal which, in a variety of forms, has been advocated for 100 years and which still remains the vision of many socialists.

It need not be emphasized here that this type of economic planning is not within the immediate ken of our vision. No country is in a position at present to contemplate it as a practical possibility. In fact, this type of planning is likely to be discarded entirely even as a mode of thought as our experience with economic planning becomes fuller and more practical.

### II. PARTIAL STATE SOCIALIST TYPE.

The second type is the system of economic planning of the U. S. S. R. (Soviet Russia) which may be called partial state socialist planning. This type of planning does not involve direct fixing of wants or habits of consumption. The latter are determined indirectly through the process of production and through the decisions of planning authorities to produce on thing and not another. The consumer in Soviet Russia does not exercise as much selective power or indirect pressure upon production

## ECONOMIC PLANNING

as he does in other countries, but he has considerable freedom in determining the manner in which he wants to spend his income.

Not only is consumption not planned, but not all production is subject to planning. There is a large area of industry carried on by individuals who though indirectly dependent upon the planned economy for their raw materials, funds, and to some extent for their market, still carry on industrial and marketing activities independently. While they are not a strategic element in the economic life of the country, these independent producers supply a noticeable proportion of the total national output, and measures are under way to help them to increase their share.

Soviet planning is also limited by the fact that agricultural production is only in part under the planning system. The effort to pre-determine in advance the amount of agricultural produce and to stimulate its production is carried on by a variety of means, propaganda, monetary inducements, persuasion and force; but excepting the State farms, agricultural production is only indirectly planned. Not even the collectivization movement can be said to have brought agriculture under the planning system to the same degree as industry.

Soviet economic planning is thus primarily a planning of production, a system of production budgeting, which views the entire productive equipment of the country as a unit to be used for developmental purposes determined by the government. This is by all odds one of the biggest tasks of management and direction anywhere in the world today. Thousands of factories in a variety of industries covering almost the entire range of modern industrial activity are directed on the basis of a single budget by the Supreme Council of National Economy, aided by many local agencies, and coordinated with a complex network of other institutions such as the State Planning Commission, the State Bank, the syndicates or combinations, the consumers' co-operatives, and the various commissariats. Through these institutions, the Council of Economy can direct the plans and performance of the individual plants, distribute credit facilities, fix prices, limit the profits of the trusts, and try to influence the

## ECONOMIC PLANNING

supply of skilled and unskilled labor.

The particular character of the Soviet plan economy thus derives to a large extent from these institutions and from the fact that they are based upon communist principles and ideas. The special features of the Soviet system, the reduction of private property to a minimum, the social ownership of means of production, the elimination of private profit, and the concentration of political power in the hands of a class government guided by the Communist party shape the institutional procedures of planning in many ways. They help to give the Supreme Council of National Economy that wide range of powers which it exercises in planning and controlling production. They supply the tests of rationalization or efficiency which must include not only costs of production, quality of product, rapidity of capital turnover, but also improvements in the social and economic condition of the workers. They determine the efforts to evolve collective incentives for work by means of such devices as socialist emulation, production conferences, medals to the heroes of labor, and so on.

In evaluating the Soviet planning system, one must bear in mind that some of its features are the result of historic conditions and therefore are not inherently determinative. Soviet Russia, for instance, is given its main objective by its very undeveloped economic position, the objective of rapid industrialization which simplifies and facilitates its planning problem, though it imposes special hardships upon the people. The low level of the standard of living of the Soviet population and the reaching out for higher standards creates an enormous potential demand, and makes the whole problem of adjusting supply and demand a very simple one. All the government has to do is to produce more and more; there is no fear of over-production, and there won't be for many years to come. The fact that Russia has come to planning through a revolution which is changing habits and ways of thinking makes the people more susceptible to change and large schemes. And the system of class dictatorship upon which the Soviet constitution is based facilitates the utilization of economic sources, though there is much greater flexibility and freedom in Soviet planning than is usually admitted by foreign observers.

## ECONOMIC PLANNING

### III. VOLUNTARY BUSINESS TYPE.

The third type of economic planning which may be called the voluntary business type, dominates the current proposals of business men and of those closely allied with business in the United States. The main features of this type are the idea that planning should be practised without disturbing too much the bases of present-day economic society and the insistence upon maintaining the economic leadership of the business group.

The exponents of this type of planning seem to agree on three points. In the first place that the profit-motive alone is no longer an adequate guide to business and that business men must evolve larger social incentives and objectives. Business is especially urged to provide security for the worker, larger purchasing power for the masses, and more leisure for the people so as to enable them to enjoy a higher standard of living, which would include the higher elements of civilization.

Secondly, that some methods for determining production in advance must be evolved to prevent overproduction and unemployment. While stressing the necessity of maintaining private property and the economic freedoms which we have today - the freedom of consumption, of movement, of occupation and of contract - the advocates of this type of planning nevertheless call for modifications in present arrangements so as to make it possible to limit the decisions of individual owners or corporate groups in fixing the amount of production and to exercise some control over members of the business community who refuse to conform to general plans made by the industrial group as a whole. To make this possible in the United States, they would change the laws on trusts and combinations accordingly.

Thirdly, it is assumed in the proposals of this type that business leadership can evolve from within itself its own modes of control and can readjust itself to the new needs of the times much better than it could under pressure from without. No other group in the community can presumably do the job better or aid much in the task. The government is to become a greater participant in solving economic problems, but it is to remain subordinate to business in the main functions of guidance and leadership. In more general terms, these ideas are expressed by business



## ECONOMIC PLANNING

writers in such phrases as "humanizing production" and the "development of consumptionism". But the concrete devices and institutions which this would necessitate are only vaguely thought of as yet. Many of the business advocates of planning think by analogy similar to the War Industries Board in the United States, only on a voluntary basis. These writers are also vague about the larger social plan for which their planning agencies are to be used. Some are in favor of an "American plan" which would reduce foreign trade to a minimum; others call for expansion abroad. One may, therefore, say that the voluntary business type of planning has not got far beyond a mere endorsement of the idea and of the proposal to superimpose upon the basic institutions of our economic society a new device which may provide a corrective for their difficulties and defects.

### IV. SOCIAL-PROGRESSIVE TYPE.

The fourth type of planning which may be called the social-progressive type, is advocated in the United States by those who can accept neither the business nor the Soviet type of planning. Their objection to the latter is that it is too great a break with the present and would necessitate revolutionary procedures too costly for the individual and society. Their refusal to acquiesce in the business type of planning is that it is not radical enough to effect the purpose for which it is proposed.

The criticism against the business type of planning goes to the very heart of the problem. The experience of the business world, it is claimed, as illustrated by cartels and mergers and industrial combinations, shows that whenever business men unite for economic purposes, the tendency is to try to restrict production in order to maintain profitable price levels. Even where industries have been rationalized for the purpose of using maximum capacity to reach a wide market at lower prices, they sooner or later reached a point where they retraced their steps. The efforts of the several institutes organized in the United States in the last few years which have tried to deal with excess production in mining, textiles, oil, etc., confirm this statement. For these efforts soon centered in the attempt to get the different producers to agree to some arrangement by which total output

## ECONOMIC PLANNING

could be curtailed with reference to existing market demand.

The reason for this is that the business community thinks in terms of effective demand and of prices which allow for maximum profits. In consequence, the point is reached sooner or later when productive capacity outruns market demand. It is one of those paradoxes from which business cannot escape. While it is driven from within by the desire to increase its producing capacity and to run its equipment at the maximum possible rate of utilization, it runs up against the limitations of market and of effective demand which prevent it from utilizing its plant to the fullest possible degree against its own will.

It is because of its subservience to maximum profits that business is unable to extend mass purchasing power to the degree necessary for the solution of present-day difficulties. Mass purchasing power can be increased either through increasing wages and salaries or through lowering prices or by means of both. While proved technical methods and increasing mass production have been and are utilized to reduce prices of commodities, the desire for increasing profits tends to hamper this process and to keep prices at a level higher than is justified by productive efficiency and by the potential equation between the real needs of the people and possible minimum costs.

The experience of the United States between 1922 and 1929 throws light upon this question. While this period of industrial expansion was based upon mass production and was accompanied by considerable reduction in prices, prices were not reduced to the fullest extent made possible by increasing efficiency. Similarly, though the economy of high wages and the desirability of large mass purchasing power were talked of, wages and earnings during our greatest period of prosperity were far from what might have been expected on the basis of general talk. The American high standards of living during 1922-1929 were very much exaggerated insofar as large sections of the working masses were concerned and certainly not as universally distributed as is usually assumed.

It is thus claimed that the business type of planning cannot bridge the chasm between effective demand and real need and

## ECONOMIC PLANNING

between excess capacity and maximum use of resources. Also its insistence on voluntary business leadership is regarded as a weakness. It is possible that each industry might organize itself into some sort of a unified organism and establish such agencies as an industrial council or an industrial planning committee which would co-operate with a central planning agency for all industries. It is possible to conceive that such industrial councils would study their markets and capacities and would issue warnings or suggestions to the members of their industrial group to try to adjust their production to these market possibilities. But as long as each individual firm is master of its affairs and is dominated by possibilities of profit for itself, the desire for profitable employment of its plant is bound to be a much more powerful stimulus than an uncertain guarantee of steady profits on the basis of a general agreement. Conflicts must also arise between different industries for the consumer's choice, resulting in the competitive efforts of getting as much as possible for one industry regardless of what happens to another. A planning agency which exercised only a moral influence could not solve this difficulty. And as long as the business community maintained a monopoly of economic guidance, there would be no chance of tapping the community for the necessary impulses towards new social plans and objectives.

It is for these reasons that the social-progressive type of economic planning considers it necessary to go much further in its proposals. For the purpose of achieving both security and a higher standard of living, it calls for some measure of redistributing income which could serve as a basis of increasing mass purchasing power. Without such a redistribution, it is impossible to overcome the unbalanced condition between saving and spending which is one of our difficulties today. Excessive saving today is the result of the fact that a large portion of the national income finds its way into the hands of small groups in the form of rents, profits, and high salaries, the consequence of which is a disproportion of capital and consumers' goods which, in its turn, clogs up the industrial process. A similar effect is exercised by wage structures in which the inequalities between the

## ECONOMIC PLANNING

skilled and unskilled are wide, as in the United States.

How this redistribution of income should be achieved depends upon conditions and the institutions of a country. In the United States, it might be achieved in the form of an annual wage, of a universal five-day week and a six-hour day, and of social provisions for the utilization of leisure. The various forms of social insurance now prevalent in Europe, especially health and unemployment insurance, could be also used to the same end.

In this way, the social-progressive type of planning would make an effort to extend the demand side of economic life. Taking as its starting point the present habits of consumption of the people and the prevailing opinion of what is a tolerable minimum of life, it would use this as a minimum of real demand for the satisfaction of which the productive resources of the country must be applied. Its next step would then be to consider the possibilities of higher standards in the present state of industrial efficiency, and to push the utilization of our capacity towards its realization.

Without upsetting the entire scheme of private property, the social-progressive type of planning calls for planning which has authority to make employers and business men follow the economic lines best possible from the national point of view. While rejecting dictatorial methods, it sees the necessity of some central and unifying agency which can apply if necessary governmental pressure, and which can gradually apply the principle of planning on a larger scale.

The balancing between production and distribution would also involve some modification of the price process. Without having recourse to price fixing, the planning agency could place before industry continuously the problem of meeting the real needs of the people and of utilizing all available productive capacity to do so at minimum possible prices allowing for reasonable profits. The planning agency could inquire into the elements of price and raise the issue whether any prices in the country were fair and reasonable and tended to meet the test of social service. Where any price or series of prices appeared excessive or incapable of meeting the needs of the consumers, they would create a *prima facie* case for the agency to intervene. Thus pro-

## ECONOMIC PLANNING

ducers could be allowed to make their own prices subject to investigation and inquiry by the planning agency, and all business would have to reckon with the idea of a fair and reasonable profit.

Under this scheme, there is an approximation to the ideas of social price, and a varying range of return in relation to social service. Such planning would also allow for special rewards to employers, scientific managers, and workers above current rates, similar to present-day bonuses, for a continuous reduction in costs and prices.

To adjust productive capacity to real needs and to avoid excess capacity not only within specific industries but within the entire economic system, social-progressive planning thinks it necessary to consciously direct the flow of capital. Just what monetary and financial policies this would involve has not been made clear by the advocates of this scheme, but it is assumed that a planning agency even of a limited type which had the facts of the economic situation clearly before it and which held up before the country the task of maintaining a balance between real needs and productive capacity, could achieve this purpose through the right to approve or disapprove new capital issues and to supervise the methods of their financing.

In answering the question as to who shall make the plans and how they should be enforced, social-progressive planning proceeds from the conviction that economic leadership is not, and should not be, a monopoly of the business man. Our understanding and guidance of economic life will be greater and better, if management and labor, and technical and scientific workers are brought together for the purpose of supplying both planning and the executive powers for carrying out plans. In other words, planning must be a national function in method as well as in purpose and must have a measure of governmental authority.

In accordance with these general ideas, the advocates of social-progressive planning call for the creation of a number of new governmental boards and commissions to deal with the various phases of planning. These are conceived in analogy with the War Industries Board, the Capital Issues Board, the War Labor Board, and the other boards which were organized during 1917-

## ECONOMIC PLANNING

1918 to control output, to direct investments, and to maintain industrial relations in a manner conducive to maximum production. All these boards are to be coordinated by means of a central planning agency created by the government and working in co-operation with the Federal Reserve Board, the Federal Farm Board, the Interstate Commerce Commission, and other government agencies which already exist for the purpose of regulating business, labor and finance.

### CHAPTER III: WORLD PLANNING

---

It is not only logical, but practically inevitable, in considering economic planning, to pass beyond the limits of one nation or country. For the balancing of production and consumption within national frontiers raises numerous questions of international import, such as what place foreign trade should have in the planned economy, to what extent capital exports should be encouraged, what commercial policies should be pursued, and so on.

No definite answer to these questions is inherent in the principle of planning. As the character and scope of economic planning nationally depends upon the social plan with which it is combined, so in its world aspects economic planning depends upon the particular international plan to which it is applied.

In the only type of planning which has so far been of world import, namely the Soviet type, economic planning has been connected with a high degree of protectionism, with a monopoly of foreign trade, and with a tendency towards a nationalistic commercial policy. In the economic plans of Soviet Russia, the home market is the basic factor, and the possibilities of expanding and developing this home market is the foundation for the policy of rapid industrialization upon which the U. S. S. R. has embarked. This may sound strange in view of the vigorous recent invasion by the Soviets of world markets and the hue and cry about Soviet dumping. But exports are used today by the U. S. S. R. to a greater degree than she would care to, if her capacity for obtaining capital resources were greater. The present situation in Russia is thus in a large degree forced by historical conditions which are temporary in character. As Soviet Russia succeeds in carrying out her plans, as she accumulates more capital, builds up her machine industries, increases the output of consumers' goods, and becomes able to provide a higher standard of living for the people, her dependence upon her home market will become greater and her foreign trade is likely to assume a lesser part in her total economic activity.

There is a logical reason why planning should tend to center around the national market. As the success of planning is bound up with the capacity to control the market, a country which has

## ECONOMIC PLANNING

a large home market and which can assure for its industries that market can proceed to plan much more systematically and with a greater expectation of results than countries which are not so situated. It is partly for this reason that some advocates of the business type of planning have come out for a similar policy. Especially in the United States, there is a considerable group which would redirect American industrial energies in such a manner as to concentrate entirely on the home market, cease the export of capital, ban immigration, and create almost a closed economic system, leaving foreign trade and foreign fields to others.

This attitude is unacceptable to the advocates of social-progressive planning and even to many of those who otherwise approve the business type. In the first place, it is pointed out that only a few countries are large enough and have resources varied enough to provide a basis for a closed national economic system. The smaller countries and the poorer nations are certainly not in a position to plan their economic life on the basis of their own productive resources or market capacities. The same is true also of countries like Germany and Great Britain whose economic structure is based upon the foundations of world trade and a world market.

Secondly, such a nationalistic policy in most countries, blending with the general desire for national power, cannot but become destructive of rational economic planning. This is illustrated by the protective tariffs which have developed since the war which are often in total disaccord with economic needs, dictated by the desire for military power which has nothing to do with the peaceful development of the people, and stimulated by intense nationalistic sentiments which interfere with clear economic vision.

To those brought up in the time-honored traditions of free trade, the answer to the whole question seems simple enough. Namely, the solution of the problem should be sought through the extension of the principle of international free trade. But it follows from our analysis that free trade does not fit in entirely with the basic principles of economic planning. Free trade is the



## ECONOMIC PLANNING

logical and crowning development of the whole system of *laissez-faire* and of individualistic economy. To the extent that *laissez-faire* economics fails within separate countries, it also implies a limitation of the principles of free trade between the individuals of different countries. The growth of social control within national limits calls for the exercise also of conscious guidance in the economic activities which take place across national frontiers.

Looking ahead one may say that free trade is not likely to acquire new vigor or new prestige. It is out of harmony with some of the basic industrial and economic developments throughout the world and with the general trends of world economy. Free trade, like pure socialist economy, appears now as one of the visions of the nineteenth century which are to be superseded by the new goals of the twentieth century.

Economic planning is thus connected neither with international free trade nor with nationalist protectionism. The former is based upon *laissez-faire*; the latter is too closely interwoven with a sentimental and aggressive political nationalism which has been costly to the individual and productive of great economic wastes.

The principle of planning seems to call for a world economic policy which strikes out along new lines. So far, two lines of development have been suggested more or less clearly. One is the idea of regional economic systems more or less self-sustaining, within which a number of industrial and agricultural countries in different stages of growth could maintain a balance. The idea harks back to pre-war plans, such as Middle Europe, which were unnecessarily decried during the war. It is a logical effort to overcome the limitations due to historical and political factors which have broken up the world, especially Europe, into a large number of political units incapable of working out their economic destinies within their political frontiers. The idea is implied in the plans for a United States of Europe, Inter-Empire trade, and so on.

But there is another alternative. It lies along the path of regarding the world market as a unit and of effecting international

## ECONOMIC PLANNING

economic agreements between the different producing countries for rational co-operation in supplying the demand of that world market. The international cartels of today are merely a first step in that direction, and, as pointed out above, a step which is far from being in harmony with the principle of economic planning. For international cartels, like their national prototypes, proceed on the basis of limiting output in order to meet existing effective demand at a profitable price level. The work of these cartels may have value as an attempt to bring some order into the present chaos. But what is wanted, from the point of view of planning, is the development of real world needs, raising of living standards everywhere so as to utilize fully existing productive capacity and to expand it further.

The opportunities in this direction are certainly large. An examination of the map of the world shows wide stretches of territory and tens of millions of people who are still far below the level of even the most elementary decency in their standard of living. For a long time to come China, India, the Near East, South America, Soviet Russia, etc. will call for manufactured goods, for capital to build factories within their own borders, for technical aid, and for credit to develop their natural and human resources. What the world may look like when material conditions in all these countries are raised to the level of the advanced countries, no one can foresee. It is a picture to stir the imagination and to rouse the productive energies of all countries and to hold out the promise of indefinite growth and expansion.

It is on this basis that one might visualize an attempt to coordinate the efforts of all countries in a common world purpose through a World Economic Planning Board which would undertake the task of trying to map a course of world development. A board like that under present conditions could be merely consultative, but if properly constituted, if given a chance to do its work in a large spirit and if guided by a general desire to see a peaceful development of world economy, it could have immense possibilities for world peace and for the prosperity of all.

However, before the world can take the first step in this direc-

## ECONOMIC PLANNING

tion, it must clear the ground of all the obstacles towards international co-operation put in our way by the World War. An objective and scientific re-examination of the issues of reparations, of the international debt situation, of the credit procedures of international finance, of the present distribution of gold, of fair and unfair practices in international trade and many others, must be entered upon by a body whose findings will rise as much above the level of national prejudice as is humanly possible.

This cannot but sound Utopian in the present tense international situation, filled with animosities aroused by reparations, debts, fear of communism or fascism, protective tariffs, military alliances, and a thousand and one other causes. But in world affairs, as in national affairs, the very intensities of conflict sooner or later cannot but lead to compromises and rationality. It is because of this inevitable trend towards world unity and co-operation that a beginning must be made by those who can rise to a world point of view now. It is their function to lay the foundations of institutions which may serve to clarify the mind of the world, such as the proposed World Economic Research Council, which would undertake to study the possibilities of looking at world economy as a whole. Though merely a research body, it could have great practical import, for careful study and analysis is the first step toward synthetic and creative action.

## CHAPTER IV: THE PROMISE OF PLANNING

---

Widespread as the discussion of economic planning is today, it is dismissed by many as a temporary fad due to the present depression and to Soviet influence which will vanish as soon as business improves and the world comes back to its good old ways of brisk prices and good profits. Planning, in this opinion, is merely another panacea in line with rationalization and stabilization to which the world pinned its economic faith in succession in recent years.

A deeper analysis of the problem precludes a ready acceptance of such an easy attitude. Even assuming that the present depression should right itself soon without any conscious effort, merely through the present changes in prices and the automatic readjustment of world markets to productive capacity, and that another period of prosperity should follow, the question is not likely to be settled thereby.

Firstly, as long as no method is evolved to prevent recurring depressions under a system of planless economy, the spectre of such recurrence will continue to worry the world. Secondly, as shown by the experience of 1925-1929, as long as expectations of profit by business men which are the mainspring of industrial activity continue subject to errors of judgment and are guided by narrow considerations and outlooks, they are likely again to lead to industrial wastes, duplication, over-expansion, and to the disproportion of economic forces even during years of comparative prosperity.

Thirdly, the rapid economic changes which have marked the period since the War are not likely to stop suddenly. In fact, the dynamic quality of modern economic life, when left unregulated, is likely to become more pronounced, changes more rapid, the incidence of these changes more widespread, and readjustments more difficult. New technical processes, geographical shifts in industries, changes in habits of consumption, in the distribution of population, in the relative economic power of nations, and in the character and growth of national and world markets loom ahead as increasingly complex forces, less and less likely to work out an automatic and stable equilibrium. In such an environment, the factors which make for conscious control

## ECONOMIC PLANNING

and which produce the movements for rationalization and stabilization, are likely to operate with greater force and to stimulate interest in planning as the synthesis of all previous efforts towards a conscious shaping of economic life.

In contrast to the opponents of planning, its revolutionary advocates are impatient with the idea that planning can be peaceful and gradual. They can visualize only the more extreme types of plan economy such as the absolute socialist or Soviet type, and they claim that such planning can be established only by a power strong enough to compel the beneficiaries of the present business system to submit to the change. Such a power, in their opinion, is labor, and as long as labor remains inert and inactive, and the distribution of social power, especially in the United States, remains what it is, all talk of plan-economy must remain futile.

While there is an element of truth in this analysis, it is merely another form of the abstract faith in cataclysmic change, based on the assumption that class struggle is the primary and only factor of social evolution. This view is entirely too simple. It ignores the fact that many devices and institutions are evolved in advance of comprehensive social changes, and are promoted not through conflict but through the co-operative action of various economic groups operating on the basis of provisional compromises. To assume that the class struggle is the only dynamic factor of society would be fatal to socialism itself, for socialism means the abolition of classes which would inevitably mean that under socialism there would be not stimulus for further development. On the basis of the continuity of forces, one must assume that if we may have progress in the future without class struggle, there must be a basis for such expectation already in the present. That basis is the fact that criss-crossing economic conflicts and group differences are common social purposes and that the process of group and class struggle allows for special compromises and co-operative group action.

It thus seems more in accord with the facts to regard planning not as a passing fad, but as a principle which offers a new approach to our economic problems and which lends itself to

## ECONOMIC PLANNING

a gradual extension and elaboration both in thought and in practice. Economic planning, applied gradually, cannot solve all problems quickly, but its method of operation promises gradually to do away with the wastes of unused capacity and to bring about an optimum relation between the different factors of production and consumption, which would mean the elimination of unemployment, an equitable distribution of economic goods, and more humane relationships in industry. The power of planning to achieve this lies in its conception of the means and ends of economic life, in its deliberate intent to satisfy real demand and to promote a steady growth in standards of living and in its acceptance of the concept of social costs and social price in order to make possible the complete utilization of productive resources.

There are many difficulties in the way of successful planning, but some of them are exaggerated. For instance, the question of the aims of economic planning appears less real when considered concretely and in a given historic condition. The answer is that planning may start at the point where we are today. Assuming the standard of living as it exists today, the first object of any planned economy could be to gratify these needs more successfully, than is being done today under unplanned economy. It is not necessary that planning should reconsider at once the value of the different things which are produced today and try to carry out a re-valuation of all values.

In other words, a plan economy need not start with a revolution in consumption. But it can start a careful and comprehensive study of consumptive habits and possibilities, and make changes in these as it develops. Similarly, without starting a reorganization of industry at once, economic planning could study the requirements for success in any industry, could establish the minimum standards required of any plant for the right to exist, could determine the possibilities of utilizing excess capacity where it exists today, search into the wide gaps between market and real demand, and reduce costs which have no productive significance and which are the result of business mismanagement or financial manipulation.

## ECONOMIC PLANNING

There are, however, serious difficulties which are partly economic, partly political. Economic planning in most countries today would be considerably hampered by the lack of necessary data and by the difficulties of applying any new economic procedures. As even the limited application of planning involves modifications in the concepts and practices of price, profits, and individual business control, it could not but stir the ire of one section of the business community after another. It would also meet with opposition on the part of labour if planning, as it might, should involve some modification in the wage structure. It might arouse the united opposition of both employers and workers if and when the needs of planning would override the desires and expansive tendencies of specific industrial groups.

Planning thus involves at present the balancing of opposing group interests and forces. It is this fact which makes many either sceptical of planning or fearful that it must lead to a large measure of dictatorial control. The answer to that problem is tied up with the general problem of the realization on the part of society that it can avoid violent conflicts and upheavals only by a greater regard for rationality and compromise and by subjecting each economic and social group to the dictates of a rational concept of general national and social welfare.

There is some evidence today to warrant the presumption that economic planning might become a practicable method of economic guidance. Without passing judgment on the performance in the Soviet Union and allowing for the conditions which simplify the Soviet problem, the operation of the Five-Year Plan has gone far enough to prove that the method in its particular Soviet form is likely to continue, with some modifications, as the basis of Soviet economy. Whether it could work under a different set of institutions still has to be proven. The basis for a favorable presumption lies in the growing technique of statistical determination of both demand and resources, in the increasing concentration of directive authority today, in the effectiveness of our methods for organizing public opinion, and in our increasing insight into the nature and processes of machine economy.

## ECONOMIC PLANNING

The presumption in favor of planning is enhanced by its possible effect on the problem of economic and social change. Under a planless economy, where the factors of change are many and the resultants are the effects of innumerable individual choices and decisions, change seems destined to increase without a corresponding increase in our capacity to foresee or forecast. In contrast, planning offers us an opportunity to control the rate of economic and social change. That such control is becoming more and more a necessity is suggested to us by many economic and social considerations. We have been overemphasizing the value of change for the sake of change, of acceleration for the sake of acceleration, and we find ourselves driven breathlessly ahead without being able to stop to gear ourselves for the further race.

This does not mean that planning is a device to contract energy or to limit the outlook of life. On the contrary, philosophically and morally, it is an appeal for an expansion of spirit, for a greater faith in the future and possibilities of life. It is a synthesis of the ideas of dynamics and order, of science and imagination which holds out to the twentieth century the promise of great purposive achievement. We can plan our personal development, our cities, our leisure, our cultural progress in such a way as to keep moving forward in step with our capacity for action and for harmonious readjustment.

Economic planning is thus merely a phase of a new mode of feeling life and of living. The laissez-faire of the nineteenth century was based upon a metaphysics of the providential guidance of natural law. The planning of the twentieth century rests its case on a philosophical faith in the power of man to promote orderly economic and social change through scientific research and constructive imagination.

Washington, D.C., U. S. A., June 13th 1931.



**LE PROBLÈME DE L'ÉCONOMIE DIRIGÉE** PAR M. LE  
DR. LEWIS L. LORWIN, INSTITUT D'ÉCONOMIE POLITIQUE DE L'INSTITUTION  
BROOKINGS, WASHINGTON D.C. U. S. A.

---

Pour discuter d'économie dirigée en toute connaissance de cause, il faut considérer que cette idée n'est pas entièrement nouvelle et qu'elle ne constitue pas un remède à tous les maux. Sous des formes variées, cette idée peut être suivie à travers l'histoire des cent dernières années dans le monde occidental. Sous sa forme la plus vaste, mais abstraite, elle fut suggérée par les socialistes du second quart du XIX<sup>e</sup> siècle. Dans des limites plus restreintes, elle fut impliquée dans les propositions des réformateurs tels que Sismondi et dans celles des partisans de la législation industrielle en Grande-Bretagne et dans d'autres pays. Elle se retrouve également, jusqu'à un certain point, dans l'économie nationale de Frédéric List en Allemagne.

Avec l'expansion industrielle des dernières décades du XIX<sup>e</sup> siècle et des années précédant immédiatement la guerre mondiale, les changements dans la forme de la concurrence, la croissance des monopoles, le développement des syndicats ouvriers, des sociétés agricoles et autres organisations de masse, se précisa l'idée d'organiser le capitalisme, ce qui, tendant à discréditer le principe du *laissez-faire*, attira de plus en plus l'attention sur l'idée de contrôle économique et social. Les socialistes eux-mêmes adoptèrent durant cette période une attitude davantage bienveillante à l'égard de la politique de contrôle social et de législation sociale. L'idée d'un vaste système économique entièrement dirigé n'était professée que par les éléments révolutionnaires: marxistes, syndicalistes, socialistes de la guilde et I. W. W.

En fait, l'idée d'économie dirigée fut introduite par force dans le monde capitaliste à l'occasion de la grande guerre. Dans tous les pays belligérants, mais surtout aux États-Unis, après le commencement des opérations militaires, il devint nécessaire pour le gouvernement d'assumer le contrôle suprême des ressources économiques du pays pour les concentrer en

## LE PROBLÈME DE L'ÉCONOMIE DIRIGÉE

vue de ce but unique: la victoire. Aux Etats-Unis, l'Office des Industries de Guerre et le Conseil National de la Défense, agissant par l'intermédiaire d'un grand nombre d'autres organes officiels, contrôlaient pratiquement toutes les activités économiques, celles-ci étant considérées comme éléments dans une fin collective.

Lors des mouvements populaires postérieurs à l'armistice, l'idée de conseils économiques envisagés comme instruments de reconstruction sociale devint le foyer des demandes des organisations ouvrières. Pendant les dures années 1921-23, alors que l'attention du monde était concentrée sur les problèmes des réparations, des dettes de guerre et de la reconstitution de la Russie, une impulsion considérable fut donnée à l'idée de contrôle international, grâce aux conférences réunies par les gouvernements eux-mêmes, et aussi grâce aux propositions de l'Internationale ouvrière et des socialistes.

Une impulsion plus grande encore fut donnée à cette idée pendant la période de prospérité 1925-1929. Alors que l'industrie fit de grands progrès durant cette période, son développement fut caractérisée par un manque d'équilibre qui engendra de nombreux facteurs d'instabilité et d'insécurité. Les progrès techniques furent accompagnés par un chômage de caractère technologique. La rationalisation conduisit à exagérer la capacité de production dans son ensemble; la croissance rapide des trusts et des cartels signifia l'élimination des industriels indépendants et l'affaiblissement des organisations ouvrières. De large marges de profits et des gains spéculatifs distrairent des capitaux des voies productives. Enfin, l'accroissement de la capacité de production fut entravée par l'impossibilité, pour de nombreux pays du monde, d'améliorer leur niveau de vie. Les marchés mondiaux et surtout les marchés de matières premières furent désorganisés par l'impossibilité de maintenir les prix à un niveau convenable et le développement de la vie économique internationale fut entravé par le renforcement des sentiments nationalistes et des poli-

## LE PROBLÈME DE L'ÉCONOMIE DIRIGÉE

tiques commerciales exclusives. C'est ce déséquilibre qui jeta plusieurs industries telles que pétrole, textiles et charbon dans un état de crise chronique et qui engendra l'idée d'un plan de contrôle de la production et d'ajustement de celle-ci à la demande.

Mais cette idée reçut sans aucun doute une force nouvelle et presque tragique au moment de l'adoption du Plan Quinquennal par la Russie des Soviets en 1927-28, et surtout après le krach financier de 1929 lorsque la grande crise mondiale fit contraste avec la vigoureuse poursuite du Plan Quinquennal en U. R. S. S.

Etant données ces nombreuses origines, la notion d'économie dirigée ne peut être considérée ni comme une idée purement socialiste, ni comme une innovation des Soviets, mais comme la résultante d'une longue évolution économique, particulièrement stimulée par les récents événements économiques qui ont ébranlé partout la confiance dans les vieilles conceptions économiques et ont réclamé de nouvelles méthodes et de nouvelles idées.

Une économie dirigée peut être définie un système d'organisation économique dans lequel toutes les usines, entreprises ou industries individuelles et isolées sont considérées comme des unités coordonnées d'un même ensemble, de façon à permettre l'utilisation de toutes les ressources disponibles pour satisfaire au maximum les besoins d'un peuple dans un intervalle de temps donné. L'économie dirigée n'est pas seulement différente et distincts du système économique actuel ou du capitalisme réglementé, mais est également différente de l'organisation scientifique du travail - ou rationalisation - et de l'organisation d'une branche d'industrie, qui se limite à l'ajustement de la production à la demande dans le cadre d'une industrie seulement.

Essentiellement, l'économie dirigée est une nouvelle méthode de coordination entre la production et la consommation. Par suite, elle ne peut répondre à toutes les questions de la vie

## LE PROBLÈME DE L'ÉCONOMIE DIRIGÉE

économique et sociale. Le caractère et le but d'une économie dirigée ne dépend pas seulement du fait qu'on applique un plan, mais aussi du genre de plan qu'on se propose de mettre en oeuvre. En d'autres termes, le caractère de toute économie dirigée est déterminée par l'organisation sociale qu'on a en vue.

En conséquence, il est possible d'envisager différents types d'économie dirigée selon le but social poursuivi et les institutions imaginées pour la réalisation du plan économique. On peut distinguer, grosso modo, quatre types principaux d'économie dirigée: le type socialiste pur; le type socialiste d'état partiel, qui est celui de l'U. R. S. S.; le type d'organisation privée volontaire, que proposent actuellement les hommes d'affaires des États-Unis; et le type social-progressif qui est également discuté aux États-Unis.

Il est non seulement logique, mais pratiquement inévitable, lorsqu'il est question d'économie dirigée, de sortir des limites d'une nation ou d'un pays. De même que le caractère et le but d'une économie dirigée dans le cadre national dépend du plan social avec lequel elle est combinée, de même l'économie dirigée dans ses aspects mondiaux dépend du plan international particulier auquel elle est appliqué.

L'économie dirigée a tendance à revêtir un caractère national; et ceci est particulièrement vrai dans les pays possédant un ample marché intérieur qu'ils peuvent utiliser comme base d'un système économique plus ou moins fermé. Mais en dehors de quelques pays, cette attitude est impossible. La nécessité d'une méthode en politique économique internationale devient inévitable.

Une analyse correcte permet de se rendre compte que l'économie dirigée est incompatible avec les notions de liberté commerciale et de protectionisme. Elle doit s'ouvrir de nouvelles voies. Ici, deux alternatives se présentent: l'une est celle qui vise au développement de larges systèmes économiques régionaux pouvant se suffire plus ou moins à eux-

## LE PROBLÈME DE L'ÉCONOMIE DIRIGÉE

mêmes; l'autre est la méthode des accords économiques internationaux entre différents pays producteurs en vue de coopérer à l'alimentation des marchés mondiaux. C'est dans cet ordre d'idées que les possibilités d'un conseil économique mondial de recherches, étudiant les besoins potentiels des marchés mondiaux, semblent pleines de promesses.

L'économie dirigée est répudiée par beaucoup de personnes, qui la considèrent comme une marotte passagère due à la crise et à l'influence des Soviets. Un tel point de vue est trop étroit. L'économie dirigée est une nouvelle méthode qui progresse de plus en plus. C'est un principe qui offre de nouveaux moyens d'accès au centre des problèmes économiques et qui se prête à une élaboration et à un développement progressif, tant au point de vue théorique qu'au point de vue pratique. Bien qu'elle ne soit pas une panacée, ses possibilités sont grandes parce qu'elle offre une nouvelle conception des moyens et des fins de la vie économique, ainsi que de nouvelles méthodes pour réaliser l'amélioration continue des niveaux de vie.

En dépit des difficultés qui se trouvent sur son chemin, aussi bien dans le domaine politique que dans le domaine économique, l'économie dirigée continuera vraisemblablement d'aller de l'avant. Elle amènera probablement l'introduction d'une nouvelle série d'institutions qui modifieront notablement nos habitudes économiques et notre vie économique elle-même. Bien que, dans l'ordre des faits, aucune base ne permette d'affirmer que l'économie dirigée réussira dans toutes les conditions, il y a de fortes présomptions en sa faveur. Ses bases scientifiques existent. Philosophiquement et moralement, l'économie dirigée est un appel pour une expansion spirituelle et pour une plus grande foi dans l'avenir et dans les possibilités de la vie humaine. C'est une synthèse des idées d'ordre et de progrès, de science et d'imagination, qui offre au XX<sup>e</sup> siècle la possibilité de réaliser une grande fin. En d'autres termes, l'économie dirigée est un premier pas vers une nouvelle manière de considérer la vie et de vivre. Le l a i s s e z-

## LE PROBLÈME DE L'ÉCONOMIE DIRIGÉE

faire du XIX<sup>e</sup> siècle était basé sur une métaphysique à intervention providentielle; l'économie dirigée du XX<sup>e</sup> siècle repose sur la croyance philosophique en la puissance de l'homme pour réaliser dans l'ordre l'évolution économique et sociale par la recherche scientifique et l'imagination constructive.

**DAS PROBLEM PLANMÄSSIGER WIRTSCHAFT VON  
DR. LEWIS L. LORWIN, WIRTSCHAFTSWISSENSCHAFTLICHES IN-  
STITUT DER BROOKINGS INSTITUTION, WASHINGTON, D.C., U. S. A.**

---

Für eine klarere Erörterung wirtschaftlicher Planung sollte man im Sinne halten, dass der Gedanke nicht ganz neu ist, und dass er kein Allheilmittel für alle Krankheiten darstellt. In mannigfaltigen Formen kann die Idee durch die Geschichte des letzten Jahrhunderts in der Westlichen Welt verfolgt werden. In ihrer umfassendsten, aber abstrakten Form wurde sie angeregt durch die Sozialisten der 30er und 40er Jahre des 19. Jahrhunderts. In einer beschränkteren Art kam sie zum Ausdruck in den Vorschlägen von Reformern, wie Sismondri, und Fürsprechern für Fabrikgesetzgebung in Grossbritannien und andern Ländern. Sie fand sich ferner in einiger Ausdehnung in der nationalen Oekonomie von Friedrich List in Deutschland.

Mit der Ausdehnung der Industriewirtschaft während der letzten Jahrzehnte des 19. Jahrhunderts und in den Jahren, welche dem Weltkriege unmittelbar vorausgingen, brachten die Veränderungen im Konkurrenzprozess, das Wachstum der Monopole, der Gewerkschaften, der landwirtschaftlichen Vereinigungen und anderer Massenorganisationen eine allgemeine Tendenz in Richtung einer Regulierung des Kapitalismus hervor, welche dazu neigte, den Gedanken des *Laissez faire* zu diskreditieren und mehr und mehr den Gedanken einer wirtschaftlichen und sozialen Kontrolle in den Vordergrund zu bringen. Auch die Sozialisten nahmen während dieser Periode eine freundlichere Haltung gegenüber den Massnahmen öffentlicher Kontrolle und sozialer Gesetzgebung ein. Zum Gedanken eines umfassenden und allgemeinen Systems planvollen ökonomischen Lebens bekannten sich nur revolutionäre Elemente - Marxisten, Syndikalisten, Gilden-Sozialisten und I. W. W.'s. Der Gedanke der Planung nahm infolge der durch den Weltkrieg geschaffenen Lage konkrete Gestalt an. In allen kriegführenden Ländern, aber besonders in den Vereinigten Staaten, wurde es nach dem Beginn der militärischen Operationen für

## DAS PROBLEM PLANMÄSSIGER WIRTSCHAFT

die Regierung notwendig, eine höchste Kontrolle der wirtschaftlichen Hilfskräfte des Landes einzuführen, um sie auf den Sieg zu konzentrieren. In den Vereinigten Staaten kontrollierten das Kriegswirtschaftsamt und der nationale Verteidigungsrat, welche sich einer Anzahl anderer Regierungsstellen und Aemter bedienten, praktisch alle wirtschaftlichen Aktivitäten, indem sie sie als Elemente zu einem kollektiven Zweck betrachteten.

Während des Aufschwunges nach dem Waffenstillstand wurde der Gedanke von Wirtschaftsräten der Brennpunkt der Forderungen der Arbeiterorganisationen als ein Mittel zum sozialen Wiederaufbau. Als in den harten Jahren von 1921-1923 die Aufmerksamkeit der Welt auf die Probleme der Reparationen, der Kriegsschulden und des russischen Wiederaufbaues gerichtet war, empfing der Gedanke internationaler Kontrolle einen beachtlichen Anstoss durch die von den Regierungen selbst berufenen Konferenzen und ebenso durch die Vorschläge, welche von der Internationalen Vereinigung der Gewerkschaften und von den Sozialisten gemacht wurden.

Einen noch grösseren Antrieb empfing die Idee während des wirtschaftlichen Aufschwunges und der Konjunkturperiode von 1925-1929. Während die Industrialisierung enorme Fortschritte in diesen Jahren machte, wurde ihre Entwicklung gekennzeichnet durch einen Mangel an Gleichgewicht, der viele Faktoren von Unstetigkeit und Unsicherheit hervorrief. Technischer Fortschritt wurde von technologischer Arbeitslosigkeit begleitet. Rationalisierung führte zu Ueberspannung der Produktionskapazität. Das rapide Wachstum von Verschmelzungen und Kartellen bedeutete die Verdrängung des unabhängigen Geschäftsmannes und eine Schwächung der Arbeiterorganisationen. Grosse Profitmargen und spekulative Gewinne lenkten Gelder aus produktiven Bahnen. Das Wachstum der Produktionskapazität wurde gehemmt durch die Unfähigkeit grosser Teile der Erde, ihren Lebensstandard zu heben. Weltmärkte, insbesondere in Rohstoffen, gerieten in Unordnung durch die



## DAS PROBLEM PLANMÄSSIGER WIRTSCHAFT

Unfähigkeit, einen angemessenen Preisstand aufrechtzuerhalten, und das internationale Wachstum des Wirtschaftslebens wurde gehemmt durch die Betonung nationalistischer Gefühle und exklusiver Handelspolitik. Dieser Mangel an Gleichgewicht warf viele Wirtschaftszweige, wie Mineralöle, Textil und Kohle in einen Zustand chronischer Krisis, so dass der Gedanke entstand, die Produktion planmässig zu kontrollieren und sie mit der Marktnachfrage in Einklang zu bringen.

Aber die Idee erhielt ohne Zweifel eine neue Stärkung und dramatische Kraft durch die Annahme des Fünfjahresplanes durch Sowjet-Russland 1927-1928, besonders nach dem Finanzkrach von 1929, als die grosse Weltdepression in Kontrast trat mit der kräftigen Verfolgung des Fünfjahresplanes in Sowjet-Rusland.

Weil die Idee der Planung in diesen mannigfaltigen Formen in Erscheinung trat, darf sie nicht als völlig sozialistisch oder als Sowjetneuerung betrachtet werden, sondern als eine Frucht von Jarzehnten ökonomischer Entwicklung besonders beschleunigt durch die jüngsten wirtschaftlichen Ereignisse, welche überall das Vertrauen auf die alten Methoden des Wirtschaftsgeschehens erschüttert und zu neuen Methoden und Gedanken aufgerufen haben.

Eine planmässige Wirtschaft kann definiert werden als ein System ökonomischer Organisation, in welchem alle individuellen und gesonderten Fabriken, Unternehmungen und Wirtschaftszweige behandelt werden als koordinierte Einheiten eines einzigen Ganzen, und zwar zu dem Zwecke, alle verfügbaren Hilfsquellen nutzbar zu machen, um die höchste Befriedigung der Bedürfnisse eines Volkes in einem gegebenen Zeitraume zu erreichen. Nicht nur ist wirtschaftliche Planung verschieden und unterschieden von dem gegenwärtigen Wirtschaftssystem oder vom regulierten Kapitalismus, sondern sie ist auch verschieden von technischer Planung, welche nur ein anderer Name für wissenschaftliche Betriebsführung ist, und auch von industrieller Planung, welche sich selbst darauf beschränkt,

## DAS PROBLEM PLANMÄSSIGER WIRTSCHAFT

Angebot und Nachfrage nur in einem Wirtschaftszweige in Einklang zu bringen.

Im wesentlichen ist wirtschaftliche Planung eine neue Methode, um Produktion und Distribution in Einklang zu bringen. Deswegen beantwortet sie nicht alle Fragen des ökonomischen und sozialen Lebens. Der Charakter und Zweck einer planmässigen Wirtschaft hängt nicht nur von der Anwendung der Planung, sondern auch von der Art der Planung ab, deren Ausführung vorgeschlagen wird. Mit andern Worten, wirtschaftliche Planung hängt in ihrem Charakter von sozialer Planung ab.

Deswegen ist es möglich, verschiedene Typen der Planung zu haben, welche von dem betreffenden sozialen Plane abhängen und den Typen der Institutionen, welche für die Ausführung des Planes erdacht sind. Allgemein gesprochen, kann man vier grössere Typen unterscheiden: Der reine sozialistische Typus, der gemischte staats-sozialistische Typus, wie er durch die U. S. S. R. dargestellt wird, der freiwillige Geschäftstypus, wie er in den Vereinigten Staaten durch Geschäftsleute vorgeschlagen wird, und der sozial-fortschrittliche Typus, der ebenfalls in den Vereinigten Staaten erörtert wird.

Es ist bei der Betrachtung wirtschaftlicher Planung nicht nur logisch, sondern praktisch unvermeidlich, über die Grenzen einer Nation oder eines Landes hinauszugehen. Wie bei den einzelnen Völkern Charakter und Ziel wirtschaftlicher Planung von dem kombinierten sozialen Plan abhängt, so hängt in ihren weltweiten Gesichtspunkten wirtschaftliche Planung von dem besonderen internationalen Plane ab, zu dem sie in Beziehung tritt.

Wirtschaftliche Planung hat die Tendenz, in ihrem Charakter nationalistisch zu sein. Das trifft besonders für diejenigen Länder zu, welche einen grossen Inlandsmarkt haben, den sie als Grundlage für ein mehr oder weniger geschlossenes Wirtschaftssystem benutzen können. Aber abgesehen von wenigen Ländern ist eine solche Haltung unmöglich. Die Notwendig-

## DAS PROBLEM PLANMÄSSIGER WIRTSCHAFT

keit für eine Methode internationaler Wirtschaftspolitik wird unvermeidlich.

Bei genauer Analyse wird man sehen, dass wirtschaftliche Planung sich nicht mit den Prinzipien absoluten Freihandels oder nationalistischen Schutzzolls vereinigen lässt. Sie muss nach neuen Richtlinien entworfen werden. Zwei Alternativen stellen sich hier dar. Eine ist diejenige der Entwicklung weiter regionaler Wirtschaftssysteme, welche sich mehr oder weniger selbst erhalten können. Das andere ist die Methode internationaler Wirtschaftsverträge zwischen verschiedenen produzierenden Ländern zum Zwecke der Zusammenarbeit, um in gemeinsamer Arbeit die Nachfrage des Weltmarktes zu befriedigen. In diesem Zusammenhange ergeben sich offenbar vielversprechende Möglichkeiten für einen Weltwirtschaftsrat, der die Entwicklungsfähigkeit der Weltmärkte zu studieren hätte. Wirtschaftliche Planung wird von vielen Leuten verworfen als ein Steckenpferd, welches zeitlich durch die Depression und den Sowjet-Einfluss bedingt ist. Durch unsere historische Betrachtung wird klar, dass dies ein enger Gesichtspunkt ist. Planung ist eine neue Methode ökonomischen Geschehens, welche mehr und mehr in den Vordergrund gedrängt wird. Es ist ein Prinzip, welches gestattet, ökonomische Probleme neu anzufassen, und welches selbst sowohl in der Theorie, wie in der Praxis zu stufenweiser Ausdehnung und Ausarbeitung führt. Obwohl es kein Wundermittel ist, sind seine Möglichkeiten gross, weil es neue Fassungen der Mittel und Wege menschlichen Lebens bietet und neue Methoden, um ein ständiges Wachstum in der Lebenshaltung zu fördern.

Abgesehen von allen Schwierigkeiten, welche sowohl in wirtschaftlicher wie politischer Hinsicht auf dem Wege liegen, wird Planung wahrscheinlich seinen Weg nach vorwärts fortsetzen. Es wird wahrscheinlich eine neue Art von Institutionen ins Leben gerufen, welche unsere ökonomische Haltung und unser ökonomisches Leben sehr ernsthaft beeinflussen wird.

## DAS PROBLEM PLANMÄSSIGER WIRTSCHAFT

Obwohl bisher noch keine tatsächliche Grundlage vorhanden ist, um zu der Annahme zu berechtigen, dass wirtschaftliche Planung unter allen Bedingungen erfolgreich sein wird, spricht vieles für eine solche Mutmassung. Die wissenschaftliche Basis ist gegeben. Philosophisch und moralisch ist Planung ein Appell für eine Erweiterung des Geistes und für einen grösseren Glauben an Zukunft und Möglichkeiten des Lebens. Sie ist eine Synthese der Ideen von Dynamik und Ordnung, von Wissen und Einbildungskraft, welche dem 20. Jahrhundert das Versprechen einer grossen Erfüllung entgegenhält. Mit andern Worten, ökonomische Planung ist eine Phase eines neuartigen Lebensgefühles und Lebens. Das *Laissez faire* des 19. Jahrhunderts war gegründet auf einer Metaphysik der Führung durch die Vorsehung. Die Planung des 20. Jahrhunderts stützt ihre Sache auf einen philosophischen Glauben an die Vollmacht des Menschen, wirtschaftliche und soziale Veränderungen ordnungsgemäss durch wissenschaftliche Untersuchung und aufbauende Einbildungskraft zu fördern.

**THE PRINCIPLE OF THE PEOPLE'S LIVELIHOOD -  
THE PROBLEM OF ECONOMIC PLANNING AS SEEN IN  
CHINA BY PROF. J. B. TAYLER, PROFESSOR OF ECONOMICS,  
YENCHING UNIVERSITY, PEIPING, CHINA.**

---

In many ways China still constitutes a world of her own, her economic life strongly influenced by factors which have become almost negligible in other great civilisations. But she is being irresistibly, but not altogether unwillingly, drawn into the growing world economy. Her fundamental problem is the universal one: how to apply modern science to the technique and organisation of industry in such ways as will do most to raise the general standard of life, having due regard to the personality of the worker and to considerations of social equality and economic freedom.

The national policy is based on the Principle of the People's Livelihood bequeathed by Dr. Sun, formally adopted by the People's Party now in office, and recently embodied in concrete proposals to be executed within stated periods. Dr. Sun felt that the workers were not reaping the full benefit of increased productivity. He sought to correct this defect through (a) social legislation; (b) the encouragement of municipal and co-operative services leading to a socialised distribution of wealth; (c) the equalisation of land ownership and the assessment of land values on a basis that would secure future increases for society, and (d) steps to prevent the growth of large accumulations of private capital or capitalistic control.

The economic side of this program may perhaps be divided into four parts: (a) the creation of public utilities - communications, power, et cetera - providing a better economic milieu; (b) the promotion of basic large scale industries by government; (c) the encouragement of agricultural improvement, and (d) the fostering of small scale industry.

The national problem with regard to (a) and (b) is to combine public control and ownership with efficient administration. The

## THE PROBLEM OF ECONOMIC PLANNING

government in China is making a great effort to break with all in its heritage and practice which militates against economic efficiency, but much remains to be done. Efficiency is most highly developed in the group of modern bankers, masters of the scientific methods of accounting and of the principle of accountability. Can the government secure the professional services of such men on terms that will make finance the instrument of social policy?

Meanwhile, through social legislation, an endeavour is being made, against considerable opposition, to secure that large scale enterprises, both government and private, shall play the part for which they are fitted of leadership in creating new standards of welfare and education. As Professor Tawney has shown in his recent book "Equality" comparatively small sums taken from the profits of such undertakings can achieve very substantial results in collective provision for health and education, for a richer social and aesthetic life, and for higher standards generally.

In agriculture, aside from the precise means to be adopted in placing the land in the hands of the peasant, the lines of improvement have already been broadly worked out in the West. They include scientific guidance supplied through agricultural colleges and experiment stations, on the one hand, and co-operative organisation for the supply of common wants, for bulking and standardising produce for the market, and for securing credit, on the other.

A significant departure in China is the attempt to apply these methods to industrial development, associating large numbers of small productive units in the re-organisation of existing, and the creation of new, industries. If this can be done in progressive steps as skill, capital resources, and the faculty for co-operation increase, the result will be to distribute capital in the hands of large bodies of producers without creating widespread indebtedness; to carry industry to the villages where the character of the farming and the nature of the cli-

#### AS SEEN IN CHINA

mate render subsidiary industries of fundamental importance, thereby avoiding the acute problems of health and morals which arise in crowded industrial cities. To do this necessitates the linking of industry with education, thus making it an instrument of culture, while it will bring about far-reaching changes with the least disturbance to Chinese social life. Success in such a venture can be attained only as the new patriotism and social awakening furnish the right professional leadership.

This policy, if successful, would do much to avoid possible unfavourable reactions of mechanisation on standards of living. Studies of wages in handicrafts and factories in Tientsin seem to indicate that industrialisation may result in replacing larger numbers of skilled, well-paid workers by fewer, less skilled lower paid men; and the failure of women in Japan to increase appreciably their wages, when transferred from minding four looms to minding sixteen or more automatic looms, suggests the diversion of a larger proportion of the national income to the owners of property, with consequent subordination of industry to finance, and the intensification of the problem of unemployment. For in the modern world, certainly in China, it cannot be assumed that economies in existing industries will automatically lead to new diversification of industry and the raising of standards for the common people.

On the other hand, increased productivity can act beneficially in reducing hours, raising wages or lowering prices. If the whole economy is devoted to reducing prices, the producer will benefit equally with the consumer if the article is one of universal consumption; if however hours are to be shortened or the standards of the particular group raised relatively to others, the lowering of price will be correspondingly less. The relation of productivity to livelihood in a complex society is a complicated one and raises wide social questions, which cannot be analysed here.

It must not be overlooked that not only the productive and

## THE PROBLEM OF ECONOMIC PLANNING

distributive sides, but also the consumption side is involved. We have the machinery to raise consumption standards considerably, but it will not be done unless there is a demand on the part of the consumer. In China, for instance, improved livelihood waits on the desire for a higher level of health and education and the widening of interests. Production needs to be directed to supplying just those things which will promote the general wellbeing. It has long been a source of surprise that the powerful consumers' co-operative movement in Great Britain and Europe has not done more in a positive direction to direct attention to the lines on which working class consumption is most susceptible of improvement and to use its great capacity to secure advance on those lines. Even now that a National Consumers' Council is being set up in Great Britain, it is the question of protection from exploitation, not of guidance in developing new standards of consumption, that is the object in view. In China, facing western standards from the very different standpoint of her own traditional ways, consideration of the problems involved in establishing the new standards would be of great value.

The social science that is to guide in a planned economy must clearly go beyond the borders of economics. Planning implies ends, ends which the economy exists to secure. The economist cannot stretch his science to cover all that is included, but it is of the utmost importance that he should co-operate in seeing that the larger study, call it Euthenics, or the Science of Welfare, shall be called into being without delay. This alone will make possible the steadily clearer and more adequate definition both of the ends to be sought and the conditions of their attainment.



**LE PRINCIPE DE L'AMÉLIORATION DES CONDI-  
TIONS D'EXISTENCE DU PEUPLE (THE PROBLEM  
OF THE PEOPLE'S LIVELIHOOD) - LE PROBLÈME DE  
L'ÉCONOMIE DIRIGÉE, TEL QU'IL EST ENVISAGÉ EN CHINE  
PAR LE PROFESSEUR J. B. TAYLER, PROFESSEUR D'ÉCONOMIE  
A L'UNIVERSITÉ DE YENCHING, PEIPING, CHINE.**

---

A bien des égards, la Chine constitue encore aujourd'hui un monde fermé, et sa vie économique reste fortement influencé par des facteurs qui, dans les autres grandes civilisations, sont devenus presque négligeables. Cependant elle se trouve entraînée, non pas absolument contre son gré, mais irrésistiblement, par le développement de l'économie mondiale. Le problème fondamental qui se pose à propos de la Chine est celui qui se pose universellement, savoir: comment appliquer les ressources de la science moderne à la technique et à l'organisation de l'industrie de façon à élever au maximum les niveaux de vie, la personnalité du travailleur étant dûment prise en considération ainsi que les notions d'égalité sociale et de liberté économique?

La politique nationale de la Chine est basée sur le principe de l'amélioration des conditions d'existence du peuple légué par le Dr. Sun, formellement adopté par le parti du peuple actuellement au pouvoir, et incorporé dans des propositions concrètes qui doivent être exécutées dans un délai fixé. Le Dr. Sun eut le sentiment que les travailleurs, dans le monde entier, ne recueillaient pas le plein bénéfice de l'accroissement de la productivité. Il chercha à améliorer cette situation par les différents moyens suivants:

- (a) législation sociale;
- (b) encouragement aux initiatives municipales et coopératives, celles-ci conduisant à une socialisation de la distribution des richesses;
- (c) égalisation de la propriété foncière et répartition de l'impôt

## LE PROBLÈME DE L'ECONOMIE DIRIGÉE

foncier sur une base propre à assurer la progression de la richesse sociale;

- (d) toutes dispositions de nature à prévenir la formation de larges accumulations de capitaux privés et l'extension du contrôle capitaliste sur la vie économique en général.

Les aspects économiques de ce programme peuvent être divisés en quatre parties:

- (a) création par l'Etat de bases économiques fondamentales (communications, force motrice, etc.) constituant un meilleur milieu économique;
- (b) établissement par l'Etat d'industries de base, conçues sur une grande échelle;
- (c) encouragement aux améliorations agricoles;
- (d) développement de la petite industrie.

Le problème national, en ce qui concerne (a) et (b), se résume en une combinaison de la propriété et du contrôle publics d'une part, avec l'efficacité dans l'administration d'autre part. Le gouvernement chinois fait actuellement un grand effort pour rompre avec tout ce qui milite, par tradition ou par routine, contre l'efficacité économique, mais il reste beaucoup à faire. Là où l'efficacité est la plus développée, c'est précisément chez les banquiers modernes, qui sont passés maîtres en l'art d'appliquer les principes et les méthodes scientifiques de la comptabilité. Le gouvernement peut-il compter sur les services professionnels de ces hommes, pour faire de la finance un instrument de politique sociale?

Quoi qu'il en soit, par le moyen de la législation sociale, un effort s'accomplit, à l'encontre d'une forte opposition, en vue d'assurer l'établissement de ces grandes entreprises d'Etat ou privées qui sont destinées à jouer un rôle de direction important, tout en créant de nouvelles possibilités de bien-être et d'éducation. Comme le Professeur Tawney l'a montré dans son livre récent, "Equality", des sommes relativement faibles,

## TEL QU'IL EST ENVISAGÉ EN CHINE

prélevées sur de telles entreprises, peuvent conduire à des résultats collectifs substantiels en ce qui concerne la santé, l'éducation, l'épanouissement de la vie économique et esthétique, et, en général, l'accession à des stades de civilisation plus élevés. Dans le domaine de l'agriculture, en dehors des réformes précises qui doivent placer la terre entre les mains des paysans, d'autres moyens d'amélioration préconisés ont déjà reçu, dans l'Ouest, de larges applications. Celles-ci comprennent: d'une part, direction scientifique assurée par des écoles d'agriculture et des stations expérimentales; d'autre part, organisation coopérative destinée à pourvoir aux besoins communs, à standardiser et à grouper les produits pour le marché, enfin à fournir des crédits.

Ces mêmes méthodes, on cherche actuellement en Chine, à les appliquer au développement industriel, par l'association d'un grand nombre d'unités productrices, soit en réorganisant celles qui existent, soit en en créant de nouvelles. Si, dans ces conditions, la capacité professionnelle, les ressources en capital, et l'esprit de coopération se développent progressivement, cela permettrait de mettre des capitaux entre les mains de larges groupes de producteurs, sans qu'il s'ensuive un endettement excessif; en même temps, serait assuré le transfert de certaines industries dans les villages, où les conditions de l'exploitation agricole et la nature du climat confèrent à la présence d'industries subsidiaires une importance fondamentale; en outre, seraient évitées par ce moyen les difficultés si aguës que soulèvent l'insalubrité des villes industrielles surpeuplées et la corruption des moeurs qui s'y trouve favorisée. La réalisation de ces vues implique la création d'un lien entre l'éducation et l'industrie, ce qui ferait de cette dernière un instrument de culture, et permettrait d'introduire dans la vie sociale chinoise de profonds changements sans troubler sensiblement son fonctionnement. Cependant, la réussite d'un programme aussi hardi n'est possible que dans la mesure où

## LE PROBLÈME DE L'ECONOMIE DIRIGÉE

un patriotisme nouveau et un véritable réveil social fourniront les cadres professionnels adéquats.

Cette politique, en cas de succès, ferait beaucoup pour éviter les conséquences défavorables que peut avoir sur les niveaux de vie l'extension du machinisme. L'examen des salaires parmi les artisans et dans les usines, à Tientsin, semble montrer que l'industrialisation amène le remplacement de nombreux travailleurs qualifiés et bien payés par un plus petit nombre d'ouvriers à la fois moins spécialisés et moins payés. On connaît, d'autre part, l'impuissance des ouvrières japonaises à obtenir une augmentation de salaire appréciable à l'époque où elles durent surveiller, au lieu de quatre métiers à tisser ordinaires, une soixantaine de métiers automatiques; ce fait suggère l'importance de la portion du revenu national distraite par les propriétaires des moyens de production, ce qui entraîne la subordination de l'industrie à la finance, et l'aggravation du problème du chômage. Nulle part dans le monde, et certainement pas en Chine, on ne peut prétendre que les économies réalisées par les industries existantes conduisent automatiquement à une nouvelle diversification des industries, ni à une élévation du niveau de vie des masses populaires.

D'autre part, l'augmentation de la productivité peut agir d'une façon bienfaisante soit par la réduction de la durée du travail, soit par l'élévation des salaires, soit par l'abaissement des prix. Si l'économie totale réalisée est consacrée à réduire les prix, le producteur en bénéficiera au même titre que le consommateur, du moins s'il s'agit d'un article de consommation universelle; si néanmoins, la journée de travail est réduite, ou si les avantages obtenus par un groupe particulier surpassent ceux des autres, l'abaissement des prix en sera d'autant moins prononcé. La relation entre la productivité et les moyens d'existence dans une société complexe est loin d'être simple, et son étude conduirait à d'amples questions d'ordre social qui ne peuvent être analysées ici.

## TEL QU'IL EST ENVISAGÉ EN CHINE

tribution ne sont pas seules impliquées dans ce problème, mais aussi la consommation. L'humanité possède aujourd'hui les moyens matériels nécessaires pour élever considérablement le niveau de la consommation. Mais cette possibilité ne pourra devenir une réalité que s'il existe une demande de la part des consommateurs. En Chine, par exemple, les conditions d'existence ne peuvent progresser que s'il naît un réel désir d'amélioration au point de vue santé et éducation. Il faut que la production soit dirigée en vue de fournir des objets propres à accroître le bien-être général. Ce fut pendant longtemps un sujet de surprise que de voir le puissant mouvement des coopératives de consommation, en Grande-Bretagne et en Europe, ne pas s'intéresser plus directement ni plus systématiquement aux directions dans lesquelles la consommation de la classe ouvrière est le plus susceptible d'amélioration; il semble que ce mouvement coopératif aurait pu utiliser sa grande capacité de production pour progresser dans ces directions. Aujourd'hui encore, à la veille de la création d'un Conseil National des Consommateurs en Grande-Bretagne, c'est la question de la protection contre l'exploitation qui domine, et non celle du développement de la consommation dans un sens favorable à l'accroissement du bien-être réel. Pour en revenir à la Chine, l'opposition même entre les conditions de vie occidentales et celles qui prévalent traditionnellement en Chine, rend d'autant plus importante la considération des problèmes qu'implique l'établissement de nouvelles conditions d'existence.

La science sociale, qui nous conduit à l'économie dirigée, doit évidemment dépasser les limites de la science économique: on ne peut concevoir d'économie dirigée sans fins à réaliser, et l'économie dirigée n'est que le moyen de poursuivre ces fins. L'économiste ne peut donc étendre sa science jusqu'à envelopper toutes les préoccupations que supposent ces fins sociales; mais il est de la plus grande importance qu'il collabore à la constitution de cette nouvelle discipline qu'on peut appeler

## **LE PROBLÈME DE L'ECONOMIE DIRIGÉE**

la science du bien-être (Euthenics), et dont il faut souhaiter le prompt avènement. Seules, de telles recherches pourront nous permettre de définir d'une façon de plus en plus précise et complète les fins à réaliser et les moyens à mettre en oeuvre pour les atteindre.

**DAS PRINZIP DER LEBENSHALTUNG DES VOLKES  
(THE PRINCIPLE OF THE PEOPLE'S LIVELIHOOD) - DAS  
PROBLEM WIRTSCHAFTLICHER PLANUNG, WIE ES IN  
CHINA ERSCHEINT VON PROFESSOR J. B. TAYLER, NATIONAL-  
ÖKONOM, YENCHING UNIVERSITÄT, PEIPING, CHINA.**

---

In mancherlei Weise bedeutet China noch eine Welt für sich, sein wirtschaftliches Leben wird stark durch Faktoren beeinflusst, die in anderen grossen Zivilisationen meist bedeutungslos geworden sind. Aber das Land wird unwiderstehlich, jedoch im ganzen nicht ungerne, in die wachsende Weltwirtschaft hineinbezogen. Sein grundlegendes Prinzip ist das allumfassende eine: Wie kann die moderne Wissenschaft auf die Technik und Organisation der Wirtschaft in solcher Weise angewandt werden, dass die allgemeine Lebenshaltung möglichst gesteigert wird, unter richtiger Rücksichtnahme auf die Persönlichkeit des Arbeiters und auf die Betrachtung sozialer Gleichheit und wirtschaftlicher Freiheit.

Die nationale Politik ruht auf dem "Prinzip der Lebenshaltung des Volkes", dem Vermächtnis von Dr. Sun, wie es förmlich durch die jetzt regierende Volkspartei angenommen ist, und das kürzlich in konkreten Vorschlägen formuliert ist, welche nun in bestimmten Perioden ausgeführt werden sollen. Dr. Sun fühlte, dass die Arbeiter in der Welt nicht den vollen Segen der Produktionsvermehrung ernteten. Er suchte diesen Mangel zu verbessern:

- (a) durch soziale Gesetzgebung;
- (b) durch die Ermutigung städtischer und genossenschaftlicher Dienste, die zu einer sozialisierten Verteilung des Reichtums führen sollte;
- (c) durch die Gleichmachung des Landeigentums und durch die Besteuerung der Bodenwerte auf einer Grundlage, welche zukünftigen Wertzuwachs für die Gesellschaft sichern sollte;
- (d) in Massnahmen, welche dem Wachstum von grossen

## DAS PROBLEM WIRTSCHAFTLICHER PLANUNG

Akkumulationen des privaten Kapitals oder der kapitalistischen Kontrolle vorbeugen sollten.

Die wirtschaftliche Seite dieses Programms kann vielleicht in vier Abschnitte geteilt werden:

- (a) Die Schöpfung von "public utilities" - Verkehr, Kraft, u.s.w. - die für ein besseres ökonomisches Milieu sorgen;
- (b) Die Förderung der grossen Schlüsselindustrien seitens der Regierung;
- (c) Die Förderung von Verbesserungen in der Agrarwirtschaft;
- (d) Die Förderung der kleineren und mittleren Unternehmungen.

Das nationale Problem in Bezug auf (a) und (b) besteht darin, öffentliche Kontrolle und Eigentum mit wirksamer Verwaltung zu vereinen. Die Regierung in China macht grosse Anstrengungen, um mit aller überlieferten Praxis zu brechen, welche ökonomischer Wirksamkeit widerstreitet; aber viel bleibt noch zu tun. Solche "Wirksamkeit" ist am höchsten in der Gruppe des modernen Bankiers entwickelt, welche die wissenschaftliche Rechenmethode und das Prinzip der Unzurechnungsfähigkeit beherrscht. Kann sich die Regierung die beruflichen Dienste solcher Männer zu Bedingungen sichern, welche das Finanzwesen zum Instrument sozialer Politik machen werden?

Mittlerweile hat man sich gegen eine beachtliche Opposition, bemüht durch soziale Gesetzgebung, jene Grossunternehmungen - sowohl staatliche als auch private - dahin zu bringen, dass sie ihre gegebene Führerrolle spielen, um neue Standards der Wohlfahrt und der Erziehung zu schaffen. Wie Professor Tawney in seinem letzten Buch "Gleichheit" gezeigt hat, können verhältnismässig kleine Beiträge, die von den Erträgen solcher Unternehmungen genommen werden, sehr bedeutungsvolle Ergebnisse in kollektiver Fürsorge für Gesundheit und Erziehung, für ein reicheres soziales und ästhetisches Leben



## WIE ES IN CHINA ERSCHEINT

und für allgemein höhere Standards erreichen.

In der Landwirtschaft sind bereits - abgesehen von den bestimmten Massnahmen, um das Land in die Hände des Bauern zu bringen - Richtlinien für Verbesserungen in grossen Zügen im Westen ausgearbeitet. Sie bestehen auf der einen Seite aus wissenschaftlicher Führung durch landwirtschaftliche Hochschulen und Versuchsstationen und auf der anderen Seite aus genossenschaftlicher Organisation für das Angebot allgemeiner Bedürfnisse, für die Sammlung und Standardisierung marktfähiger Produktion für Beschaffung des Kredits.

Eine beachtenswerte Wendung in China ist der Versuch, diese Methoden auf die Entwicklung der Industrie anzuwenden, wobei eine grosse Anzahl von kleinen Produktionseinheiten zusammengefasst werden, um bereits bestehende Industrien zu reorganisieren und neue Industrien zu schaffen. Wenn dieses in fortschrittlicher Weise so geschehen kann, dass Geschicklichkeit, Kapitalversorgung und die Fähigkeit zur Zusammenarbeit wächst, dann wird das Ergebnis sein, dass das Kapital in die Hände von grossen Körperschaften von Produzenten geleitet wird, ohne allgemeine Verschuldung zu schaffen; und dass Industrie in die Dörfer geleitet wird, wo der Charakter des Ackerbaus und die Natur des Klimas die Errichtung von Hilfsindustrien von grundlegender Bedeutung gestattet. Auf diese Weise werden die akuten Probleme der Gesundheit und der Moral vermieden, die in grossen Industriestätten entstehen. Hierbei wird die Verbindung der Wirtschaft mit der Erziehung notwendig, wodurch sie ein Werkzeug der Kultur wird, indem sie weitreichende Veränderungen mit nur geringen Störungen für das chinesische gesellschaftliche Leben mit sich bringen wird. Erfolg kann in einem solchen Wagnis nur deshalb erreicht werden, weil der neue Patriotismus und das soziale Erwachen die richtige Führerschaft berufen.

Wenn diese Politik erfolgreich wäre, so würde sie viel dazu beitragen, um unmögliche, ungünstige Reaktionen der Mechanisierung auf die Lebenshaltung zu vermeiden. Lohnstudien

## DAS PROBLEM WIRTSCHAFTLICHER PLANUNG

in Werkstätten und Fabriken in Tientsin scheinen anzuzeigen, dass das Ergebnis der Industrialisierung darin bestehen wird, dass eine grosse Zahl gelernter, gut bezahlter Arbeiter durch eine geringere Anzahl weniger ausgebildeter und schlechter bezahlter Arbeiter ersetzt wird. Das Misslingen des Versuches der Frauen in Japan, ihre Löhne zu erhöhen, als sie anstelle von 4 Webstühlen nunmehr 16 oder mehr automatische Stühle bedienen sollten, bedeutet die Ablenkung eines grösseren Teiles des Nationaleinkommens an die besitzende Klasse mit nachfolgender Unterordnung der Industrie unter das Finanzwesen und Verschärfung des Problems der Arbeitslosigkeit. Denn in der modernen Welt, sicherlich in China, kann nicht angenommen werden, dass die Ersparnisse in bereits bestehenden Industrien automatisch zu einer Neugestaltung der Industrie und zur Hebung der Lebenshaltung für die Allgemeinheit führen werden.

Auf der anderen Seite kann vermehrte Produktivität sich nur dann wohltätig auswirken, wenn die Arbeitszeit verkürzt, die Löhne erhöht oder die Preise ermässigt werden. Wenn die Gesamtwirtschaft auf Preisermässigung eingestellt ist, dann wird der Produzent in gleicher Weise wie der Konsument davon seinen Nutzen haben, wenn der Artikel ein allgemeiner Verbrauchsartikel ist. Wenn jedoch nur für die besondere Gruppe relativ zu anderen Gruppen die Arbeitszeit verkürzt oder die Lebenshaltung erhöht wird, so wird die Senkung der Preise entsprechend geringer sein. Die Beziehung zwischen Produktivität und Lebenshaltung ist in einer verwickelten Gesellschaft ein kompliziertes Problem und wirft grosse soziale Fragen auf, die hier nicht analysiert werden können.

Es darf nicht übersehen werden, dass nicht nur die Seite der Produktion und der Verteilung sondern auch die des Verbrauches berührt wird. Wir haben die Maschinerie, um die Höhe des Verbrauches beachtenswert zu steigern, aber wir sind dazu erst in der Lage, wenn auf Seiten des Verbrauchers eine Nachfrage vorhanden ist. In China zum Beispiel wartet die Verbesse-

## WIE ES IN CHINA ERSCHEINT

rung der Lebenshaltung auf den Wunsch nach einem höheren Standard von Gesundheit und Erziehung und auf die Erweiterung der Interessen. Die Produktion muss darauf gerichtet werden, gerade die Dinge zu liefern, welche die allgemeine Wohlfahrt fördern können. Es ist lange Zeit ein Grund zur Verwunderung gewesen, dass die grosse Bewegung der Konsumgenossenschaften in Grossbritannien und Europa in positiver Richtung nicht mehr getan haben, um die Aufmerksamkeit darauf zu lenken, in welcher Hinsicht der Verbrauch der Arbeiterklassen besonders aufnahmefähig für Verbesserungen ist, und ihre grosse Produktionskapazität so zu verwenden, dass Fortschritte in dieser Hinsicht erreicht werden.

Gerade jetzt, wo ein Nationaler-Verbraucher-Rat in Grossbritannien gegründet ist, ist die Frage aufgeworfen, wie der Verbrauch vor Ausbeutung geschützt werden kann, aber nicht, wie unter seiner Leitung neue Standards des Verbrauchers entwickelt werden können. In China, das den Standards der westlichen Welt von dem sehr verschiedenen Standpunkt seiner eigenen traditionellen Entwicklung aus gegenübersteht, würde die Betrachtung der Probleme von dem Gesichtspunkt der Errichtung neuer Standards von grossem Wert sein.

Die soziale Wissenschaft, welche in einer planmässigen Wirtschaft die Führung übernehmen soll, muss die Grenzen der ökonomischen Wissenschaften überschreiten. Planung bedeutet Setzung von Zielen, welche die Wirtschaft erreichen soll. Der Nationalökonom kann seine Wissenschaft nicht so weit ausdehnen, um all das zu umfassen, was hierin inbegriffen ist. Aber es ist von äusserster Wichtigkeit, dass er unter dem Gesichtspunkt mitarbeiten sollte, dass diese grössere Wissenschaft - nennen wir sie "Euthenics" oder die Wohlfahrts-Wissenschaft - ohne Verzug ins Leben gerufen werden sollte. Dieses allein wird eine immer klarere und angemessenere Definition sowohl von den Zielen, welche zu setzen sind, als auch von Bedingungen, unter denen sie erreicht werden können, möglich machen.

LA DISTRIBUTION MASSIVE ET LES NIVEAUX DE  
VIE PAR EDWARD A. FILENE, Wm. FILENE'S SONS' Co., BOSTON,  
U. S. A.

---

C'est en homme d'affaires, non en théoricien, que je me propose d'examiner le problème de l'élévation des niveaux de vie par la distribution massive. Cela ne veut pas dire que j'aie la moindre prévention à l'égard des théoriciens; mais je ne vois pas du tout la possibilité d'assurer aux masses populaires un niveau de vie de plus en plus élevé par des méthodes différentes de celles des affaires.

Naturellement, beaucoup de gens prétendent connaître d'autres méthodes: quelques-uns pensent qu'un niveau de vie élevé pour tous peut être obtenu en supprimant les affaires, ou bien en les entravant, ou bien en les décourageant par l'établissement de taxes sur les moindres profits réalisés; d'autres préconisent la main-mise de l'Etat sur l'ensemble du processus de production et de distribution des richesses; d'autres encore pensent que le problème ne peut être résolu convenablement que par les représentants du prolétariat.

On ne peut certes pas attendre de moi, homme d'affaires actif, l'acceptation de telles propositions. Mais en tant qu'homme d'affaires, je suis absolument aussi désireux que les théoriciens les plus idéalistes de voir les niveaux de vie humains s'élever d'une façon continue à travers le monde entier. Il ne s'agit pas là de ma part, d'un altruïsme sans borne. Je sais simplement - comme tout homme sensé peut s'en rendre compte - que les affaires seront d'autant plus profitables que les masses - et par là j'entends tout le monde - se trouveront dans des conditions plus prospères. Nous tous, ouvriers, hommes d'affaires, agriculteurs, prospérons dans la mesure où nos voisins prospèrent, que ceux-ci soient nos clients et nos ouvriers les plus proches, ou qu'ils soient des étrangers résidant aux lieux les plus reculés du monde.

D'autre part, en tant qu'homme d'affaires défendant la cause des hommes d'affaires, je suis parfaitement au courant du formidable défi aux affaires que constitue l'état actuel de l'Europe et de l'Amérique. J'espère pouvoir montrer à cet auditoire et à tous ceux qui s'intéressent à ce problème que les temps ne

## LA DISTRIBUTION MASSIVE ET LES NIVEAU DE VIE

sont pas à l'extrême circonspection, mais au contraire à l'action. Au moment où des millions restent inemployés dans chacun des pays du monde, où les magasins regorgent de marchandises et de denrées dont les travailleurs ont besoin pour assurer la vie de leur famille et la leur propre, ce ne sont pas des controverses académiques qui doivent prendre la place de l'action. Je ne suis pas alarmiste, mais je pense que nulle explication ne peut nous débarrasser de ces terribles faits économiques.

Les crises telles que celles-ci, génératrices de chômage sont dues tout simplement à des conceptions erronnées, conceptions surtout de la part des hommes d'affaires et des financiers.

Les raisons de notre chômage actuel ne sont pas difficiles à trouver. Elles sont reconnues dans le programme du présent Congrès. Elles découlent du fait fondamental que, à moins que le peuple ne puisse acheter continuellement ce que l'industrie produit, un temps doit venir où ce même peuple chômera en attendant que la consommation, insuffisante par rapport à la production, ait effectivement absorbé la production antérieure. Le seul moyen de venir à bout du chômage, est d'employer un plus grand nombre de travailleurs, parce que le nombre d'emplois offerts dépend du pouvoir d'achat et que ce dernier dépend des salaires: plus les salaires sont hauts, plus le pouvoir d'achat des masses est élevé. Le pouvoir d'achat, c'est-à-dire le pouvoir de consommation, dépend à la fois des salaires destinés à être dépensés, et des prix des produits que ces salaires doivent acheter. Salaires et prix, tels sont les deux facteurs dominant le pouvoir d'achat et la prospérité. Et il faut se souvenir, naturellement, que le prix de vente comprend, non seulement le coût de production, mais les frais de vente et le profit.

Salaires, prix et coûts découlent, à leur tour, des méthodes de production et de distribution employées. La production n'engendre jamais la richesse tant que les biens produits ne sont pas parvenus là où se manifeste leur utilité humaine. Par conséquent, production et distribution ne sont pas deux fonctions séparées, mais simplement deux phases du même processus, l'industrie

## LA DISTRIBUTION MASSIVE ET LES NIVEAU DE VIE

La production massive demande la distribution massive; si elle ne demande pas et n'obtient pas la distribution massive, la production massive reste sans profit. Aussi efficiente que soit la production, elle ne peut maintenir l'équilibre entre le volume des produits obtenus et le pouvoir d'achat, tant que la distribution n'est pas organisée d'une façon efficiente. Et celle-ci doit être organisée dans le but de permettre aux masses d'acheter de la manière la plus économique possible et aux plus bas prix possibles relativement aux meilleures méthodes scientifiques connues. Il n'y a pas d'autre critérium légitime aujourd'hui, ni pour le commerce de gros, ni pour le commerce de détail.

En quoi consistent la production et la distribution massives ?

Comprenons clairement, dès le début, ce qu'est la production massive et ce qu'elle implique. J'emploie le mot "massive" pour faire ressortir l'idée que ces nouvelles méthodes de production et de distribution sont faites pour les masses. La production massive n'est pas simplement une production sur une grande échelle. C'est une production scientifique dirigée, organisée et réalisée de façon à obtenir une très haute productivité par homme. Le coût s'en trouve réduit par cela même. Mais si les économies ainsi réalisées ne sont pas transférées au consommateur sous forme d'abaissement du prix des produits, il ne s'agit pas d'une production massive puisqu'elle ne facilite pas aux masses l'achat des produits. C'est le pouvoir d'achat des masses qui constitue l'essence même de la production massive. D'autre part, si les salaires ne sont pas élevés en même temps que s'accroît la production, il ne s'agit pas non plus d'une production massive, puisqu'elle ne fait pas tout son possible pour élever le pouvoir d'achat et mettre ainsi ses produits à la portée des masses. C'est en augmentant le pouvoir d'achat des masses qu'on augmentera le profit total; bien entendu, le profit par unité doit être maintenu très bas, de façon à permettre la réduction des prix de vente au minimum et, par suite, l'augmentation du volume des ventes. Autrefois, avant que ce point de vue ne soit adopté, les dirigeants de l'industrie s'efforçaient d'obtenir le maximum de profit en faveur des classes comparativement aisées. Mais 100.000 ou

## LA DISTRIBUTION MASSIVE ET LES NIVEAU DE VIE

500.000 ou même un million de multimillionnaires ne sauraient constituer un marché pour l'énorme quantité de produits que suppose la production massive.

Ainsi, pour les raisons les plus égoïstes - accroissement des profits - les dirigeants éclairés ont découvert qu'il est désirable, et même essentiel, d'élever les salaires et de réduire les prix dans la plus large mesure possible.

### Réduction des prix.

Je ne prétend pas dire ni faire admettre l'idée que tout objet peut être fabriqué de façon à être vendu 5 ou 10 cents pièce. Mais, pour bien faire comprendre mon raisonnement, je vais exagérer de la façon suivante: si chaque objet dont les masses ont besoin et désirent raisonnablement pouvait être vendu 5 ou 10 cents pièce, il n'y aurait pas assez de travailleurs dans le monde pour satisfaire la demande. Cela paraît être un rêve impossible et fantastique; mais voici où je veux en venir: entre 5 ou 10 cents et le prix actuellement en vigueur, il existe un prix que les masses sont à même de payer et qui correspond à une demande telle que chacun ait effectivement du travail. L'établissement de ce prix apporterait la stabilité sociale et politique, tant sur le plan national que sur le plan international. Rien ne peut nous apporter cette stabilité en dehors de ce prix minimum, et ce dernier doit correspondre à la plus grande valeur totale offerte; sans quoi, il ne serait pas le prix minimum.

A l'heure actuelle, quelques industries qui semblent opérer sur les principes de la production massive essayent de maintenir des prix élevés au lieu de s'efforcer de réaliser les plus bas prix possibles; elles ont recours pour cela aux fusions de sociétés et aux cartels. A la lumière des principes de la distribution massive, l'idée fondamentale des cartels est à courte vue, insensée, et, en définitive, destructive des profits, parce qu'elle est basée sur l'intention de maintenir artificiellement les prix à un niveau élevé en vue de permettre au producteur marginal, dont le coût est élevé, de réaliser un profit. Il en résulte un prix plus fort que celui auquel peut vendre un producteur utilisant avec succès les méthodes de la production massive. Ces prix élevés réduisent le pouvoir d'achat et par suite les possibilités d'emploi de

## LA DISTRIBUTION MASSIVE ET LES NIVEAU DE VIE

la main d'oeuvre. De plus, ils encouragent un dumping sans profit sur les marchés étrangers, ce qui ne peut évidemment constituer une politique durable dans les conditions financières actuelles de la plupart des pays. La distribution massive demande que les marchés soient développés en vue d'absorber une production accrue et cela par l'extension des pouvoirs d'achat et non par leur limitation telle que la provoquent des prix trop élevés ou des salaires trop bas.

### La théorie des hauts salaires.

Toute politique des salaires se donnant comme définitive dépend naturellement d'une foule de facteurs économiques. Cependant, l'expérience de la production et de la distribution massives suggère cette formule qui tient compte des intérêts des employeurs, des employés et des consommateurs: Les salaires, qui sont des pouvoirs d'achat, doivent être élevés, dans chaque industrie, aussi haut que possible sans qu'il s'ensuive une élévation du coût de production. Allant encore plus loin, nous pouvons même énoncer cette formule comme suit: Les salaires doivent être élevés aussi haut que possible pourvu que cette élévation des salaires diminue le coût de production. Le fait que cette formule peut s'appliquer pratiquement est démontré par d'innombrables exemples de réussites industrielles.

Naturellement, une telle formule nie absolument l'exactitude de la théorie économique classique et grossière du fonds de salaires, théorie qui a persisté avec une force inconcevable et qui a été la source d'une somme de maux insoupçonnée. S'il était vrai qu'il existe un fonds de salaires défini, limité, il s'ensuivrait que le salaire disponible pour chaque travailleur baisserait lorsque s'élèverait le nombre de ces travailleurs, de sorte que le taux de natalité devrait être contrôlé jusqu'à ce que le nombre de travailleurs soit suffisamment réduit pour que chacun d'eux reçoive un salaire vital.

L'expérience industrielle moderne a prouvé, au contraire, que le fonds de salaires s'élève en même temps que la productivité, et que l'élévation des salaires, loin de diminuer les profits totaux,



## LA DISTRIBUTION MASSIVE ET LES NIVEAU DE VIE

les augmente. C'est à la découverte de la fausseté de la théorie du fonds de salaires qu'est due, dans une large mesure, la prospérité américaine.

### *La distribution massive aux Etats-Unis.*

La production et la distribution massives ne doivent pas être considérées comme des pratiques purement américaines que, pour des raisons machiavéliques, les hommes d'affaires américains veulent à toute force introduire en Europe. La distribution massive est un fait industriel que nous a apporté l'esprit d'invention moderne en dehors de toute considération de divisions nationales. C'est la voie même du progrès qui s'offre ainsi à toutes les industries, sauf peut-être à celles qui, dans la proportion de 15 % environ, sont spécialisées dans les produits de luxe. Quoiqu'il en soit, par suite du degré de développement de l'industrie américaine, et peut-être pour d'autres raisons qu'il n'y a pas lieu d'examiner ici, les hommes d'affaires américains ont très généralement souscrit à l'évangile des hauts salaires et des bas prix au moyen de la production massive. Bien que l'Amérique, comme l'Europe, soit actuellement plongée dans une profonde dépression, le fait subsiste qu'auparavant, les masses populaires américaines jouissaient d'un degré de prospérité dont l'analogue n'avait jamais encore été vu. En fait, je crois pouvoir affirmer que, lorsque nous parlons, aux Etats-Unis, de la dureté des temps, la prospérité générale des masses est encore supérieure à celles qui ont pu prévaloir auparavant, à l'étranger, dans les conditions les plus favorables.

Je ne prétends pas par là qu'il faille considérer les normes américaines comme l'ultime but à atteindre ni même simplement comme un bon point de départ. Ce qu'il faut obtenir, c'est que les masses, aux Etats-Unis et ailleurs, soient pourvues d'un pouvoir d'achat constamment croissant pour que l'industrie soit à même de vendre sa production, elle-même constamment croissante; or, nous avons commencé à nous rendre compte, aux Etats-Unis, que les niveaux de vie peuvent être élevés constamment en même temps que les profits industriels totaux.

Je ne veux pas dire non plus que les masses s'estiment satisfaites, aux Etats-Unis ou ailleurs, par le seul fait que les niveaux

## LA DISTRIBUTION MASSIVE ET LES NIVEAU DE VIE

de vie sont élevés. Il semble même parfois qu'elles manifestent plus de mécontentement que jamais. En Amérique cependant, ce mécontentement des masses n'est pas dirigé directement contre le gouvernement, ni contre les employeurs, ni contre les affaires en général; il est dirigé uniquement contre la pauvreté, et se traduit par la recherche d'un plus grand rendement, d'une coopération plus étroite, et par le perfectionnement des méthodes qui ont permis l'élévation des salaires. Les masses américaines savent que ces méthodes sont scientifiques. Le mouvement ouvrier américain, représenté par la Fédération américaine du Travail, reconnaît lui-même que le meilleur moyen d'obtenir l'élévation des salaires est de diminuer les coûts de production par de meilleures méthodes scientifiques.

Il ne faut pas croire non plus que les masses américaines, bénéficiant de la production massive, partagent les doléances de ces quelques idéalistes vraiment mal renseignés qui déclarent perverse la production massive parce qu'elle remplit le monde d'automobiles au lieu d'oeuvres d'art et qu'elle conduit les ouvriers américains à s'intéresser davantage aux méthodes modernes de sondage qu'aux couchers de soleil, aux fleurs et aux vieux costumes pittoresques, parce que les masses, aujourd'hui, se préoccupent d'avoir un bon dentiste et de jouir d'un certain luxe plutôt que de conserver de mauvaises dents et de perpétuer cette humilité de moeurs qui, autrefois, semblait leur convenir. Mais je ne puis pas discuter ces objections pour l'instant. Je désire simplement faire ressortir que la production massive est un fait et constitue la seule méthode ayant fait ses preuves en ce qui concerne l'élévation des niveaux de vie.

Je ne prétends pas qu'il n'y ait pas eu de réductions de salaires en Amérique; mais c'est un fait que les industriels les plus enclins au progrès ont fermement résisté à la pression exercée par certains milieux partisans de la baisse des salaires et se sont contentés de réduire, à contre-coeur, le nombre des ouvriers occupés ou la durée de la journée de travail, obligés qu'ils étaient de conformer leur production au volume amoindri des ventes. Il y a quelque temps, j'ai prédit que l'année 1932 apporterait probablement à mon pays une sérieuse reprise des affaires; mais j'ai tempéré ces prévisions en indiquant qu'un

## LA DISTRIBUTION MASSIVE ET LES NIVEAU DE VIE

essor constant, durable n'était nullement certain; et j'ai soutenu que si une réduction générale des salaires était adoptée dans l'ensemble du pays, cela retarderait la reprise des affaires de 2 ou 3 ans au moins.

On compte actuellement aux Etats-Unis 5 à 6 millions de chômeurs, à côté de quelque 27 millions de travailleurs normalement rémunérés. Les 6 millions qui chôment sont une honte pour les industriels américains (environ 75 %) qui n'ont pas adopté la production massive en pratique ou en théorie.

Cependant, en dépit de cette importance du chômage, les niveaux de vie tendent à se maintenir. On peut s'en rendre compte par le fait que les économies des masses populaires se sont accrues en 1930 à un rythme sans précédent et que cet accroissement se poursuit, qu'il s'agisse d'assurances sur la vie ou de dépôts dans les caisses d'épargne et dans les banques populaires de crédit (Credit union workmen's banks). Ces dernières, qui sont les banques des travailleurs possèdent aux Etats-Unis un actif de \$53.000.000, provenant uniquement des économies des masses populaires. Le nombre de ces banques s'est accru à la cadence de 25 à 50 banques par mois durant les trois derniers mois. Pendant toute la durée de la dépression actuelle, aucune de ces banques populaires de crédit n'est entrée en liquidation forcée; et, qui plus est, le remboursement des prêts par les travailleurs a toujours été effectué, sauf dans un nombre de cas insignifiant. J'ajoute que le prêt aux travailleurs est la seule opération de ces banques populaires de crédit.

Malheureusement, bien que l'Amérique soit comparativement le pays des hauts salaires, toutes les firmes ne paient pas des salaires aussi hauts qu'elles le pourraient, même en période de prospérité. Cela provient de ce que, en Amérique même, il n'y a guère que 25 % des industriels qui pratiquent la production massive. Le chômage actuel, en Amérique, est dû certainement, dans une large mesure, aux industriels qui, se cramponnant aux méthodes traditionnelles ou, adoptant une production en grand sans abandonner leur état d'esprit traditionnel, rendent impossible l'achat, par le consommateur, du volume accru de produits que l'industrie est à même de jeter sur le marché en raison de ses meilleures méthodes. De nombreuses entreprises américaines

## LA DISTRIBUTION MASSIVE ET LES NIVEAU DE VIE

prétendant opérer sur la base d'une production massive n'ont mis en oeuvre, en réalité, que des méthodes de production sur une grande échelle. Elles ont essayé d'augmenter la production sans porter leur attention sur la nécessité d'augmenter le pouvoir d'achat des masses, faute de quoi le supplément de production obtenu ne peut être vendu.

Les industriels qui se cramponnent aux méthodes traditionnelles ne peuvent pas produire à bas prix, ni, par conséquent, payer de hauts salaires. Ils figent le pouvoir d'achat des masses. Si les firmes qui emploient d'excellentes méthodes ne peuvent pas vendre, c'est parce que le personnel employé par les autres ne peut pas acheter. Le chômage, de même que cette triste nouveauté le chômage partiel, est une véritable boule de neige, toute augmentation du chômage amenant une diminution du pouvoir d'achat total, et, par suite, conduisant à une nouvelle augmentation du nombre des sans-travail.

Pour vendre l'excès de marchandises qui ne trouvait pas preneur, on adopta des méthodes de vente faisant pression sur l'acheteur. Les avantages de la production à bas prix furent alors annihilés par l'introduction d'une distribution dispendieuse. Les consommateurs qui cédaient à ces tentations d'acheter à des prix exagérés pouvaient d'autant moins se porter acheteurs pour d'autres produits. Par suite, si les industries qui emploient réelles les méthodes de la production massive ont souffert, ce n'est pas parce que les méthodes de leurs concurrents étaient meilleures que les leurs, mais au contraire parce qu'elles étaient plus mauvaises. On voit que les prix de vente élevés, qui semblent requérir des méthodes de vente faisant pression sur les acheteurs sont dûs en fait, non seulement aux dépenses de distribution inutilement élevées, mais aussi à l'insuffisance de pouvoir d'achat causée par des prix trop élevés et des salaires trop bas. L'équilibre une fois réalisé entre les prix et les salaires, il s'agira de procéder à une publicité raisonnable, non mensongère, qui ne soit pas un pur gaspillage, mais s'ingénie à faciliter les larges ventes que postule la production massive. Ce sera autant d'économisé pour le consommateur.

En Amérique même, si nous avons beaucoup progressé en fait de production à bas prix, nous avons encore beaucoup à appren-

## LA DISTRIBUTION MASSIVE ET LES NIVEAU DE VIE

dre en matière de distribution à bas prix; et le prix réel d'un article, celui que paie le consommateur final, est souvent 3, 4, ou même 10 fois plus élevé que le coût de production, constatation qui serait risible si ses effets n'étaient pas aussi tragiques. Or, un tel état de choses ne provient pas des profits industriels réalisés, mais surtout de frais de distribution vraiment excessifs. Au lieu d'être organisée scientifiquement, la vente est encore dans une large mesure laissée aux mains de petits détaillants indépendants qui ne s'intéressent aucunement aux méthodes modernes de distribution et ont toujours cette conception moyenâgeuse qui fait du commerce une opération par laquelle n'importe qui achète des marchandises pour les revendre au plus haut prix possible.

La production massive réclame, comme je l'ai déjà montré, la distribution massive, et celle-ci commence effectivement à être pratiquée. Au début, les producteurs des Etats-Unis, fidèles aux méthodes de la production massive, établirent leurs propres systèmes de distribution. Par la suite, nous avons vu l'extension des "great chain stores". Et le proche avenir nous apportera bien d'autres changements. Naturellement, il y a beaucoup de gens qui n'aiment pas les changements; ils s'écrieront que leurs droits sont violés - et par droits, ils entendent leur droit d'empêcher les masses d'obtenir des produits aux plus bas prix possibles. Mais le système de distribution actuel, si défectueux, ne peut pas entraver d'avantage le développement de la production massive que les diligences n'ont empêché le triomphe des chemins de fer ou l'ancien artisanat celui du machinisme.

### La distribution massive en Europe.

Comme je l'ai déjà dit, la production massive n'est en aucune façon un secret que posséderait seule l'industrie américaine. Bien des pays d'Europe ont des industries qui ne laissent rien à désirer au point de vue efficience, et d'autres qui adoptent des méthodes de production massive aussi rapidement que faire se peut. Bata, par exemple, qu'on appelle souvent le "Ford de la chaussure" et qui fabrique 100.000 paires de chaussures par jour ne vend pas seulement avec succès sur les meilleurs marchés européens, mais exporte également avec succès aux Etats-Unis.

## LA DISTRIBUTION MASSIVE ET LES NIVEAU DE VIE

En Europe cependant, comme en Amérique, il y a des industriels qui ont adopté des méthodes de production massive, mais qui n'ont pas élevé les salaires en conséquence. Je suis persuadé que la raison essentielle pour laquelle les industriels européens n'ont pas élevé les salaires comme le permettaient les méthodes de production massive employées est qu'ils croient que leurs faibles coûts de production leur donnent sur les marchés extérieurs des avantages à la fois sur les industriels européens qui n'utilisent pas ces méthodes et sur les Américains qui les utilisent mais qui paient de hauts salaires.

Les Européens ont toujours accordé une plus grande attention aux marchés extérieurs qu'aux marchés nationaux. Peut-être cela est-il naturel, attendu que, depuis des siècles, les nations européennes ont été des nations colonisatrices. Elles fondèrent des colonies dans le double but de se procurer des matières premières et des débouchés. Sans l'esprit d'aventure et l'aptitude commerciale des Européens, bien des parties du monde actuellement civilisé seraient encore exclusivement habitées par les aborigènes.

Mais les Européens ont été tellement absorbés par la conquête des marchés extérieurs qu'ils ont constamment délaissé leurs propres marchés nationaux. Je crois que les pays européens possèdent chez eux un marché intérieur de potentiel énorme, mais encore embryonnaire, et qu'ils peuvent le développer facilement en consentant à abandonner aux travailleurs sous forme de hauts salaires une partie des économies qui leur permet de réaliser la production massive.

Je n'ignore pas cependant les difficultés existantes. En particulier, il y a de nombreux pays européens qui ne sont pas assez vastes pour constituer un marché adéquat au point de vue de la production massive. Entourés de tous côtés par de hautes barrières douanières, ces pays ne peuvent pas espérer, semble-t-il, effectuer par leurs propres moyens les changements nécessaires. Si pourtant, les hommes d'affaires de ces pays confrontaient leurs difficultés en se plaçant au point de vue de la production massive, ils n'auraient pas à se décourager. Car ce point de vue tend à faire disparaître les tarifs. Elle ne cherche pas à détruire ses concurrents; elle désire au contraire que ses concurrents

## LA DISTRIBUTION MASSIVE ET LES NIVEAU DE VIE

réussissent, car elle sait que le succès ne peut venir que de meilleures méthodes, que ces meilleures méthodes augmentent le pouvoir d'achat global et qu'il en résulte un marché plus large pour toutes les industries viables qui adoptent avec conscience et compétence les méthodes les meilleures. Les hommes d'affaires des pays considérés, après avoir examiné ces questions sans réticence, seront amenés à coopérer avec les hommes d'affaires des autres pays en vue de la suppression des barrières douanières et de l'aménagement d'un marché assez large pour qu'ils puissent tous employer les méthodes de la production massive, les seules qui leur permettent d'affronter avec succès les marchés mondiaux.

A cette coopération entre hommes d'affaires, les dirigeants des grandes entreprises américaines seront prêts à participer. Bien que n'étant pas et n'ayant jamais été libre-échangiste, mais plutôt opportuniste en ce qui concerne les tarifs, mon opinion raisonnée - et celle-ci est partagée par bien des hommes d'affaires américains - est que les tarifs douaniers sont généralement mauvais. Ford, la "General Motor Cy." la "General Electric Cy." et d'autres entreprises employant les méthodes de la production massive préconisent publiquement l'abrogation de notre loi tarifaire actuelle, de caractère si protectionniste. J'appelle notre haut tarif actuel le "tarif des incapables". Il fut adopté semble-t-il, sur la demande des producteurs "inefficents" et malgré les protestations des producteurs "efficients".

En fin de compte, les droits de douane actuels devront être abaissés, que cette nécessité soit aujourd'hui clairement aperçue ou non. Car l'industrie a besoin de capitaux et ceux-ci, bien que manquant parfois de clairvoyance, ne s'offriront pas avec empressement aux groupes industriels incapables d'atteindre un marché suffisant pour que leurs entreprises soient "payantes". Les hauts tarifs ont conduit les hommes d'affaires américains à monter des usines au Canada et en Europe tandis que les grandes entreprises étrangères édifient des installations industrielles aux Etats-Unis. N'est-t-il pas étrange que l'on juge habile et satisfaisant l'établissement de hauts tarifs pour écarter les marchandises étrangères, alors que ces tarifs n'ont d'autre effet que d'amener l'introduction d'usines étrangères? Toutefois, il ne faut

## LA DISTRIBUTION MASSIVE ET LES NIVEAU DE VIE

pas oublier que ces entreprises étrangères utilisent la main d'oeuvre indigène; de plus, celles qui réussissent constituent en fait des écoles pour la propagation des méthodes et principes scientifiques de la production massive. La production massive dominera finalement tous les marchés d'Europe et des Etats-Unis; mais en attendant, les barrières douanières entravent la prospérité et, par le chômage qu'elles engendrent, sont la cause de bien des maux.

### Conclusions.

A la longue, il apparaîtra clairement que la seule façon de lutter avantageusement contre de bonnes méthodes est d'employer de meilleures méthodes. L'essentiel est de bien comprendre les principes fondamentaux impliqués dans la production massive et dans la distribution massive, lesquelles recherchent le bien-être des masses et, grâce à un égoïsme éclairé, tirent des profits du fait même qu'elles servent les masses; elles n'ont, par conséquent, aucune raison de limiter ce service aux frontières nationales.

En attendant, de quelle façon commencer? Il peut sembler que l'on ait à faire à un véritable cercle vicieux, la distribution massive dépendant pour une bonne part de la possibilité de vendre à bas prix, et celle-ci dépendant à son tour largement de l'emploi des méthodes de la distribution massive. Heureusement, les cercles vicieux peuvent être transformés en "cercles avantageux", lorsqu'on découvre l'endroit exact où ils doivent être brisés. C'est ce qui a été fait pour la production et c'est ce qu'on peut également réaliser pour la distribution.

Ford et quelques autres chefs d'industrie eurent l'intuition que le cercle vicieux bas salaires - faible pouvoir d'achat - faibles ventes - faible production - coûts de production élevés - bas salaires, pouvait être transformé en un cercle "avantageux" hauts salaires - large pouvoir d'achat - larges ventes - production en grand - coûts de production réduits - hauts salaires. Ford opéra cette métamorphose en brisant courageusement le cercle vicieux au maillon des bas salaires. Il augmenta les salaires, procurant ainsi à son personnel le pouvoir d'achat nécessaire pour acheter davantage de vêtements, d'objets d'alimentation, d'ameublement, etc.... Les



## LA DISTRIBUTION MASSIVE ET LES NIVEAU DE VIE

ouvriers qui participaient à la confection de ces produits jouirent d'une certaine prospérité et achetèrent des voitures Ford, permettant ainsi à Ford de réaliser des économies en employant des méthodes de production massive, lesquelles, tout en réduisant les coûts de production et les prix de vente rendirent possible une nouvelle élévation des salaires et ainsi de suite indéfiniment. D'autres industriels, voyant l'importance des profits globaux réalisés par Ford grâce à sa politique des hauts salaires adoptèrent les mêmes procédés. Ce que nous devons faire maintenant, c'est tout d'abord montrer aux industriels du monde entier comment s'applique le principe des hauts salaires et des bas coûts de production par l'emploi des méthodes de production massive; ensuite, rechercher nous-mêmes de plus près les moyens de tirer le maximum d'avantages de la distribution massive. Nous devons, tout d'abord, nous rendre compte que les principes sur lesquels repose la production massive, hauts salaires et bas prix, sont essentiellement opposés aux idées d'autrefois, à bien des conceptions techniques anciennes et à presque toute la tradition du succès dans le passé. La plupart d'entre nous, y compris les hommes d'affaires et les financiers qui ont réussi, est mue par des idées et des méthodes qui amenèrent des succès dans le passé, mais qui sont actuellement usées.

Si nous étions d'accord - et par nous j'entends nous tous, quelle que soit notre résidence, que nous soyons employeurs ou employés - pour rechercher le maximum d'avantages que l'on peut attendre de la production massive, nous pourrions étudier la distribution massive sur le plan mondial. Aucun pays ne peut atteindre la pleine prospérité tant que les autres pays ne sont pas également prospères. Le commerce, tel qu'il est compris aujourd'hui - et même le commerce international - ne répond pas à notre but, car il implique l'existence d'éléments séparés, aux intérêts étroitement égoïstes, qui, en définitive, empêchent tous les pays d'atteindre la prospérité maximum. Au point de vue économique, nous sommes tous, en fait, bien plutôt citoyens du monde que de n'importe quelle petite division géographique arbitrairement délimitée. Le temps est venu de commencer à penser, non plus en termes d'économie nationale, mais en termes d'économie mondiale, de bien-être mondial, de prospérité mon-

## LA DISTRIBUTION MASSIVE ET LES NIVEAU DE VIE

diale. Lorsque nous serons tous pénétrés de ce fait, nous serons en mesure de comprendre tous les avantages que comportent la production et la distribution massives.

Cependant, le problème est aussi une question de temps: les modifications nécessaires peuvent et doivent être introduites rapidement. Nous sommes au centre d'une nouvelle révolution industrielle, au seuil d'une ère nouvelle. Des changements qui s'opéraient autrefois en plusieurs générations, voire en plusieurs siècles, arrivent maintenant en une décade sinon en un an. A une telle époque, l'état d'esprit traditionnel, quant à la valeur de l'action lente, favorisé par une certaine attitude scientifique, est plus gros de dangers que l'action rapide; mais l'action rapide doit être basée sur l'expérience acquise.

La production massive a débuté sans avoir été étudiée à l'avance sur une échelle plus grande que celle de l'entreprise individuelle. Son extension n'a pas fait l'objet d'un plan méthodique et s'est faite par conséquent d'une façon lente et inégale. L'élaboration d'un plan requiert une information générale sur toutes les expériences réalisées.

Le premier problème à résoudre en fait d'information concerne les méthodes employées pour réduire les gaspillages dans la distribution. A cet effet, il y aurait lieu de rechercher les meilleures méthodes de production et de distribution employées dans le monde entier et de faire profiter de ces méthodes tous les hommes d'affaires. La mise en oeuvre de meilleures méthodes, l'invention de nouvelles machines, de nouveaux procédés, peuvent assurément être facilitées, qu'il s'agisse de la fabrication ou de la vente. Ces recherches, une fois achevées, devront servir de base à la constitution d'un centre général d'information ouvert à tous, concurrents comme non concurrents. Il n'y a aucun danger réel à procéder ainsi, comme on le croit généralement lorsqu'on se place à un point de vue trop étroit. Un concurrent "inefficient", qui ne peut pas payer de hauts salaires, diminue le pouvoir d'achat global des masses et réduit ainsi les ventes, donc les gains de tous, aussi bien les siens propres et ceux de son personnel, que ceux de son concurrent et du personnel de son concurrent. Les centres de recherches pour l'organisation scientifique des entreprises, tels qu'il en existe dans plusieurs pays, montrent

## LA DISTRIBUTION MASSIVE ET LES NIVEAU DE VIE

l'utilité de la collaboration des hommes d'affaires en ce domaine. A la recherche des méthodes est étroitement liée l'investigation des marchés. Au récent Congrès de la Chambre de Commerce Internationale, tenu à Washington, un rapport sur la distribution, bien que signalant des faits intéressants, eut surtout pour résultat de montrer combien avaient été limités les efforts utiles, et combien il importait de poursuivre l'investigation méthodique des marchés. Telle fut en effet la conclusion essentielle du rapporteur américain sur ce sujet, M. F. P. Valentine, de l'"American Telephone and Telegraph Cy.", et celle de M. Urwick, directeur de l'Institut International d'Organisation Scientifique du Travail (O. S. T.) La Chambre de Commerce Internationale a été conduite à constituer une Commission de la Distribution, qui utilisera les services de recherches de l'O.S.T. et ceux d'autres institutions, afin de faire progresser le rassemblement des faits touchant la distribution et de les mettre à la disposition des hommes d'affaires. A ce sujet, il est bon de faire remarquer que l'Institut International d'Organisation Scientifique du Travail, de Genève, est un bureau de recherches dont les services ont été créés pour renseigner les hommes d'affaires du monde entier.

### Signification sociale de la distribution massive.

On doit se rendre compte que le perfectionnement des méthodes préconisées ici part de l'idée initiale d'améliorer le niveau de vie des populations. Il s'agit donc d'un but social qui comporte à la fois l'élimination du chômage, l'extension des loisirs, la réduction de la journée de travail, et la jouissance pour tous des bienfaits matériels de l'industrie moderne. C'est une lourde tâche que nous avons devant nous, peut-être la plus lourde qu'aucune génération n'ait jamais eu à assumer. Avant nous, en effet, nulle génération n'a trouvé réunies aussi opportunément toutes les conditions qui permettent d'établir effectivement et définitivement la paix et la prospérité, aussi bien dans le cadre national que dans le cadre international, et cela par la seule utilisation de méthodes économiques, excluant tout recours aux traditionnelles méthodes de guerre, mais basées au contraire sur l'intérêt personnel intelligemment compris et scientifiquement

## LA DISTRIBUTION MASSIVE ET LES NIVEAU DE VIE

poursuivi.

Les masses désirent un niveau de vie plus élevé. Elles rencontrent évidemment des difficultés dans la poursuite de ce désir. Mais elles essayent, et le fait qu'elles ne savent pas comment s'y prendre ne les empêche nullement d'essayer. Lorsque le niveau de vie d'une nation baisse continuellement et qu'aucun effort méthodique, défini, n'est tenté pour le relever, on peut être assuré que les masses renverseront le gouvernement. Par contre, l'histoire montre qu'aucun gouvernement n'a jamais été renversé révolutionnairement lorsque les masses populaires jouissaient d'une certaine prospérité et que leur niveau de vie allait en s'améliorant. La méthode qui permet cette amélioration constante existe et n'est autre que le développement de l'industrie moderne. La production et la distribution massives sont devenues, comme je l'ai dit, un fait industriel, et constituent le prochain stade auquel atteindra l'industrie inévitablement. C'est un progrès qui doit être accompli si nous désirons paix, profits, prospérité, et stabilité gouvernementale; c'est un progrès qui doit être préparé à l'échelle mondiale et s'appuyer plutôt sur des bases expérimentales que sur des opinions et des conjectures.

Boston, Juillet 1931.

**MASSEN-DISTRIBUTION UND HÖHERE LEBENS-  
HALTUNG VON EDWARD A. FILENE, Wm. FILENE'S SONS' Co.,  
BOSTON, U. S. A.**

---

Als Geschäftsmann, nicht als Theoretiker, kann ich das Problem der Hebung der Lebenshaltung durch Massen-Distribution nur vom geschäftlichen Standpunkt behandeln. Damit will ich kein Vorurteil gegen die Theoretiker aussprechen. Es ist mir aber allerdings keine andere Möglichkeit bekannt eine ständige allgemeine Erhöhung der Lebenshaltung der Massen zu sichern, als durch praktische wirtschaftliche Massnahmen.

Viele Menschen glauben zwar den Weg zu kennen. Manche Leute behaupten, dass eine höhere Lebenshaltung der Gesamtheit erreicht werden könne durch Beseitigung oder Verdrängung der Unternehmungen oder durch Wegsteuerung aller etwaigen Gewinne mit dem Zweck, das Geschäfts-Interesse lahm zu legen. Von mancher Seite wird gewünscht, dass der Staat den ganzen Produktions- und Distributions-Prozess übernimmt. Andere wieder glauben, dass die Aufgabe nur von einem proletarischen Ausschuss zu lösen ist.

Als Mann der Praxis kann ich mich selbstverständlich solchen Vorschlägen nicht anschliessen, aber als Geschäftsmann wünsche ich ebenso dringend wie der ideal gesinnte Theoretiker oder wie der radikale Irrationalist eine dauernde Hebung der Lebenshaltung für die gesamte Menschheit. Ich wünsche dies nicht nur aus altruistischen Motiven. Ich weiss, wie jeder denkende Mensch, dass zunehmender Wohlstand der Massen - womit ich die Gesamtheit meine - entsprechend verbesserte Geschäfts-Chancen bewirkt. Uns allen - Arbeitgebern, Geschäftsleuten, Landwirten - geht es besser in dem Masse, wie es unseren Nachbarn besser geht, ganz gleich, ob unsere Nachbarn unsere unmittelbaren Kunden und Arbeitnehmer oder Fremde in entfernten Ecken der Welt sind.

Darüber hinaus bin ich mir als Geschäftsmann, der den Standpunkt des Geschäftsmannes vertritt, des gewaltigen Kampfes bewusst, den die Wirtschaft in der ganzen Welt und besonders in den Vereinigten Staaten durchzufechten hat. Ich hoffe, dass ich dieser Versammlung und dem grossen Kreis, der an diesem Kon-

## **MASSEN-DISTRIBUTION UND HÖHERE LEBENSHALTUNG**

gress Anteil nimmt, eindringlichst klar machen kann, dass heute übermässige Vorsicht am Platze ist. Die Zeit erfordert Handeln. Millionen sind arbeitslos in jedem Land der Welt. Unsere Warenhäuser ersticken in aufgehäuften Gütern und Lebensmitteln, die die Massen zum Unterhalt ihrer Kinder, ihrer Frauen und ihrer selbst brauchen; Worte und Erklärungen sollen und können Taten nicht ersetzen. Ich bin kein Schwarzseher, aber die schrecklichen wirtschaftlichen Tatsachen lassen sich mit Erklärungen nicht wegdisputieren.

Krisen wie die jetzige, die Arbeitslosigkeit heraufführen, beruhen einfach auf einem Mangel an Denken; der Mangel an Denken liegt in erster Reihe auf Seiten der Geschäftswelt und der Finanzleute. Die Gründe für die gegenwärtige Arbeitslosigkeit sind nicht schwer zu finden: sie sind im Programm dieses Kongresses erfasst. Sie gehen alle auf die folgende fundamentale Ursache zurück: Wenn die Menschen das, was die Industrie erzeugt, nicht mehr kaufen können, so kommt eine Zeit, in der dieselben Menschen arbeitslos werden und warten müssen, bis der unzureichende Konsum der Gegenwart die Produktion der Vergangenheit aufgebraucht hat. Das einzige Heilmittel für Arbeitslosigkeit ist Arbeit, denn Arbeit wird durch Kauf ermöglicht, und Kauf nur durch Löhne - je höher die Löhne, desto höher die Kaufkraft. Kaufkraft, d.h. Konsumkraft ist sowohl abhängig von den Lohnsummen, die ausgegeben werden, wie von den Preisen der Dinge, die mit diesen Löhnen gekauft werden. Löhne und Preise sind die Faktoren, die die Kaufkraft und den Wohlstand bestimmen. Dabei ist natürlich im Auge zu behalten, dass der Verkaufspreis nicht nur die Produktions-Kosten, sondern auch die Verkaufs-Spesen und den Gewinn einschliesst.

Löhne, Preise und Kosten beruhen auf dem Produktions- und Distributions-System. Die Produktion kann sich nie in Reichtum verwandeln, sofern sie nicht für den menschlichen Gebrauch verwertbar ist. Produktion und Distribution sind daher nicht getrennte Funktionen, sondern nur Phasen des gleichen Wirtschaftsprozesses.

## **MASSEN-DISTRIBUTION UND HÖHERE LEBENSHALTUNG**

Massen-Produktion erfordert Massen-Verbrauch, und wenn sie den Massen-Verbrauch nicht fördert und tatsächlich bewirkt, so bleibt sie unrentabel. Auch rationelle Produktion kann das Gleichgewicht zwischen Produktion und Kaufkraft nicht herstellen, solange die Verteilung nicht rationell organisiert ist. Diese muss organisiert werden mit dem letzten Ziel, den Menschen die Güter auf dem wirtschaftlichsten Wege, zu den niedrigsten Preisen und mit den rationellsten Methoden zugänglich zu machen. Es gibt heute keine andere legitime Begründung für Gross- oder Kleinhandels-Unternehmungen.

### **Was ist Massen-Produktion und was ist Massen-Distribution?**

Wir wollen uns zuerst klar machen, was Massen-Produktion ist, und was dieser Begriff umfasst. Ich gebrauche das Wort "Masse", um den Gedanken zum Ausdruck zu bringen, dass die neuen Produktions- und Distributions-Formen für die Massen da sind. Massen-Produktion ist nicht nur Produktion grossen Ausmasses, sie ist Produktion auf wirtschafts-wissenschaftlicher Grundlage - Produktion, die so geplant, organisiert und durchgeführt wird, dass sie die höchstmögliche Produktions-Leistung pro Arbeiter gewährleistet. Daraus ergibt sich von selbst eine Kosten-Ersparnis. Wenn die Güter dem Konsumenten jedoch nicht zu niedrigen Preisen zugeführt werden, so haben wir keine Massen-Produktion, eben weil den Massen der Kauf dieser Produkte nicht ermöglicht wird. Massen-Kaufkraft ist der Sinn der Massen-Produktion, und wenn die Löhne nicht im Verhältnis zur Zunahme der Produktion steigen, so handelt es sich wiederum nicht um Massen-Produktion, weil nicht das Aeusserste geschehen ist, um die Kaufkraft zu erhöhen und die Produkte in den Bereich der Masse zu bringen. Bei gesteigerter Massen-Kaufkraft steigen auch die Geschäfts-Gewinne, obwohl die Gewinn-Einheit im Interesse der Niedrighaltung der Preise und somit der Erhöhung des Absatzes niedrig bleibt. Ehe dieser Standpunkt anerkannt wurde, war das Streben der Wirtschaft früherer Zeiten darauf gerichtet, Gewinne durch die Bedarfsdeckung der wohlhabenden Klassen zu erzielen. Aber 100,000 oder 500,000 oder selbst eine Million Multimillionäre können keinen Markt

## MASSEN-DISTRIBUTION UND HÖHERE LEBENSHALTUNG

für die Riesenerträge der Massen-Produktion abgeben.

Weitblickende Wirtschaftsführung hat entdeckt, dass es aus höchst eigennützigsten Gründen - nämlich der höheren Gewinne wegen - wünschenswert, ja notwendig ist, in weitgehendem Masse die Löhne zu erhöhen und die Preise zu senken.

### Preissenkungen.

Ich möchte nicht den Eindruck erwecken, als ob ich kategorisch behauptete, dass jeder Gebrauchsgegenstand für fünf oder zehn Cents pro Stück zu verkaufen wäre, aber um meine Auffassung zu unterstreichen, möchte ich mich einmal etwas übertrieben so ausdrücken: wenn alle Güter, die die Massen brauchen und vernünftigerweise begehren, für fünf oder zehn Cents hergestellt werden könnten, so hätten wir nicht genug Arbeiter in der Welt, um den Bedarf zu decken. Das klingt wie ein unmöglicher phantastischer Traum. Die Sache liegt aber so: Zwischen fünf und zehn Cents, und den Preisen, die jetzt verlangt werden, liegt ein für die Massen erschwinglicher Preis, mit dem ein grosser Ertrag bezahlt und jeder bei der Arbeit gehalten werden könnte. Eine solche Preisbildung würde zu sozialer und politischer Stabilisierung auf nationalem und auf internationalem Gebiet führen. Das gilt wirklich nur für den niedrigstmöglichen Preis und zwar für das Beste, was geboten werden kann, denn sonst wäre er eben nicht der niedrigst-mögliche Preis. Einige Industrien, die mit den Grundsätzen der Massen-Produktion herum zu experimentieren scheinen, statt die Preise so niedrig wie möglich anzusetzen, haben versucht, die Preise auf dem Wege der Fusionen und Kartelle hochzuhalten. Vom Prinzip der Massen-Distribution aus betrachtet, ist der Grundgedanke der Kartelle kurz-sichtig, töricht und schliesslich gewinn-zerstörend, weil er auf der Idee beruht, durch künstliche Hochhaltung der Preise noch dem letzten, mit hohen Kosten produzierenden Unternehmen einen Gewinn zu ermöglichen. Das Ergebnis ist ein Preis, der über dem Verkaufspreis liegt, bis zu dem der geschäftstüchtige Massen-Produzent gehen darf. Solche hohe Preise vermindern die Kaufkraft und damit auch die Arbeits-Möglichkeit. Darüber hinaus fördern sie das unrentable Dumping auf ausländischen Märkten - eine Wirtschafts-Politik, die bei der gegenwärtigen



## MASSEN-DISTRIBUTION UND HÖHERE LEBENSHALTUNG

tigen finanziellen Lage der meisten Länder natürlich nicht auf die Dauer fortgesetzt werden kann. Massen-Distribution erfordert Marktentwicklung durch wachsende Kaufkraft, nicht aber Markt-Beschränkung durch zu teure Preise oder zu niedrige Löhne.

### Die Theorie der höheren Löhne.

Die augenblickliche und die endgültige Lohn-Politik sind von einer grossen Reihe wirtschaftlicher Faktoren abhängig. Die Erfahrungen der Massen-Produktion und -Distribution legen die folgende Formel nahe, die sich auf Arbeitgeber, Arbeitnehmer und Konsumenten bezieht: Löhne, die mit Kaufkraft gleichzusetzen sind, sollen in jeder Industrie so erhöht werden, wie dies ohne Steigerung der Produktionskosten möglich ist. Wir können noch weiter gehen, und die Formel so ausdrücken: die Löhne sollen so weit wie möglich erhöht werden, vorausgesetzt, dass die Lohnerhöhung eine Senkung der Produktionskosten bewirkt. Die Anwendbarkeit dieser Formel wird durch zahlreiche Beispiele wirtschaftlichen Erfolges bewiesen.

Selbstverständlich verneint diese Formel unbedingt die Richtigkeit der brutalen Lohn-Fonds-Theorie der klassischen National-ökonomie - jener Theorie vom festen Lohn-Fonds, die sich mit unheimlicher Zähigkeit erhalten und unbeschreiblich viel Unheil angerichtet hat. Wenn es wahr wäre, dass es tatsächlich einen begrenzten, festen Lohn-Fonds gibt, so wäre daraus zu folgern, dass bei steigender Arbeiterzahl der auf jeden Arbeiter entfallende Lohn-Anteil sinken würde, und dass die Geburten-Ziffer so lange beschränkt werden müsste, bis die Verminderung der Zahl der Arbeiter einen zum Lebensunterhalt ausreichenden Lohn ermöglichen würde.

Die Wirtschafts-Erfahrung der Neuzeit hat im Gegenteil erwiesen, dass der Lohn-Fonds mit der Ertragsfähigkeit der Produktion wächst, und dass sich die Löhne nicht aus den Gewinnen ergeben, sondern dass im Gegenteil höhere Löhne zu höheren Gesamtgewinnen führen. Der Entdeckung, dass die Theorie vom festen Lohn-Fonds falsch war, ist der relative Wohlstand Amerikas

## MASSEN-DISTRIBUTION UND HÖHERE LEBENSHALTUNG

in hohem Masse zu verdanken.

**Massen-Distribution in den Vereinigten Staaten.**

Massen-Produktion und -Distribution können nicht als rein amerikanische Geschäftsverfahren angesehen werden, die die amerikanischen Geschäftsleute Europa aus irgendwelchen schändlichen Motiven aufzwingen wollen. Massen-Distribution ist eine Wirtschafts-Tatsache, die uns die moderne Technik - unabhängig von nationalen Grenzen - gebracht hat. Es ist der nächste Schritt, den die gesamte Industrie tun muss, mit Ausnahme von etwa 15 % Unternehmungen, nämlich denjenigen, die sogenannte Luxus-Artikel produzieren. Nichtsdestoweniger hat die amerikanische Geschäftswelt infolge des Entwicklungs-Stadiums der amerikanischen Industrie und vielleicht auch aus anderen Gründen, die hier nicht näher angeführt zu werden brauchen, ganz allgemein das Evangelium der höheren Löhne und niedrigen Kosten durch Massen-Produktion angenommen. Amerika und Europa haben jetzt die Tiefen einer starken Depression erreicht, dennoch bleibt die Tatsache bestehen, dass die Massen des Volkes zu einer früher unbekanntenen Höhe des Wohlstandes gelangt sind. Ich glaube in der Tat, dass gerade jetzt, wo man in den Vereinigten Staaten von schweren Zeiten spricht, der allgemeine Wohlstand der Massen grösser ist als je zuvor unter den günstigsten Bedingungen.

Ich will nicht behaupten, dass ich das Niveau der amerikanischen Lebenshaltung als letztes Ziel oder auch nur als geeignete Anfangsstufe ansehe. Was die Massen in Amerika oder sonstwo haben müssen, damit die Wirtschaft ihre ständig zunehmende Produktion verkaufen kann, ist eben eine ständig steigende Lebenshaltung, und wir haben in den Vereinigten Staaten soeben entdeckt, dass die Lebenshaltung erhöht werden und gleichzeitig die Gesamtsumme der Geschäftsgewinne stetig zunehmen kann. Ich will auch keineswegs behaupten, dass in den Vereinigten Staaten die Massen zufrieden sind, weil sich die Lebenshaltung gehoben hat. Es scheint manchmal so, als wenn sie trotzdem unzufriedener als je zuvor sind. In Amerika richtet sich die Unzufriedenheit der Massen jedoch weder gegen die Regierung und gegen die Arbeitgeber, noch gegen das Geschäftsleben, sie

## MASSEN-DISTRIBUTION UND HÖHERE LEBENSHALTUNG

richtet sich nur gegen die Armut. Sie erstrebt grössere Ertragsfähigkeit, bessere Zusammenarbeit, Vervollkommnung der Verfahren, die die Löhne steigern. Die Arbeiterbewegung in Amerika, die durch die Federation of Labour vertreten wird, ist anerkanntermassen zu der Einsicht gelangt, dass der sicherste Weg für Lohnerhöhung durch die Kostenverminderung mit Hilfe der Rationalisierung führt.

Ebenso wenig stimmen die amerikanischen Massen, die den Segen der Masseh-Produktion erfahren haben, in die Klagen der wirklichkeitsfremden Idealisten ein: dass die Massen-Produktion ein Uebel sei, das die Welt mit Automobilen erfüllt statt mit Oelgemälden, dass sie bei den amerikanischen Arbeitnehmern Interesse für gute Wasserleitungen erweckt anstatt für Sonnenuntergänge, Blumen und seltsame, altertümliche Sitten, dass die Massen auf gute Zahnbehandlung und ähnlichen weltlichen Luxus mehr Gewicht legen als auf schlechte Zähne, gute Manieren und die respektvolle Haltung, die ihnen früher so gut anstand. Ich kann aber jetzt auf diese Einwände nicht näher eingehen, ich will einfach hervorheben, dass die Massen-Produktion eine Tatsache ist, die einzig bewiesene Methode zur Hebung des Lebens-Standards. Ich will damit nicht sagen, dass keine Lohnsenkungen in Amerika vorgekommen sind, aber es ist Tatsache, dass fortschrittlich gesinnte Industrielle dem Druck tapfer widerstanden haben, der von gewissen Seiten ausging, um die "Arbeit" flüssig zu machen, und dass sie nur zögernd die Zahl der Arbeiter vermindert oder Arbeitskürzungen entsprechend den verminderten Absatzmöglichkeiten vorgenommen haben. Vor einiger Zeit habe ich vorausgesagt, dass das Jahr 1932 vermutlich einen wirtschaftlichen Aufschwung in unserem Land bringen würde. Ich schränkte dies ein, indem ich betonte, dass es sich durchaus nicht um eine stetige, dauernde Aufwärts-Bewegung handelte. Ich sagte weiter, dass, falls eine allgemeine Lohnsenkung im Lande eintrete, der Aufschwung mindestens 2-3 Jahre länger auf sich warten lassen würde. Wir haben etwa 5-6 Millionen Arbeitslose in den Vereinigten Staaten gegenüber ca. 27 Millionen beschäftigter Arbeitnehmer. Die Millionen, die ohne Arbeit sind, gereichen den 75 % amerikanischen Geschäftsleuten zur Schande, die noch nicht zur Massen-Produktion in Theorie und Praxis

## MASSEN-DISTRIBUTION UND HÖHERE LEBENSHALTUNG

übergegangen sind.

Trotz des grossen Umfangs der Arbeitslosigkeit gibt es noch Sicherungen für die Aufrechterhaltung des Lebensstandards. Dies ergibt sich aus der Tatsache, dass die Sparguthaben der Massen auf den Sparkassen, in der Lebensversicherung, bei den Kreditgenossenschaften, die die Banken der Arbeitnehmer sind und einen Vermögenswert von 53 Millionen Dollars in den Vereinigten Staaten repräsentieren, im Jahre 1930 eine bis dahin ungekannte Höhe erreicht haben und noch weiter anwachsen. Diese Banken der Arbeiter-Kreditgenossenschaften, deren Kapitalien ausschliesslich aus den Geldern der grossen Massen bestehen, haben sich im letzten Vierteljahr von 25 auf 50 Banken vermehrt. Während der ganzen Depressions-Periode hat nicht eine einzige unfreiwillige Liquidationen irgendeiner Kredit-Genossenschaftsbank stattgefunden und - was noch mehr bedeutet - die Zahl der Fälle, in denen Arbeiter zahlungsunfähig waren, ist verschwindend gering. Dabei ist die Gewährung von Darlehen an Arbeitnehmer das einzige Geschäft dieser Kredit-Genossenschaften.

Obwohl Amerika ein Land der hohen Löhne ist, so zahlen doch selbst in guten Zeiten nicht alle Unternehmungen hohe Löhne. Das kommt daher, weil auch in Amerika noch nicht 25 % der Wirtschafts-Betriebe nach den Grundsätzen der Massen-Produktion geleitet werden. Die gegenwärtige Arbeitslosigkeit in Amerika ist in weitem Masse denjenigen Unternehmungen zuzuschreiben, die an traditionellen Geschäftsmethoden festhalten oder zur Produktion grossen Masstabes übergegangen sind, ohne traditionelle Anschauungen aufzugeben - und es so den Konsumenten unmöglich machen, die wachsende Gütermenge aufzukaufen, die die Industrie infolge verbesserter Verfahren hervorbringt. Unzählige Fälle sogenannter Massen-Produktion in Amerika sind in der Tat nur Produktion grossen Masstabes. Sie haben jedoch der Erhöhung der Massen-Kaufkraft - ohne die der gesteigerte Ertrag nicht abgesetzt werden kann - die unbedingt notwendige Aufmerksamkeit nicht zugewandt. Diejenigen, die an den alten Verfahren festgehalten haben, konnten nicht zu niedrigen Kosten produzieren, und daher auch keine hohen Löhne zahlen. Sie haben die Erhaltung und das Wachstum der Kaufkraft gehemmt. Fabriken, die rationelle Methoden angewandt

## MASSEN-DISTRIBUTION UND HÖHERE LEBENSHALTUNG

haben, konnten nicht verkaufen, weil Angestellte von unrationell arbeitenden Gesellschaften nicht kaufen konnten. Arbeitslosigkeit und das verwandte Uebel - Beschäftigung bei verkürzter Arbeitszeit - sind wie Lawinen; jede Zunahme führt eine weitere Verminderung der Gesamt-Kaufkraft herbei und eine Vermehrung der Zahl der Arbeitslosen.

Um die wachsenden Ueberschüsse an Gütern, für die kein Markt vorhanden war, zu verkaufen, ging man dazu über, den Absatz mit Hochdruck zu betreiben. Die Vorteile der niedrigen Produktions-Kosten wurden durch den Uebergang zu hohen Verteilungs-Kosten aufgehoben. Die Konsumenten, die der Lockung, zu überhöhten Preisen zu kaufen, folgten, konnten entsprechend weniger Güter aus anderen Industrien kaufen. Auf diese Weise litten auch gut arbeitende Industrien der Massen-Produktion - nicht weil ihre Konkurrenten bessere, sondern weil sie schlechtere Methoden anwandten. Hohe Verkaufs-Kosten, die ihrerseits die sogenannten Hochdruck-Verkaufs-Manöver im Gefolge haben müssen, werden also nicht nur durch die Verschwendung bei der Güterverteilung - die erheblich ist - verursacht, sondern auch durch den auf überhöhten Preisen und zu niedrigen Löhnen ruhenden Mangel an Kaufkraft. Bei dem richtigen Gleichgewicht von Löhnen und Preisen wirkt sich eine ehrliche Propaganda, die grosse Verkäufe der Massen-Produkte ermöglicht, nicht als unnütze Ausgabe, sondern tatsächlich als Ersparnis für den Verbraucher aus.

Selbst in Amerika, wo wir viel über niedrige Produktions-Kosten gehört haben, erfahren wir wenig über Distributions-Kosten. Der tatsächliche Preis einer Ware, die vom letzten Verbraucher bezahlt wird, beträgt oft das drei-, vier- oder selbst zehnfache der Produktions-Kosten - ein Umstand, der lächerlich wäre, wenn er nicht so tragische Auswirkungen hätte. Dieser Umstand beruht nicht auf übermässigen Gewinnen, sondern zu hohen Verteilungs-Kosten. Der Verkauf geht nicht aus von einer rationell geleiteten Organisation, sondern liegt in den Händen kleiner, unabhängiger Geschäftsinhaber, die in keiner Weise an einem besseren System interessiert sind, aber noch in der mittelalterlichen Auffassung stecken, dass ein Geschäft ein Vorgang ist, bei dem ein Quantum Waren eingekauft und zu dem höchsten

## MASSEN-DISTRIBUTION UND HÖHERE LEBENSHALTUNG

Preis verkauft wird, der dafür zu bekommen ist. Es ist schon hervorgehoben worden, dass Massen-Produktion Massen-Distribution erfordert - und diese Forderung beginnt sich zu verwirklichen. Massen-Produzenten haben zuerst in den Vereinigten Staaten ein eigenes Distributions-System aufgestellt, später haben wir das Aufkommen der grossen Filialsysteme des Einzelhandels erlebt. In der nächsten Zukunft werden wir noch mehr Wandlungen erfahren. Viele werden diesen Wandel nicht begrüssen. Sie werden schreien, dass ihre Rechte - worunter sie das Recht verstehen, die Massen an der Erlangung von Gütern zu niedrigsten Preisen zu hindern - vergewaltigt werden. Aber das gegenwärtige unrationelle Verteilungssystem kann die Entwicklung der Massenproduktion ebensowenig aufhalten wie die Postkutsche die Eisenbahn oder das alte Handwerk die Verwendung von Maschinen.

### Massen-Distribution in Europa.

Wie ich schon gesagt habe, ist die Massen-Produktion keineswegs ein Geheimnis der amerikanischen Industrie. Viele europäische Länder haben Industrien rationalisiert und andere gehen so schnell wie möglich zu Methoden der Massen-Produktion über. Bata z.B. - ich nenne ihn den Schuh-Ford-Bata - der täglich 100,000 Paar Schuhe fabriziert, verkauft nicht nur mit Gewinn auf den besten europäischen Märkten, sondern exportiert tatsächlich auch mit Gewinn in die Vereinigten Staaten. In Europa, ebenso wie in den Vereinigten Staaten, haben jedoch manche Fabrikanten Massenproduktion aufgenommen, ohne die Löhne entsprechend zu erhöhen. Ich bin überzeugt, dass die europäischen Fabrikanten die Löhne bei der Massen-Fabrikation hauptsächlich deshalb nicht erhöht haben, weil sie glauben, dass ihre niedrigeren Kosten ihnen einen Vorsprung im Export-Handel vor den europäischen Fabrikanten gewähren, die keine Massen-Produktion treiben, und vor den Amerikanern, die dieses zwar tun, aber hohe Löhne zahlen.

Die Europäer haben den ausländischen Märkten immer mehr Aufmerksamkeit zugewandt als den einheimischen. Das ist vielleicht natürlich, weil die europäischen Nationen jahrhundertlang Kolonisations-Arbeit geleistet haben. Sie haben Kolonien auf-

## MASSEN-DISTRIBUTION UND HÖHERE LEBENSHALTUNG

gebaut, um Rohstoffe zu gewinnen und um sich feste Märkte für ihre Produkte zu sichern. Ohne den Wagemut und den Geschäftssinn der Europäer würde ein grosser Teil der zivilisierten Welt heute noch von Wilden bewohnt werden.

Aber die Europäer sind so stark durch den Kampf um den Auslandshandel absorbiert worden, dass sie die einheimischen Märkte vernachlässigt haben. Ich glaube, dass die europäischen Länder einen erschliessbaren, aber unentwickelten Markt in ihren eigenen Grenzen haben, den sie ausbauen könnten, wenn sie einen Teil der Ersparnisse der Massen-Produktion den Arbeitern in Form von höheren Löhnen zuwenden würden. Ich verkenne jedoch nicht die Schwierigkeiten. Viele europäische Länder sind nicht gross genug, um einen der industriellen Massen-Produktion entsprechenden Markt zu sichern. Von allen Seiten durch Zölle eingeschnürt, haben diese Ländern kaum die Möglichkeit, die Wandlungen vorzunehmen, die so notwendig sind. Wenn die Unternehmer in diesen Ländern jedoch an das Problem vom Gesichtspunkt der Massen-Produktion herangehen, brauchen sie den Mut nicht sinken zu lassen. Denn dieser Standpunkt bedingt das Streben nach Aufhebung der Zölle. Massen-Produktion bedarf keiner Schutz-Zoll-Politik, sie verlangt nicht einmal die Vernichtung ihrer Konkurrenten. Sie muss im Gegenteil den Erfolg ihrer Konkurrenten wünschen, denn sie weiss, dass der Erfolg nur auf besseren Methoden beruht, dass die besseren Methoden die Kaufkraft erhöhen, und dass sich daher erweiterte Märkte für alle soliden Geschäfte erschliessen, die ständig verbesserte Methoden bewusst anwenden und fördern.

Die Unternehmer dieser Länder werden, wenn sie einmal dieses Problem voll erfasst haben, mit den Unternehmern der anderen Länder zusammen arbeiten, um die Zollbarrieren zu beseitigen und gemeinsam einen Markt zu errichten, der weit genug sein wird, um Methoden der Massen-Produktion, die allein den erfolgreichen Wettbewerb auf dem Weltmarkt gewährleisten, zu ermöglichen.

Mit dieser Zusammenarbeit der Unternehmer werden die Wirtschaftsführer der Vereinigten Staaten sich gern einverstanden erklären. Obgleich ich kein Freihändler bin und niemals war, sondern eher zur Opportunitäts-Politik neige, soweit es sich um

## MASSEN-DISTRIBUTION UND HÖHERE LEBENSHALTUNG

Zölle handelt, so bin ich doch fest überzeugt, und viele führende amerikanische Geschäftsleute desgleichen, dass Zölle im allgemeinen von Uebel sind. Ford, die General Motors Company, die General Electric und andere führende Massen-Produzenten in den Vereinigten Staaten haben öffentlich gegen unser gegenwärtiges Hochschutz-Zoll-Gesetz gestimmt. Ich nenne unser jetziges Hochschutz-Zoll-System "den Zoll der Geschäfts-Untüchtigen". Er wurde offensichtlich in Erfüllung der Forderungen der unrationell arbeitenden Unternehmungen und gegen die Proteste der rationell arbeitenden angenommen.

Schliesslich müssen einmal die Zölle gesenkt werden, gleichviel, ob dies heute klar erkannt wird oder nicht. Denn die Unternehmer brauchen Kapital, und das Kapital, das zwar nicht immer weitsichtig ist, wird sich doch nicht ohne weiteres einer Wirtschaftsgruppe anbieten, die aus politischen Gründen an der Erlangung eines ausreichenden Marktes gehemmt wird, der die in Aussicht genommenen Geschäfte rentabel macht. Die Zölle haben die amerikanische Wirtschaft dazu veranlasst, Fabriken in Canada und Europa zu gründen und führende ausländische Produzenten errichten Werke in den Vereinigten Staaten. Ist es nicht merkwürdig, dass es für vernünftig angesehen wird, hohe Zölle für ausländische Waren festzusetzen, mit dem Ergebnis, dass wir die fremden Fabriken erhalten anstelle der fremden Waren. Andererseits sei daran erinnert, dass die fremden Fabriken einheimische Arbeiter beschäftigen, darüber hinaus sind die gut arbeitenden Fabriken tatsächlich Schulen für die Verbreitung der Kenntnisse über die Methoden und Grundsätze rationeller Massen-Produktion. Die Massen-Produktion wird zu guterletzt die Märkte in Europe und den Vereinigten Staaten beherrschen. Inzwischen hemmen die Zollwälle den Wohlstand und verursachen weitgehende Not durch Arbeitslosigkeit.

### Ausweg.

Auf lange Sicht wird sich erweisen, dass es nur einen Weg zu erfolgreichem Wettbewerb mit besseren Methoden gibt: die Anwendung noch besserer Methoden. Unerlässlich ist die Einsicht in die Grundprinzipien der Geschäftstätigkeit - d.h. in die Prin-



## MASSEN-DISTRIBUTION UND HÖHERE LEBENSHALTUNG

zipien der Massen-Produktion und -Distribution, die die Wohlfahrt der Massen zum Ziele haben und von vernunftgemäßem Eigennutz geleitet, Gewinne durch den Dienst für die Gemeinschaft erzielen wollen, daher auch nicht geneigt sind, diesen Dienst an irgendeiner Landesgrenze einzustellen. Was sollen wir inzwischen tun? Es erscheint wie ein *circulus vitiosus*! Massen-Distribution hängt zum Teil von niedrigen Verkaufskosten ab und niedrige Verkaufskosten in weitem Masse von Massen-Distribution, aber glücklicherweise können sich solche verhängnisvolle Zirkel in nutzbringende Systeme verwandeln, wenn man sie nur an der richtigen Stelle unterbricht. Dieses ist in der Produktion geschehen und kann auch in der Distribution erfolgen. Ford und einige andere Führer haben vorausgesehen, dass der verhängnisvolle Kreislauf der niedrige Löhne, geringe Kaufkraft, beschränkten Absatz, verminderte Produktion, hohe Kosten, niedrige Löhne einschloss, in einen nutzbringenden Kreislauf von hohen Löhnen, starker Kaufkraft, erweitertem Absatz, erweiterter Produktion, niedrigen Kosten und hohen Löhnen umgewandelt werden kann. Ford führte diese Metamorphose herbei, indem er den *circulus vitiosus* mutig bei dem Punkt der niedrigen Löhne durchbrach. Er erhöhte die Löhne und schuf so eine Kaufkraft, die es seinen Angestellten möglich machte, mehr Kleidung, Nahrung und Ausstattung zu kaufen. Die Arbeiter, die diese Gegenstände herstellten, verdienten mehr und kauften Ford-Wagen. Sie setzten Ford dadurch in die Lage, Ueberschüsse durch Massen-Produktion bei sinkenden Produktions-Kosten und -Preisen zu erzielen; dadurch wurden höhere Löhne möglich, und so fort.

Andere Fabrikanten, die sahen, wie sich Ford's Politik der hohen Löhne in erhöhten Gesamtgewinnen auswirkte, folgten seinem Beispiel. Wir haben jetzt die Aufgabe, den Fabrikanten der ganzen Welt zuerst zu zeigen, wie sie die Grundsätze der höheren Löhne und niedrigen Kosten im Wege der Massen-Produktion anwenden sollen. Und zweitens müssen wir alle noch mehr über die Sicherung von Höchstgewinnen durch niedrige Kosten der Massen-Distribution lernen.

Wir müssen zuerst einsehen, dass die Grund-Ideen der Massen-

## MASSEN-DISTRIBUTION UND HÖHERE LEBENSHALTUNG

Produktion hohe Löhne und niedrigere Preise im absoluten Gegensatz zu den Gedanken, vielen Verfahren und fast allen Traditionen des Gewinnstrebens der Vergangenheit stehen. Viele von uns, einschliesslich der sogenannten tüchtigen Geschäftsleute und Finanzmänner werden noch von Gedanken und Methoden beeinflusst, die in der Vergangenheit erfolgreich waren, die aber jetzt keine Bedeutung mehr haben. Wenn wir - und damit meine ich uns alle, gleichviel wo wir leben, und ob wir Arbeitgeber oder Arbeitnehmer sind - Höchstgewinne durch Massenproduktion erzielen wollen, so müssen wir die Massen-Distribution auf weltwirtschaftlicher Grundlage organisieren. Kein Land kann in weitestem Umfange zu Wohlstand gelangen, solange nicht die anderen Länder auch Wohlstand geniessen. Der Gedanke des internationalen Handels ist für unsere Zwecke irreführend, denn er schliesst getrennte Einheiten mit engen Eigeninteressen ein, die im letzten Grunde jedes Land von der Erreichung des höchst-möglichen Wohlstandes abhalten. Wir sind im wirtschaftlichen Sinne alle Bürger der Welt und nicht eines kleinen, geographisch beschränkten Bezirks. Die Zeit ist jetzt reif, um volkswirtschaftliche Ideen durch die weltwirtschaftlichen - Welt-Wohlfahrt und Welt-Wohlstand - zu erweitern. Wenn wir uns alle zu diesem Standpunkt durchringen, so befinden wir uns schon auf dem Wege zur Erlangung der Höchsterträge aus Massen-Produktion und Massen-Distribution. Denn es handelt sich hier um ein Zeit-Problem. Die Wandlungen können und müssen sich rasch vollziehen. Wir stehen inmitten einer neuen Epoche, einer zweiten industriellen Revolution: Wandlungen, die früher durch Generationen dauerten, selbst durch Jahrhunderte, vollziehen sich jetzt in einem Zeitraum von 10 Jahren, ja selbst von einem Jahr. In solchen Zeiten bringen traditionelle Vorstellungen vom Nutzen langsamer Entwicklung, die durch den wirtschafts-wissenschaftlichen Standpunkt zum Teil gefördert worden sind, mehr Gefahr als schnelles Handeln; aber das schnelle Handeln muss sich auf rationelle Tatsachenforschung, auf Untersuchung gründen. Die Massen-Produktion ist ursprünglich von der Einzelunternehmung organisiert worden. Sie hat sich ohne System, und demzufolge langsam und ungleichmässig ausgebreitet, Planung verlangt Tatsachenforschung.

## MASSEN-DISTRIBUTION UND HÖHERE LEBENSHALTUNG

Die Frage der Vermeidung von Verschwendung in der Güter-Verteilung bildet das erste bedeutsame Problem der Tatsachenforschung. Die Auslese der besten Produktions- und Distributions-Methoden, die in Anwendung sind, und die schnelle Verbreitung dieser Methoden in der Geschäftswelt ist eine der Forschungs-Aufgaben auf diesem Gebiete. Die Auswirkung verbesserter Methoden, die Erfindung besserer Maschinen und Verfahren vollzieht sich zweifellos am besten in den Fabriken oder auf den Absatzmärkten. Die ausgearbeiteten Ergebnisse sollten Gegenstand allgemeiner Unterweisung im Interesse der Konkurrenten und Nicht-Konkurrenten werden. In der Verbreitung liegt keine Gefahr, wie kurzsichtigerweise geglaubt wird. Ein unrationell, mit hohen Kosten arbeitender Konkurrent, der keine hohen Löhne zahlen kann, vermindert die Kaufkraft der Massen und damit auch die Verkaufs- und Gewinn-Möglichkeiten, die Löhne und Gewinne der Allgemeinheit einschliesslich seines eigenen Einkommens und das seiner Angestellten, seiner Konkurrenten und deren Arbeitnehmer.

Untersuchungen der Wirtschaftsführer in den verschiedenen Ländern haben gezeigt, wie wünschenswert Zusammenarbeit und gemeinsame Untersuchungen der Unternehmer (businessmen) sind. Eng verwandt mit den Untersuchungen über Methoden sind Untersuchungen über Märkte. Bei der letzten Tagung der Internationalen Handelskammer in Washington brachte ein Bericht über Distributions-Fragen, der bedeutsame Tatsachen zusammenfasste, als wichtigstes Ergebnis die Erkenntnis, dass noch sehr wenig Tatsachen bekannt und weitere Forschungsarbeiten unbedingt notwendig sind. Der Bericht war das Resultat der gemeinsamen Arbeit des amerikanischen Gutachter zu dieser Frage, Mr. F. P. Valentine von der American Telephone and Telegraph Company und von Mr. L. Urwick, dem Direktor des Internationalen Rationalisierungs-Institutes. Es hat die Internationale Handelskammer zur Bildung eines Distributions-Komitees veranlasst, das die Untersuchungen des Internationalen Rationalisierungs-Institutes und anderer Körperschaften auswerten und die Anregung zur Sammlung von Tatsachen über Distribution durch Geschäftsleute aller Länder geben will. In diesem Zusammenhang sei darauf hingewiesen, dass das Inter-

## MASSEN-DISTRIBUTION UND HÖHERE LEBENSHALTUNG

ationale Rationalisierungs-Institut in Genf ein Forschungs-Institut ist, dessen Arbeit allen Geschäftsleuten zur Verfügung steht.

### Die soziale Bedeutung der Massen-Distribution.

Es ist einleuchtend, dass die Verbesserung der Methoden in der hier vorgeschlagenen Weise in erster Linie darauf gerichtet ist, die Lebenshaltung der Gesamtheit zu erhöhen. Daher dient sei einem sozialen Zweck. Sie soll letzten Endes die Arbeitslosigkeit beseitigen, mehr Freizeit und verkürzte Arbeitszeit ermöglichen und allen den Genuss der Güter sichern, die die moderne Industrie erzeugen kann.

Wir haben eine grosse Arbeit vor uns, vielleicht die grösste, der je eine Generation gegenüberstand. Keine Generation vor uns hatte solche Möglichkeit, Wohlstand und Frieden auf nationalem und internationalem Gebiet endgültig und nachdrücklich zu fördern. Es geht um den Frieden und den Wohlstand der Welt durch wirtschaftliche Massnahmen ohne Rücksicht auf die alten Kriegs-Methoden, sondern durch vernunftgemässe und systematische Verfolgung eigenster Interessen.

Die Massen wünschen eine Hebung der Lebenshaltung. Sie können sie nur mit Schwierigkeiten erreichen, aber sie versuchen es. Und die Tatsache, dass sie den Weg nicht wissen, hält sie von dem Versuch nicht ab. Wenn die Lebenshaltung irgendeines Volkes ständig sinkt, und wenn keine organisierte Bewegung sie zu heben versucht, so werden die Massen zweifellos dazu übergehen, die Regierung zu stürzen. Andererseits lehrt die Geschichte, dass keine Regierung durch Revolution gestürzt worden ist, wenn die Volksmassen im Wohlstand lebten und ihre Lebenshaltung sich ständig hob. Der Weg zur Hebung ist die Entwicklung der modernen Industrie. Massen-Produktion und Massen-Distribution sind, wie ich aufgeführt habe, eine Wirtschafts-Tatsache, der unvermeidbare nächste Schritt, den die Wirtschaft tun muss. Es ist ein Schritt, der erfolgen muss, wenn wir Frieden, Nutzen, Wohlstand und gesicherte politische Zustände erlangen wollen, und es ist ein Schritt, der auf weltwirtschaftlicher Basis auf der Grundlage von Tatsachen und nicht durch blosses Reden und Herumraten vorbereitet werden muss.

Boston, Juli 1931.

**LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS** PAR M. LE Dr. RUDOLF BRODA, PROFESSEUR AU ANTIOCH COLLÈGE, YELLOW SPRINGS, OHIO, ÉTATS UNIS, PRÉSIDENT DE LA LIGUE POUR L'ORGANISATION DU PROGRÈS

---

Il n'est presque pas possible d'organiser entièrement l'économie nationale d'un pays, lorsque ce pays est dépendant, pour assurer sa vie économique, des importations étrangères.

Une Société des Nations, forte et universelle, pourrait, sur une base englobant le monde entier, accomplir cette tâche.

Elle pourrait répartir des centres de production sur toute la terre, en rapport avec les centres de production des matières premières, etc., comme cela se pratique actuellement dans la Russie des Soviets pour les différentes régions du territoire de l'U. R. S. S. Elle pourrait, à l'aide de statistiques précises, adapter la production mondiale à la consommation mondiale, et éviter ainsi la détresse des crises de surproduction. Elle pourrait, finalement, organiser et contrôler le service des migrations de pays surpeuplés à pays neufs, perfectionnant ainsi les relations entre les ressources naturelles de l'exploitation et la main-d'oeuvre disponible. Le rendement du travail humain serait ainsi augmenté, et les revenus de l'humanité en seraient accrus.

On me dira que c'est aux générations futures que ces différentes tâches appartiennent. Oui, mais il y en a d'autres encore qui sont de notre temps, et qui sont reconnues comme urgentes par les hommes d'Etat placés à la tête de la Société des Nations. Il est de toute nécessité de faire disparaître les obstacles qui entravent le commerce international, et de pallier, tout au moins, au chaos économique international, cause de la crise actuelle, et qui en engendrera d'autres encore. La Société des Nations a-t-elle fait à cet égard tout ce qu'il était en son pouvoir de faire?

Le bilan de ces onze dernières années s'inscrit en sa faveur en succès notables dans le domaine des finances publiques. La Société des Nations, par son concours technique, a rétabli les

## LES SERVICES ÉCONOMIQUES

finances de plusieurs pays, notamment l'Autriche et la Hongrie, et accru ainsi, par son contrôle, le crédit de ces pays.

Un Institut de Crédit agricole est en train de se former, et semble appelé à apporter un soulagement à la misère des paysans de l'Europe de l'est.

Signalons, d'autre part, que la convention destinée à limiter les prohibitions d'importation et d'exportation, ainsi que celle conclue pour amener une trêve dans la course aux tarifs douaniers (tout au moins pour les cas réglés par traités bilatéraux) ont échoué, le nombre de voix nécessaires à une ratification n'ayant pas été obtenu. Il serait prémature de formuler un jugement décisif sur les chances de succès que présentent les efforts nouveaux pour remettre l'économie européenne sur pied.

L'aide consentie à la Chine, peut conduire à un succès égal à celui qui fut obtenu lors du relèvement des finances autrichiennes. Notons encore les études relatives aux fluctuations de la valeur de l'or, études qui ouvrent des possibilités pratiques considérables. Une résolution de l'Assemblée a conduit aussi à une réunion des Conseils Economiques Nationaux, lesquels aideront peut-être, dans une faible mesure, à des efforts concertés pour surmonter la crise. Les efforts de l'Organisation Internationale du Travail pour combattre la surproduction du charbon par la réduction des heures de travail des mineurs ont été appuyés par les autres autorités de la Société des Nations. Le "Plan Chadbourne", destiné à stabiliser l'industrie du sucre est, par contre, un effort absolument indépendant de la Société des Nations. Nous pouvons en conclure que la Société des Nations est toujours à même de résoudre des problèmes qui ne présentent aucun aspect litigieux.

Elle peut aussi coordonner des efforts internationaux pour amener une solution aux difficultés locales.

Seulement elle est trop faible pour vaincre les résistances des égoïsmes nationaux, et pour trancher des litiges économiques d'une certaine gravité.

## DE LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

Le marchandage multilatéral est plus difficile que celui entre deux pays. Le conflit des avantages réciproques, le contrôle de la bonne foi, rencontrent plus d'obstacles. L'échec de la trêve douanière, en regard au succès que tant de traités de commerce ont enregistré, est très instructif à cet égard.

La nécessité d'enregistrer des accords unanimes, et la ratification de tous ces "Etats souverains", s'opposent à cette réalisation. Ce qui manque, c'est un pouvoir international qui s'inspirerait, bien avant les intérêts particuliers, des intérêts communs, et qui serait assez puissant pour imposer ses décisions.

Si les délégués de la Société des Nations étaient choisis par les parlements nationaux, par une sorte de représentation proportionnelle, on pourrait voir se former des partis internationaux comparables au bloc des ouvriers aux Conférences Internationales du Travail. Ces partis pourraient tenir l'opinion publique en éveil, et vaincre les résistances des gouvernements qui font passer par dessus tout les intérêts nationaux.

La Société des Nations, ainsi renforcée et démocratisée, pourrait se livrer à la surveillance des cartels internationaux, contrôlant les prix, tout comme aux Etats-Unis la "Interstate Commerce Commission" le fait pour les chemins de fer de ce pays. Ces cartels, mis dans l'impossibilité d'exploiter le public, pourraient, d'autre part, s'attaquer à la stabilisation de la production mondiale, et conjurer ainsi les crises. La Société des Nations pourrait aussi, d'une manière plus systématique, organiser des crédits internationaux pour les pays au pouvoir d'achat amoindri, et aider du même coup aux pays exportateurs.

Une aide semblable faite à la Russie et à la Chine serait d'une grande efficacité pour apporter un terme à la crise actuelle.

L'échec partiel des efforts de la Société des Nations pour trouver la solution aux problèmes économiques, ne devrait point avoir pour conséquence l'abandon de ces efforts, mais, au contraire, la volonté de renforcer les moyens d'action de la Société

**LA SOCIÉTÉ DES NATIONS**

des Nations, afin que ses efforts soient couronnés de plus de succès.



**WIRTSCHAFTSARBEIT DES VÖLKERBUNDES**  
VON DR. RUDOLF BRODA, PROFESSOR AM ANTIOCH COLLEGE,  
YELLOW SPRINGS, OHIO, VER. STAATEN, PRAESIDENT DES BUNDES  
FUER ORGANISIERUNG DES FORTSCHRITTS.

---

Allumfassende Planwirtschaft innerhalb der Grenzen eines Staates ist nur bei wirtschaftlicher Autarkie desselben möglich. Diese Voraussetzung ist in beschränktem Grade in den Vereinigten Staaten von Amerika, in der Soviet Union und im Britischen Reich, anderwärts gar nicht, gegeben.

Die russischen Theoretiker haben auch stets die Unmöglichkeit eines vollständig sozialistischen Systems in der Soviet Union allein anerkannt. Dies war einer der Hauptgründe, warum gleichzeitiges Vorgehen in allen Ländern ihnen so unumgänglich erschien. Nur Weltplanwirtschaft, organisiert von einem allumfassenden, aktionskräftigen Völkerbund ist die Lösung ihres Problems. Nur er könnte die Produktion so planmässig, nach klimatischen, agromischen und Transportbedingungen u. s. w. über die Erde hin verteilen und eine Höchstmenge von Gütern mit einem Mindestmass an menschlichen Arbeitsstunden herstellen, wie es die allrussische Planwirtschaft eben jetzt für die verschiedenen Teile der Sovietunion versucht. Nur er könnte Weltbedarf und Weltproduktion so statistisch scharf einander anpassen, dass periodische Krisen der Ueberproduktion vermieden würden.

Während diese Aufgaben nach Auffassung vieler erst der nächsten oder übernächsten Generation zufallen dürften, ist eine dringendé, allgemein einleuchtende Notwendigkeit für weltumfassende (das ist, real gesprochen, Völkerbunds-) Aktion für Beseitigung der den freien Güteraustausch zwischen den Völkern einschnürenden Fesseln und Verminderung des zu Weltkrisen führenden Weltwirtschaftschaos auch von den heute im Völkerbund zusammengeschlossenen Staatsmännern anerkannt worden. Haben sie die selbstgestellten Aufgaben verwirklichen können?

## WIRTSCHAFTSARBEIT DES VÖLKERBUNDES

Eine unparteiische Wertung der Leistungen und Fehlschläge dieser elf Jahre sieht sich klaren Erfolgen neben offenbaren Fehlschlägen, die erst bei näherer Prüfung eine regelmässige Schlichtung erkennen lassen, gegenüber.

Am leistungsfähigsten hat sich der Völkerbund für Lösung finanzpolitischer Aufgaben erwiesen. Die Währungen Oesterreichs, Ungarns und anderer Länder wurden vermöge technischer Völkerbundsmithilfe, z.T. auch durch unter Kontrolle des Völkerbunds aufgenommene internationale Anleihen stabilisiert.

Der Völkerbundsrat beschloss im Mai 1931 die Errichtung einer Bodenkreditanstalte die durch niedrig verzinsliche Darlehen an Kreditinstitute der osteuropäischen Agrarländer diese befähigen soll, den unter der Krise notleidenden Bauern aufzuhelfen. Kann auch naturgemäss von "Erfolg" nicht vor Tätigkeitsaufnahme gesprochen werden, so scheint vollständige Vorsorge für Bewältigung aller technischen Aufgaben getroffen zu sein.

Demgegenüber sind die Völkerbundsversuche Ein- und Ausfuhrverbote zu beseitigen und vertraglich festgesetzte Zolltarifpositionen wenigstens kurzfristig zu stabilisieren, nur bis zur Unterzeichnung von Konventionen gediehen. Aber Ratifizierung innerhalb der festgesetzten, inzwischen weiter erstreckten Zeitspanne durch eine entsprechende Anzahl von Staaten kam nicht zustande und die mit vielen Hoffnungen begrüßte Zollfriedenkongvention wurde, trotz energischer Unterstützung durch Grossbritannien, im Winter 1931 als gescheitert aufgegeben. Versuche zur Erleichterung des Welt Handels in Häuten und Fellen, für einheitliche Terminologie in Zolltarifen, Vereinheitlichung des Scheckrechtes, Verhinderung von Münzverfälschung sind derzeit noch im Zuge und schreiten hoffnungsvoll vorwärts. Ob weitergehende Ordnung europäischer Wirtschaft gelingt, ist derzeit noch eine offene Frage.

Unter den Aktivposten ist auch die Feststellung der Weltwirt-

## WIRTSCHAFTSARBEIT DES VÖLKERBUNDES

schaftskonferenz von 1927, dass ein Nebeneinanderbestehen des kommunistischen und kapitalistischen Wirtschaftssystems möglich und zu fördern sei, zu erwähnen. Ist sie auch an sich keine positive Einleitung, so hat sie doch Angstvorstellungen, die leicht zum Kriege führen könnten, vermindert.

Hoffnungsvoll ist auch die von China erbetene und vom Völkerbund angenommene Mitarbeit bei Wiederaufrichtung verschiedener Zweige der chinesischen Wirtschaft, die der Mitarbeit an einer Wiederaufrichtung der österreichischen Finanzen in manchen Punkten ähnelt.

Schliesslich seien auch die auf Völkerbundsinitiative, mit seinen internationalen Hilfsmitteln organisierten Untersuchungen der Weltwirtschaftskrise, ihrer Ursachen und Abhilfemöglichkeiten, speziell der Verflechtung von Krise und Quantitäten an gemünztem Gold, erwähnt.

Konkrete Versuche, die Zuckerkrise zu überwinden, sind a u s s e r h a l b des Völkerbunds im Chadbourne Plan zu einer Organisation, die an die Vorkriegskonferenzen in Brüssel zur Beseitigung der Ausfuhrprämien in mancher Beziehung anknüpft, gereift. Der Ueberproduktion an Kohle wird durch die Bestrebung des internationalen Arbeitsamtes für Begrenzung der Arbeitszeit entgegengearbeitet.

Auf Grund einer Resolution der elften Völkerbundsversammlung wurde schliesslich im März 1931 eine Beratung mit Nationalkomitees, die sich mit Plänen für Ueberwindung der Wirtschaftskrisen befassen, in Genf abgehalten.

Eine zusammenfassende Einordnung der Erfolge, Fehlschläge und im Zuge befindlichen Arbeiten zeigt wohl:

- (1) Dass der Völkerbund befähigt ist, internationale Kräfte zur Beseitigung lokaler Uebelstände, die im offenbaren Allgemeininteresse liegen, (Oesterreichische Finanzwirrnis, Not der osteuropäischen Bauern, etc.) zusammenzufassen.
- (2) Dass er, in gewissem Grade auch internationale Wirtschaftsfragen, die nicht zu einer starken Zuspitzung von Interessengegensätzen geführt haben, bearbeiten oder

## WIRTSCHAFTSARBEIT DES VÖLKERBUNDES

solche Bearbeitung anregen kann. (Scheckrecht, Terminologie der Zolltarife, Studium der Wirtschaftskrise.)

- (3) Dass seine Versuche, Interessengegensätze auszugleichen (Zollfrieden, Beseitigung von Ein- und Ausfuhrverboten etc.) zunächst gescheitert sind.

Ein Vergleich mit andern internationalen Organisationen ergibt, dass die Weltkonferenz in Genua, 1922, noch schlimmer in Allgemeinheiten stecken blieb, während die internationale Arbeitsorganisation wertvolle Konventionen schuf und nur die Technik der Ratifikationen noch auszubauen hat. Die Mehrheitsbeschlüsse der Interessenparteien in den internationalen Arbeitskonferenzen haben durchgegriffen, wo das Einstimmigkeitserfordernis der Völkerbundsversammlung und der Versuch, Verträge zwischen souveränen Staaten (ohne Einwirkung einer über ihren Sonderinteressen stehenden Machtinstanz oder auch nur einer international organisierten öffentlichen Meinung) gegen Sonderinteressen durchzusetzen gescheitert ist.

Dies galt sogar für Ueberwindung allgemein anerkannter Uebelstände. Das Quid pro quo von Leistung und Gegenleistung, das zweiseitige Verträge zustande kommen lässt, versagte bei vielseitigen Verträgen, bei denen Gleichwertigkeit der Gegenleistungen sich schwerer abwägen und kontrollieren lässt. Die Völkerbundsversammlung müsste durch Wahl der Staatsdelegierten durch die Parlamente, nach Grundsätzen des Proportionalsystems, der Psychologie der Internationalen Arbeitskonferenzen angenähert werden, um durch Bildung internationaler Parteien Gegenkräfte gegen die ausschliessliche Betonung einzelstaatlicher Sonderinteressen zu entwickeln. Aktionsstarke Zentralbehörden des Völkerbundes, diesem Völkerparlament verantwortlich, könnten alle die Arbeiten, die in diesen Jahren gescheitert sind, lösen und darüber hinaus wirkliche internationale Planwirtschaft wenigstens anbahnen. Beförderung internationaler Kartelle (mit gleichzeitigem Schutz des Pu-

## WIRTSCHAFTSARBEIT DES VÖLKERBUNDES

blikums gegen Preiswucher, nach dem Vorbild der amerikanischen Interstate Commerce Commission) könnte viel gegen Ueberproduktion und periodische Weltwirtschaftskrisen vorkehren. Das System internationaler Kredite (das sich in verschiedenen Formen in vom Völkerbund überwachten Darleihen an Oesterreich und in der Bodenkreditbank für Osteuropa bewährt hat oder sich zu bewähren verspricht) könnte planmässig zur Bewahrung der Kaufkraft der Abnehmer der Exportstaaten ausgebaut werden. Einflussnahme auf Aus- und Einwanderung könnte Bevölkerungsdruck ausgleichen und ein besseres Verhältnis zwischen auszubeutenden Naturschätzen und Arbeitskräften herstellen, die Produktivität der menschlichen Arbeit und das Gesamteinkommen der Menschheit, an dem alle Völker Anteil haben, vergrössern. Der teilweise Fehlschlag der Wirtschaftsaktionen des Völkerbunds darf nicht zur Aufgabe solcher Völkerbundsarbeiten führen, sondern sollte zu organisatorischer Stärkung des Völkerbunds, auf dass er seinen Pflichten gerecht werden könne, anregen.

**LES PROGRÈS RÉCENTS DU CONTRÔLE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL** PAR M. LE PROF. JOSEPH P. CHAMBERLAIN, COLUMBIA UNIVERSITY, NEW YORK, U. S. A.

---

La réunion de la présente Conférence Internationale des Relations Industrielles est une preuve que ses membres jugent nécessaire d'attribuer, en quelque mesure, un caractère international à la réglementation des relations industrielles. Les relations d'affaires internationales, l'interpénétration des milieux commerciaux de différents pays ne constituent assurément pas un fait nouveau, mais leur grand développement, qui date de la révolution industrielle, et s'est encore accéléré depuis le milieu du siècle dernier, a introduit dans la politique internationale des préoccupations économiques qui ont modifié ses formes anciennes. Avant le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les relations économiques internationales étaient représentées dans le domaine politique par des traités de commerce, ou conventions consulaires, généralement conclus entre deux pays. Les conventions économiques internationales signées par plusieurs pays à la fois, étaient rares. Elles sont, au contraire, devenues fréquentes à l'époque contemporaine, et constituent actuellement une partie essentielle de l'organisation du monde.

Il n'est pas exagéré de dire que ces conventions multipartites - intéressant souvent la majeure partie des nations du monde - expriment une volonté internationale, qui se trouve ainsi mise en oeuvre par les législatures, les administrations, les tribunaux de chaque pays. Certaines fonctions ne peuvent être convenablement remplies, certaines fins ne peuvent être poursuivies que grâce à une action concertée de plusieurs gouvernements. Cette action concertée répond à des besoins ressentis par les peuples et lorsque l'un de ces besoins trouve son expression sous forme de traité multipartite, traité que l'on peut assimiler à une sorte de statut international, il est exact de dire qu'une volonté internationale des peuples - et non seulement l'accord des gouvernements - a été

## LES PROGÈS RÉCENTS DU

en fait exprimée. Comme il n'y a pas de gouvernement international, cette volonté de peuples nombreux dépend des gouvernements nationaux pour sa mise en oeuvre, mais non pour sa formulation; les gouvernements nationaux se trouvent donc souvent dans l'obligation de concrétiser cette volonté, puisque les peuples qu'ils gouvernent sont eux-mêmes membres de la communauté internationale qui a senti et formulé tel ou tel besoin. Voici des exemples de ce genre de conventions: l'union télégraphique universelle, l'union postale universelle, le traité international (couvrant presque le monde entier) qui établit certaines règles pour l'utilisation de la radio. La navigation aérienne fait aussi l'objet d'une convention internationale. Les chemins de fer de presque toute l'Europe sont liés par des traités ayant pour but d'assurer le transport rapide, facile, et sous des règles unifiées, des personnes et des marchandises à travers le continent.

Lorqu'ils sont d'ordre économique et concernent des services publics internationalisés, ces traités offrent une caractéristique intéressante: tandis qu'ils réglementent en droit les relations entre gouvernements, ils réglementent en fait et souvent dans les plus petits détails les droits et devoirs des individus. C'est pourquoi ils demandent à être constamment ajustés aux conditions changeantes de la vie moderne, et cela plus promptement qu'il n'était possible avec l'ancien ordre international. Pour satisfaire à ce besoin de mise au point, les gouvernements se réunissent en conférence à intervalles déterminés, afin de réviser les traités en question. Mais cela ne suffit pas. De tels traités contiennent en effet des réglementations techniques de détail, et l'on sent actuellement la nécessité d'élaborer un projet international permettant d'adapter ces réglementations aux progrès techniques. Le principe de ce projet consisterait en une réunion annuelle - ou plus fréquente - d'un comité d'experts ayant, dans certains cas, pouvoir de décision, sous la seule réserve d'un vote obtenu à une majorité spécifiée; la décision de ces experts portant effet sans le consentement

## CONTRÔLE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

exprès des gouvernements. Dans bien des cas, des bureaux internationaux ont déjà été créés pour répondre au besoin d'échanges de renseignements courants, pour tenir les différents membres de l'organisation au courant des progrès techniques ou des pays intéressés, et parfois même pour les informer des interprétations données au traité lui-même. Ainsi, les organismes de la vie internationale prennent la forme voulue pour assurer l'expression adéquate de la volonté internationale aux points mêmes où cette volonté peut s'ouvrir une brèche dans le mur de l'ordre national qui enserme le monde.

Ces traités économiques sont très techniques par nature. Les conférences qui les ont rédigés comprenaient plus de techniciens et de représentants des services techniques des administrations publiques que de diplomates. Les commissions qui ont charge de modifier les réglementations de détail sont généralement composées de techniciens. Les sociétés commerciales jouent un rôle de plus en plus direct dans l'élaboration et l'amélioration des conventions internationales du travail que prépare l'Organisation Internationale du Travail. Par exemple, quarante et une sociétés appartenant à onze pays différents étaient représentées à la Conférence de la radio tenue à Washington en 1927, et des sociétés privées font partie de la commission créée par cette Conférence pour préparer une conférence ultérieure ayant charge de révision. Ainsi, ce sont plutôt des experts et des hommes d'affaires que des diplomates et des fonctionnaires qui dirigent l'élaboration de ces conventions internationales d'un genre nouveau.

Un autre exemple pris dans un domaine différent illustrera le développement des conventions multipartites. En 1909, les gouvernements intéressés dans les affaires d'Extrême-Orient, réunirent une conférence afin de lutter contre le péril de l'opium. Ils arrivèrent à cette conclusion qu'il était nécessaire de traiter, non seulement la question de l'opium, mais aussi celle des autres drogues; à la conférence ultérieure de La Haye, en 1912, ils s'accordèrent pour réglementer étroitement



## CONTRÔLE ÉCONOMIQUE INTERNATIONAL

le commerce de l'opium et des drogues dangereuses. Aucune organisation permanente ne survécut à la conférence de La Haye, mais la Société des Nations créa une commission qui joua un rôle actif en maintenant la conscience internationale fixée sur la nécessité d'améliorer les voies et moyens d'application du traité. En 1925, fut créé un organisme international, contrôle du commerce de l'opium, le Bureau Central Permanent, dont les membres furent choisis par la Société des Nations en qualité d'experts. C'est en mai dernier seulement, que les gouvernements se rencontrèrent de nouveau à Genève pour rédiger un traité limitant la quantité de drogues dangereuses à produire et en réglementant l'échange. Ceux qui s'intéressent à l'action internationale en matière économique feraient bien de porter attention à cet effort de contrôle international sur la fabrication et le commerce d'un produit particulier.

## FORTSCHRITT IN INTERNATIONALER WIRTSCHAFTSKONTROLLE VON PROFESSOR J. P. CHAMBERLAIN, COLUMBIA UNIVERSITY, NEW YORK, U. S. A.

---

Der Zusammentritt dieser Konferenz über internationale Wirtschaftsbeziehungen lässt erkennen, dass die Mitglieder der Konferenz glauben, dass wenigstens bis zu einem gewissen Grade die Regelung von Wirtschaftsbeziehungen von einem Welt-Gesichtspunkt aus in Angriff genommen werden muss. Internationale Handels- und Wirtschaftsbeziehungen, die wechselseitige Abhängigkeit der Wirtschaft in einem Lande von der in einem anderen ist kein neues Phänomen, vielmehr schuf die grosse Entwicklung, welche etwa seit der industriellen Revolution, besonders seit der Mitte des letzten Jahrhunderts einsetzte, in der Welt der internationalen Politik eine neue Form der Wirtschafts- und Geschäftsbeziehungen. Vor der Mitte des letzten Jahrhunderts wurden internationale Wirtschaftsbeziehungen in der politischen Ebene durch Handels- und Konsular-Verträge dargestellt, die meistens zwischen zwei Ländern abgeschlossen wurden. Internationale Wirtschaftsverträge, die durch eine Anzahl von Ländern unterzeichnet wurden, waren ungewöhnlich. Sie wurden erst in der neueren Zeit allgemein üblich und sind nun ein wesentlicher Teil der Weltorganisation.

Es ist nicht zuviel gesagt, dass diese von vielen Vertragsparteien geschlossenen Vereinbarungen, welche gewöhnlich eine verhältnismässig grosse Zahl von Ländern der Erde einbeziehen, einen internationalen Willen zum Ausdruck bringen, welcher durch die gesetzgebenden Körperschaften, die Verwaltungen und die Gerichtshöfe der einzelnen Länder getragen wird. Gewisse Funktionen können in besonderer Weise übernommen werden, während bestimmte Zwecke nur gemeinschaftlich durch eine Anzahl von Regierungen erfüllt werden können. Die gemeinschaftliche Aktion der Regierungen beantwortet ein Bedürfnis, welches ihre Völker fühlen, und wenn dieses Bedürfnis in einem von vielen Parteien geschlossenen Vertrag

## FORTSCHRITT IN INTERNATIONALER

ihren Ausdruck findet, welchen man vielleicht ein internationales Statut besonderer Art nennen kann, so ist es wohl erlaubt zu sagen, dass ein internationaler Wille der Völker der Länder und nicht nur eine blossere Uebereinkunft der Regierungen tatsächlich zum Ausdruck gebracht ist. Da es hier keine internationale Regierung gibt, so hängt die Durchsetzung dieses Willens vieler Völker von den souveränen Staaten ab. Aber er hängt nicht von ihnen ab für seine Formulierung, und sie mussten ihn in vielen Fällen durchsetzen, da ja ihre Völker selbst Teile der Weltgemeinschaft sind, welche das Bedürfnis fühlten und zum Ausdruck brachten. Treffende Beispiele sind: Der Welt-Telegraphen-Verein, der Welt-Post-Verein und der einen grossen Teil der Welt einschliessende Internationale Vertrag, welcher bestimmte Regeln über den Gebrauch des Rundfunks festlegt. Die Luftschiffahrt ist der Gegenstand einer anderen internationalen Uebereinkunft. Die Eisenbahnen des grössten Teils von Europa sind vertragsmässig gebunden, um die prompte und bequeme Beförderung von Fahrgästen und Gütern auf diesem Erdteil unter einem einheitlichen Plan zu regeln.

Es ist ein Kennzeichen dieser Verträge, soweit sie sich mit wirtschaftlichen Fragen und internationalen öffentlichen Diensten beschäftigen, dass sie obwohl sie juristisch die Beziehungen von Regierungen regeln, in der Tat, und oft in vielen Einzelheiten, die Rechte und Pflichten von Individuen bestimmen. Sie müssten daher schneller den wechselnden Bedingungen des modernen Lebens angepasst werden, als es im alten System möglich war. Um dieser Notwendigkeit für Ergänzungsbestimmungen gerecht zu werden, sind die Regierungen übereingekommen, in gewissen Zwischenräumen Konferenzen abzuhalten, um den Vertrag erneut zu betrachten. Dieses ist indessen nicht genug. Die Verträge enthalten in Einzelheiten gehende technische Regelungen, und hier beginnt ein neues internationales Verfahren sich zu entwickeln, um diese technische Regelung neuen Bedingungen anzupassen. Dieses Ver-

## WIRTSCHAFTSKONTROLLE

fahren ist die Einsetzung einer Sachverständigen-Kommission, welche jährlich oder häufiger zusammentritt und welche bevollmächtigt ist, in Einzelfällen durch den Beschluss einer spezifizierten Majorität zu handeln, und deren Entscheidung ohne die ausdrückliche Zustimmung der Regierungen in Kraft treten kann. Internationale Büros sind in vielen Fällen geschaffen worden, um dem Bedürfnis nach täglichem Austausch von Informationen zu entsprechen, und um die verschiedenen Mitglieder der Organisation über neue Entwicklungen in der Technik oder über Veränderungen in der Verwaltungsorganisation der verschiedenen Länder auf dem Laufenden zu halten, sowie, um sie in einigen Fällen über den Sinn des Vertrages selbst zu beraten. So bildet die internationale Gesellschaft selbst einen passenden Ausdruck des internationalen Willens, mit dessen Hilfe der internationale Wille durch die Kruste einer nationalisierten Weltordnung hindurchdringen kann.

Diese Wirtschaftsverträge verlangen ihrer Natur nach eine hochentwickelte Technik. Die Konferenzen, wo sie abgeschlossen werden, werden weit mehr durch Techniker und Vertreter der technischen Dienste der einzelnen Regierungen besucht als durch Diplomaten. Die Kommissionen, welche Vollmacht haben, in Einzelheiten gehende Regelungen zu ändern, sind gewöhnlich aus Technikern zusammengesetzt. Wirtschaftsorganisationen, wie in dem Falle von Arbeits-Uebereinkünften welche jetzt durch die Internationale Arbeits-Organisation vorbereitet werden, spielen eine unmittelbare Rolle bei der Vorbereitung und Ergänzung dieser Uebereinkünfte. 41 Gesellschaften von 11 Ländern waren z.B. bei der Radio Konvention in Washington 1927 anwesend; und private Körperschaften waren in der Kommission vertreten, welche durch diese Konvention geschaffen wurde, um Vorbereitungen für die Konferenz zu treffen, welche über Abänderungen beraten sollte. So ergreifen Sachverständige und Geschäftsleute, mehr als Diplomaten und Beamte des Auswärtigen Dienstes die Führung in diesem neuen Typ internationaler,

## INTERNATIONALER WIRTSCHAFTSKONTROLLE

### Uebereinkunft.

Ein anderer Fall auf einem anderen Gebiete wird die Entwicklung von Uebereinkünften an denen viele Parteien beteiligt sind, veranschaulichen. Im Jahre 1909 beriefen die am Osten interessierten Regierungen eine Konferenz, welche sich mit der bedrohlichen Opium-Frage beschäftigen sollten. Sie fanden, dass sie sich nicht nur mit dem Rauchen von Opium sondern auch mit Drogen beschäftigen mussten. Und in einer neuen Konferenz im Haag 1912 verpflichteten sie sich, den Handel von sowohl Opium wie auch von gefährlichen Drogen zusammen zu regeln. Eine Organisation war in der Haager Convention nicht vorgesehen, aber der Völkerbund schuf eine Kommission, welche ein aktiver Agent war, um die internationale Aufmerksamkeit darauf zu richten, dass Zusätze geschaffen und Mittel und Wege ersonnen wurden, um die Durchführung des Vertrages zu verbessern. Im Jahre 1925 wurde ein wirkliches, internationales Kontrollorgan für den Opiumhandel eingesetzt, das Ständige Zentralamt (Permanent Central Board), dessen Mitglieder als Sachverständige von dem Völkerbund ernannt werden. Erst vergangenen Mai traten die Regierungen in Genf zusammen, um einen Vertrag zu entwerfen, welcher bei gefährlichen Drogen sowohl die Produktionsmenge begrenzen als auch ihren Austausch regeln soll. Diejenigen, welche an internationaler Aktion in der wirtschaftlichen Sphäre interessiert sind, werden gut tun, diese Anstrengungen zu beobachten welche gemacht werden, um in internationaler Weise die Herstellung und den Handel einer besonderen Ware zu kontrollieren.

**THE ECONOMIC POLICY OF THE INTERNATIONAL  
LABOUR MOVEMENT BY F. NAPHTALI, DIRECTOR OF ECONOMIC  
RESEARCH FOR TRADE UNIONS, MEMBER OF NATIONAL  
ECONOMY COUNCIL, BERLIN.**

---

**1. The Social Demands of the Labour Movement.**

The modern labour movement is based on the class position of the working classes, of industrial workers in particular, in the modern capitalistic economic structure. The outstanding marks of this position are low income, great strain on working capacity in order to ensure the possibility of existence, and uncertainty of livelihood when it becomes impossible for the worker to sell his labour, either on account of lack of demand (unemployment) or of personal disability (sickness, old age or invalidity). The struggle against these dangers in the life of the working classes is the foundation of the social demands of the trade unions and the political labour parties. The struggle to raise the standard of living of the working classes is, on the one hand, a struggle to increase income, that is, to increase real wages; while, on the other hand, the endeavour to attain improved conditions of living by raising wages is closely allied with the endeavour to attain improved conditions of living by a reduction of working hours, or, what comes to the same thing, by an increase in the leisure time between work and sleep, so as to allow the worker to enjoy life, and participate in the advantages of education and civilisation.

The struggle for reduced working hours is at the same time a struggle against the exploitation of human labour in general, and against the premature expenditure of the working capacity of the individual man or woman. The more intense the strain imposed upon human labour during working hours by reason of the development of modern technique and modern labour methods, the more important, from the point of view of human economy, becomes the struggle for the reduction of working hours. The increase in the intensity of work and in

## THE ECONOMIC POLICY OF

productivity per working hour demands for social reasons, and makes possible for economic reasons, a progressive reduction of working hours accompanied by a simultaneous raising of the standard of living of the working class population.

The third great group of social demands put forward by the labour movement is designed to protect the worker against the insecurity of his life. This group of social demands includes the prevention of unemployment, or, until success has been attained in this field, provision for the unemployed worker by means of unemployment insurance, and protection against individual obstacles to work by means of compulsory insurance against sickness, invalidity and old age.

### 2. The Economic Limits of Social Demands.

There are no rigid and ascertainable limits set to the realisation of the social demands of the working-class. The possibilities of realising social demands increase with the rise in the productivity of labour. Nevertheless, in spite of the necessity of stressing the general elasticity of the economic limits and in spite of the further fact that the measure in which social demands can be realised from time to time very largely depends on the distribution of power in the social order, it cannot, on the other hand, be denied that at any given time, economic limits to the realisation of social demands do exist. The amount of the individual's share depends not only on the method of distributing the cake, but also on the size of the cake to be distributed. This necessarily implies that the social demands of the labour movement are not limited to the demand for a more just distribution of the social product, but that they are also very closely concerned with the necessity for so organising the economic and social order as to attain the maximum of economic productivity, and reduce to a minimum general economic wastefulness and losses due to friction.

### 3. Possibilities of Economic Policy.

The modern labour movement regards the modern capitalistic

## THE INTERNATIONAL LABOUR MOVEMENT

economic structure, directed in accordance with the profit-seeking interests of individual manufacturers and financiers, with its inequitable distribution of income based on the monopolistic position of the owner of the means of production in face of the propertyless worker, with its lack of system and the periodically recurring crises in trade and industry consequent thereon, as the most serious obstacle to any increase in the forces of production and the attainment of the conditions necessary to raise the standard of living of the great mass of the population. For this reason, the movement is actively opposed to the capitalistic economic system, and has socialism as its goal. As an ultimate aim socialism means the abolition of private ownership in the means of production, and the transference of ownership of the means of production into public or co-operative banks. With the change in ownership, the predominance in economic leadership of the classes owning the means of production will inevitably come to an end. The democratisation of economic life, that is, the free choice of leaders from the working community, will take the place of the autocracy of the possessors of the means of production. The disappearance of private property and profit interests will also lead to the abolition of the anarchic struggle of the free commercial economic order with its costly losses and mistakes, and its place will be taken by a systematic direction of economic forces in the interests of the whole community. Instead of the spasmodic working of productive forces, which invariably, under the capitalistic economic order, leads to periodic maladjustments, industrial depression and unemployment, we shall have an organized development of productive forces, under which the maladjustments between production and markets, the fundamental cause of fluctuations in trade and industry, will be eliminated.

The modern labour movement is not, however, content with contrasting its ultimate goal of socialism as a dream of the future with the present inadequacy of the capitalistic system;



## THE ECONOMIC POLICY OF

it also puts forward immediate demands in the domain of economic policy. These demands are intended, on the one hand, to create opportunities, even within the capitalistic economic order, of improving the position of the working classes, and, on the other hand, simultaneously to advance the process of transforming the free capitalistic commercial economic order, into a systematic socialistic system operated for the common good. In a time of industrial depression like the present, these immediate demands are naturally largely designed to overcome the depression.

From this point of view the fight against reduction of wages and in favour of the policy of high wages has not only a social but also an economic significance, because the economic crisis can be overcome only by means of an extension of the purchasing power of the masses, and not by a further reduction in their purchasing power.

The reduction of working hours, which for social and cultural reasons, is a standing demand of the trade unions, acquires in a time of depression the special character of a measure for reducing unemployment by means of a better distribution of the available employment.

The organisation of the labour market requires an alliance between unemployment insurance and systematic employment exchange work. With the public employment exchange system must be linked the demand for vocational retraining, in order to facilitate the systematic guiding of labour into directions where there is a demand for labour. The regulation of the labour market in individual countries requires to be supplemented by the organisation of the international labour market by means of international treaties, which will facilitate the regrouping of labour and at the same time secure its social rights.

In order to broaden the foundations for a systematic regulation of the economic system in the interests of the community, the workers advocate the organisation of the economic

## THE INTERNATIONAL LABOUR MOVEMENT

life of the State in all its various forms, and the organisation of the economic life of consumers by themselves through organization in co-operative societies. A rational economic policy is demanded, to be realised by means of the granting of public contracts and an increase in public expenditure on productive works in times of depression. For this purpose a national authority must be established in each State which, on the basis of a long-term programme of investment planned in advance, will see that the carrying out of the public works and orders necessary for putting this programme into effect coincides with periods of serious unemployment. In addition, it will be necessary to create international bodies to co-operate in securing a more uniform organisation of employment by means of public works of an international character.

In connection with these attempts to direct economic life by means of public works, endeavours to attain a systematic organisation of credit policy should also be mentioned. Such measures would include influencing the note-issuing banks in the interests of the community and control of the capital movements of the private reservoirs of capital (banks, savings-banks and insurance institutions) by public bodies.

In the field of money and credit policy, in addition to measures taken in the individual countries, international co-operation is also of the greatest importance. The object of such co-operation would be to stop the flight of capital, which withdraws capital from the very countries which are poor in capital, and thus aggravates the depression, and also to facilitate by international means the movement of capital from countries in which there is a superfluity of capital to those in which there is a shortage.

The evolution from the capitalism of free competition to organised capitalism is of particular significance both for the development of the present crisis and for the process of reforming the economic order. Monopolistic organisations are acquiring increased control of important markets, and becoming

## THE ECONOMIC POLICY OF

increasingly decisive factors in the determination of the quantity of production, the distribution of goods and the fixing of prices. The aberrations of capitalism are favoured by excessive profits accruing in the monopolistically controlled areas of trade and industry, and, in their turn, they aggravate the symptoms of the depression. At the present stage of development the working class demand that all monopolistic combines in the individual countries should be subjected to public control, and that supervision of price fixation by the monopolistic organisations should be one of the main functions of the public auditing bodies (*Kontrollrichtungen*). For the international control of trusts, labour demands that a body affiliated to the League of Nations be established; the co-operation of the International Federation of Trade Unions and the International Co-operative Alliance on that body must be assured.

Closely allied with the various attempts to substitute systematic direction for economic arbitrariness, is the attempt to ensure a systematic distribution of employment and goods in the international as well as in the domestic field. At the present juncture that implies a fight against protectionist barriers between one country and another, as these favour misdirection of capital and labour on the international scale and are an obstacle to the attainment of the maximum productivity that might be achieved by means of an international distribution of labour functions. For this reason the labour movement advocates the demolition of tariff walls, the introduction of a tariff armistice, and the organisation of bodies for international economic co-operation within the League of Nations.

For the labour movement the central aim of superseding the capitalistic economic order, and establishing a systematic socialised order, which would afford the necessary conditions for the realisation of the social and cultural aims of the working classes, covers the demand for a multitude of immediate particular economic measures which would serve to overcome

## **THE INTERNATIONAL LABOUR MOVEMENT**

the depression and increase the economic productivity of labour. Therefore all efforts to establish a rational organisation of economic life in place of the discredited capitalistic order, are always sure of the support of the labour movement, which looks upon such efforts as at least assisting it in the struggle for the attainment of its great aims.

**LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL PAR F. NAPHTALI, DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT SYNDICAL DES ÉTUDES ÉCONOMIQUES, MEMBRE DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ALLEMAND BERLIN.**

---

**1. Les revendications sociales du mouvement ouvrier.**

Le mouvement ouvrier moderne résulte de la situation de classe des travailleurs, et surtout des ouvriers de l'industrie, au sein de l'économie capitaliste. Cette situation de classe est caractérisée par la faiblesse des revenus, la nécessité pressante de travailler pour vivre, et l'insécurité des moyens d'existence, insécurité qui se manifeste lorsque l'utilisation des forces de travail devient impossible par suite de l'insuffisance de la demande (chômage) ou par suite d'obstacles personnels (maladie, vieillesse, invalidité).

C'est la lutte contre ces pénibles conditions qui constitue la base des revendications sociales des syndicats et des partis politiques ouvriers. La lutte pour l'obtention d'un niveau de vie plus élevé est à la fois, de la part de la classe ouvrière, une lutte pour l'augmentation des revenus, c'est-à-dire des salaires réels, et un effort pour l'amélioration des conditions de vie par la limitation du temps de travail ou, ce qui revient au même, par l'extension des loisirs qui, s'insérant entre le travail et le repos, permettent de jouir des bienfaits de la culture.

La lutte pour la diminution du temps de travail est en même temps une lutte contre l'amointrissement des forces de travail humaines et contre l'utilisation prématurée de la capacité de travail individuelle. Cette lutte autour du temps de travail est d'autant plus importante, au point de vue de l'économie humaine, que le développement de la technique moderne s'intensifie et que les méthodes de travail modernes accroissent la tension des efforts humains pendant la durée du travail. L'augmentation de l'intensité du travail et de la productivité par unité de temps exige socialement et permet écono-

## LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU

miquement une réduction progressive du temps de travail en même temps que l'élévation du niveau de vie des populations ouvrières.

Le troisième groupe important de revendications sociales présentées par le mouvement ouvrier concerne la sauvegarde contre les divers éléments d'insécurité que présente la vie des travailleurs. La lutte contre le chômage et, tant que celui-ci ne sera pas réduit, l'aide aux chômeurs par l'assurance-chômage, la protection contre les risques personnels d'incapacité par les assurances obligatoires contre la maladie, l'invalidité et la vieillesse, appartiennent à ce troisième groupe de revendications.

### 2. Les limites économiques des revendications sociales.

Il n'y a pas de limites rigides, déterminées, qui, à toute époque, bornent la réalisation des revendications sociales de la classe ouvrière. Les possibilités de réalisation de ces revendications sociales s'accroissent avec l'augmentation de la productivité du travail. Néanmoins, autant il y a lieu d'insister sur l'élasticité des limitations économiques, et de proclamer que le degré de réalisation des revendications sociales est étroitement lié à la distribution des forces sociales, autant il serait vain de contester qu'il existe, à une époque donnée, des bornes économiques à la réalisation de ces revendications. L'importance de la part de chacun ne dépend pas seulement de la manière dont on partage le gâteau à partager. Il s'ensuit obligatoirement que les revendications sociales du mouvement ouvrier ne sont pas épuisées par la recherche d'un partage plus équitable du produit social, mais sont très étroitement liées à la recherche d'une organisation économique et sociale telle que le maximum de productivité soit atteint, et que les pertes par frottement, les gaspillages économiques soient réduits au minimum.

### 3. Les ressources de la politique économique.

## MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL

Le mouvement ouvrier moderne voit dans l'économie capitaliste actuelle les plus grands obstacles à l'accroissement des forces productives et à l'amélioration prochaine des niveaux de vie des masses populaires; l'économie capitaliste moderne est, en effet, caractérisée par la recherche des plus gros profits possibles par les entrepreneurs, la répartition non-équitable des revenus due à la situation de monopole des propriétaires des moyens de production en face des travailleurs non possédants, par l'absence de plan d'ensemble, et par le retour périodique des crises qui en sont la conséquence.

C'est pourquoi le mouvement ouvrier combat le système économique capitaliste et lui oppose comme but à atteindre le socialisme. Le socialisme se propose comme fin l'élimination de la propriété privée des moyens de production et le transfert de cette propriété à l'Etat ou aux organes coopératifs. Cette modification dans les rapports de propriété doit faire disparaître la prédominance des propriétaires des moyens de production dans la direction de l'économie générale. A la place de l'autocratie des possesseurs des moyens de production, se réalisera ainsi la démocratisation de l'économie, c'est-à-dire le libre choix des dirigeants au sein de la collectivité des travailleurs. Avec la disparition de la propriété privée et du profit capitaliste, se trouvera également éliminée la lutte anarchique consécutive à la libre concurrence avec ses énormes gaspillages et ses manques à produire; à sa place, s'effectuera la mise en oeuvre méthodique des forces économiques dans un but d'intérêt général. Au lieu de l'extension subite et déréglée des forces de production qui conduit, dans l'économie capitaliste, au déséquilibre, aux crises et au chômage, se développera l'aménagement progressif et méthodique des forces productives qui, évitant toute disproportion entre l'accroissement de la capacité de production et celui des débouchés, éliminera ainsi la cause fondamentale des oscillations cycliques de la conjoncture.

Le mouvement ouvrier moderne ne se contente pas d'opposer

## LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU

le but final du socialisme à l'insuffisance du capitalisme actuel, mais il préconise également l'adoption d'une politique économique, qui permette, d'une part d'améliorer la situation de la classe ouvrière au sein même du système économique capitaliste, et d'autre part de préparer la transformation de l'économie basée sur la libre concurrence en une économie socialiste basée sur des décisions collectives et des prévisions méthodiques.

Ces revendications touchant la politique économique actuelle se trouvent naturellement en étroit rapport avec les difficultés provenant de la crise économique présente et visent à surmonter celle-ci.

La lutte autour des salaires et pour la politique des hauts salaires, vue sous cet angle, n'a pas seulement un aspect social mais aussi un aspect économique, parce qu'il n'est possible de surmonter la présente crise qu'en élargissant le pouvoir d'achat des masses et nullement en exerçant une nouvelle pression sur ce pouvoir d'achat.

La réduction du temps de travail, qui constitue une revendication permanente des syndicats ouvriers et comporte des fondements sociaux et culturels, acquiert en ce temps de crise, le caractère particulier d'une mesure générale permettant le chômage en répartissant mieux les possibilités de travail existantes.

L'organisation du marché du travail nécessite la conjonction de l'assurance-chômage avec l'intervention systématique des associations ouvrières. Il faut obtenir l'intervention légale des organisations ouvrières dans la réglementation des professions, ce qui permettrait de diriger aisément les forces de travail vers les lieux où elles sont demandées. De plus, la réglementation du marché du travail dans chaque pays doit être complétée par une réglementation internationale par le moyen de contrats internationaux; cette organisation faciliterait le regroupement des forces de travail sous la garantie de droits sociaux définis.



## MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL

Pour élargir les fondements d'une économie dirigée basée sur l'intérêt général, les organisations ouvrières préconisent l'aménagement de l'économie publique sous ses différentes formes, ainsi que l'aménagement d'une économie propre aux consommateurs groupés en coopératives de consommation. Une politique conjoncturelle méthodique pourrait être mise en oeuvre par l'établissement d'un programme d'Etat prévoyant l'augmentation des dépenses publiques en temps de crise en vue d'exécuter des travaux productifs. Dans ce but, il devrait être créé dans chaque Etat des chantiers nationaux qui, sur la base d'un programme d'investissements établi à l'avance pour un temps assez long, concentreraient les travaux et commandes nécessaires à l'exécution de ce programme aux époques de fort chômage. Au-dessus, devraient être fondés des organismes de collaboration internationale, assurant au moyen de travaux exécutés internationalement, une certaine égalisation des degrés d'occupation dans chaque pays.

En liaison avec ces expériences d'économie dirigée au moyen de travaux publics, il y a lieu de recommander d'élaboration d'une politique méthodique de crédit. A cet ordre d'idées, appartiennent l'instauration d'une solide influence des banques centrales sur l'économie générale, et le contrôle des mouvements de capitaux qu'effectuent les établissements privés (banques, caisses d'épargne, établissements d'assurances).

Dans ce domaine de la politique monétaire et de la politique de crédit, l'organisation d'une collaboration internationale, au dessus des mesures à prendre par chaque pays, est d'une importance capitale. Elle devrait se donner comme but de limiter les retraits de capitaux qui s'évadent précisément des pays déjà pauvres en capitaux et, d'autre part, de faciliter les mouvements de capitaux des pays qui en regorgent vers les pays qui en manquent.

Il y a lieu d'attacher une importance particulière non seule-

## LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE DU

ment à l'évolution de la crise actuelle, mais aussi aux transformations progressives de l'économie capitaliste qui s'éloigne des principes de la libre concurrence et tend à devenir un capitalisme organisé. De plus en plus, des organisations jouissant d'un monopole de fait dominent les principaux marchés; de plus en plus elles deviennent des facteurs décisifs dans la détermination des quantités à produire, dans la distribution des produits et dans la fixation des prix. Les profits excessifs qui naissent dans les branches dominées par des monopoles favorisent la formation surabondante de capitaux et conduisent, par suite, à l'aggravation du phénomène des crises économiques. Les organisations ouvrières demandent que, étant donné l'état de développement de la concentration industrielle, un contrôle public de tous les groupements monopolisateurs soit institué dans chaque pays, et que la surveillance de l'établissement des prix par ces groupements soit considérée comme l'un des devoirs essentiels des institutions publiques de contrôle.

Les organisations ouvrières préconisent d'autre part l'établissement d'une surveillance internationale par la création d'un organe de contrôle dépendant de la Société des Nations et au sein duquel serait assurée la collaboration de l'Internationale ouvrière et de l'Alliance coopérative internationale.

Parallèlement aux divers efforts ayant en vue de substituer une économie dirigée à l'arbitraire économique actuel, se poursuivent des efforts visant à assurer, par dessus les cadres nationaux, une répartition internationale méthodique des forces de travail et des produits. Ces préoccupations conduisent à lutter, dès maintenant, contre les excès du protectionnisme qui provoquent l'isolement économique des différents pays, favorisent à l'échelle internationale la constitution de réserves inemployées en travail et en capital, et empêchent d'atteindre la productivité maximum par la division internationale du travail. C'est en s'appuyant sur ces bases que le mouvement ouvrier préconise la suppression des barrières douanières,

## MOUVEMENT OUVRIER INTERNATIONAL

l'instauration d'une trêve douanière et l'institution d'organes de collaboration internationale sous l'égide de la Société des Nations.

La poursuite de ces revendications de détail touchant la politique économique, revendications qui doivent servir à surmonter la crise et à augmenter la productivité du travail, ne constitue, dans l'esprit des organisations ouvrières, que le prélude d'une transformation complète de l'organisation économique capitaliste; l'instauration d'une économie dirigée, offrant des possibilités de réalisation aux fins sociales et culturelles du mouvement ouvrier, reste le seul but de ce mouvement. C'est pourquoi tous les efforts tendant à remplacer l'organisation économique défectueuse du capitalisme par une forme d'économie dirigée trouveront toujours l'appui du mouvement ouvrier, lequel peut espérer en retour que ces efforts faciliteront, en quelque mesure, la lutte qu'il mène pour la réalisation de ses objectifs essentiels.

**LIST OF CONGRESS MEMBERS (ARRANGED ALPHABETICALLY IN COUNTRIES)**

**LISTE DES MEMBRES DU CONGRÈS (PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE ET PAR PAYS)**

**TEILNEHMERLISTE (ALPHABETISCH NACH LÄNDERN ANGEORDNET).**

---

**AUSTRALIA.**

Dr. Ethel E. Osborne, M.Sc., M.B., B.S., D.P.H. (505), F 1941,  
The University, Melbourne.  
Industrial Health Consultant.

**BELGIQUE.**

Monsieur Albert Blumer (1062), Rue Royale 336, Bruxelles.

Monsieur Paul van den Haute \*), 40, Boulevard de l'Abattoir, Gand.

Monsieur H. Pauwels (85), 13, Avenue de la Renaissance, Bruxelles.

Secrétaire Général de la Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique, Bruxelles.

Mr. John de Stoop (559), Place Robbe 3, Courtrai.

Research Assistant, Harvard University.

**BULGARIA.**

Mr. A. G. von Saher (566), Joh. Vermeerstraat 20, Amsterdam.  
General Consul of Bulgaria.

**CANADA.**

Mr. H. Spencer Clark B.A.Sc. (42), 7, Glen Road, Toronto, Ont.

Chief Engineer, Taylor Electric Mfg. Co. London.

Secretary-Treasurer, Robert Owen Foundation, 259 Roxborough St. E. Toronto.

Dr. W. A. Riddell \*), 41, Quai Wilson, Geneva, Switzerland.  
Dominion of Canada Advisory Officer accredited to the League of Nations.

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

### CHINA.

Miss Lily K. Haass (424), 23, Yuen Ming Yuen Road, Shanghai.  
Industrial Secretary, National Committee Y.W.C.A. China.

Mr. Gordon Huang \*), 14, Sandringham Drive, Liverpool,  
England.

Mr. D. K. Lieu \*), 6, Hsin Yeh Li, Avenue Joffre, Shanghai.  
Vice-Chairman, Chinese Economic Society, Director General of Statistics,  
National Government of China.

Mr. S. H. Lin \*), Institute of Social Research, 6, Tung Ho Yen,  
Nan Chang Chieh, Peiping.  
Institute of Social Research, Peiping.

Mr. L. K. Tao \*), 6, Tung Ho Yen, Nan Chang Chieh, Peiping.  
Director Institute of Social Research, Peiping.

Professor J. B. Taylor M.Sc. (51), 23, Yuen Ming Yuen Road,  
Shanghai.  
Professor of Economics, Yenching University, Peiping.

### CESKOSLOVENSKO.

Herr Dr. Rudolf Fernegg (55), Bräuhofgasse 5 A, Reichen-  
berg.  
Generalsekretär des Deutschen Hauptverbandes der Industrie, Reichenberg.

M. le Dr. Robert Kollar (20), Belského ulice 2, Praha VII.  
Conseiller ministériel, Chef de la Présidence de l'Office de Statistique de la  
République Tchécoslovaque, Praha.

Ministère de la Prévoyance Sociale \*), Prague.

Ing. Dr. Stan. Spacek (434), Ministry of Public Works of the  
Czechoslovakian Republic, Prague XVI-334.  
Councillor of the Ministry of Public Works, Prague.

Dr. V. Verunac \*), Narodni trida 18, Prag II.  
Consulting Engineer, Int. Technico-Economic Service, Prague,  
Representing "Institut Social de la République Tchécoslovaque".

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

Herr Carl Max Wolfrum \*), Aussig a. E.  
Industrieller, C. Wolfrum, Aussig. (Weberei, Färberei, Appretur für wollene Damenstoffe).

### DANMARK.

Frau Dr. Ragna Schou \*), „Solbrää“, Holte bei Kopenhagen.  
Fabrikinspektorin.

### DEUTSCHLAND.

Herr Prof. Dr. H. von Beckerath \*), Beethovenstrasse 36,  
Bonn am Rhein.  
Professor an der Universität zu Bonn am Rhein.

Frau Adele Beerensson (13), Schwäbische Strasse 21,  
Berlin W. 30.  
Hauptgeschäftsführerin, Deutscher Verband der Sozialbeamtinnen, Berlin,  
Kurfürstenstr. 56 I.

Frau Dr. H. Böhme (19), Sächsische Strasse 74, Berlin W. 15.  
Referentin im Deutschen Roten Kreuz, Berlin.

Herr Walter Böhm er (547), Stefanstrasse 11, Berlin-Südende.  
Farmer and Plan-Economist, Agro-Industry Association.

Herr Prof. Dr. M. J. Bonn \*), Landgrafenstrasse 6, Berlin W.  
Professor an der Handelshochschule zu Berlin.

Frl. Annelise von Borsig (471), Reiherwerder, Berlin-Tegel.

Herr Dr. Otto Bredt \*), Jenaerstrasse 9 Pt., Berlin-Wilmers-  
dorf I.

Bevollmächtigter Korrespondent für Deutschland des Internationalen Ratio-  
nalisierungs-Institutes in Genf. Geschäftsführender Sekretär des Ausschusses  
für Internationale Rationalisierungs-Fragen beim R.K.W., Berlin.

Herr Prof. Dr. Goetz Briefs (472), Ernst Ringstr. 5, Berlin  
Schlachtensee.

o. Professor, Direktor, Institut für Betriebssoziologie und Soziale Betriebs-  
lehre an der Technischen Hochschule, Berlin, Charlottenburg.

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

Herr Dr. Ing. Arved Dach (480), Frankfurterstrasse 139,  
Offenbach a/M.

Leiter der Austauschstelle für Schrifttum sozial-menschlicher Betriebsarbeit,  
Offenbach a/M.

Herr Dr. phil. Ernst Wilhelm Eschmann (567), Mönch-  
hofstrasse 41, Heidelberg.

Assistent am Institut für Sozial-Wissenschaften.

Herr Dr. F. Frowein, Franckhstrasse 18, Ludwigshafen a.Rh.

Frl. Ilse Ganzert (78), Alsterkrugchaussee 248, Hamburg 20.  
Leiterin der Geschäftsstelle des „Ausschusses für Soziale Betriebsarbeit“,  
Hamburg.

Herr Direktor Dr. W. Hellmich Ing. E. h., \*), Ingenieurhaus,  
Berlin N.W. 7.

Direktor, Verein Deutscher Ingenieure, Berlin.

Herr Oberstudienrat Dr. Adolf Hertlein \*), Holzhofstrasse 6,  
München.

Herr Prof. Dr. Julius Hirsch \*), 15, Knesebeckstrasse, Berlin-  
Charlottenburg.

Staatssekretär a. D.

Herr Dr. Gerhard Isenberg \*), Hohestrasse 95/II, Dresden.  
Wissenschaftlicher Assistent, Seminar für Volkswirtschaft und Sozialpolitik  
an der Technischen Hochschule zu Dresden.

Frau Gertrud Israel, (43), Eisenacher Strasse 103, Berlin  
W. 30.

Schriftleiterin „Soziale Praxis“, Mitglied des Büros für Sozialpolitik, Berlin.

Herr Karl Italiener (53), Spittelmarkt 6—7, Berlin S.W. 19.  
Inhaber der Organisations- und Wirtschaftsberatung Karl Italiener, Berlin.

Herr Erwin E. Jacobi \*), Schaumainkai 67, Frankfurt a. M.

Frl. Lotte Jahn \*), Herforderstrasse 91, Bielefeld.

Soziale Betriebsarbeiterin in der Firma Dr. A. Oetker, Bielefeld.

(Nahrungsmittelfabrik)

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

**Herr Dr. Walter Jost (81)**, Machadelweg 11, Charlottenburg 9, Berlin.

Wiss. Assistent am Institut für Betriebssoziologie und soziale Betriebslehre  
a. d. Techn. Hochschule, Berlin.

**Herr Erich Lübke (76)**, Ilseburgerstrasse 13, Berlin-Charlottenburg I.

Werkzeugdreher, Vorsitzender des Gesamtbetriebsrates der Siemens-Schuckert A.-G., Berlin.

Vize-Präsident der I.R.I. (Elektr. Industrie)

**Herr Dr. Heinz Ludwig (475)**, Kleiststrasse 25, Berlin-Steglitz.

Delegierter des Aufsichtsrates der Hermann Meyer & Co. A.-G., Berlin.

**Herr Dr. F. Meyer zu Schwabedissen (1)**, Ulmenstrasse 13, Bielefeld.

Fabrikbesitzer, Fa. Bertelsmann & Niemann, Bielefeld.

Schatzmeister der I.R.I. (Möbelstoffe)

**Frau Dr. A. Meyer zu Schwabedissen (46)**, Post Hillegossen 218, Stieghorst bei Bielefeld.

**Herr Fritz Naphtali (441)**, Forschungsstelle für Wirtschaftspolitik, Schiffbauerdamm 15, Berlin.

Leiter der gewerkschaftlichen Forschungsstelle für Wirtschaftspolitik, Berlin;  
Mitglied des Reichswirtschaftsrates.

**Herr Prof. Melchior Palyi (444)**, Heilbronnerstrasse 4, Berlin W. 30.

Wissenschaftlicher Beirat der Deutschen Bank- und Disconto-Gesellschaft,  
Berlin; Professor an der Handelshochschule zu Berlin.

**Frau Professor M. Palyi (445)**, Heilbronnerstrasse 4, Berlin W. 30.

**Herr Dr. Friedrich Pollock (405)**, Institut für Sozialforschung an der Universität zu Frankfurt a. M., Viktoria Allee 17, Frankfurt a/M.

Privatdozent an der Universität Frankfurt a/M.

**Herr Prof. Dr. V. Pöschl \***, Rheinwillenstrasse 16, Mannheim.  
Direktor des Instituts für Warenkunde und der Akademie für Drogen- und  
Stoffkunde, Professor an der Handelshochschule, Mannheim.



## LIST OF CONGRESS MEMBERS

Herr Dr. jur. Dr. rer. pol. **Heinrich Rommen** (427), Am Volksverein 5—11, M. Gladbach.

Dezernent an der Zentralstelle für das katholische Deutschland, M. Gladbach.

Frl. **Gertrud Schmidt** (502), Frankfurterstrasse 139, Offenbach a. M.

Sekretärin der Austauschstelle für Schrifttum sozial-menschlicher Betriebsarbeit, Offenbach.

Herr Prof. Dipl.-Ing. **Hans Schwaab** \*), Heustrasse 9, Stuttgart-Esslingen, Württemberg.

Professor für Fertigung u. Betriebslehre, Stuttgart-Esslingen.

Herr Dr. **R. Schwenger** (82), Konstanzerstrasse 30, Berlin-Wilmersdorf.

Assistent am Institut für Betriebssoziologie und soziale Betriebslehre a. d. Techn. Hochschule, Berlin.

Herr **Rudolf Seubert**, Dipl. Ing., (56), Rosenstrasse 50, Düsseldorf.

Beratender Organisator V.b.O. Düsseldorf.

Herr **G. Christian Stolz** (95), Burgstrasse 3, Auerbach-Hessen.

Volkswirt, Büro für Gegenwartsprobleme, Junghofstr. 17, Frankfurt a.M.

Herr Geh. Regierungsrat Prof. **Adolf Wallichs** (556), Nizzaallee 65, Aachen.

Hochschulprofessor.

Herr Prof. Dr. **Robert Wilbrandt** (406), Wachbergstrasse 37, Dresden-Loschwitz.

Professor an der Technischen Hochschule zu Dresden.

Herr Prof. Dr. **Folkert Wilken** (500), Eggstrasse 15, Freiburg i. B.

Privatdozent der Nationalökonomie und Soziologie a. d. Universität Freiburg i. Br.

Herr Dr. h. c. **Rudolf Wissell** M. d. R. \*), Wiesener Strasse 22, Berlin-Neutempelhof.

Reichsarbeitsminister a. D., amtlicher Schlichter von Berlin.

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

**Frau Frieda Wunderlich** (54), Schlüterstrasse 39, Berlin-Charlottenburg.

Professor, Mitglied des preussischen Landtages, Stadtverordnete, Herausgeberin der „Sozialen Praxis“, Leiterin des Büros für Sozialpolitik und des Generalsekretariats der Gesellschaft für Soziale Reform, Nollendorfstrasse 31-32, Berlin W. 30.

**Drägerwerk, zu Handen Frau Dr. Zimmermann** (25), Drägerwerk, Lübeck.

Geschäftsführerin der Personalabteilung des Drägerwerks, Lübeck.  
(Fabrik und Konstruktionsanstalt für Sauerstoffgeräte)

---

### EGYPT.

**Mr. Nagib Yousef B.Sc. (Econ.)** London, (481), 6, Ibn Arhib Street, Giza-Cairo.

Professor at the High School of Commerce, Cairo.

---

### ESPANA.

**M. Josef Borrelli Macià \***, Enginyer industrial, Angli 56, Barcelona.

**Instituto Nacional de Prevision \***, Sagasta, 6, Apartado, 420, Madrid.

Organo oficial de los Seguros Sociales, Madrid.

---

### FRANCE.

**Monsieur Gaston Chotiau \***, 84, Boulevard St. Germain, Paris.

Conseil Technique, Paris.

**Monsieur Pierre Clerget \***, Directeur le l'Ecole Supérieur de Commerce, 34, Rue de Charité, Lyon.

Directeur de l'Ecole supérieur de Commerce, Lyon.

**Monsieur Bertrand de Jouvenel** (491), 284, Boulevard St. Germain, Paris.

Journaliste, „La République“.

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

M. le Dr. E. Landauer (see "International").

M. le Dr. Max Lazard (8), 8, Rue Delabordère, Neuilly-sur-Seine.

Vice-Président de l'Association Française pour le Progrès Social.

Mademoiselle Thérèse Leroy \*, 188, Faubourg Saint Martin, Paris X.

Secrétaire Générale de „Mon Bureau”, Organisateur Conseil, Paris.

Monsieur Pierre Lévy (403), 73, Rue de l'Assomption, Paris.  
Ingénieur en chef attaché à la Direction des Chemins de fer de l'Etat français, Paris.

Monsieur Ernest Lhoste (423), 52, Rue Jacob, Paris VI.  
Inspecteur Général des Groupements économiques Régionaux de Chambres de Commerce; Commissaire du Gouvernement auprès de l'Institut d'Organisation commerciale et Industrielle; Secrétaire Général du Comité supérieur de Normalisation, Paris.

Monsieur Gaston Ravisse \*, 54, Rue Bonaparte, Paris VI.  
Directeur-Rédacteur en chef de „Mon Bureau”, Organisateur Conseil, Paris.

Monsieur Emile Roche \*, 16, Rue du Général Foy, Paris VIII.  
Directeur de „La République”, Paris.

Monsieur André Vincent (454), 135, Grande Rue, La Tronche, Isère.  
Ingénieur.

---

## GREAT BRITAIN.

Mr. Bertram Austin (460), Emley, Thursley, Surrey, England.  
Industrial Consultant.

Mr. Gerald Barry (487), "The Week-end Review", 24, Essex Street, Strand, London W.C. 2.  
Editor of "The Week-end Review", London.

Mr. Frederic C. Benham, Ph.D. (404), London School of Economics, Houghton Street, Aldwych, London W.C. 2, England.  
Sir Ernest Cassel Lecturer in Commerce, University of London.  
Formerly lecturer in the University of Sydney, Australia.

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

**Dr. C. Delisle Burns \***, 3, Keats Grove, Hampstead, London N.W. 3, England.

**Mrs. C. Delisle Burns \***, 3, Keats Grove, Hampstead, London N.W. 3, England.

**Miss Florence Catnach (24)**, 25, St. Georges Court, Bournville, Birmingham, England.

Head of Girls' Offices, Messrs. Cadbury Bros. Ltd., Birmingham.  
(Cocoa and Chocolate)

**Miss Agnes E. M. Chapman (27)**, 7, Holyoake Terrace, Mossley near Manchester, England.

Welfare Superintendent, Messrs. Robert Hyde Buckley & Sons Ltd., Manchester.

(Fine Cotton Spinners, Doublers and Manufacturers)

**Miss Margaret Duncan (431)**, 91, Barhead Road, Newton Mearns, Glasgow, Scotland.

Welfare Supervisor Messrs. Bilsland Brothers Ltd., Glasgow.

**Mr. Peter Freeman, M.P. \***, Penarth, Wales, Gt. Britain.

Member of Parliament, Director Messrs. I. R. Freeman & Sons, Ltd. Cardiff  
(Tobacco)

**Mr. L. H. Green \***, 28, Kings Road, London S.W. 33.

Secretary Flour-Milling Employers Federation, London. (Flour)

**Mr. J. Newton Hyde (409)**, 23, Acacia Road, Bournville, Birmingham.

Committee-Secretary Management Staff, Messrs. Cadbury Bros. Ltd., Birmingham.  
(Cocoa and Chocolate)

**Mr. John B. Longmuir (470)**, Messrs. Mavor & Coulson Ltd., 47, Broad Street, Glasgow, Scotland.

Employment Manager Messrs. Mavor & Coulson Ltd., Glasgow.  
(Coalcutting and Conveying Plant Manufacturers)

**Mr. R. J. Mackay (5)**, Management Research Groups, 23, Bloomsbury Square, London W.C. 1.

General Manager, Management Research Groups, London.

**Miss S. E. S. Mackay \***, St John's Manse, Torphichen, West Lothian, Scotland.

Welfare Supervisor, Messrs. Lewis' Ltd., Manchester.

(Retail Stores)

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

Mr. Kenneth R. Middleton (492), 12a, Bloomsbury Street,  
London W.C. 1.

Group Secretary, Management Research Groups, London. }

Mr. Harry E. Mutlow (412), 227, Grange Road, Kings Heath,  
Birmingham, England.

Workers Chairman, Bournville Works Men's Council, Birmingham.  
(Cocoa and Chocolate)

Miss E. D. Newcomb (34), St. Ives, East Grinstead, Sussex,  
England.

Editor of "Labour Management", London. Organ of Institute of Labour  
Management, Gt. Britain.

Mr. E. M. Nicholson (465), 24, Essex Street, Strand, London  
W.C. 2.

Assistant Editor of "The Week-end Review", London.

Mr. Hugh Quigley (499), Central Electricity Board, Trafalgar  
Building, 1, Charing Cross, London S.W. 1.

Chief Statistical Officer of the Central Electricity Board, England.

Miss Margaret Read \*, 56, Temple Fortune Lane, London  
N.W. 11.

Author of book on Whitley Commission on Labour in India.

Professor Dr. J. H. Richardson (93), The University of Leeds.  
Professor of Industrial Relations, Leeds University.

Miss O. D. Spicer (23), 29, Gordon Square, London W.C. 1.

Secretary, Institute of Labour Management, Gt. Britain. .

Miss Dorothy Tilling (411), Bournville Works, Bournville,  
Birmingham, England.

Workers' Secretary, Bournville Works Women's Council, Birmingham.  
(Cocoa and Chocolate)

Miss Ethel Whalley M.A., (29), 4, Beaufort Road, Edinburgh.  
Welfare Supervisor, formerly with T. Nelson & Sons, Edinburgh.

(Printer and Publisher)

Miss Gwendoline Wilson (414), Department of Economics,  
The University, Leeds, England.

Tutor in Practical Work, Social Organization and Public Service Diploma,  
Leeds University.

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

### HOLLAND.

Mr. S. de Back (79), 50, Generaal Vetterstraat, Amsterdam-W.

Wm. H. Müller & Co., Damrak 89, Amsterdam-C.

Ir. J. L. Bienfait (36), Da Costakade 104, Amsterdam-W.  
Partner Messrs. Koning & Bienfait, Material testing & Consulting Engineers,  
Amsterdam W. (Mech. & Chem. Laboratories)

Mrs. L. G. Bienfait-Gentis (58), Apollolaan 1, Amsterdam.

Mr. M. C. Boas (59), Sarphatistraat 86, Amsterdam.  
General Agent for Holland and Belgium, International Business Machines  
Corporation New York.

Dr. Ing. B. Bölgler (535), Prinsessegracht 23, Den Haag.  
Redactie van „De Ingenieur”.

Mr. F. O. Boogaard (26), Maerten Trompstraat 22, Delft.  
Manager Social Department, Nederlandsche Gist- en Spiritusfabriek Delft.  
(Yeast & Spirit)

Mr. J. A. Brinkman (436), Oostzeedijk 50, Rotterdam.  
Architect, Rotterdam.

Herr G. A. M. de Bruyn \*), Leuvehaven 143, Rotterdam.

Mr. G. H. Bührmann (6), Keizersgracht 28—34, Amsterdam.  
General Manager G. H. Bührmann's Papiergroothandel N.V. and G. H.  
Bührmann's Internationale Papiergroothandel N.V.  
(Paper wholesale and export)

Mrs. G. H. Bührmann (476), Villa „Irene”, Terhoffstedeweg 9,  
Overveen.

Mr. G. van Caspel Jr. (533), Pythagorasstraat 8, Amsterdam.  
Student at the University of Amsterdam.

Miss J. E. Cieremans (16), Bureau Arbeidsinspectie, Droog-  
bak, Amsterdam.  
Factory Inspector, Bureau Arbeidsinspectie, Amsterdam.

Mr. E. van Cleef (494), Bronckhorststraat 29/I, Amsterdam.  
Representing the monthly journal „Regeneratie”.

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

Mr. A. B. Cohen Stuart (542), Willem de Zwijgerlaan 157,  
Den Haag.

Ex Adviser Local Government East Indies, Editor „De Volkenbond“.

Mr. J. H. Cohen Stuart (532), 97, Beethovenstraat, Amsterdam.  
Representing McGraw-Hill Business Journals, New York.

Miss. C. F. Delhez (83), c/o Machinefabriek Gebr. Stork & Co.,  
N.V., Hengelo.

Chief of Social Department, Machinefabriek Gebr. Stork & Co., Hengelo.

Ir. M. D. Dijt (551), Eierland-Texel.

Engineer.

Dr. E. C. van Dorp (543), Parallelweg 1, Bloemendaal.

Lecturer on Economics at the University of Utrecht.

Mr. H. F. K. Douglas (35), 129, Willem de Zwijgerlaan,  
The Hague.

Consulting Engineer, Dutch-East-Indies Agriculture and Sugar Industry;  
Board of Directors of the Mij. tot Exploitatie der Suikeronderneming  
„Somobito“.

Herr H. Enneking Jr. \*), Bredascheweg, Tilburg.

Kamer van Koophandel en Fabrieken voor Tilburg e.O.

(Chamber of Commerce)

Mr. L. A. H. Enthoven (516), van Eeghenstraat 98, Amsterdam.

Student at the University of Amsterdam.

Mr. G. F. Evelein \*), Leeuweriklaan 20, Eindhoven.

Director Social Economic Department, N.V. Philips' Gloeilampenfabrieken,  
Eindhoven. (Electric Bulbs and Wireless Apparatus)

Mr. Frits E. Eyken (419), Parkweg 24, De Steeg.

Mechanical Engineer.

Miss M. L. Fleddérus (see "International").

Mr. A. Folmer (422), Bezuidenhout 30, The Hague.

Ministerie van Arbeid, Handel en Nijverheid (Ministry of Labour, Commerce  
and Industry), The Hague.

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

**Ir. V. W. van Gogh (483)**, Raadgevend Bureau voor Organisatie, Heerengracht 209, Amsterdam-C.

Consulting Engineer, Member of Raadgevend Bureau voor Organisatie (Consulting Bureau for Organisation and Management), Member of the Executive Committee of the International Federation of Consulting Engineers, Paris.

**Mr. O. Gunning (570)**, Velp (G.), Tromplaan 12.

**Dr. Ph. van Harreveld (555)**, Houtweg 12, Den Haag.  
Representing Soerabajaasch Handelsblad.

**Mrs. F. T. Hartog-Plaut (57)**, Emmalaan 7, Amsterdam.  
Manufacturers Agent of the Firm Martin Hartog & Co.

**Dr. H. Á. Hartog LL.D. (562)**, Keizersgracht 277, Amsterdam.  
Director of Banking Association Amsterdam, Representing the Amsterdam Chamber of Commerce.

**Mrs. Francine ten Have-van Lissa (571)**, Rotterdam.

**Mr. E. Henny (537)**, Sijzenlaan 19, Den Haag.  
Solicitor.

**Mr. H. Hermens (521)**, Amstelveenscheweg 27, Amsterdam.  
Student at the University of Amsterdam.

**Herr Eugen Hess (572)**, Kontinentale Handelsbank, Keizersgracht 492-496, Amsterdam.  
Statistiker.

**Drs. B. W. van den Heuvel (524)**, Jacob Marisstraat 85, Amsterdam.  
Student at the University of Amsterdam.

**Mr. R. Heyligers (515)**, Afrikanerplein 13/III, Amsterdam.  
Student at the University of Amsterdam.

**Ir. E. Hijmans (482)**, Heerengracht 209, Amsterdam-C.  
Member of Raadgevend Bureau voor Organisatie (Consulting Bureau for Organisation and Management).

**Ir. C. Hijner (468)**, Stationsplein 15bis, Utrecht.  
Efficiency engineer, Adviesbureau voor Bedrijfsorganisatie, Utrecht.

**Mr. H. A. M. van Hoffen (9)**, c/o N.V. Hollandsche Draad- & Kabelfabriek, Hamerstraat 10, Amsterdam.  
Managing Director N.V. Hollandsche Draad & Kabelfabriek, Amsterdam.



## LIST OF CONGRESS MEMBERS

Drs. W. H. G. Jacobs (525), Julianastraat 6, Haarlem.  
Student at the University of Amsterdam.

Mr. G. J. A. Jannink (522), „Stockhorst“, Lonneker.  
Student at the University of Amsterdam.

Dr. A. C. Josephus Jitta (73), Flatgebouw Zorgvliet, Gogelweg 33, The Hague.  
Secretaris Hooge Raad van Arbeid (Supreme Council of Labour), The Hague.

Mr. H. A. Kaag (565), Hoogleeraar, Tilburg.  
Professor at the R.K. College of Commerce, Tilburg.

Miss E. Z. Kahn (513), De Lairessestraat 163, Amsterdam.  
Student at the University of Amsterdam.

Mr. J. de Kanter (509), Secretary of Federation of Metal Employers, Boompjes 16, Rotterdam.  
Secretary of Federation of Metal Employers, Rotterdam.

Herr H. Keegstra \*) , Girokantoor Beursgebouw, Amsterdam.  
Direktor der Giro-Abteilung.

Mr. A. B. Konijn (564), 39, de Lairessestraat, Amsterdam.  
Fa. J. Kamerling, 514, Singel, Amsterdam.

Dr. J. A. de Koning \*) , Jan van Scorelstraat 53, Utrecht.

Koninklijke Nederlandsche Hoogovens & Staalfabrieken N.V. \*) , IJmuiden.

Mr. Harry ter Kuile (415), Piet Heinstraat 1, Enschede.  
Manufacturer.

Mr. P. Kuin Jr. (517), Bankastraat 36, Haarlem.  
Econ. cand. The University of Amsterdam.

Mr. A. L. M. van der Lande (67), P.O. Box 12, Helmond.  
Managing Director N.V. de Wit's Deken Industrie, Hoogeindschestr. 49, Helmond.  
(Blankets and other textile goods)

Mr. C. H. van der Leeuw (69), Kralingsche Plaslaan 38, Rotterdam.  
Partner de Erven de Wed. J. van Nelle, Rotterdam.  
President I.R.I. (Tobacco, Coffee, Tea)

Dr. Marius G. Levenbach (469), Amsteldijk 123/II, Amsterdam-Z.  
Lecturer in Labor Law, University of Amsterdam.

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

- Mr. Bob Levie \***, Van Eeghenstraat 91 boven, Amsterdam.  
Editor of monthly periodical „Regeneratie“.
- Mr. L. Levisson \***, Galgewater 22, Leiden.  
Director of the Nederlandsche Rotogravure Maatschappij, Leiden.
- Miss Tine M. J. van Lierop Dra. (526)**, Prins Hendrik-  
straat 91, IJmuiden.  
Assistant, Dept. of Business Economics at the University of Amsterdam.
- Prof. Th. Limperg Jr. (92)**, Emmalaan 6, Amsterdam.  
Professor of Business Economics, University of Amsterdam.
- Mr. Th. Limperg (514)**, Emmalaan 6, Amsterdam.  
Student at the University of Amsterdam.
- Mr. Ph. Ludel (518)**, Transvaalstraat 100, Amsterdam.  
Student at the University of Amsterdam.
- Mr. N. G. W. Luitsz (519)**, Beetslaan 15, Hilversum.  
Student at the University of Amsterdam.
- Dr. Rudolf Mees (60)**, p/a. Fa. R. Mees & Zoonen, Beursplein 9,  
Rotterdam.  
Banker and Insurance Broker.
- Mrs. E. Mees-Havelaar (474)**, Parklaan 11, Rotterdam.
- Dr. E. E. J. Messing (511)**, Walenburgerweg 49, Rotterdam.  
President „Centraal Instituut voor de Kennis van het Buitenland“ (Nether-  
lands Central Foreign Institute).
- Mr. A. Mey, drs. ec.-acct. N.I.A., (504)**, Laan van Meerdervoort  
754, The Hague.  
Chef Econ. Afdeling Hoofdbestuur der Posterijen, Telegrafie en Telefonie  
(Chief of Economic Dept. General Direction of Post, Telegraph, Telephone).
- Herr Leo Meyer (442)**, Oranje Nassaulaan 52, Amsterdam.  
Directeur Generaal N.V. „De Bijenkorf“, Amsterdam. (Warenhaus)
- Mrs. Lena Moll (410)**, Columbusstraat 85, The Hague.  
Secretary and Propagandist of the Dutch Cooperative Women's Guild (Ned.  
Coöp. Vrouwenvereniging).
- Mr. Chr. A. Niermeijer (520)**, Heerenstraat 15, Amsterdam.  
Student of Economics at the University of Amsterdam.

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

- Dr. J. J. M. N o b a c k (497), Schotersingel 9, Haarlem.  
Werkgeversorganisatie (Association of Employers), Holland.
- Mr. F. S. N o o r d h o f f (530), Amstel 224, Amsterdam.  
Redakteur, Nederlandsch Verbond van Vakverenigingen.
- Dr. J. F. v a n O s s (425), Michel Angelostraat 47, Amsterdam.  
Municipal Efficiency Inspector, Gemeentelijke Inspectie, Amsterdam.
- Ir. A. P l a t e (489), Scheepvaart Vereeniging Zuid, Pieter de  
Hoochweg 110, Rotterdam.  
President of the Scheepvaart Vereeniging Zuid (Shipping Association),  
Rotterdam.
- Dr. W. H. P o s t h u m u s - v a n d e r G o o t (546), 72, Apollolaan,  
Amsterdam.
- Mr. H. R i e m e n s (534), Valeriusstraat 220, Amsterdam.  
Student at the University of Amsterdam.
- Mr. C. M. R u t t e m a n (22), Mathenesserlaan 405, Rotterdam.  
Director N.V. Hercules Powder Co., Rotterdam.
- Mr. J. J. S c h o k k i n g (450), Kerkdam 64, Wassenaar.  
Solicitor, Wassenaar.
- Mr. G. A. S c h ö n e \*) , Duinlustweg 11, Wassenaar.  
Engineer, Advisor on Psychotechnics.
- Drs. v a n d e r S c h r o e f f (523), Overtoom 128, Amsterdam.  
Chief Assistant, Dept. of Business Economics at the University of Am-  
sterdam.
- Herr P. J. S. S e r r a r e n s (see "International").
- Mr. G. J. S i d d r é , (569), Fred. Hendrikplantsoen 11, Amsterdam.  
Industrial Writer.
- Dr. B. J. M. v a n S p a e n d o n c k \*) , Heuvel 98, Tilburg.  
Secretary of the Chamber of Commerce, Tilburg.
- Mr. D. W. S t o r k J r. (507), N.V. Machinefabriek Gebr. Stork  
& Co., Hengelo (O.).  
(Machinery)
- Mr. H. T a l e n s (68), Deventerstraat 39, Apeldoorn.  
Managing Director of N.V. v.h. Talens & Zoon, Apeldoorn. (Ink)
- Mr. W. A. d e T e l l o J r. (510), Vondelkade 6, Aerdenhout.  
Editor of „Onze Strijd“, Amsterdam.

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

**Herr Paul W. Ullrich (448)**, Keizersgracht 456, Amsterdam.  
Vertrauensmann deutscher Industrieverbände, sowie Mitglied des ausländischen Pressevereins in Holland, Amsterdam.

**Mr. Paul Utermöhlen (528)**, Vossiusstraat 38, Amsterdam.  
Meester in de Rechten.

**Dr. W. L. Valk (485)**, Gentsche Straat 50, Scheveningen.  
President Nederlandsch Economisch Instituut (Dutch Economic Institute) and Instituut voor Economische Geschriften (Institute for Publications on Economics).

**Mr. J. A. E. Verkade (413)**, Ooievaarstraat 66, Zaandam.  
Director Verkade's Fabrieken, Zaandam. (Chocolate and Biscuits)

**Professor C. W. de Vries \***, Johan van Oldenbarneveldtlaan 94, The Hague.  
Professor at High School of Commerce, Rotterdam.

**Dr. Max de Vries (568)**, Vondelstraat 12, Amsterdam.  
Editor „In- en Uitvoer“.

**Mr. G. van der Wal (527)**, Reinier Claeszenstraat 3, Amsterdam.  
Econ. cand.

**Mr. W. F. Wery (538)**, Laan van Meerdervoort 336, Den Haag.  
Solicitor.

**Mr. J. Westhoff (490)**, Ministerie van Arbeid, Handel en Nijverheid, Bezuidenhout 30, The Hague.  
Ministerie van Arbeid, Handel en Nijverheid (Ministry of Labour, Commerce and Industry), The Hague.

**Mr. W. J. van de Woestijne (530)**, Stationsstr. 40a, Amersfoort.  
Volkswirtschaftslehrer.

**Dr. F. M. Wibaut (573)**, 11, Waldeck Pyramontlaan, Amsterdam Z.  
Economist, Former Member of Town Council of Amsterdam, Senator.

---

### INDIA (BR.).

---

**Mr. P. G. Kanekar \***, Damodar Hall, Parel, Bombay 12, Br. India.  
Social Service League, Bombay.

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

Dr. D. N. Mazumdar (501), 8 E Underhill Road, Delhi.  
Manager for India (Br.) - Allianz und Stuttgarter Insurance Co., Ltd.,  
Berlin.

---

### INTERNATIONAL.

---

Madame C. Bakker van Bosse (462), Gentschestraat 92,  
The Hague, Holland.

Meester in de Rechten. Delegate of the International Alliance of Women  
for Suffrage and Equal Citizenship.

Miss Mary A. Dingman (84), 2, Rue Daniel Colladon,  
Geneva, Switzerland.  
Social and Industrial Secretary, World's Y.W.C.A., Geneva.

Monsieur H. Dubreuil (560), Bureau International du Travail,  
Genève.

Autrefois Secrétaire de la Confédération Générale du Travail, Paris.

Mlle. Louise C. A. van Eeghen (508), Huize Aardenberg,  
Doorn.

Hon. Secretary General and representative of the International Council  
of Women, Paris.

Mr. Nils L. Ehrenstroem (503), Intern. Christian Social In-  
stitute 2, Rue de Montchoisy, Geneva, Switzerland.  
Research Collaborator, Intern. Chr. Social Institute, Geneva.

Dr. O. Eisenberg (563), International Labour Office, Geneva.

Miss A. Honora Enfield (408), Stanfield House, Prince  
Arthur Road, Hampstead, London N.W. 3, England.  
Secretary of International Cooperative Women's Guild, London.

Miss M. L. Fledderus (61), Javastraat 66, The Hague, Holland.  
Consultant on Industrial Relations. Executive Vice-President I.R.I.

Herr Hugo von Haan (10), 10, Avenue Calas, Champel,  
Genf, Schweiz.

Oesterreichischer Ministerialrat a. D. Chef der Informationsabteilung am In-  
ternationalen Rationalisierungs-Institut, Genf.

International Federation of League of Nations Societies \*),  
41, Rue Juste-Lipse, Brussels.

Dr. Otto Iserland (407), 2, Rue de Montchoisy, Genf,  
Schweiz.

Associate Director of Department of Social and Industrial Research and  
Counsel of the International Missionary Council, Geneva.

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

**Mr. G. A. Johnston**, D.Phil., M.A. (30), International Labour Office, Geneva, Switzerland.  
Chief of Section, Intelligence and Liaison Division, International Labour Office, Geneva.

**Monsieur le Dr. Edmond Landauer** (401), 1, Rue de l'Amiral Cloué, Paris 16.

Secrétaire Général du Comité International de l'Organisation scientifique du Travail, Paris.

**Miss Rosa Manus** (463), Parkwijk, Baarn.

Second Vice-President of the International Alliance of Women for Suffrage and Equal Citizenship, London.

**M. Louis Metz** (557), 9a, rue de Genève, Strasbourg, Bas-Rhin-France.

Secrétaire Général de la Fédération Internationale des Organisations Syndic. Indépendantes d'Employés.

**Monsieur Paul Otlet** \*, 44, rue Fétils, Bruxelles.

Union der Associations Internationales.

**Dr. W. A. Riddell**.

(see "Canada")

**Mrs. L. van der Schalk-Schuster** (461), Van Hoornbeekstraat 27, The Hague.

Chief Delegate of the International Alliance of Women for Suffrage and Equal Citizenship, London.

**Herr P. J. S. Serrarens** (467), Drift 12, Utrecht, Holland.

Generalsekretär des Internationalen Bundes der Christlichen Gewerkschaften; Mitglied der Ersten Kammer der Niederländischen Generalstaaten, Utrecht.

**Monsieur Albert Thomas** (477), Directeur du Bureau International du Travail, Genève, Suisse.

**Major L. Urwick** O.B.E., M.C., M.A. (14), International Management Institute, 2, Boulevard du Théâtre, Geneva, Switzerland.

Director International Management Institute, Geneva.

**Miss E. Brenda Voysey** B.A. (62), Javastraat 66, The Hague, Holland.

Secretary, International Industrial Relations Association, The Hague.

**Miss Doris Pelton Webster** (453), c/o Union Theological Seminary, Broadway at 120th Street, New York City.

Representative of International Student Service, Geneva.

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

### IRELAND.

Miss Louie Bennett (2), St. Brigid's, Killiney, Co. Dublin.  
Secretary Irish Women Workers' Union, Fraternal Delegate Women's International League for Peace and Freedom, Geneva.

The Hon'ble Ethel Macnaghten (17), 48, Belgrave Square,  
Rathmines, Dublin.

Hon. Sec. Irish Women Citizens Association.

### ITALIA.

Prof. Comm. Filippo Carli (\*), Piazza Sonnino 2, Roma.  
Director of the Economic Service of the Confederazione Nazionale Fascista del Commercio, Roma.

Dr. A. Correggiari (70), Corso Porta Nuova 9, Milano.  
Conseil d'Organisation humaine de l'industrie, Milano.

Monsieur Carlo Pagni (\*), Via Meravigli 9, Milano (109).  
Secrétaire du „Gruppo Amici della Razionalizzazione“; Rédacteur Economique de „L'Industria Lombarda“, Milano.

### OESTERREICH.

Frl. Hedwig Lemberger (71), Hanuschgasse 3, Wien I.  
Inspektorin für Frauenarbeit am Gewerbe-Inspektorat, Bundesministerium für Soziale Verwaltung, Wien.

Herr Hans Mars (52), Ebendorferstrasse 7, Wien I.  
Referent für Arbeitswissenschaft und Rationalisierungspolitik der Kammer für Arbeiter und Angestellte, Wien.

Herr Direktor Otto Neurath (402), Arndtstrasse 1, Wien XII.  
Direktor des Gesellschafts- und Wirtschaftsmuseums in Wien, Ullmannstrasse 44, Wien XIV.

### ROMANIA.

M. le Prof. Constantin D. Busila (\*), Rue Matei Millo  
2bis, Bucarest.

Professeur à l'Ecole Polytechnique de Bucarest.

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

Monsieur Stefan Mateescu \*), 33, Rue du Consistoire, Arad.  
Ingénieur.

---

### SAARGEBIET.

Anstalt für Arbeitskunde \*), Gusstahlwerk, Saarbrücken.

---

### SCHWEIZ.

Herr Dr. Georg Heberlein (473), in Fa. Heberlein & Co.  
A.-G., Wattwil.

Direktor Fa. Heberlein & Co. A.-G.

(Bleicherei, Druckerei, Färberei, Appretur)

Herr Dr. Rudolf Heberlein (418), in Fa. Heberlein & Co.  
A.-G., Wattwil.

Direktor i. Fa. Heberlein & Co. A.-G.

(Bleicherei, Druckerei, Färberei, Appretur)

Monsieur Aloys Hentsch \*), 11, Rue de la Madeleine, Genève.  
Secrétaire Général de la Commission Romande de Rationalisation, Genève.

Frau Ada von Martini (38), 3, Klusdörfli, Zürich.

Herr Dr. H. Pruppacher, dipl. ing. chem. (443), Zollikerstrasse  
250, Zürich.

Consulting Management Engineer.

Frau Lucy Rudolph (512), 44, Scheideggstrasse, Zürich.

Dr. der Nationalökonomie.

Frau Else Züblin-Spiller (11), Alte Landstrasse 53, Kilch-  
berg bei Zürich.

Präsidentin der Betriebsleitung „Schweizer Verband Volksdienst“ (Führung  
von alkoholfreien Wohlfahrtshäusern, Soldatenstuben etc.)

---

### SOUTH AFRICA.

Miss J. Lennox Beaumont Rawbone \*), „Rooidak“,  
Baker Road, Kenilworth, Cape Town.

Student of Industrial Relations.



## LIST OF CONGRESS MEMBERS

### SVERIGE.

Ms Margret Borelius (41), Olshögsvägen 5, Lund.

Miss Ellen Carlson (40), Nordiska Kompaniet, Nyköping.  
Welfare Worker, Nordiska Kompaniet, Nyköping.  
(Furniture & Metal Works)

Herr Direktor Erik Falk (4), Västeras.  
Direktor der A. B. Svenska Metallverken, Västeras. (Metallfabrikate)

Miss Signe Fredholm, B.A. (32), 8 Skvadrongatan, Malmö.  
Welfare Supervisor „Manufactur Aktiebolaget“, Malmö. (Textile)

Miss Kerstin Hesselgren (31), 5, Birger Jarlstorg, Stockholm.  
Member of Parliament, Factory Inspector, and Chairman of the Swedish Union of Welfare Workers (S.A.I.A.), Stockholm.

### UNGARN.

Herr Prof. Elmén Hantos \*), Arpadgasse 6, Budapest.  
Staatssekretär a. D.; Professor an der Universität zu Budapest.

Frau M. Andrée Miskolczy (478), The Brookings Institution,  
24 Jackson Place, Washington D.C., U. S. A.  
Industrial Relations Counsellor, Hungarian Red Cross.

Mr. Ferencz Rajniss (550), Fiumei ut. 19, Budapest.  
Vice-Director of the Hungarian Social Insurance Institute.

### U.S.S.R.

Mr. Aros Gayster (456), Gosplan, Karuninskaja Pl. Gosplan,  
Moscow.  
Vice-President of Agricultural Academy of the U.S.S.R., Member of State Planning Commission, (Gosplan).

Dr. Lili Keith (554), Küstrinerstrasse 4, Berlin-Halensee.  
Representing "Iswestija Zik", Moscow.

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

Herr Prof. Alexander Kohn (455), Twierskaja 56, Moskau.  
Professor der Nationalökonomie. Direktor des Forschungsinstituts des  
Aussenhandels Monopol, Nowaja Basmunnaja 10, Moskau.

Mr. Ivan Kraval (457), Kremlin, Detskaya Polovina, Moscow.  
Director of the Labour Research Institute, U.S.S.R.

Mr. Markoff (486), Kremlin, Detskaya Polovina, Moscow.  
Secretary to Delegation from U.S.S.R.

Mr. Valery V. Ossinsky (458), Kremlin, Detskaya Polovina,  
Moscow.

Economist; Member of Editorial Collegium of *Isvestia* (Official organ of the  
Central Executive Committee of the U.S.S.R.); Head of U.S.S.R. Delegation  
to 1927 Geneva World Economic Conference, Geneva.

Herr Prof. Solomon Ronin (459), Karuninskaja Pl. Gosplan,  
Moskau.

Professor der Nationalökonomie, Institut für ökonomische Forschungen und  
Präsidiumsmitglied d. Staats-Plan Komission, Moskau.

---

## UNITED STATES OF AMERICA.

---

Mr. Fred Bennion \*), Montana State College, Bozeman,  
Montana.

Dr. W. A. Berridge \*), Metropolitan Life Insurance Co.,  
1, Madison Avenue, New York, N.Y.  
Metropolitan Life Insurance Co.

Mr. H. H. Broach \*), International Brotherhood of Electrical  
Workers, 1200 Fifteenth Street N.W., Washington, D.C.  
President of the International Brotherhood of Electrical Workers, Washington.

Professor Dr. Rudolf Broda (447), Antioch College, Yellow  
Springs, Ohio.

President, League for the Organization of Progress, Antioch College,  
Yellow Springs.

Mr. Edward C. Carter (86), Institute of Pacific Relations,  
129 East 52nd Street, New York, N.Y.  
Secretary-Treasurer American Council of Institute of Pacific Relations,  
New York.

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

Mr. Edward C. Carter Jr. (495), American Council, Institute of Pacific Relations, 129 East 52nd Street, New York, N.Y.  
Secretary to Mr. Edward C. Carter.

Professor Joseph P. Chamberlain (75), 510, Kent Hall, Columbia University, New York, N.Y.  
Professor of Public Law; Director Legislative Drafting Research Fund, Columbia University, New York City.

Mr. Victor Christgau (558), U.S. Congressman, Washington D.C.

Mr. Wallace Clark (64), 8, Rue Jean Goujon, Paris, France.  
Consulting Engineer, Wallace Clark & Co., 2152 Graybar Bldg. New York and 8 Rue Jean Goujon, Paris.

Mrs. Wallace Clark (449), 12, Rue Jean Goujon, Paris.

Mr. Morris L. Cooke (65), St. George's Road (Mt. Airy Post Office), Chestnut Hill, Philadelphia, Pa.  
Consulting Engineer, formerly Director of Public Works of the City of Philadelphia.

Mrs. Morris L. Cooke (66), St. George's Road, (Mt. Airy Post Office), Chestnut Hill, Philadelphia, Pa.

Miss Eleanor B. Davis (479), 106, West Moreland Avenue, Chestnut Hill, Philadelphia, Pa.  
Delegate of "Women's Trade Union League of Philadelphia".

Mr. John Walter Dietz (74), 100 Central Avenue, Kearny, N.Y.  
Supt. Industrial Relations, Kearny Works, Western Electric Company Inc. (Communication Equipment)  
Kearny.

Dr. Mildred Fairchild (\*), Bryn Mawr College, Bryn Mawr, Pa.

Research Assistant, Bryn Mawr College, Bryn Mawr, Pa.

Mr. Edward A. Filene (45), 426, Washington Street, Boston, Mass.

President Wm. Filene's Sons Company, Boston; President Twentieth Century Fund Inc. (Retail Store)

Mr. Albert Gamse (529), Division 23, Dept. of Commerce, Washington.

Administrative Assistant of the Division of Regional Information.

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

Miss Elizabeth Gilman (437), 513, Park Avenue, Baltimore, Md.

Director Baltimore Open Forum, Baltimore.

Miss Pauline Goldmark (89), 195, Broadway, New York, N.Y.  
American Telephone and Telegraph Co., New York (Telephone and Telegraph).

Mr. Charles O. Hardy (433), 722, Jackson Place, Washington D.C.

Staff Member, Institute of Economics of The Brookings Institution, Washington.

Mr. Paul Harris Jr. \*), 347, Madison Avenue, New York City.

Mr. Max F. Hausmann (39), Phipps Clinic, Johns Hopkins Hospital, Baltimore, Md.

Psychologist, Phipps Clinic, John Hopkins Hospital, Baltimore.

Mr. Philip Johnson (50), 424 East 52nd Street, New York, N.Y.

Director of the Architectural Exhibits, Museum of Modern Art, New York, N.Y.

Mr. Paul U. Kellogg (87), 112 East 19th Street, New York, N.Y.

Editor "The Survey", New York.

Dr. Susan Kingsbury \*), Bryn Mawr College, Bryn Mawr, Pa.

Professor of Social Economy, and Director Carola Woerishoffer Graduate Dept. of Social Economy and Social Research, Bryn Mawr, Pa.

Miss Mary van Kleeck (18), Russell Sage Foundation, 130 East 22nd Street, New York N.Y.

Director Department of Industrial Studies, Russell Sage Foundation, New York; Vice-President I.R.I.

Mr. Howard R. Knight (451), 82 North High Street, Columbus, Ohio.

General Secretary, National Conference of Social Work, Columbus.

Mr. Sam A. Lewisohn \*), Room 1824, 61, Broadway, New York, N.Y.

Member firm of Adolph Lewisohn and Sons, Vice-President & Treasurer Miami Copper Co.; Chairman of Board of American Management Association, New-York.

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

Dr. Lewis L. Lorwin (90), 722, Jackson Place, Washington D.C.

Institute of Economics of the Brookings Institution, Washington.

Mr. Spencer Miller Jr. (88), Workers' Education Bureau of America, 1440, Broadway, New York, N.Y.

Executive Secretary, Workers' Education Bureau of America.

Miss Elizabeth C. F. Morris \*) , Russell Sage Foundation, 130, East 22nd Street, New York, N.Y.

Prof. Henry Raymond Mussey (484), Wellesley, Massachusetts.

Professor of Economics in Wellesley College.

Dr. Ernest Minor Patterson (438), University of Pennsylvania, Philadelphia, Pa.

Professor of Economics, President American Academy of Political Science, Philadelphia.

Miss Frances Perkins (15), 80, Center Street, New York, N.Y.

Industrial Commissioner, New York State Department of Labor, New York.

Mr. H. S. Person Ph. D. (48), 29, West 39th Street, New York, N.Y.

Managing Director, Taylor Society, New York.

Mrs. H. S. Person (429), Southlawn Avenue, Dobbs Ferry, N.Y.

Miss Helen Plumb (446), Chemical Bank & Trust Co., 47th and Lexington Ave., New York.

Founder and former Director of Society of Arts & Crafts of Detroit, and Associate in Industrial Arts, American Federation of Arts.

Mr. L. Resnick (72), Secor Road, Scarsdale, N.Y.

Publicity and Editorial Counsel.

Miss Susan I. Scheel (440), Rosemawr, Passaic N.J.

Mr. Pierce Williams (464), 51, Madison Avenue, New York, N.Y.

Executive Director National Bureau of Economic Research Inc., New York.

## LIST OF CONGRESS MEMBERS

### YUGOSLAVIA.

M. le Professeur Dr. Velimir Baikitch (539), rue S. Givano-  
vitch 25, Belgrad.

Professeur d'Economie Politique, Ancien Sous-Secrétaire des Finances,  
Rédacteur de la Revue Hebdomadaire „Narodno Blagostanje” (Le Bien-  
être National).

Dr. Milan Radosavlevic (561), Belgrado.

- Following a name indicates non-presence of member.
- Après le nom indique l'absence du membre.
- Nach dem Namen bezeichnet nicht-Anwesenheit des Teilnehmers.

LIST OF ORGANIZATIONS, INSTITUTIONS, DEPARTMENTS  
AND JOURNALS INCLUDED IN THE MEMBERSHIP OF THE  
CONGRESS (ARRANGED ALPHABETICALLY)

LISTE DES ORGANISATIONS, INSTITUTIONS, MINISTÈRES ET  
PÉRIODIQUES FIGURANTS DANS LA LISTE DES MEMBRES  
DU CONGRÈS (PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE)

LISTE DER KÖRPERSCHAFTEN, INSTITUTIONEN, MINISTE-  
RIEN UND ZEITSCHRIFTEN, DIE IN DER TEILNAHME  
EINGESCHLOSSEN SIND (ALPHABETISCH ANGEORDNET)

---

Agricultural Academy of the U.S.S.R.  
(Mr. Aron Gayster, Moscow).

American Academy of Political Science, Philadelphia.  
(Dr. Ernest Minor Patterson).

American Council of Institute of Pacific Relations, New York.  
(Mr. Edward C. Carter).

American Management Association, New York.  
(Mr. Sam A. Lewisohn).

Amsterdam Chamber of Commerce, Amsterdam.  
(Dr. H. A. Hartogh LL.D.).

Anstalt für Arbeitskunde, Saarbrücken.

Association Française pour le Progrès Social, Paris.  
(Dr. Max Lazard).

Ausschuss für Internationale Rationalisierungs-Fragen beim R.K.W.,  
Berlin.  
(Dr. Otto Bredt).

Ausschuss für Soziale Betriebsarbeit, Hamburg.  
(Fr. Ilse Ganzert).

Austauschstelle für Schrifttum sozial-menschlicher Betriebsarbeit,  
Offenbach a/M.  
(Dr. Ing. A. Dach; Fr. Gertrud Schmidt).

Bureau Arbeidsinspectie, Amsterdam.  
(Fr. J. E. Cieremans).

## LIST OF ORGANISATIONS, ETC.

Bureau International du Travail, Genève.

(Mr. Albert Thomas; Dr. G. A. Johnston; M. H. Dubreuil; Dr. O. Eisenberg).

Büro für Sozialpolitik, Berlin.

(Frau Prof. Dr. Frieda Wunderlich und Frau Gertrud Israel).

Centraal Instituut voor de Kennis van het Buitenland (Netherlands Central Foreign Institute).

(Dr. E. E. J. Messing).

Chinese Economic Society, Shanghai.

(Mr. D. K. Lieu).

Commission Romande de Rationalisation, Genève.

(Mr. Aloys Hentsch).

Comité International de l'Organisation scientifique du Travail.

(Mr. Edmond Landauer).

Comité Supérieur de Normalisation, Paris.

(M. Ernest Lhoste).

Confédération des Syndicats Chrétiens de Belgique, Bruxelles.

(Mr. H. Pauwels).

Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens, Utrecht.

(Mr. P. J. S. Serrarens).

Confederazione Nazionale Fascista del Commercio, Roma.

(Prof. Comm. Filippo Carli).

Deutsche Industrieverbände, Amsterdam.

(Herr Paul W. Ullrich).

Deutscher Hauptverband der Industrie in der Tschechoslovakei, Reichenberg.

(Dr. Rudolf Fernegg).

Deutscher Verband der Sozialbeamtinnen, Berlin.

(Frau Adele Beerensson).

Dominion of Canada Advisory Officer accredited to the League of Nations.

(Dr. W. A. Riddell).

Economic Service of the National Fascist Confederation of Commerce, Rome.

(Prof. Comm. Filippo Carli).



## LIST OF ORGANISATIONS, ETC.

Economische Afdeeling Hoofdbestuur der Posterijen, Telegrafie en Telefonie (Economic Section of Post & Telegraph Service).  
(Drs. A. Mey).

Editorial Collegium of Isvestia, Official organ of the Central Executive Committee of the U.S.S.R., Moscow.  
(Mr. Valery V. Ossinsky).

Factory Inspection Department, Sweden.  
(Miss Kerstin Hesselgren).

Fédération Internationale des Organisations Syndic. Indépendantes d'Employés, Strasbourg.  
(M. Louis Metz).

Federation of Metal Employers, Rotterdam.  
(Mr. J. de Kanter).

Flour-Milling Employers Federation, London.  
(Mr. L. H. Green).

Forschungsinstitut des Aussenhandels Monopol, Moskau.  
(Professor K. Kohn).

Gemeentelijke Inspectie (Municipal Inspection) of Amsterdam.  
(Dr. F. J. van Oss).

Gesellschaft für Soziale Reform.  
(Frau Prof. Dr. Frieda Wunderlich).

Gesellschafts- und Wirtschaftsmuseum, Wien.  
(Herr Direktor Otto Neurath).

Gewerbe-Inspektorat, Bundesministerium für Soziale Verwaltung, Wien.  
(Frl. Hedwig Lemberger).

Gewerkschaftliche Forschungsstelle für Wirtschaftspolitik, Berlin.  
(Herr Fritz Naphtali).

Gruppo Amici della Razionalizzazione, Milan.  
(Mr. Carlo Pagni).

Hungarian Social Insurance Institute, Budapest.  
(Mr. Ferencz Rajniss).

„In- en Uitvoer”, Amsterdam.  
(Dr. Max de Vries).

„De Ingenieur”, Den Haag.  
(Dr. Ing. B. Bölger).

## LIST OF ORGANISATIONS, ETC.

Institut für Betriebssoziologie und Soziale Betriebslehre an der Technischen Hochschule, Berlin.

(Herr Prof. Dr. Goetz Briefs; Herr Dr. Walter Jost; Herr Dr. R. Schwenger).

Institut für ökonomische Forschungen, Moskau.  
(Professor Solomon Ronin).

Institut für Sozialforschung, Frankfurt a/M.  
(Dr. Friedrich Pollock).

Institut für Sozial-Wissenschaften, Universität Heidelberg.  
(Dr. E. W. Eschmann).

Institut für Warenkunde, Handelshochschule, Mannheim.  
(Prof. Dr. V. Pöschl).

Institut International d'Organisation Scientifique du Travail, Genève.  
(Major L. Urwick, Mr. H. von Haan, Dr. Otto Bredt).

Institut Social de la République Tchecoslovaque, Prague.  
(Dr. V. Verunac).

Institute of Economics of The Brookings Institution, Washington.  
(Mr. Charles O. Hardy; Dr. Lewis L. Lorwin).

Instituto Nacional de Prevision, Madrid.

Institute of Labour Management, London.  
(Miss E. D. Newcomb; Miss O. D. Spicer).

Institute of Social Research, Peiping, China.  
(Mr. S. H. Lin; Mr. L. K. Tao).

Instituut voor Economische Geschriften (Institute for Publications on Economics).  
(Dr. W. L. Valk).

International Alliance of Women for Suffrage and Equal Citizenship.  
(Madame C. Bakker van Bosse; Miss Rosa Manus; Mrs. L. van der Schalk-Schuster).

Internationaler Bund der Christlichen Gewerkschaften, Utrecht.  
(P. J. S. Serrarens).

International Brotherhood of Electrical Workers, Washington.  
(Mr. H. H. Broach).

International Christian Social Institute, Geneva.  
(Mr. Nils L. Ehrenstroem).

## LIST OF ORGANISATIONS, ETC.

International Cooperative Women's Guild.

(Miss A. Honora Enfield).

International Council of Women, Paris.

(Mlle. Louise C. A. van Eeghen).

International Federation of Christian Trade Unions, Utrecht.

(Mr. P. J. S. Serrarens).

International Federation of Consulting Engineers, Paris.

(Ir. V. W. van Gogh).

International Federation of League of Nations' Societies, Bruxelles.

International Labour Office, Geneva.

(Mr. Albert Thomas; Dr. G. A. Johnston; M. H. Dubreuil; Dr. O. Eisenberg).

International Management Institute, Geneva.

(Major L. Urwick; Herr Hugo von Haan; Dr. Otto Bredt).

International Missionary Council, Geneva.

(Herr Dr. Otto Iserland).

International Student Service, Geneva.

(Miss Doris Pelton Webster).

Internationaler Bund der Christlichen Gewerkschaften, Utrecht.

(Mr. P. J. S. Serrarens).

Internationales Arbeitsamt, Genf.

(Mr. Albert Thomas; Dr. G. A. Johnston; M. H. Dubreuil; Dr. O. Eisenberg).

Internationales Rationalisierungs-Institut, Genf.

(Major L. Urwick; Herr Hugo von Haan; Dr. Otto Bredt).

Irish Women Citizens Association, Dublin.

(The Hon'ble Ethel Macnaghten).

Irish Women Workers' Union, Dublin.

(Miss Louie Bennett).

„Iswestija Zik", Moscow.

(Dr. Lili Keith).

Kammer für Arbeiter und Angestellte, Wien.

(Herr Hans Mars).

## LIST OF ORGANISATIONS, ETC.

"Labour Management", Organ of Institute of Labour Management,  
London.

(Miss E. D. Newcomb).

Labor Research Institute, U.S.S.R.

(Mr. Ivan Kraval).

„La République", Paris.

(Mr. Emile Roche; Mr. Bertrand de Jouvenel).

League for the Organization of Progress, Yellow Springs, U.S.A.

(Dr. Rudolf Broda).

„L'Industria Lombarda", Milano.

(Mr. Carlo Pagni).

McGraw-Hill Business Journals, New York.

(Mr. J. H. Cohen Stuart).

Management Research Groups, London.

(Mr. R. J. Mackay; Mr. Kenneth R. Middleton).

Ministerie van Arbeid, Handel en Nijverheid, The Hague.

(Mr. A. Folmer; Mr. J. Westhoff).

Ministry of Public Works of the Czechoslovakian Republic, Prague.

(Ing. Dr. Stan. Spacek).

„Mon Bureau", Organisateur Conseil, Paris.

(Mlle Thérèse Leroy; Mr. Gaston Ravisse).

„Narodno Blagostanje", Belgrad.

(Dr. Velimir Baikitch).

National Bureau of Economic Research Inc., New York.

(Mr. Pierce Williams).

National Committee Y.W.C.A., China.

(Miss Lily K. Haass).

National Conference of Social Work, Columbus.

(Mr. Howard R. Knight).

Ned. Coöp. Vrouwenvereniging (Dutch Cooperative Women's  
Guild).

(Mrs. Lena Moll, The Hague).

Nederlandsch Economisch Instituut (Dutch Economic Institute).

(Dr. W. L. Valk).

Nederlandsch Verbond van Vakverenigingen, Amsterdam.

(Mr. F. S. Noordhoff).

## LIST OF ORGANISATIONS, ETC.

New York State Department of Labor, New York.  
(Miss Frances Perkins).

„Onze Strijd”, Amsterdam.  
(Mr. W. A. de Tello Jr.).

„Regeneratie”, Amsterdam.  
(Mr. E. van Cleef; Mr. Bob Levie).

Robert Owen Foundation, Toronto.  
(H. Spencer Clark).

Russell Sage Foundation (Dept. of Industrial Studies), New York.  
(Miss Mary van Kleeck; Miss E. C. F. Morris).

Office de Statistique de la République Tchecoslovaque, Praha.  
(M. le Dr. Robert Kollar).

Scheepvaart Vereeniging Zuid (Shipping Association), Rotterdam.  
(Ir. A. Plate).

„Schweizer Verband Volksdienst”.  
(Frau Else Züblin-Spiffler).

Seminar für Volkswirtschaft und Sozialpolitik a. d. Techn. Hochschule, Dresden.  
(Dr. G. Isenberg).

Shipping Association (Scheepvaart Vereeniging), Rotterdam.  
(Ir. A. Plate).

Social Service League, Bombay.  
(Mr. P. G. Kanekar).

Society of Arts & Crafts of Detroit.  
(Miss Helen Plumb).

„Soerabajaasch Handelsblad”.  
(Dr. Ph. van Harreveld).

„Soziale Praxis”, Bureau für Sozialpolitik, Berlin.  
(Frau Gertrud Israel; Frau Dr. Wunderlich).

Swedish Union of Welfare Workers (S.A.I.A.), Stockholm.  
(Miss Kerstin Hesselgren).

Supreme Council of Labour (Hooge Raad van Arbeid), The Hague.  
(Dr. A. C. Josephus Jitta).

„Survey”, New York.  
(Mr. Paul U. Kellogg).

**LIST OF ORGANISATIONS. ETC.**

**Taylor Society, New York.**

**(Dr. H. S. Person).**

**„The Week-end Review“, London.**

**(Mr. J. M. Nicholson; Mr. Gerald Barry).**

**Union des Associations Internationales, Bruxelles.**

**(M. Paul Otlet).**

**Verein Deutscher Ingenieure, Berlin.**

**(Herr Dr. W. Hellmich Ing. E.h.).**

**„De Volkenbond“, Den Haag.**

**(Mr. A. B. Cohen Stuart).**

**Werkgeversorganisatie (Association of Employers), Holland.**

**(Dr. J. J. M. Noback).**

**Women's International League for Peace and Freedom, Geneva.**

**(Miss Louie Bennett).**

**Women's Trade Union League of Philadelphia.**

**(Miss Eleanor B. Davis).**

**Workers' Education Bureau of America, New York.**

**(Mr. Spencer Miller).**

**World's Y.W.C.A., Geneva.**

**(Miss Mary A. Dingman).**

**Zentralstelle für das katholische Deutschland, M. Gladbach.**

**(Herr Dr. jur. Dr. rer. Pol. Heinrich Rommen).**